

AVOCATS

HISTOIRE ET CULTURE

REVUE DE LA SIHPA - N°12 - 2016

SOCIÉTÉ
INTERNATIONALE
D'HISTOIRE
DE LA PROFESSION



D'AVOCAT

ermes



Laboratoire ERMES
Normes, Représentations, Territoires

Université
Nice
Sophia Antipolis





VIII^E COLLOQUE INTERNATIONAL DE LA SIHPA

NICE
(FRANCE)

11-12 décembre 2014

LES AVOCATS EN TEMPS DE GUERRE

REPRÉSENTATIONS D'UNE PROFESSION FACE À LA CRISE

Comité scientifique

Ugo Bellagamba, maître de conférences, laboratoire E.R.M.E.S.,
université de Nice Sophia Antipolis,

Jean-Luc Gaineton, ancien bâtonnier, avocat aux barreaux de Clermont-Ferrand
et de Barcelone, président de la S.I.H.P.A.,

Jean-Louis Gazzaniga, professeur honoraire, vicaire général du diocèse de Nice,
fondateur de la S.I.H.P.A.,

Hervé Leuwers, professeur à l'université de Lille III, secrétaire général
de la S.I.H.P.A.,

Marc Ortolani, professeur et directeur du laboratoire E.R.M.E.S., université de Nice
Sophia Antipolis,

Gian-Savino Pene-Vidari, professeur et doyen honoraire de la faculté de droit
de Turin.

SOMMAIRE

Avocats : histoire et culture

Revue de la SIHPA, N° 12, 2016

Jean-Luc Gaineton,

Le mot du président 7

ACTES DU CONGRÈS DE NICE

Malgorzata Ulla,

Raphaël Lemkin, avocat, messenger de l'humanité, concepteur de la notion de génocide et père fondateur de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide..... 11

Pierre-Louis Boyer,

La recherche de l'équilibre entre pétainisme, nationalisme et résistance..... 21

Josep Serrano Daura,

Le barreau de Barcelone pendant la Guerre civile espagnole (1936-1939)..... 47

Michèle Rosboch,

Les avocats dans les expéditions garibaldiennes..... 65

Sophia Adam,

Démosthène et la guerre des Athéniens contre le roi Philippe de Macédoine 83

Laurent Reverso,

Cicéron : un avocat en temps de guerres civiles..... 93

Mario Riberi,

Les avocats piémontais dans la « tourmente révolutionnaire »..... 117

Nicolas Derasse,

La défense en justice des « ennemis du peuple » durant le régime de la Convention Nationale 129

VARIA

Iñaki Diego de La Vega de Arciniega Frías y Floret,

La fable de « Sanche de Lutèce et la vallée du Diable », des limites de la critique dérisoire, sarcastique et autosatisfaisante. 147

L'éditorial du président

Chers amis,

Lorsqu'en 2014 nous organisions le VIII^e colloque international de la S.I.H.P.A. en liaison avec nos partenaires, le laboratoire ERMES et l'université de Nice Sophia-Antipolis, il s'agissait, par l'étude de la posture des avocats et des barreaux dans les périodes de trouble, de commémorer le centième anniversaire de l'éclatement de la Première Guerre mondiale. J'étais alors bien loin de penser qu'au moment de la publication de ses actes la situation politique internationale serait celle qui est la nôtre maintenant.

Cependant, la réalité s'impose. Le contexte mondial en général, et européen en particulier est des plus périlleux. Il laisse supputer que les peuples seraient victimes d'une amnésie collective effaçant de leur matrice les leçons de l'histoire au premier rang desquelles celles des conséquences des totalitarismes de tous bords. Pourtant ces temps sombres ne sont pas si anciens. Qui pourrait perdre de vue ce que nos concitoyens souffrirent au cours du XX^e siècle ?

L'avenir de l'Europe et de l'Union européenne inquiète légitimement les membres du barreau, et les ordres eux-mêmes, tant comptent-ils depuis l'Antiquité au nombre des hérauts de l'humanisme par la mise en exergue philosophique des droits de la défense et des libertés fondamentales.

La Première Guerre mondiale qui éclata après un cycle de progrès politiques, juridiques, sociaux, économiques et techniques produisit à terme un basculement brutal, remarquable dans tous ces domaines. D'aucuns l'estimèrent comme un mal nécessaire, d'autres tel un cataclysme inutilement destructeur. Tous purent voir en lui le suicide collectif de l'Europe alors qu'elle n'était qu'un enfant à peine sorti de l'âge tendre. C'était comme la manifestation dramatique d'un accès de tristesse d'une société perdue dans l'ennui. Celle si bien décrite par la vie et l'œuvre de Marcel Proust. Mais, heureusement, ce suicide échoua et l'Europe se releva.

S'en suivit une période courte mais compliquée de deux décennies, temps de tous les dangers pendant lequel les citoyens, soit se laissèrent grisés par

l'appel de sirènes populistes, soit s'enfoncèrent dans une inertie léthargique et coupable. Ces fourvoiements étaient symptomatiques du caractère d'un adolescent immature. Et une nouvelle guerre mondiale éclata, comme pour enseigner à la face du monde de quelles horreurs était capable une civilisation qui prétendait néanmoins être un modèle universel.

Seconde Guerre mondiale. Deuxième tentative de suicide de la belle Europe, bien plus violente que la première.

Le temps serein que la paix retrouvée apporta à son issue fut, par ricochet, encore plus intense. Les Européens crurent même vivre un fabuleux prodige lorsque le rideau de fer s'écroula sous son propre poids, presque sans crier gare, comme pour accomplir le songe des initiateurs des institutions de ce qui devint l'Union. Mais parfois le bonheur trop légèrement gaspillé génère à sa façon une mélancolie tout aussi autodestructrice que les pires désordres sentimentaux. C'est cet état qui semble caractériser aujourd'hui les peuples de notre continent, pathétiquement oublieux de leur histoire et de leurs devoirs. Il est vrai, à leur décharge, que ce sont certains hommes d'État, qui se révélant incapables de mener les politiques qui leur étaient confiées, imaginèrent rejeter leur faute sur les institutions européennes. Mais cette impéritie de politiques ne dédouane en aucun cas les peuples du mauvais usage ou de l'anesthésie de leur esprit critique.

Serait-ce que nous assisterions à la sixième phase de dégénérescence des régimes politiques, l'anacyclose décrite par Platon puis Polybe de Mégalopolis, reprise par Cicéron et Machiavel? Celle du passage de la démocratie à l'ochlocratie¹?

Demos et Okhlos. Eros et Tanatos. L'accomplissement politique et l'accomplissement amoureux seraient-ils condamnés à une transfiguration aussi fatale pour l'un que pour l'autre, les précipitant vers le chaos? Au contraire, saurions-nous nous inspirer de nos connaissances historiques pour échapper à ce funeste destin?

Toujours est-il que si, par malheur, l'anéantissement de nos principes poursuivait son œuvre, ceux qui seraient alors en charge de la justice, avocats, maîtres de l'office de discussion, ou magistrats, détenteurs du ministère de décision, assumeraient de grandes responsabilités. Si toutefois toutes les institutions n'étaient pas mises à bas en même temps que l'État de droit. Dès lors, ils pourraient, avant de choisir la voie que prendrait leur action, se consacrer

1 - Oscar Ferreira, « La démocratie dans toute sa pureté. Une longue histoire de la sortie en politique du concept d'ochlocratie (1780-1880) » in Revue de la Recherche juridique. Droit prospectif. XXXVIII-147-2013-2, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, 2013.

avec grand bénéfice à l'étude des situations que notre colloque mit en lumière par exemple en France ou en Allemagne lors des deux conflits mondiaux ou en Espagne pendant la dernière guerre civile. Et, afin de mesurer la hardiesse de la tâche qui leur serait imposée, au-delà des textes du colloque de Nice que nous publions sur deux numéros de la Revue, celui-ci et le prochain, il leur serait profitable de rechercher les témoignages d'hommes ordinaires qui furent contraints d'affronter la difficile découverte de leurs limites². Ils n'échapperaient pas non plus à la nécessité de méditer les textes juridiques, philosophiques et politiques dont la marche de l'humanité enrichit contamment les rayons de nos bibliothèques. Les plus valeureux risqueraient la radiation, le honnissement, voire la mort. Les plus médiocres, ou simplement les plus faibles, se laisseraient bâillonner et plieraient devant l'ignominie. Mais nul ne saurait à l'avance quel serait son chemin personnel, tracé par des circonstances jusqu'alors inimaginables.

Plus que jamais, rappelons-nous les valeurs que le projet européen porte, sachons distinguer le principal de l'accessoire, assumons nos erreurs, écartons les nouveaux populismes et tâchons d'éviter de placer notre Europe en une telle situation de désespoir qu'elle pourrait se jeter dans les affres d'un troisième suicide qui surviendrait en pleine jeunesse. Celui-là, plus réfléchi et déraisonnable à la fois, par le sabordement du rêve de l'union de l'Europe, lui serait peut-être fatal. Tous ensemble, tenons haut le plus bel oriflamme des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Croyant que l'Europe sorte enfin de son éternelle adolescence.

Je vous souhaite une bonne lecture et un excellent usage de cette première livraison des actes de Nice.

Bâtonnier Jean-Luc Gaineton
9 mars 2017

2 - Edmond Rousse, « Discours prononcé à l'ouverture de la conférence le 2 décembre 1871 », Imprimerie générale A. Lahure, Paris, 1880. Exemple de source à supposer, eu égard au délai de publication, qu'il n'a point été retouché entre-temps.

Raphaël Lemkin, avocat, messenger de l'humanité, concepteur de la notion de génocide et père fondateur de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Malgorzata Ulla

Raphaël Lemkin « avait pensé ce que personne ne pensait possible de penser¹ »

Raphaël Lemkin (1900² - 1959) était un avocat polonais d'origine juive, concepteur de la notion de génocide et co-fondateur de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. Ce grand avocat, qui a consacré toute sa vie à rendre le crime de génocide condamnable, demeure pourtant un personnage quasi inconnu³. Cette année marque le 45^e anniversaire de sa mort. C'est une belle occasion de lui rendre hommage et de rappeler son œuvre.

1 - BECKER Annette, « Penser et nommer les génocides : Raphaël Lemkin », p. 9, l'article disponible sur le site : <http://stanford.edu/dept/france-stanford/Conferences/Terror/BeckerFrench.pdf>, consulté le 17/02/2014.

2 - Raphaël Lemkin est né le 24 juin 1900 dans une famille juive dans le village de Bezwodne (province de Grodno), situait à l'époque sur le territoire de la Russie avant de devenir polonais de 1918 à 1945. Actuellement, il appartient à la Biélorussie. Le père de R. Lemkin, était fermier, quant à sa mère, sa grande intelligence ainsi que l'intérêt pour les belles-lettres sont souvent mis en avant.

3 - Selon Ryszard Szawłowski, chercheur polonais, ce qui surprend c'est l'absence de référence à la personne de R. Lemkin dans les ouvrages polonais consacrés au droit international public du XX^e siècle, à ce sujet : SZAWŁOWSKI Ryszard, « Raphaël Lemkin (1900-1959) The Polish Lawyer who Created the Concept of « Genocide », *The Polish Quarterly of International Affairs*, 2005, n° 2, pp. 100-101. D'autres exemples peuvent être cités, le remarquable ouvrage de KOUYATE KABA DIAKITE Sacké, *Droit international humanitaire dans les conflits armés. Le cas rwandais*, Paris, Harmattan, 2011, 221 pages, évoque l'évolution du droit humanitaire, pourtant, les références à Raphaël Lemkin n'y figurent pas. De même, concernant l'ouvrage de BULA BULA Sayeman, *Droit international humanitaire*, Louvain-la-Neuve, Bruylant - Academia s.a., 2010, 402 pages.

Le destin personnel de Raphaël Lemkin est lié de manière indissociable au sujet auquel il a consacré toute son existence : le génocide⁴. Tout au long de sa vie, ce militant des droits de l'Homme a été confronté à des guerres. Tout d'abord la Première Guerre mondiale (1914-1918⁵), puis la guerre polono-russe (1921) et enfin, la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). L'éclatement de ce dernier conflit a eu des conséquences terribles pour Raphaël Lemkin. En effet, plus de quarante membres de sa famille, dont ses parents, sont morts, victimes de l'extermination nazie. Lui-même ne pouvait pas s'imaginer le sort que la Seconde Guerre mondiale réserverait à lui et sa famille⁶, en s'exprimant ainsi : « Quand j'ai conçu l'idée de mettre hors la loi le génocide, il m'était impossible de penser qu'il m'affecterait personnellement ».

Raphaël Lemkin a, tout d'abord, commencé ses études à la faculté de linguistique de l'université de Lvov⁷. Par la suite, il a entamé des études à la Faculté de droit en exprimant un intérêt particulier pour le droit pénal. C'est à cette université qu'il a soutenu sa thèse en droit⁸. Raphaël Lemkin possédait des capacités linguistiques hors pair. Il parlait neuf langues étrangères et avait la capacité d'en lire quatorze. Ces aptitudes lui ont permis d'occuper d'importants postes dans l'appareil du nouvel État polonais. Il a exercé, entre autres, la fonction de membre correspondant de la délégation polonaise auprès du Bureau international d'unification du droit pénal. À ce titre, il a participé à des conférences internationales sur l'unification du droit pénal à Paris (1931) et à Madrid (1933).

De 1934 à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, Lemkin s'est consacré à l'exercice de la profession d'avocat dans son bureau à Varsovie. Il continuait, en même temps, de contribuer au développement du droit pénal polonais en

4 - SEGESSER Daniel Marc, GESSLER Myriam, « Raphaël Lemkin and the international debate on the punishment of war crimes (1919-1948) », *Journal of Genocide Research*, 2005, vol. 7 (4), pp. 453-468 ; ELDER Tanya, « What you see before your eyes : documenting Raphaël Lemkin's life by exploring his archival Papers, 1900-1959 », *Journal of Genocide Research*, 2005, vol. 7 (4), pp. 469-499.

5 - À la suite de laquelle la Pologne devient indépendante.

6 - La pensée et le destin de Lemkin sont souvent comparés à ceux de Hannah Arendt, à ce sujet : BENHABIB Seyla, « International Law and Human Plurality in the Shadow of Totalitarianism : Hannah Arendt and Raphaël Lemkin », *Constellations*, 2009, vol. 16 (2), pp. 331-350.

7 - Entre 1925 et 1925, il a également suivi des cours dans des universités étrangères (Heidelberg, Berlin et la Sorbonne). Voir aussi : ZUKOWSKI Przemysław Marcin, « *Krakowskie czasy studiów Rafała Lemkina* » (« *Le temps des études de Rafal Lemkin à Cracovie* »), *Dzieje Najnowsze*, Warszawa, R. XLIII-2011, vol. 1, pp. 139-158.

8 - R. Lemkin a soutenu sa thèse en droit à la Faculté de droit à l'Université de Jan Kazimierz à Lvov en 1926, SZAWLOWSKI Ryszard, *op. cit.*, p. 104.

écrivain de nombreux ouvrages⁹ et en procédant à des traductions du code pénal ainsi que d'autres réglementations pénales en langues étrangères¹⁰. Il menait de nombreuses études comparatives des codes pénaux de différents États : Pologne (1932), Italie (1931), Lituanie (1930), Yougoslavie (1929), Danemark (1930), Russie Soviétique (1927¹¹), Chine (1928), Turquie (1926), Argentine, Colombie, Costa Rica, Pérou (1924) ainsi que des projets de codes pénaux : France (1932), Allemagne (1933), Suisse (1918), Suède (1923) et Roumanie (1933).

Ce grand inconnu a été, à de nombreuses reprises, nommé pour le Prix Nobel de la paix, notamment par Winston Churchill¹². Pourtant, Raphaël Lemkin qui a conceptualisé une des plus grandes atrocités qu'a connue l'humanité est décédé à New York à l'âge de cinquante-neuf ans, solitaire et oublié, alors que ce savant a contribué à créer le droit international moderne.

La conception de génocide

Raphaël Lemkin a justifié l'invention du mot génocide dans les termes suivants : « le fait d'effacer délibérément des peuples entiers n'est pas totalement neuf dans le monde civilisé tel que nous avons appris à percevoir. Mais si neuf pour l'homme réellement civilisé qu'il n'a pas de mot pour le dire »¹³.

En 1941, dans son discours radiophonique, prononcé après l'invasion allemande de l'URSS, Winston Churchill, premier ministre britannique¹⁴, évoque des dizaines de milliers d'exécutions commises par les forces allemandes, il parle d'un crime qui n'a pas de nom. Raphaël Lemkin « allait donner un nom à

9 - Parmi lesquels *Prawo karne skarbowe (Droit pénal fiscal)*, un ouvrage de 725 pages, publié en 1938.

10 - En 1939 a été publié la traduction en anglais du code pénal polonais, effectuée par R. Lemkin en collaboration avec le professeur Malcolm McDermott, enseignant à la faculté de droit à l'université de Duke aux États-Unis. Un autre ouvrage intitulé *La réglementation des paiements internationaux* a été publié en France en 1939, selon : SAYAPIN Sergey, « A Short Tribute to Professor Raphaël Lemkin (1900-1959) », *Journal of International Criminal Justice*, 2009, vol. 7 (5), p. 1150.

11 - WEISS-WENDT Anton, « Hostage of politics : Raphaël Lemkin on Soviet genocide », *Journal of Genocide Research*, 2005, vol. 7 (4), pp. 551-559.

12 - Les auteurs ne sont pas unanimes quant au nombre de nominations de R. Lemkin au Prix Nobel de la paix. Ainsi, S. Jacobs évoque les nominations de 1952, 1955, 1956, 1958 et 1959. S. Sayapin parle de nominations présentées à l'initiative de W. Churchill en 1950 et en 1952, voir : JACOBS Steven L., « The papers of Raphaël Lemkin : a first look », *Journal of Genocide Research*, 1999, I (1), p. 108 ; SAYAPIN Sergey, *op. cit.*, p. 1152.

13 - Citation de LEMKIN Raphael, « Genocide a Modern Crime », *Free World*, 1945, derrière BECKER Annette, *op. cit.*, p. 15.

14 - Il s'agit du discours radiophonique prononcé le 24 août 1941.

ce crime, celui de génocide.¹⁵ » La notion de « génocidium » donna naissance au crime de génocide.

Les débuts de la conceptualisation du génocide - des crimes d'un nouveau genre agissant contre toute l'humanité

Passionné depuis son jeune âge par des récits sur les exterminations de différentes minorités, son questionnement sur ce sujet prend son envol en 1921, lors du procès berlinois de Soghomon Tehlirian, Arménien, assassin du grand vizir Talaat Pachat qui a ordonné l'extermination des Arméniens. Lemkin constate alors une énorme incohérence, l'homme qui a assassiné le grand vizir est jugé et sera puni alors que le crime de mort des Arméniens en 1915 restera impuni. C'est dans ce contexte que Lemkin prend conscience de l'importance de l'adoption d'une loi internationale qui permettrait de juger ce type de crimes. Il entame, par la suite, ses travaux de conceptualisation, considérant que le génocide engendre des conséquences nettement plus dangereuses que la guerre.

Sa première réflexion sur la destruction massive des populations est présentée à Madrid, en 1933, lors d'une conférence sur l'unification du droit pénal, organisée dans le cadre de la Société des nations. Lemkin fait partie de la délégation polonaise. Il évoque alors des crimes d'un nouveau genre qui agissent contre les intérêts de toute l'humanité. Parmi ces crimes, il distingue les « actes de barbarie » définis comme des agissements contre la vie humaine, entrepris avec l'intention de détruire un groupe racial, religieux ou social ainsi que les « actes de vandalismes ». Ces derniers sont interprétés en tant qu'actes visant le patrimoine culturel des groupes nationaux¹⁶; ce discours est alors très mal perçu par les autorités polonaises¹⁷. Le ministère des affaires étrangères force Lemkin à quitter ses fonctions au sein de la Commission de codification du droit polonais¹⁸. En 1934, il ouvre alors à Varsovie son cabinet d'avocat.

La notion de « genocidium » à l'origine du génocide

En septembre 1939, lors de l'invasion de la Pologne par ses deux voisins, l'Allemagne le 1^{er} septembre et l'URSS le 17¹⁹, Lemkin a 39 ans. En 1940, il

réussit à quitter la Pologne occupée²⁰. Grâce aux recommandations de Malcolm McDermott, avocat au barreau de Caroline du Nord et professeur américain, Lemkin obtient les documents nécessaires pour s'installer aux États-Unis en 1941. Il enseigne alors à l'université de Duke et devient, plus tard, conseiller aux affaires étrangères auprès du département de guerre.

Une fois sur le sol américain, Lemkin ne cache pas sa déception liée au manque de réaction de la part des autorités américaines quant aux atrocités commises par les nazis en Europe. Lui-même échappé de l'enfer et conscient des massacres de millions de personnes, souhaite témoigner en soulignant : « j'ai transformé mon désastre personnel en une force morale percutante²¹ ». Dans son premier discours prononcé devant l'Association Américaine des avocats (American Bar Association), lors d'une session annuelle, cet avocat inconnu fournit une analyse très fine du cadre juridique établi par l'Allemagne nazie pour contrôler les économies des États envahis. Ce discours est considéré comme un des « meilleurs exemples de la pensée juridique et politique du XX^e siècle²² ».

Dès son arrivée aux États-Unis, Raphaël Lemkin prépare un memorandum à l'attention de Franklin Delano Roosevelt, président américain. Cependant, ce dernier tarde à lui répondre. Son témoignage, ainsi que ceux présentés par d'autres arrivants de l'Europe occupée, évoquant des meurtres de masse, sont considérés comme exagérés. Les Américains ont du mal à réaliser que l'humanité est face à un crime sans précédent commis à une échelle inconnue.

Ce manque de réaction des Américains provoque celle de Raphaël Lemkin. Il achève son ouvrage majeur²³ en 1944, *The Axis Rule in Occupied Europe*²⁴, dans lequel il présente son point de vue sur un nouveau type de crime contre l'humanité, en employant pour la première fois le terme « genocidium ». Étymologiquement, ce terme fait référence aux langues classiques. Il est forgé à partir du terme grec *genos* (race, nation) et du verbe latin *occire* (tuer). Raphaël Lemkin interprète le « genocidium » comme l'ensemble des activités visant à détruire une nation ou un groupe ethnique par la désintégration des

20 - Il s'enfuit via la Lithuanie en Suède, d'où par la Russie et le Japon arrive aux États-Unis.

21 - Citation dans BECKER Annette, *op. cit.*, p. 10.

22 - Comme le souligne S. Sayapin, ce discours a ensuite été publié par la Presse universitaire de Columbia en 1944, SAYAPIN Sergey, *op. cit.*, p. 1150.

23 - Les travaux sur cet ouvrage ont débuté en Pologne, Lemkin les a ensuite continués dans d'autres pays après sa fuite.

24 - LEMKIN Raphaël, *Axis Rule in Occupied Europe: Laws of Occupation - Analysis of Government - Proposals for Redress*, (Washington, D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, 1944), disponible sur le site : <http://www.preventgenocide.org/lemkin/AxisRule1944-2.htm#Techniques>, consulté le 10/06/2014.

15 - BECKER Annette, *op. cit.*, p. 1., SAYAPIN Sergey, *op. cit.*, p. 1151.

16 - Ce discours a été publié : LEMKIN Raphaël, « Akte der Barbarei und des Vandalismus als *delicta juris gentium* », *Anwaltsblatt Internationales*, Vienna, vol. 19, n° 6, (Nov. 1933), pp. 117-119.

17 - SAYAPIN Sergey, *op. cit.*, p. 1150.

18 - En polonais : *Generalna Komisja Kodyfikacyjna*, dans le cadre des travaux de cette commission a été préparé le code pénal polonais.

19 - Cette invasion a été planifiée par le Pacte Molotov - Ribbentrop (*Traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique*), signé le 23 août 1939.

institutions, de la culture, de la langue, de la conscience nationale et religieuse, des moyens économiques de subsistance et d'existence, pour les priver ensuite de la sécurité, de la liberté, de la santé, de la dignité et, à terme, de la vie.

Lemkin entreprend alors de convaincre ses interlocuteurs de l'importance d'employer ce terme²⁵. Il œuvre pour que ce terme soit introduit dans un acte du droit international et propose l'adoption d'une convention internationale sur la prévention du génocide, qui verra finalement le jour après la Seconde Guerre mondiale en 1948, et pas pendant, comme le souhaitait Lemkin.

L'ouvrage *The Axis Rule in occupied Europe* devient alors une importante source d'informations lors du procès de Nuremberg, procès lors duquel Lemkin est présent en tant que conseiller spécial du procureur américain Robert Jackson²⁶. Il propose ainsi que le terme de génocide soit introduit dans l'acte d'accusation du procès de Nuremberg. Cependant, le tribunal ne l'a pas retenu, préférant le recours à un autre terme, celui de « crime contre l'humanité »²⁷.

La contribution de Raphaël Lemkin au droit international public moderne

Le terme de génocide a joué un rôle central dans la stratégie adoptée par l'avocat polonais pour changer la façon selon laquelle le monde percevait et traitait les crimes commis par les nazis ainsi que tous les autres crimes similaires. Selon lui, ce mot devait être conçu pour constituer le fondement d'un acte visant à inciter les nations du monde à modifier le droit international, leurs lois nationales ainsi que les normes sociales en matière de comportements acceptables de l'État²⁸ afin que le génocide soit considéré comme un crime international. Ce phénomène est perçu par Lemkin d'une façon très large.

25 - BECHKY Perry S., « Lemkin's situation: toward a rhetorical understanding of genocide (Polish lawyer Raphaël Lemkin who coined the word genocide) », *Brooklyn Law Review*, 2012, vol. 77 (2), p. 595.

26 - BEAUVALLET Olivier, *Lemkin face au génocide*, Paris, 2011, Michalon Éditions, p. 42.

27 - Les statuts du tribunal militaire international de Nuremberg dans leur article 6 c) définissent cette notion de la façon suivante: « L'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal ou en liaison avec ce crime ». Cette définition, visant les actes commis pendant la Seconde Guerre mondiale, a, par la suite, été modifiée (c'est le cas des statuts du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, T.P.I.Y.), à ce sujet voir: EMANUELLI Claude, *Droit international public. Contribution à l'étude du droit international selon une perspective canadienne*, Montréal, Wilson & Lafleur Ltée, IV^e éd., p. 710.

28 - BECHKY Perry S., *op. cit.*, pp. 555-556.

La convention des Nations Unies pour la prévention et la répression du crime de génocide - premier acte du droit international public prévoyant la punition du génocide.

Raphaël Lemkin est considéré comme le principal concepteur et co-auteur de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide²⁹. Elle verra finalement le jour le 9 décembre 1948, lorsque l'assemblée générale des Nations Unies l'adopte à l'unanimité³⁰. C'est dans cet acte du droit international que, pour la première fois, est introduit et défini le terme de génocide³¹.

L'article 2 de la convention définit cette notion de la manière suivante: le génocide s'entend par l'un des quelconques actes cités ci-après, commis dans l'intention de détruire, tout ou partie, d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, tels que: - meurtre des membres du groupe; - atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe; - soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle; - mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe; transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe³². La convention prévoit la punition de tous les auteurs de génocide, notamment les gouvernants, fonctionnaires et particuliers³³. Le génocide est désormais considéré comme un crime international.

Malgré l'adoption de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, Lemkin est profondément déçu. Les États-Unis, pays qui l'a accueilli, n'ont pas ratifié la convention³⁴. Lui-même se heurte à l'incompréhension de son entourage, qui le décrit comme un « rêveur », voire un « fanatique ». Il se considère comme « an unofficial man », l'homme non officiel, cet adjectif pouvant être interprété comme indépendant, agissant en son propre nom.

29 - Nations Unies, Recueil des traités, vol. 78, p. 278.

30 - La convention faisait suite à la résolution 180 (II) de l'assemblée générale des Nations Unies du 21 décembre 1947, dans laquelle elle reconnaissait que « le crime de génocide est un crime international qui comporte des responsabilités d'ordre national et international pour les individus et pour les États ».

31 - LEMKIN Raphaël, « Genocide as a Crime under International Law », *The American Journal of International Law*, 1947, n° 41.1, pp. 145-151.

32 - L'art. III de la convention précise quels actes à côté du génocide (a) seront punis: l'entente en vue de commettre le génocide (b); l'incitation directe et publique à commettre le génocide (c); la tentative de génocide (d); la complicité dans le génocide (d).

33 - Art. IV de la convention.

34 - Les États-Unis signent la convention le 11 décembre 1948 mais ne la ratifient que le 25 novembre 1988, site de l'ONU: <https://treaties.un.org>, consulté le 20/02/2014. Actuellement 146 États ont ratifié la convention, à ce sujet voir aussi le site du comité international de la Croix-Rouge: <https://www.icrc.org/dih>, consulté le 03/12/2014.

Le génocide nazi et l'Holocauste

Lemkin considère que le génocide ne signifie pas forcément la destruction immédiate d'une nation, sauf s'il consiste en des massacres de tous les membres de cette nation. Un élément faisant partie intégrante du génocide réside en l'établissement d'un plan coordonné de différentes actions visant la destruction des fondements essentiels de la vie des groupes nationaux dans le but de les anéantir. Lemkin distingue deux phases dans le génocide : la première visant à la destruction du modèle national d'un groupe opprimé et la seconde se traduisant par l'imposition, au groupe opprimé, du modèle national de l'opprimeur.

Sa conception du génocide nazi est très large. Dans l'analyse de ce phénomène, Lemkin ne procède pas à la différenciation des victimes ; ainsi, ne distinguant pas le sort subi par les Juifs (Holocauste) et celui réservé aux autres victimes. Il perçoit la politique génocidaire nazie comme un phénomène unitaire, même s'il distingue le « génocide racial » dont les victimes étaient les Juifs et les Tziganes et le « génocide national » subi par les habitants des territoires polonais, russes et ukrainiens annexés par les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale.

La pensée de Lemkin est caractérisée par le fait qu'il ne différencie pas les victimes de l'Holocauste des autres victimes des nazis. Il considère que « le plan génocidaire des nazis concernait de nombreux humains, races et religions, c'est seulement parce qu'Hitler avait réussi à anéantir six millions de Juifs que ce plan est connu principalement comme un cas juif³⁵ ». De ce fait, l'Holocauste, en tant que génocide des Juifs, ne doit pas être considéré comme un phénomène sui generis mais comme une partie, exceptionnellement importante, du génocide nazi³⁶. L'Holocauste constitue ainsi un exemple de premier plan pour illustrer le génocide nazi, mais ce dernier n'est pas une exception³⁷.

35 - STONE Dan, « Raphaël Lemkin on the Holocaust », *Journal of Genocide Research*, 2005, vol. 7 (4), p. 546.

36 - STONE Dan, *op. cit.*, p. 548.

37 - Cette perception « lemkinienne » de l'Holocauste doit être analysée, à notre avis, d'une façon très large telle qu'il l'exprimait dans son ouvrage inachevé *A History of Genocide in Three Volumes*, une sorte de *magnum opus*, qui, comme l'a souligné S. Jacobs, lui a assuré une place à part dans le milieu universitaire dans le domaine des études sur le génocide. D'une façon maximaliste, Lemkin entreprend de décrire l'histoire des génocides, en distinguant trois périodes : l'Antiquité, le Moyen Âge et les Temps modernes. À chacune de ces périodes correspondent des génocides commis. Concernant l'Antiquité, Lemkin évoque notamment le génocide biblique et celui de la Grèce Antique. Il décrit le génocide commis contre les Juifs aux Moyen Âge ou celui commis par les Mongoles et place de nombreux génocides commis lors des Temps modernes (génocide belge au Congo ; ceux commis en Amérique latine contre les Aztèques et Incas ; génocides des Arméniens, des Slaves, des autochtones originaires d'Australie, voire des Maoris en Nouvelle-Zélande). JACOBS Steven L., *op. cit.*, pp. 110, 113-114.

L'héritage de Raphaël Lemkin - conclusion

Incontestablement, la pensée de Raphaël Lemkin a contribué à créer le droit international moderne. Il est considéré comme le premier savant spécialiste des études sur le génocide. Il nous permet de saisir la spécificité des génocides du XX^e siècle. Malheureusement, son nom apparaît très rarement dans les ouvrages de droit international public même ceux qui évoquent la notion de génocide. Par sa persévérance et sa force de caractère, Lemkin a démontré qu'un seul homme pouvait réussir à défendre efficacement une cause, celle de la punition d'un crime d'un nouveau genre - le génocide.

Actuellement, le droit international considère le génocide comme une « catégorie particulière de crimes contre l'humanité³⁸ » mais constituant « une infraction autonome qu'il soit commis en temps de paix ou de guerre³⁹ ». La définition du crime de génocide telle que prévue par la convention de 1948⁴⁰ a ensuite été reprise par les statuts du tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (T.P.I.Y.) dans son article 4 (2), par ceux du tribunal pénal international pour le Rwanda (T.P.I.R.) dans son article 2 (2) et enfin, par ceux de la cour pénale internationale (art. 6).

L'interprétation du crime de génocide par les tribunaux pénaux internationaux a subi une évolution. Dans les affaires Radovan Karadzic et Ratko Mladic, le T.P.I.Y. a procédé à l'extension de la qualification de génocide à d'autres actes commis par les accusés car les preuves présentées ont fait ressortir qu'ils étaient « planifiés et ordonnés avec une intention génocidaire⁴¹ ». Le crime de génocide a également été évoqué dès les premiers arrêts rendus par le tribunal pour le Rwanda. Ce dernier a reconnu un crime particulier, « celui d'incitation directe et publique à commettre le crime de génocide⁴² ».

38 - DUPUY Pierre-Marie, KERBRAT Yann, *Droit international public*, Paris, Dalloz, 2012, 11^e éd., p. 593.

39 - *Ibidem*.

40 - EMANUELLI Claude, *op. cit.*, pp. 712-719.

41 - FIORI Mattéo, « Les actes d'accusation contre Radovan Karadžić . Une analyse des développements dans le procès majeur à venir au TPIY », *Journal Judiciaire de La Haye*, vol. 3, n° 3, 2008, p. 12.

42 - DUPUY Pierre-Marie, KERBRAT Yann, *op. cit.*, p. 594.

Idéologie politique et vie judiciaire du barreau de Toulouse : La recherche de l'équilibre entre pétainisme, nationalisme et résistance.

Pierre-Louis BOYER

À François de Gentil-Baichis

« À tout moment, songe avec gravité, en Romain et en mâle, à faire ce que tu as en main, avec une stricte et simple dignité, avec amour, indépendance et justice, et à donner congé à toutes les autres pensées. » Marc-Aurèle

Brève introduction sur la situation toulousaine pré-conflictuelle

Afin de bien appréhender l'état d'esprit des sphères juridiques et judiciaires toulousaines à la veille du second conflit mondial, il apparaît nécessaire de rappeler que réside dans les souvenirs et les réminiscences, la peur constante de l'ennemi séculaire d'outre-Rhin, une crainte due aux conflits de 1870 et de 1914-1918 qui déchaîna les écrits, les publications et les propos nationalistes.

Soutenu par la renaissance des opinions régionalistes, le maréchal Pétain appuyait et encourageait ces courants folkloriques derrière lesquels on percevait le souffle maurassien de la « Fédération régionaliste française ». La province languedocienne et sa capitale, submergées par ces idées aux couleurs félibréennes et antigermaniques⁴³, allaient être bercées entre la volonté de soutien au régime vichyssois et la désapprobation d'une législation exponentiellement sévère et criminelle.

Pour se figurer les tendances régionalistes, proches d'un chauvinisme exacerbé, qui étaient partagées par le barreau et les avocats de Toulouse, il suffit de lire les mots du bâtonnier Gabriel Timbal qui, après avoir retracé

43 - Jean-Marie GUILLON, « L'affirmation régionale en Pays d'Oc des années quarante », *Ethnologie française*, t. XXXVII, 2003, PUF, p. 425-433.

quelques points de jurisprudence de la cour d'appel de Toulouse lors d'une communication qu'il fit à l'Académie de législation, concluait en ces termes plutôt « localistes » :

« J'arrête là cette énumération. Elle suffit à prouver que dans notre Midi, le culte du droit garde toujours ses fidèles ; que si le nombre des procès de pur fait à beaucoup augmenté, il y a encore des affaires qui posent des problèmes d'ordre exclusivement juridique ; et que, chaque fois qu'il s'en présente, on trouve au pays de Cujas des avocats qui les plaident avec talent et des magistrats qui les jugent avec talent et autorité »⁴⁴.

La figure du « vainqueur de Verdun » engendra l'admiration des générations les plus diverses, rappelant à certaines ce héros d'un conflit qui avait vu l'ennemi allemand acculé par la France, évoquant à d'autres le père de la Nation, symbolisant pour le reste l'homme populaire, ce chef proche des identités locales et des valeurs terriennes. Le souvenir des deux conflits précédents facilita certainement, par la crainte engendrée, la réunification de toute une population autour d'un homme et l'assentiment qu'elle lui déféra. Parfois même, par leur profession, et notamment dans l'avocature, certains eurent à défendre cette unité nationale.

Outre la question nationale, et sans entrer dans une dichotomie qui consisterait à établir une étroite et impénétrable frontière entre collaboration et résistance, nous nous attacherons à l'étude de la vie d'un barreau de province bercé par les ambivalences et les ambiguïtés du second conflit mondial, entre la traversée (I) de ce dernier et son issue (II).

I - Du souvenir de la Grande Guerre au pétainisme ambiant

La Première Guerre mondiale, qui représentait déjà le deuxième acte d'un conflit international débuté en 1870, avait laissé des traces conséquentes dans les esprits français et européens⁴⁵. La montée des idées extrêmes, qu'elles aient été nationalistes, socialistes, communistes ou autres, ne faisait qu'appuyer une

44 - Gabriel TIMBAL, « Analyse de quelques décisions de jurisprudence », *Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1939, série V, t. XV, p. 38.

45 - Sur l'importance du premier conflit mondial dans la société de l'entre-deux-guerres, la montée des totalitarismes et le commencement de la Seconde Guerre mondiale, voir Juan J. LINZ, « L'effondrement de la démocratie. Autoritarisme et totalitarisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 11, n° 4, pp. 531-586 : « La guerre et la paix qui s'ensuivit divisèrent l'Europe en États vainqueurs et vaincus. [...] La guerre n'a pas uniquement produit une disposition à la violence au sein de la droite, celle des ex-soldats bourgeois patriotes, mais aussi dans la classe ouvrière impliquée dans un activisme révolutionnaire virulent. ».

violence contenue mais sur le point d'éclater. En France, les diverses tentatives de réformes manquées⁴⁶ et les tensions politiques permanentes poussées par le Front populaire de 1936 ne font qu'attiser le souvenir factice d'une nation stable et heureuse dont le désarroi et la chute seraient advenus à cause de l'entreprise allemande de 1914.

On recherche la paix, de manière évidente, mais cet esprit pacifique éloigne le pays de toute réalité militaire : la politique défensive menée par le maréchal Pétain depuis 1918 en tant qu'Inspecteur général de l'armée puis ministre de la Guerre, les cours académiques et conformistes dispensés à l'École de guerre, la révulsion des Français à l'idée d'un nouveau conflit ou encore la lenteur de la bureaucratie militaire entraînent l'incapacité de la France face à la stratégie de la blitzkrieg menée par la Wehrmacht⁴⁷. L'armistice signé le 22 juin 1940, pour un certain nombre de Français, la défaite doit être surmontée par celui qui avait déjà vaincu l'ennemi d'outre-Rhin quelques années auparavant, « le sauveur de Verdun », le maréchal Philippe Pétain.

A - Un demi-million de pétainistes

La population toulousaine et languedocienne, matériellement et plus directement bouleversée par la guerre d'Espagne⁴⁸, semblait certaine d'un terme heureux au conflit. Le 10 juin 1940, dans *Le Midi Socialiste*, on pouvait lire sous la plume de Léon Hudelle⁴⁹ :

« À l'heure actuelle, la ligne passe par Serqueux, Soissons, Rethel, c'est-à-dire bien plus au nord, bien au-dessus de la ligne occupée en 1914 après un

46 - Entre autres, Christopher CHARLES, « Héros de la normalité et circonstances inhabituelles : l'incapacité de Gaston Doumergue à réformer l'État à la suite du 6 février 1934 », *Revue française de Droit Constitutionnel*, n° 64, 2005, pp. 685-702.

47 - Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, « 1914 dans 1940 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 41, n° 1, 1994, pp. 32-38 : « Le bagage mental du pacifisme français, formidablement amplifié par les souvenirs des sacrifices de 1914-1918, explique pour une part le drame de 1940. Disons tout de suite qu'il y a contribué bien davantage par voie indirecte, du fait de l'emprise pacifiste sur la politique nationale dans l'entre-deux-guerres que par une déficience des combattants de 1940. [...] L'armée française de 1940 est en retard d'une guerre. [...] Qu'il s'agisse des conceptions stratégiques ou de l'emploi des armes, ils (les états-majors et les dirigeants politiques) sont inspirés par l'expérience de la guerre immobile sur des fronts continus. [...] On ne peut s'étonner que les Français de 1940 aient été à tel point dominés par les souvenirs de 1914-1918. ».

48 - Philippe WOLFF (dir.), *Histoire de Toulouse*, Toulouse, Privat, 1958, pp. 505-506. Plus de deux cent soixante mille soldats et deux cent trente mille civils passèrent la frontière espagnole le 26 janvier 1939 et furent dispersés entre l'Ariège, les Pyrénées-Orientales et la Haute-Garonne. Toulouse en accueillit environ cent mille et cette arrivée massive d'étrangers inquiétait la population toulousaine.

49 - Léon Hudelle, rédacteur au *Midi socialiste*, défendit la collaboration dans son quotidien pendant toute la guerre. Michel TAILLEFER (dir.), *Nouvelle histoire de Toulouse*, Toulouse, Privat, 2002, p. 280.

mois d'hostilité. Au surplus, nos troupes aujourd'hui reculent sans désordre, sur les instructions du commandement, sans affoler l'arrière. C'est dire que la situation n'est pas aussi critique et que le redressement apparaît plus probable et moralement plus aisé qu'en 1914. [...] On peut attendre beaucoup d'une armée dont le recul est accompli méthodiquement et chez qui, le contact chaque jour plus étroit avec l'assaillant, diminue la surprise et augmente la capacité défensive. »⁵⁰.

L'Appel du général de Gaulle passa toutefois inaperçu dans la ville rose : La Dépêche le publia le 19 juin, dans un coin de sa deuxième page⁵¹, tandis que Le Midi Socialiste publiait le 18 juin « l'Appel à la France du maréchal Pétain ». Quand, le 25 juin, fut annoncée la cessation des hostilités, les Toulousains ressentirent un « lâche soulagement »⁵². Toulouse se ralliait en masse au maréchal Pétain et, le 10 juillet 1940, à Vichy, aucun des trois députés socialistes de Toulouse ne s'opposa à la reconnaissance des pleins pouvoirs à celui-ci.

Antoine Ellen-Prévot, maire de la ville rose et membre de la SFIO, soutenait même le nouveau régime⁵³, du moins jusqu'à sa révocation de sa charge municipale par Vichy en 1940⁵⁴.

Néanmoins, les membres du barreau toulousain semblent demeurer dans une méfiance constante de l'Allemand et ne cessent de comparer le conflit naissant aux événements de 1914-1918, sans pour autant présager qu'il demeure sensiblement différent et que son issue sera catastrophique pour l'État français : Robert de Boyer-Montégut comparait, dans une lecture qu'il fit à l'Académie de législation de Toulouse sur « Les réquisitions de vins et le statut de la viticulture »⁵⁵, la guerre précédente et le conflit en cours. À travers des considérations juridiques et rurales, il soulignait les dispositions législatives alors mises en place par l'État français et similaires à celles adoptées lors du premier conflit. Faisant parti de « l'ancienne génération » du palais, Boyer-Montégut avait été profondément marqué par la première guerre durant laquelle il avait combattu. À nouveau mobilisé en 1939, une période douloureuse commença pour lui : le décès de son épouse, la défaite de la France, et la perte d'amis très chers dont Armand Praviel

et l'amiral d'Adhémar de Cransac firent qu'il avait une vision particulièrement sombre et antigermanique du conflit traversé par la France.

Robert de Boyer-Montégut demeure cependant représentatif de ces vieux avocats qui, encore meurtris par la Grande Guerre, n'eurent pas la volonté de prendre des engagements particuliers, lassés et désespérés, ne retrouvaient plus dans le corporatisme et le régionalisme vichyssois ceux qu'ils avaient préalablement défendus, ces corporatismes et régionalismes issus des idées leplaysiennes et de La Tour-du-Pin. Pour eux, c'en était fini de la France. Seules les préoccupations quotidiennes comptaient désormais pour eux.

Outre ces générations accablées, abattues, la France entière⁵⁶ voyait dans le « plus illustre des Français »⁵⁷, ce chef respecté par la nation et ce père aimé par ses soldats⁵⁸, l'espoir d'un renouveau face à l'ennemi d'outre-Rhin. Toulouse, ville « rouge » - pour rappeler l'ouvrage d'Armand Praviel... - proche des courants socialistes, voire communistes et anarchistes, accueillit avec ferveur le maréchal lors de sa venue en novembre 1940. Rouges ou blancs, tous devinrent pétainistes. Le sociologue Albert Bayet évoque même le passage de Pétain à Toulouse en ces termes : « Le gouvernement nouveau ne comptait guère. Il était enfermé dans Vichy ; mais Pétain voyagea. On l'envoya d'abord à Toulouse. Le premier jour, le contact fut réservé. Mais celui dont le nom rappelait encore Verdun et l'autre victoire avait toujours son regard bleu et droit. Un curieux, un gamin, s'écria ravi : « Bien, moi y m' plaît, il a une bonne tête. » Pétain plut à la foule qui ne demandait qu'à vibrer de nouveau. Comme naguère aux armées, le vieux soldat aux braves gens, d'homme à homme. La foule aime les chefs d'allure digne et simple. Pétain dans la foule a de la modestie et de la majesté

56 - Sur ce sujet, voir Henri AMOUREUX, *Quarante millions de pétainistes. Juin 1940 - juin 1941*, Paris, Laffont, 1977.

57 - Cette expression de « plus illustre des Français » désigna tout d'abord le maréchal Pétain. Henri Michel, *Pétain, Laval, Darlan. Trois politiques ?*, Paris, Flammarion, 1972, p. 72 ; Henri Michel, *Paris résistant*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 10 ; Georges Suarez et Guy Laborde, *Agonie de la paix*, Paris, Plon, 1942, p. 178 ; Dominique VENNÉ, *Histoire de la collaboration*, Paris, Pygmalion, 2000, p. 99 ; Pierre SERVEN, *Le mythe Pétain : Verdun, ou les tranchées de la mémoire*, Paris, Payot, 1992, pp. 175 et 182 ; Jean Pierre BERTIN-MAGHIT, *Les documenteurs des années noires : les documentaires de propagande, France 1940-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2004, p. 73 ; Robert BRASILLACH et Maurice BARDÈCHE, *Histoire de la Guerre d'Espagne*, Paris, Plon, 1939, p. 420 ; Fabrice LAROUANDIE, *La France des années 1940 : de la défaite au relèvement*, Paris, Ellipses, 1999, p. 43. Ainsi appelait-on le maréchal Pétain avant que René Coty ne s'en serve pour qualifier le général de Gaulle dans son discours à l'Assemblée Nationale du 29 mai 1958, et qu'Alfred Fabre-Luce ne l'utilise comme titre de sa biographie critique sur de Gaulle en 1959, *Le plus illustre des Français*, Paris, Julliard, 1959.

58 - Marc FERRO, *Pétain*, Paris, Fayard, 1987 ; Limore YAGIL, *Chrétiens et juifs sous Vichy*, Paris, Cerf, 2005 ; René REMOND, *Notre siècle. 1918-1988*, Paris, Fayard, 1989 ; Richard GRIFFITHS, *Pétain et les Français. 1914-1951*, Paris, Calmann-Lévy, 1974.

50 - *Le Midi Socialiste*, 10 juin 1940.

51 - Philippe WOLFF (dir.), *Histoire..., op. cit.*, p. 508.

52 - *Ibid.*, p. 508.

53 - *Ibid.*, p. 508.

54 - Jean JOLLIVET, *Dictionnaire des parlementaires français*, Paris, PUF, 1960-1977.

55 - Séance de l'Académie de législation du 26 avril 1940, *Registre des séances de l'Académie de législation de Toulouse* - R 5 (1922-1957).

[...]. La seconde journée à Toulouse fut une ovation [...]. On lui fit confiance parce qu'on avait besoin de retrouver la confiance. »⁵⁹.

Acclamé par la jeunesse, soutenu par la majorité des anciens combattants⁶⁰, ralliant à lui monarchistes invétérés et hommes de gauche devenus « socialistes pétainistes »⁶¹, le maréchal Pétain fut adulé lors de sa visite languedocienne⁶², visite ponctuée par sa venue aux sociétés savantes toulousaines, dans la cour de l'hôtel d'Assézat. Le 6 novembre 1940, une séance extraordinaire des académies toulousaines se tint à l'hôtel d'Assézat⁶³, séance durant laquelle le maréchal Pétain fut reçu en grandes pompes⁶⁴, accompagné de Peyrouton, ministre secrétaire d'État à l'intérieur, et de Baudoin, ministre secrétaire d'État à la présidence du conseil, arrivés la veille⁶⁵. Le comte de Pesquidoux, alors modérateur de l'Académie des jeux floraux, salua en Pétain l'homme qui avait entrepris « de reconstituer les provinces françaises, de faire revivre tout le passé régionaliste et de rétablir la diversité régionale dans l'unité nationale ». Il concluait ainsi : « Le maréchal a sauvé une première fois la France par les armes ; il l'a sauvée une seconde fois par la pensée. ». Les sphères bourgeoises et intellectuelles de Toulouse étaient présentes, conquises par la personnalité du maréchal : universitaires, magistrats, médecins,

59 - Albert BAYET, *Pétain et la Cinquième Colonne*, Paris, Sociétés de séditions de Franc-Tireur, 1944, cité dans Henri AMOUROUX, *Quarante millions de pétainistes*, Paris, Laffont, 1977, p. 223.

60 - Il existait à Toulouse soixante-quatorze associations différentes d'anciens combattants de la Grande Guerre. Henri AMOUROUX, *Quarante...*, *op. cit.*, p. 246.

61 - Expression employée par André WEIL-CURIEL dans son ouvrage *Éclipse en France*, Paris, Éditions du Myrte, 1946.

62 - *La Dépêche* du 5 novembre 1940 : « Toulouse ressent hautement le grand honneur que lui fait le Maréchal en lui rendant aujourd'hui une visite officielle, la plus importante de celles qu'il aura faites depuis qu'il a consenti à assumer la direction de la France. [...] Toulouse comprend l'honneur qui lui est fait, Toulouse saura se montrer digne du témoignage de particulière sollicitude qui lui est ainsi donné par le chef de l'État, et le gouvernement, lesquels n'ignorent pas que notre cité et notre région mérite à tous égards ce témoignage précieux de leur intérêt. ».

63 - Georges MAILHOS, Paul FÉRON, Pierre-Louis BOYER (dir.), *Les Jeux floraux au XX^e siècle*, ETI, Toulouse, 2010, pp. 135-136.

64 - *Archives de l'Académie des Jeux floraux de Toulouse*.

65 - Récit de la venue du maréchal Pétain à Toulouse par Henri AMOUROUX dans *La vie des Français sous l'occupation*, Paris, Fayard, 1961 : « Le Maréchal arrive à Toulouse, le 5 novembre 1940, dans l'ancien wagon-salon du président Lebrun, que les Allemands ont expédié de zone occupée. La population assez réservée au début de la matinée, est vite « dégelée ». Elle fait une ovation au Maréchal lorsqu'il tend un drapeau vers elle, puis le presse sur son cœur. Ce geste, il le répétera quelques heures plus tard à Montauban et il obtiendra le même triomphe. » pp. 488-489.

propriétaires et avocats acclamaient le sauveur. Toute la presse française évoqua la venue de Pétain à Toulouse et sa participation à cette séance des sociétés savantes⁶⁶.

Pour en revenir à l'ordre et à la vie des avocats toulousains, il convient de souligner qu'en ces temps délicats, les pétainistes invétérés et les collaborateurs, trouvèrent leur place au sein des professions judiciaires, qu'elles soient du barreau ou de la magistrature.

Le magistrat Pierre Lespinasse⁶⁷, avocat général à la cour d'appel de Toulouse et homme particulièrement brillant et érudit, fut au cœur d'une affaire qui mit en lumière ses idées politiques proches de celles défendues par le gouvernement de Vichy. Magistrat au sein de la section spéciale de la cour de Toulouse, il adressa au garde des Sceaux à Vichy une lettre dont les propos antisémites et xénophobes annonçaient qu'il se montrerait impitoyable face au résistant Marcel Langer, récemment arrêté. Il y avait alors au cabinet du ministre un agent infiltré de l'Intelligence Service. Celui-ci alerta l'agent de l'Intelligence Service à Toulouse, Georges Petit, alors directeur de l'école vétérinaire. Lors du procès de Marcel Langer⁶⁸, Pierre Lespinasse fut impitoyable⁶⁹ et le résistant fut condamné à la peine de mort. La sentence tomba le 11 mars 1943 et Langer fut guillotiné le 23 juillet 1943 dans la cour de la prison Saint-Michel de Toulouse. La Résistance allait alors condamner Lespinasse.

66 - *L'Action française* du 7 novembre 1940, *Le Figaro* du 7 novembre 1940, *Le Gringoire* du 13 novembre 1940, *Le Temps* du 8 novembre 1940, *L'Écho de Paris* du 8 novembre 1940, *Le Journal* du 7 novembre 1940, *Le Journal des Débats* du 8 novembre 1940, *La Croix* du 8 novembre 1940, *La Garonne* du 7 novembre 1940, *La Dépêche* du 7 novembre 1940, et *Paris-Soir* du 6 novembre 1940.

67 - Pierre-Lespinasse (4 octobre 1870 - 10 octobre 1943). *Registre des séances de l'Académie de législation de Toulouse* - R 5 (1922-1957), séance du 16 novembre 1943. Voir aussi Théodore PUNTOUS, « Éloge de Pierre Lespinasse », *Recueil de l'Académie des Jeux Floraux* 1949, et MAILHOS, FÉRON, BOYER (dir.), *Les Jeux...*, *op. cit.*, pp. 137-138 et p. 223.

68 - Sur le procès Marcel Langer, Jean ESTÈBE, *Toulouse. 1940-1944*, Paris, Perrin, 1996, p. 166 ; Marc BARTHET, « Éloge du bâtonnier Charles Arnal », *Rentrée solennelle de la conférence des avocats stagiaires du 3 décembre 1950*, Toulouse, Imprimerie spéciale de la Gazette des tribunaux du Midi, 1950 ; Robert MERLE, *Les grandes affaires criminelles de Toulouse*, Toulouse, Privat, 1978, p. 184-190, et Greg LAMAZÈRES, *Marcel Langer, une vie de combats. 1903-1943. Juif, communiste, résistant... et guillotiné*, Toulouse, Privat, 2003.

69 - La magistrature faisait souvent preuve de clémence face aux actes de résistance pour deux raisons : la haine commune de l'envahisseur allemand, et la peur de la vengeance. Pierre Lespinasse ne pouvait laisser les menaces entraver le bon déroulement de la justice, d'autant plus qu'à Toulouse, des résistants condamnés avaient déjà lancé à la cour : « Si vous nous condamnez, c'est votre propre mort que vous décidez. ». Joseph BARTHÉLEMY, *Mémoires*, Paris, Pygmalion, 1989, p. 246.

Le groupe Morhange⁷⁰, alerté par Georges Petit, refusa d'endosser ses responsabilités, estimant que la Main d'Œuvre Immigrée⁷¹ devait, elle, intervenir. C'est ainsi qu'un agent de la M.O.I., le 10 octobre 1943, a abattu Pierre Lespinasse, dans la rue, d'une balle en plein cœur⁷².

Évasif et concis, le procureur général Rontein prononça en guise d'éloge funèbre et d'hommage à Lespinasse ces quelques paroles en séance ordinaire de l'Académie de législation le 16 novembre 1943 :

« Monsieur l'avocat général Lespinasse est mort, victime du devoir professionnel, frappé dans le dos par un lâche assassin. [...] Sa mort nous attriste autant qu'elle nous honore. [...] L'avocat général Lespinasse était égal à toutes les situations ; quand il prenait la parole comme ministre public, il pouvait lutter à armes égales avec les meilleurs de la barre et sa culture générale lui permettait de traiter tous les sujets avec une aisance et une personnalité devant lesquelles tout le monde s'inclinait. »⁷³.

C'est à travers une personnalité particulière qu'une partie du barreau de Toulouse, si infime soit-elle mais cependant réelle, s'est révélée collaborationniste : Robert Cestan, avocat à la cour, fut impliqué dans quelques affaires tendancieuses. Il lui fut en effet reproché d'avoir, en 1942, dénoncé à un commissaire de police de Toulouse les activités résistantes de deux frères imprimeurs, Henri et Raoul Lion⁷⁴. Quelque temps après, le 4 février 1944, la Gestapo perquisitionnait l'imprimerie des frères Lion, 25 rue Croix-Baragnon, et arrêtait les résistants ainsi que soixante autres personnes liées avec ces derniers, dont Maurice Fonvieille, responsable régional des maquis du mouvement Libérer

70 - Groupe de résistants fondé en 1943 et dirigé par Marcel Taillandier à Toulouse. Michel GOUBET et Paul DEBAUGES, *L'Histoire de la Résistance en Haute-Garonne*, Toulouse, Milan, 1986.

71 - Sur la M.O.I., voir Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, Adam RAYSKI, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la M.O.I. dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, et Jean ESTÈBE, *Toulouse, 1940-1944*, op. cit., p. 167.

72 - Pierre Lespinasse fut assassiné devant son épouse, alors qu'il se rendait à la messe. Son corps resta quelques heures dans le ruisseau avant d'être transporté dans une remorque de bicyclette. Joseph BARTHÉLEMY, *Mémoires*, op. cit., p. 246, et Jean ESTÈBE, *Toulouse. 1940-1944*, op. cit., p. 166.

73 - *Registre des séances de l'Académie de législation de Toulouse* - R 5 (1922-1957), séance du 16 novembre 1943. L'avocat général Lespinasse était, vraisemblablement, un homme doté « d'une grande autorité et d'une grande noblesse », cf. Entretien de PL Boyer avec maître Louis de Caunes du 23 avril 2009, archives privées.

74 - *Registre des délibérations du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957*, séance du 2 avril 1946. L'instruction ne donnera finalement que peu d'éléments concluants et le conseil de l'ordre ne prendra aucune sanction à l'égard de maître Cestan malgré le malaise qui régnait désormais au Palais entre l'avocat et ses confrères. Voir aussi le *Registre des délibérations du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957*, séance du 16 novembre 1946.

et Fédérer, et Raymond Naves, responsable du Comité d'Action Socialiste clandestin.

Une lettre du procureur général de la cour d'appel de Toulouse au bâtonnier exposait : « J'ai l'honneur de vous faire connaître que maître Cestan fait actuellement l'objet d'une information du chef d'atteinte à la sûreté de l'État. Il est reproché à maître Cestan d'avoir le 16 février 1942 adressé à un commissaire de police de Toulouse une lettre dénonçant l'activité gaulliste des frères Lion, imprimeurs à Toulouse qui ont été déportés en Allemagne. En conséquence, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien saisir le conseil de l'ordre aux fins de suspension provisoire de cet avocat, par l'application de l'article 3 de l'ordonnance du 27 janvier 1944. ».

Le barreau toulousain ne semble pas, cependant, avoir tenu rigueur de ces égarements à maître Cestan, ce dernier ayant été porté au bâtonnat par ses confrères dès 1950...

B - Les procès de la résistance et l'indépendance de l'Ordre

Des personnalités de la barre toulousaine s'illustrèrent au cours de procès dans lesquels les accusés n'étaient autres que Blum, Daladier, Gamelin, Cot, La Chambre et Jacomet. Le bâtonnier Puntous, assisté de maître Charles Arnal⁷⁵, défendit le général Gamelin lors du procès de Riom. Le 19 février 1942, à Riom, s'ouvrit le procès des dirigeants de la III^e République⁷⁶. Étaient inculpés les personnages cités ci-avant, « ministres, sous-secretsaires d'État, et leurs collaborateurs immédiats, qui auront trahi les devoirs de leur charge, dans les actes qui ont concouru au passage de l'état de paix à l'état de guerre et dans ceux qui ont ultérieurement aggravé les conséquences de la situation ainsi créée. »⁷⁷. Le décret du 15 avril 1942 suspendit les audiences à Riom,

75 - Louis REMAURY, « Un souvenir à l'occasion du procès de Riom », in Jean-Louis GAZZANIGA (dir.), *Histoire des avocats...*, op. cit., p. 273.

76 - À la cour de Riom siégeait François-Olivier Martin. Georges Ripert y avait été nommé mais déclina cette nomination. Stéphane RIALS, « L'administration de l'enseignement de 1936 à 1944 », in Pierre BOUSQUET, Roland DRAGO, etc., *Histoire de l'administration de l'enseignement en France*, Genève, Droz, 1983, pp. 65-66 ; Dominique GROS, « La légitimation par le droit », in Marc-Olivier BARUCH et Vincent DUCLERT (dir.), *Serviteurs de l'État : une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La découverte, 2000, pp. 17-37.

77 - Cité dans Henri MICHEL, *Le procès de Riom*, Paris, Albin Michel, 1979. Voir aussi, Robert BADINTER, *Un antisémitisme ordinaire. Vichy et les avocats juifs (1940-1944)*, Paris, Fayard, 1997, et René LÉVY, « Les juristes français et le régime de Vichy : à propos de deux ouvrages récents », *Crime, Histoire et Société*, vol. 2, n° 2, 1998, pp. 111-119.

et la cour fut silencieuse comme l'avait été Gamelin durant le procès⁷⁸. Le bâtonnier Puntous assura aussi la défense du général de Lattre de Tassigny quand ce dernier fut arrêté le 12 novembre 1942 après avoir, la veille, fait acte de rébellion face aux ordres du ministre de la guerre en refusant de ne pas combattre. Enfermé à Toulouse, le futur maréchal de Lattre de Tassigny fut libéré par ses geôliers qui craignaient que les Allemands ne s'en emparent⁷⁹. Il alla alors se cacher chez Théodore Puntous. Finalement repris, il comparaitra devant le tribunal d'État de Lyon, toujours défendu par Puntous, et sera condamné à dix années de prison. Son avocat lui évita l'outrage suprême de la dégradation militaire.

L'affaire Marcel Langer, qui se ponctua par la condamnation dudit Langer et l'assassinat de Lespinasse comme évoqué ci-avant, mit aussi en avant un membre de l'ordre : le bâtonnier Charles Arnal. Proche des idées maurassiennes et de l'Action française, il est une autre figure d'un barreau conservateur, catholique, pétainiste mais profondément anti-germanique et plein d'espoir dans une libération à venir. Il défendit corps et âme le jeune résistant Langer et fut profondément affecté par la condamnation à mort de ce dernier. Il s'était même rendu à Vichy pour obtenir la grâce de Langer, mais rien n'y fit. Il fallait un exemple, et Lespinasse le fit. Affecté, abattu, fatigué par ces conflits incessants, il mourut le 15 décembre 1944, ayant lutté pour voir, pour peu de temps hélas, la libération de sa ville.

Les avocats Basax et Remaury furent plongés dans une affaire de désertion d'un soldat allemand au cours de l'année 1943. Ce dernier avait quitté son unité lors de son passage dans le Gers et, grâce à l'aide de l'instituteur du lieu, d'un agriculteur et de la femme d'un officier polonais, avait fui vers l'Espagne jusqu'à ce que l'armée allemande le rattrape. Entre rapports avec la Kommandantur qui se trouvait alors rue d'Alsace-Lorraine et visites au prisonnier dans sa cellule de la place des Hauts-Murats, la défense fut assurée tant bien que mal. Malgré la difficulté de la langue qui empêchait les avocats et le tribunal militaire, tribunal improvisé dans un restaurant de la rue du Taur, de se comprendre entièrement, le militaire n'écopa que de trois années de prisons écourtées par la Libération.

78 - Bruno VACARIE, « Éloge de M. le bâtonnier Puntous », discours de la séance solennelle d'ouverture de la conférence du stage du 19 décembre 1970, Toulouse, Gazette des tribunaux du Midi, 1970, pp. 19-21.

79 - Robert ARON, *Les grands dossiers de l'histoire contemporaine*, Paris, Perrin, 1967.

À la suite de nombreuses notabilités intellectuelles toulousaines⁸⁰ réfugiées dans le Languedoc, comme le cardinal Saliège⁸¹, le recteur Deltheil⁸² ou encore le recteur de l'Institut catholique Monseigneur Bruno de Solages⁸³ et le philosophe Vladimir Jankelevitch⁸⁴, certains juristes participèrent à la Résistance⁸⁵, soit de manière directe, soit dans certains actes effectués en tant qu'avocats, magistrats, professeurs ou politiques.

80 - Sur les réseaux intellectuels et les facultés à Toulouse dans les années 1939-1945, voir Jean ESTÈBE, *Toulouse. 1940-1944, op. cit.*, p. 243-251.

81 - Sur la participation de monseigneur Jules-Géraud Saliège à la Résistance, Jean GUITTON, *Le cardinal Saliège*, Paris, Grasset, 1957, pp. 155-196; Jean-Louis CLEMENT, *Monseigneur Saliège, archevêque de Toulouse*, Paris, Beauchesne, 1994, pp. 108-332; Jean-Louis CLÉMENT, *Les évêques au temps de Vichy*, Paris, Beauchesne, 1999; Louis VIÉ, *Le cardinal Saliège : archevêque de Toulouse, 1870-1956*, Semaine Catholique, 1956; Jean JULG, *Les évêques dans l'histoire de la France*, Paris, Tequi, 2004, p. 471 (l'auteur mentionne même que l'Institut catholique de Toulouse était devenu un « point de ralliement et d'accueil pour les résistants. »). Voir aussi la *Lettre de S.E. Monseigneur l'archevêque de Toulouse sur la « Personne humaine »*, lue en chaire le 23 août 1942 : « Mes très chers frères, Il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits, tiennent à la nature de l'homme. Ils viennent de Dieu. On peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer. Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle. Pourquoi le droit d'asile dans nos églises n'existe-t-il plus ? Pourquoi sommes-nous des vaincus ? Seigneur ayez pitié de nous. Notre-Dame, priez pour la France. Dans notre diocèse, des scènes d'épouvante ont eu lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos Frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier. France, patrie bien aimée, France qui porte dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine. France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas, tu n'es pas responsable de ces horreurs. Recevez, mes chers frères, l'assurance de mon affectueux dévouement. À lire dimanche prochain, sans commentaire. ».

82 - Robert Deltheil, recteur de l'académie de Toulouse dès 1937, déporté à Neuengamme en 1944. Philippe WOLFF (dir.), *Histoire...*, op. cit., p. 510.

83 - Monseigneur Bruno de Solages fit de l'Institut catholique de Toulouse un centre où opposants au régime, résistants ou personnes pourchassées par Vichy vinrent se cacher. En lien avec la France Libre, il fut déporté à Neuengamme en juin 1944. Il avait permis à Jankelevitch de changer d'identité grâce à de faux papiers qu'il lui avait fournis et ainsi de pouvoir rester sur Toulouse avec toute sa famille. Sur monseigneur de Solages, MAILHOS, FÉRON, BOYER (dir.), *Les Jeux...*, op. cit., pp. 253-254 ; Limore YAGIL, *Chrétiens et juifs sous Vichy*, Paris, Cerf, 2005, pp. 370-372 ; Clément NASTORG, « Monseigneur de Solages. Éléments biographiques », *Bulletin de littérature ecclésiastique*, vol. 99, n° 1-2, 1998, pp. 219-247.

84 - *Bulletin de littérature ecclésiastique*, vol. 107, 2006, pp. 225 sq., Vladimir JANKELEVITCH, *Une vie en toutes lettres : Lettres à Louis Beauduc. 1923-1980*, Paris, Levi, 1995, Jean ESTÈBE, *Les Juifs à Toulouse et en Midi toulousain au temps de Vichy*, Presses universitaires du Mirail, 1996, pp. 52, 160 et 322, Claude SINGER, *Vichy, l'Université et les Juifs*, Paris, Belles Lettres, 1992, p. 315, et Michel TAILLEFER (dir.), *Nouvelle histoire...*, op. cit., p. 280.

85 - De manière générale, sur les juristes et la Résistance, voir Liora ISRAËL, « La Résistance dans les milieux judiciaires », *Genèses*, n° 45, 2001, pp. 45-68.

L'avocat Basax, bâtonnier de l'ordre entre 1938 et 1945, tint la barre toulousaine sans jamais que celle-ci ne succombe aux dérives xénophobes ou nazies. Il demanda que soit créé, à Toulouse, un centre pour accueillir les avocats du nord de la France victimes de la guerre⁸⁶ : « Monsieur le bâtonnier fait connaître au conseil la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent certains confrères qui ont dû évacuer les régions envahies par l'ennemi et qui sont arrivés à Toulouse dans une détresse morale et matérielle complète. Le conseil décide d'accorder à ces confrères toute l'aide matérielle et morale en son pouvoir. Tous les efforts seront faits pour recevoir ces confrères et leurs familles dans des familles. En outre, il sera créé immédiatement une permanence chargée de centraliser les renseignements et un centre d'accueil destiné à héberger un certain nombre de confrères actuellement démunis de ressources et que l'afflux d'étrangers empêche de loger en hôtel ou chez des particuliers. [...] Une dépense de 10.000 francs est prévue pour les aménagements nécessaires. ».

Le centre d'accueil fut créé le lendemain, 25 mai 1940, au 24, allée de Barcelone.

Basax protégea aussi les avocats juifs toulousains de la législation initiée par Vichy⁸⁷ : le bâtonnier et le conseil de l'ordre empêchèrent, en déclarant qu'un certain nombre d'avocats juifs n'étaient plus inscrits au tableau de l'ordre ou n'avaient plus donné de nouvelles depuis un temps conséquent, que les avocats juifs toulousains ne soient rayés des listes du barreau. De même, d'anciens avocats procédèrent à leur réinscription sur les listes du tableau de l'ordre afin que le *numerus clausus* de 2 % ne soit pas dépassé et que les avocats juifs puissent exercer leur profession.

Ainsi, ils appliquaient la loi du 2 juin 1941 et la circulaire du 12 novembre 1941 sans léser quiconque. Le registre des délibérations du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957 relate la séance du 13 janvier 1943 en ces termes :

« Attendu que Monsieur Ben Zaken Max a quitté Toulouse depuis plus de deux ans et ce, au surplus, terminé son stage sans demander son inscription

86 - *Registre des délibérations du Conseil de discipline de l'Ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957*, séance du 24 mai 1940.

87 - Ces initiatives de protection des avocats juifs et étrangers furent plus que rares, comme en témoignent les articles d'Yves OZANAM et d'Ugo IANNUCCI dans *La justice des années sombres*, Association française pour l'histoire de la justice, Paris, La documentation française, 2001 : Yves OZANAM, « Le barreau de Paris pendant la Seconde guerre mondiale, 1940-1945 », pp. 145-165 ; Ugo IANNUCCI, « L'attitude du barreau de Lyon pendant l'Occupation », pp. 167-178. Voir aussi, sur ce sujet, Robert BADINTER, *Un antisémitisme ordinaire*, Paris, Fayard, 1997, et Jean-Pierre ROYER, *Histoire de la justice en France*, Paris, PUF, 2001, pp. 719-725.

au tableau ; que le Conseil de l'Ordre l'a radié et remplacé par Monsieur Brisac Georges qui a régulièrement sollicité son inscription au stage. [...] Attendu que les avocats juifs étaient avant le 25 juin 1940 au nombre de cinq dans le ressort de la cour d'appel, qu'ils appartiennent tous au barreau de Toulouse ; que ce chiffre ne dépasse pas les deux centièmes des avocats non juifs du ressort ; qu'il s'élevait au 16 juillet 1941 à deux cent vingt-sept, les fractions de plus de vingt cinq entrant dans le calcul du « *clausus numerus* » en vertu de la circulaire de la Chancellerie du 12 novembre 1941. Requiert qu'il plaise à la cour : Modifiant la liste des avocats juifs du barreau de Toulouse dressé le 24 décembre 1941, l'arrêter comme suit : M. Milhaud René - M. Lévy Maurice = Tableau ; M. Zaouche André - M. Zaksas Joseph - M. Brisac Georges = Stage. ».

De plus, pour que soit pris en compte le stage effectué par maître Kairredin el Kadara, le conseil de l'ordre inscrit ce dernier sur la liste des avocats stagiaires pour les années 1943 et 1944, la loi du 10 septembre 1940 interdisant auparavant l'inscription au tableau de l'ordre ou sur les listes du stage d'avocats étrangers.

Le conseil de l'ordre condamna aussi très fortement des actes collaborationnistes : un avocat toulousain, maître Castan, fut radié du barreau pour avoir, de manière intéressée, collaboré avec l'ennemi, « révélé l'arrestation et l'inculpation [...] d'un de ses clients ainsi que son transfert prochain », et ce « à une puissance étrangère »⁸⁸. Voilà comment sont relatés ces faits :

« Séance du 17 avril 1942 :

« - 1° pour avoir violé le secret professionnel par ses déclarations au représentant des forces allemandes à Toulouse, concernant un de ses clients, dont il a donné le nom, le 28 mai 1941

- 2° pour avoir ainsi provoqué son arrestation au sujet du fond même de ses déclarations

- 3° pour avoir été poursuivi de ce chef [...] comme prévenu d'avoir livré à une puissance étrangère, en l'espèce l'Allemagne [...] un secret de Défense Nationale [...]

4° [...] coupable d'avoir, le 28 mai 1941, à Toulouse, sciemment accompli un acte de nature à nuire à la défense nationale ».

Séance du 11 mai 1942 : « Que la discipline morale exige plus que la loi pénale. [...] Que l'avocat doit avoir dans l'âme l'élévation de sa profession. [...] Qu'on ne peut donc maintenir dans l'ordre des avocats celui qui a déserté ses principes essentiels et ses traditions capitales, qui a exercé de manière incompatible

88 - *Registre des délibérations du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957*, séances du 17 avril 1942, du 9 mai 1942 et du 11 mai 1942.

avec eux et avec elles, et qui ayant blessé sa considération frapperait celle du barreau tout entier. [...] La peine de la radiation du tableau des avocats est infligée à maître Castan. ».

On peut encore évoquer « l'affaire Jean Collomb », affaire qui témoigne de la volonté du barreau toulousain et du bâtonnier Basax d'évincer de l'ordre certains avocats trop « impliqués » politiquement... Dans sa séance du 21 septembre 1944 le conseil de l'ordre délibéra ainsi⁸⁹ :

« Il paraît établi que maître Collomb a quitté Toulouse pour Vichy vers le mois de Mai, investi par le Gouvernement de Vichy des fonctions de commissaire au pouvoir. [...] Les fonctions de maître Collomb, de temporaires étaient devenues permanentes. Leurs caractères et la rétribution qu'elles comportent, sont incompatibles avec la profession d'avocat. Par ailleurs, il a été rendu compte à monsieur le bâtonnier que, par le fait des événements qui se sont déroulés à partir du 19 août, maître Collomb a quitté Vichy pour une destination inconnue. [...] La peine de la radiation du tableau des avocats est infligée à maître Collomb et prononcée contre lui à l'unanimité des membres présents. ».

Cette peine sera confirmée lors de la séance du conseil de l'ordre du 21 mars 1945, maître Collomb ayant été complice dans l'assassinat de Maurice Sarraut, directeur de La Dépêche.

On soulignera aussi le fait que, quand le président de l'Association nationale des avocats, maître Louis Sarraut, fit part de ses quelques desseins xénophobes⁹⁰, le bâtonnier Basax, soutenu par le conseil de l'ordre, s'opposa à ces résolutions⁹¹ :

« Monsieur le bâtonnier met le conseil au courant d'une lettre de monsieur le bâtonnier de Paris l'avertissant de diverses initiatives de maître Sarraut et de l'Association nationale. Le conseil de l'ordre prie Monsieur le bâtonnier de

89 - *Registre des délibérations du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957*, Au cours de la même séance, la radiation sera aussi prononcée contre maître Pierre Mirabel, déjà frappé de la dégradation nationale par la chambre civique de la cour de justice de Toulouse. Sur les structures judiciaires à la Libération, et notamment sur les chambres civiques, instaurées par l'ordonnance du 28 août 1944, Henry ROUSSEAU, « L'épuration en France : une histoire inachevée », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 33, n° 1, 1992, pp. 78-105.

90 - Sur l'attitude de Louis Sarraut, voir son discours lors du congrès annuel de l'association nationale des avocats en 1934 : « Sans faire preuve du moindre sentiment de xénophobie, ni renoncer à notre traditionnel droit d'asile, affirme-t-il, il faut néanmoins exiger que les avocats naturalisés se soient pénétrés de nos traditions et de notre mentalité nationale. », cité dans Julie FETTE, « Avocats et médecins xénophobes (1919-1939) », in Dominique KALIFA et André GUESLIN (dir.), *Les exclus en Europe*, Paris, L'Atelier, 1999, p. 348.

91 - *Registre des délibérations du conseil de discipline de l'ordre des avocats de Toulouse de 1939 à 1957*, séance du 2 septembre 1941.

maintenir son attitude et émet l'avis qu'il y a lieu de s'opposer à l'exécution de ces initiatives. ».

Le bâtonnier Remaury⁹² fut, par ses fonctions politiques, un acteur de la résistance toulousaine et ariégeoise. Il représente, comme le bâtonnier Basax dont il était un intime, l'esprit majoritaire du barreau de l'époque et des sphères juridiques toulousaines. Tout d'abord appelé à l'État-major⁹³ à Paris en 1939, il regagna ses fonctions de conseiller général de l'Ariège en 1940, fonctions qu'il occupait depuis 1930. C'est en tant que président du conseil général qu'il ne cessa alors d'effectuer des demandes à la préfecture pour obtenir que la population ariégeoise vive plus décemment⁹⁴ et que certaines personnes évitent le départ vers l'Allemagne pour le S.T.O.⁹⁵. À la Libération, le bâtonnier Remaury fut accusé de collaboration au vu des fonctions politiques qu'il occupait entre 1940 et 1945⁹⁶ ; c'est là que les politiques nouvellement mis

92 - Louis-Joseph-Laurent Remaury (27 janvier 1905 - 30 mai 1991). Lié familialement aux Timbal et aux Bressolles, Louis Remaury fit naturellement carrière dans la science du droit. Avocat en 1925, il sera élu bâtonnier pour les années 1960-1962. Administrativiste, il enseignera aussi la législation agricole à l'École supérieure d'agriculture de Purpan et sera l'avocat de la Société pyrénéenne d'énergie électrique avant de devenir celui d'EDF.

93 - Nommé, par erreur, lieutenant au 214^e régiment d'infanterie en 1939, il est finalement nommé à l'État-major en novembre 1939 (voir les lettres du sénateur Paul Laffont du 12 août 1939 et du 2 novembre 1939, ainsi que l'ordre de mission du 12 janvier 1940, archives privées du bâtonnier Louis Remaury, correspondances 1939-1940). À l'État-major, il est chargé de diverses missions en Ariège par le ministère de l'agriculture (voir la lettre du directeur des Services agricoles du 3 février 1940, archives privées du bâtonnier Louis Remaury) et occupe les fonctions de chef du détachement-troupe de l'État-major de la mission militaire franco-polonaise. Lettre adressée au commandant du 95^e groupement de T.C.M. à Bergerac du 28 juin 1940, *archives privées du bâtonnier Louis Remaury*.

94 - Lettre au préfet du 28 avril 1944, archives privées du bâtonnier Louis Remaury, demandant plus de rations et plus de viande pour la population qui « comprend difficilement ces restrictions. », ainsi que de nombreuses lettres de 1943 destinées aux maires des communes ariégeoises et s'inquiétant des différentes situations des récoltes et des ravitaillements, *archives privées du bâtonnier Louis Remaury*.

95 - Lettre au préfet du 6 avril 1944, *archives privées du bâtonnier Louis Remaury*.

96 - Louis Remaury demeurerait, tout en s'insurgeant des crimes commis par les Allemands, profondément pétainiste, comme en témoigne le discours qu'il prononça en tant que président du conseil général de l'Ariège le 10 avril 1943, discours qui laisse transparaître à la fois ses opinions pétainistes et ses idéaux anti-germaniques et résistants : « quelles que soient nos tendances philosophiques, spirituelles, voire même politiques par le passé, nous devons nous pénétrer de la doctrine de la Révolution Nationale. Celle-ci, claire, réaliste, complète, est tout entière contenue dans les discours du Maréchal. [...] Elle traduit directement ce fond d'idées communes à tous les Français. [...] À nous aussi de bien marquer que cette doctrine n'a rien à voir avec les mesures législatives ou réglementaires qui multiplient les formalités, les restrictions, les tracasseries de toute nature. [...] Ayons le courage de prendre position pour [...] rappeler que le meilleur moyen pour franchir ce mauvais pas de notre histoire est encore de laisser « aux passeurs » [...] le soin de nous conduire de l'autre côté de la rive. [...] Au moment où tant des nôtres souffrent matériellement et moralement [...], nous ayons aussi notre part de sacrifice. [...] Plaçons-nous au-dessus des conflits locaux [...], notre salut ne nous viendra pas de l'extérieur. », Discours au conseil général du 10 avril 1943 par son président, Louis REMAURY, *La Croix ariégeoise*, 18 avril 1943.

en place découvrirent son action résistante⁹⁷. Louis Remaury avait, en effet, refusé tout rapport avec les Allemands, déploré la chasse faite aux résistants⁹⁸, libéré l'appartement familial pour y cacher un réfugié juif polonais⁹⁹, permis que le résistant juif Georges Picard échappe à la déportation¹⁰⁰, défendu à la barre des résistants ariégeois¹⁰¹, évité la déportation de nombreux Juifs¹⁰², fait passer des Juifs en Espagne par des réseaux résistants, et n'avait jamais demandé à

97 - Les témoignages très divers vinrent s'opposer à cette accusation, notamment ceux des résistants Élysée Delpech et Arthur Maurette, membres du Comité Départemental de Libération, qui soulignèrent le fait que Louis Remaury avait rendu grand nombre de « services » au C.D.L. et qu'il était connu de nombreux réseaux de résistants, archives privées du bâtonnier Louis Remaury.

98 - Suite au massacre perpétré par les Allemands au maquis de Justiniac en Ariège, Louis Remaury, en tant que président du conseil général, fit ce discours à l'Union sportive de Saverdun en juillet 1944 : « C'est, animé de cet esprit, que je vous demande de vous recueillir un instant, après avoir traité les questions techniques, objets de cette séance, de vous élever au-dessus de celles-ci, pour évoquer ces derniers jours et les leçons qu'ils comportent, le « crime » de Justiniac où des jeunes gens du maquis furent exécutés par les Allemands. Ceux qui, parmi vous, sont des croyants, ont certainement songé aux âmes de nos jeunes camarades morts cette semaine et demandé pour eux le salut qui est notre idéal suprême. ». Discours à l'Union sportive de Saverdun, juillet 1944, archives privées du bâtonnier Louis Remaury.

99 - *Ibid.*

100 - Le 26 juillet 1944, Madame Georges Picard faisait parvenir une lettre à Louis Remaury lui demandant que l'on ne pourchasse pas son mari. Le 1^{er} août 1944, cette même femme lui envoyait à nouveau une lettre en lui demandant de ne pas « donner » Monsieur Picard ni une autre personne dont le nom n'est pas mentionné sur la lettre mais qui semble être connue des deux correspondants. Monsieur Picard était, en effet, recherché par un certain Dupin pour « fausses pièces d'identité, juif, relations avec le maquis ». Le 25 mars 1945, Georges Picard remerciait Louis Remaury en ces termes : « Je serais cependant très heureux de pouvoir vous remercier de vive voix de ce que vous avez fait pour nous avec tant de cœur », puis, en additif, « Mes sympathies pour le maquis sont plus mitigées en ce moment car on y rencontre pas mal de petits bandits... », archives privées du bâtonnier Louis Remaury.

101 - Notamment Jean Roucal et Joseph Bélontrade.

102 - Dans une lettre du 10 avril 1944, l'avocat toulousain J. Bourguignon demande à Louis Remaury de faire embaucher un Juif dans une entreprise ariégeoise comme il l'a déjà fait pour d'autres afin de lui éviter un départ pour l'Allemagne : « Je m'intéresse à un Juif - Dolinski Abraham - [...] je voudrais [...] éviter à ce malheureux qu'il soit envoyé en Allemagne... », Lettre de Bourguignon à Remaury du 10 avril 1944, archives privées du bâtonnier Louis Remaury.

son frère Jacques, résistant, « les lieux de résistance du maquis ou les lieux de parachutage »¹⁰³. C'était l'exemple même du « vichysto-résistant »¹⁰⁴.

La société toulousaine, plus particulièrement les sphères judiciaires, et encore plus particulièrement le barreau, demeurait une institution profondément humaine, emplie de valeurs sociales et chrétiennes, et cherchant à s'écarter volontairement des vicissitudes politiques.

L'exemple du bâtonnier Haon témoigne de ce détachement des événements nationaux et de cette volonté de n'accomplir cette seule et unique chose qu'est le devoir : Antoine-Ellen Prévôt, maire de Toulouse remercié par Vichy, fut remplacé à la tête de la municipalité par l'avocat André Haon¹⁰⁵ le 20 septembre 1940.

Conservateur, pétainiste, le bâtonnier Haon¹⁰⁶ avait repris l'uniforme en 1939¹⁰⁷ et avait été démobilisé le 25 juillet 1940. Fervent soutien du maréchal Pétain et, avant tout, de la France, il accepta par « devoir » et sous l'insistance du préfet Chenaux de Leyritz la charge de maire en septembre 1940, charge à laquelle il fut officiellement installé le 11 février 1941. Profondément germanophobe, il tentait de concilier les obligations du régime et son « profond respect des Hommes » ; mais sa haine de l'allemand ne satisfaisait pas l'occupant qui vint l'arrêter un 9 juin 1944, à 6 heures du matin, à son domicile de la rue saint-Bernard.

On disait de lui : « C'était un brave homme, un français avant tout. Il était très juste : il détestait les Allemands »¹⁰⁸.

103 - Réponse de Louis Remaury aux accusations de collaboration portées par Monsieur Mercier, minotier de Saverdun, archives privées du bâtonnier Louis Remaury. Les accusations infondées de Mercier firent presque fusiller l'avocat toulousain... L'épuration dans le Midi fit un nombre considérable de victimes, l'exemple même en Ariège de cette justice sans procès étant celui du « tribunal du peuple » de Pamiers qui se tint du 18 au 31 août 1944 et qui entraîna entre 60 et 80 exécutions sommaires. Patricia Boyer, « L'épuration et ses représentations en Languedoc et Roussillon (1944-1945) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 68, 2000, p. 17-28. Sur les procès de l'épuration à Toulouse, on peut aussi voir Roger Merle, *Les grandes affaires...*, *op. cit.*, p. 191-199.

104 - Expression employée par Jean-Pierre Azema et Olivier Wieviorka dans *Vichy, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2004, p. 355-357, pour définir ces politiciens qui participèrent au régime de Vichy mais se détournèrent de lui dès novembre 1942, conservant néanmoins leur respect pour le Maréchal Pétain et adhérant encore aux idées pétainistes. Voir aussi Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants, de 1940 à nos jours*, Paris, Perrin, 2008.

105 - André Haon (27 avril 1888 - 2 mai 1967) fut bâtonnier de l'ordre en 1936-1937. Michel Jolly, « Éloge de M. le bâtonnier Haon », *Séance solennelle d'ouverture de la conférence du stage*, Toulouse, Imprimerie du centre, 1989, et Albert Viala, « Le bâtonnier Haon », *in* Albert Viala, *Quarante ans de chroniques*, Toulouse, Gazette éditions, 1996.

106 - Le bâtonnier Haon était le « dauphin » de Maître Puntous. Albert VIALA, « Le bâtonnier Haon. La vertu faite homme », *in* Jean-Louis GAZZANIGA (dir.), *Histoire des avocats...*, *op. cit.*, pp. 306-311.

107 - Sa situation familiale l'en dispensait cependant puisqu'il était marié et père de quatre enfants.

108 - Fabre, cité par Michel JOLLY, « Éloge du bâtonnier Haon », *Rentrée solennelle de la conférence du stage*, 1989.

Tout le travail accompli par maître Haon à la municipalité de Toulouse ne tendait qu'à poursuivre l'œuvre sociale et « toulousaine » commencée par Ellen-Prévôt, en développant les réalisations que les nécessités de la guerre rendaient indispensables, en laissant les finances locales saines et en jetant les bases de réalisations futures¹⁰⁹. Le 31 août 1944, au sortir de la guerre, la commission municipale issue de la Libération adopta dans sa première séance quarante-deux des quarante et une résolutions qui figuraient sur le dernier ordre du jour de la municipalité Haon... André Haon rentra des camps en mai 1945, profondément marqué par sa captivité à Neuengamme. Son attitude pendant le conflit faisait écho aux propos que tint le bâtonnier Remaury face aux accusations lancées par Mercier dont il était la cible : « Je n'ai jamais appartenu à aucun des groupes dits de collaboration et j'ai refusé de faire partie d'un groupement social, mes convictions religieuses m'imposant le respect de la dignité humaine et la charité. ».

On cherchait à mettre au cœur des préoccupations sociales, non pas le conflit ou les malheurs du temps, mais bien l'homme et les considérations sociales. Il fallait tourner les esprits non pas vers le ressenti présent, certes douloureux, catastrophique et traumatisant, mais vers l'espoir d'une renaissance et d'une reconstruction post-confliktuelle que l'on espérait constamment. C'était se soucier du Bien commun plus que de l'intérêt contemporain.

II - Des douleurs à l'espérance : entre souvenirs et reconstruction

Se relever de l'épreuve du second conflit mondial allait, certes, être un chemin plus que laborieux. Le monde de la justice entraînait dans une période de lent redressement, entre un Palais et une Université anéantis par l'Occupation mais désormais paisibles. L'heure était à la reconstruction. Allait-on seulement y parvenir ? Allait-on ne serait-ce que surpasser les rivalités existant au sein de l'Ordre (B) ? Allait-on oublier ceux qui avaient péri sur le champ de bataille, ou la figure de Maître René Milhaud qui avait dû fuir Toulouse en 1943 sous la pression des autorités d'occupation, et qui fut arrêté par la Gestapo avec son épouse à la frontière suisse, puis envoyés tous deux à Auschwitz où ils moururent (A) ?¹¹⁰

109 - Marie-François MANOLESCO, *La Municipalité de Toulouse. 1940-1944*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Université Toulouse II - Le Mirail, 1987.

110 - Albert VIALA, « Gabriel Marty : avocat », *Quarante ans de chroniques*, Toulouse, Gazette éditions, 1996.

A - *Requiem aeternam dona eis : morts du barreau et sombres souvenirs*

René Milhaud ne fut pas le seul avocat toulousain victime de la barbarie nazie et de la violence du conflit. L'atrocité de son décès marqua le barreau et l'ensemble des générations qui l'avaient connu, les discours de rentrée des bâtonniers évoquant, plusieurs années de suite, cet avocat dont la mort représentait la sauvagerie dont on sortait à peine. Le barreau perdit d'autres membres éminents, et leur souvenir servit aussi à la reconstruction, eux qui avaient péri sous les coups de la discorde allaient pénétrer définitivement une mémoire en cours d'érection, cette nouvelle histoire que l'on voulait appuyée sur l'unité et la cohésion au sein de l'Ordre.

Maître François de Gentil-Baichis, né le 29 juillet 1913 et qui avait prêté serment le 26 novembre 1937, avait réalisé de brillantes études à la faculté de droit tout en obtenant une licence ès-lettres. Erudit, catholique social défendant le mouvement coopératif, cet avocat issu d'une longue lignée d'aristocrates et juristes languedociens mourut à l'âge de vingt-six ans, le 24 mai 1940. Affecté, à la déclaration de guerre, au 13^e groupe de reconnaissance du 17^e corps, l'officier de cavalerie fut atteint par une balle lors d'une mission de liaison après avoir effectué avec réussite d'importantes missions de reconnaissance.

Maître Paul Marie Christian de Thubert fut un de ces autres héros que le barreau toulousain ne saurait effacer de sa mémoire. Sous-lieutenant au 15^e régiment d'infanterie, le groupe du régiment auquel il appartenait fut fait prisonnier par les Allemands le 9 juin 1940 alors que l'ennemi avait pris les soldats par surprise, à 3 h du matin, près de Brienne-sur-l'Aisne. Alors que les officiers allemands le questionnaient et cherchaient à savoir où le reste de son régiment se situait, de Thubert ne dévoila rien, affirmant qu'il constituait tout ce qu'il restait du régiment. On le menaça, mais rien n'y fit. La barbarie allait encore faire des siennes, et un soldat allemand, après s'être tourné vers un subalterne du lieutenant de Thubert et lui avoir dit « Tu vas assister comment on tue les cochons chez nous », mit une balle dans la tête de l'avocat. Le bâtonnier Pellefigue, dans son discours de rentrée de 1945, soulignait le sacrifice et le courage de son ancien confrère, rappelant à son auditoire l'essentielle lutte qu'il fallait désormais mener contre l'individualisme naissant au sein du barreau « Pour l'édification des générations futures et pour ceux qui croiraient trouver dans l'oubli ou un pacifisme stérile, une excuse à leurs égoïsmes ». La mémoire, socle continu de l'unité de l'ordre et de son indépendance, tel était le maître-mot des bâtonniers qui se succédèrent à la tête du barreau de Toulouse après le conflit.

Moins vertueux mais tout aussi dramatique, la mort de maître Nirascou. Après avoir prêté serment le 18 juillet 1938, il fut mobilisé en septembre 1939 et versé à l'école de Saumur. C'est au cours d'un trajet qui le menait à son régiment qu'il fut victime d'un accident d'automobile dont les circonstances sont restées mystérieuses.

Autre victime de certaines exactions sanguinaires, maître Paul Laffont, brillant avocat et médaille d'or de la conférence du stage en 1909. Né le 23 février 1885, il avait intégré le barreau après avoir réalisé de remarquables études à la faculté de droit de Toulouse. Député de Saint-Girons en 1914, il avait été pilote de chasse dans l'aviation française lors du premier conflit mondial. Devenu par la suite secrétaire d'état aux P.T.T. dans le ministère Poincaré puis sénateur, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940 avant de s'engager dans la Résistance au travers du Mouvement Uni de Résistance, le M.U.R., et du maquis ariégeois de La Crouzette. Intime du bâtonnier Remaury, il fait, lui aussi partie de ceux que l'on peut qualifier de « vichysto-résistants ». Il fut lâchement assassiné dans son village de Rimont, en Ariège, à la veille de la Libération, le 13 juillet 1944 par le Groupe d'Action pour la Justice Sociale, émanation du Parti populaire français de Doriot. La milice du P.P.F. avait éloigné du village, à bord d'une camionnette, Laffont et l'un de ses amis, le docteur Labro. Ils furent malmenés, frappés, suppliciés avant d'être tués.

Enfin, Jean Nielsen, inscrit au tableau de l'Ordre le 26 novembre 1934 et secrétaire de la conférence du stage en 1937, trouva la mort lors de la bataille de Dunkerque en 1940.

B - Libération pénible et reconstruction difficile

Le départ des troupes allemandes de Toulouse allait entraîner la résurgence de toutes les rancœurs maintenues jusqu'alors ; et la ville rose, tout comme ses professeurs de droit, ses avocats et ses magistrats, se préparait à fêter la victoire dans une situation particulièrement antithétique, à la fois froide, tendue et pleine d'un apaisement inespéré.

La Libération à Toulouse, cette « république rouge du Midi »¹¹¹, lors de l'été 1944, fut un événement qui bouleversa toute la vie de la région, par le soulagement de la population qu'entraînèrent la fin des hostilités et celle de

¹¹¹ - Expression citée dans *l'Histoire de Toulouse* de Philippe WOLFF, *op. cit.*, p. 513, à propos de l'emprise qu'ont eu les communistes sur la vie quotidienne et la politique de Toulouse au moment de la Libération. Pierre BERTAUX, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973, p. 109.

l'occupation allemande dans un premier temps¹¹², mais surtout par l'engrenage meurtrier qu'elle mit en place¹¹³. L'engouement provoqué par le départ des troupes germaniques et l'exubérance des manifestations de la Résistance locale, comme cela fut le cas lors du défilé du 3 septembre 1944¹¹⁴, firent que l'on pourchassa toute personne liée d'une commune manière à l'État français des années 1940-1944, ayant participé à un quelconque acte de collaboration, ou même ignorante des actions du maquis...¹¹⁵ Les procès se succédaient et, « toutes les semaines », à Pech David, quartier sud de Toulouse « sur la route de Lacroix-Falgarde, on fusillait des dizaines de personnes jusqu'en 1947. »¹¹⁶.

Le monde juridique était particulièrement touché par cette ébullition post-Libération, tout d'abord parce qu'il était au cœur même des procès de l'épuration, mais surtout parce qu'il était, lui aussi, scindé entre Vichyssois et anti-pétainistes. Certains avaient été acteurs de la Résistance, tels l'avocat Louis

¹¹² - Pierre LABORIE, dans son article « Opinion et représentation : la libération et l'image de la résistance », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, n° 131, 1983, évoque un « formidable sentiment de délivrance, d'explosions incontrôlées, d'exaltation des mots, des idées et des comportements », p. 69.

¹¹³ - Sur la Libération à Toulouse, Pierre BERTAUX, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973 ; Jules MAURIN (dir.), *Les lendemains de la Libération dans le Midi de la France*, Montpellier, 1986 ; Rolande TREMPÉ, *La libération dans le Midi de la France*, actes du colloque des universités Toulouse-le Mirail et Paul-Valéry de Montpellier des 7 et 8 juin 1985, Eché et PUM, 1986, pp. 137-173 ; Philippe WOLFF, *Histoire de...*, *op. cit.*, pp. 512-514 ; Hanna DIAMOND, « Libération ! Quelle Libération ? L'expérience des femmes toulousaines », *Clio. Histoire, femmes et sociétés*, 1995, n° 1, pp. 2-12 ; José-Ramon CUBERO, *La Résistance à Toulouse et dans la région IV*, Bordeaux, Sud Ouest, 2005.

¹¹⁴ - Le jour où fut annoncée la libération des villes de Lyon, Metz et Nancy, 8.000 hommes défilèrent à Toulouse dans les rues de Metz et d'Alsace-Lorraine ainsi que sur les boulevards entourant le centre-ville. Tous les groupes de résistance armée y étaient présents, et l'on pouvait ainsi voir la demi-brigade Armagnac, le maquis du Lot, des groupes de volontaires russes et italiens, le groupe Parisot, les maquis du Gers, des Landes, des Hautes et des Basses-Pyrénées, l'École de marine de Clairac, le groupe Casa-Niel, le groupe Veny du Lot-et-Garonne, les corps francs Pomiès, des officiers alliés et des unités du Tarn venant de Carmaux, Castres, Mazamet et Albi. Pierre BERTAUX, *La Libération de Toulouse et de sa région*, Paris, Hachette, 1973, p. 97-98.

¹¹⁵ - Ce fut notamment le cas avec le « tribunal du peuple de Pamiers » où les exécutions sommaires se succédèrent. Pierre LABORIE, « Entre histoire et mémoire, un épisode de l'épuration en Ariège : le tribunal du peuple de Pamiers, 18 au 18 août 1944 », in *Pays Pyrénéens (XVI^e-XX^e)*. *Pouvoirs Centraux*, t. II, Colloque international, Foix, 1995, Amis des Archives de l'Ariège, pp. 267-283, et Patricia BOYER, « L'Épuration et ses représentations en Languedoc », *Vingtième siècle*, n° 68, 2000, pp. 17-28.

¹¹⁶ - Ces propos, extrait d'un entretien privé avec maître Louis Thévenot du 1^{er} avril 2009, sont vraisemblablement une exagération qui témoigne néanmoins, par leur démesure et leur vitalité, des violences qui ont pu avoir lieu au cours de la Libération à Toulouse. Pour des détails plus « historiques » sur la Libération et l'épuration à Toulouse, voir Jean ESTÈBE, *Toulouse. 1940-1944*, *op. cit.*, pp. 294 sq., et Pierre BERTAUX, *La Libération de Toulouse...*, *op. cit.*

de Caunes¹¹⁷ ou, plus connu, le professeur André Hauriou, fils du doyen et éminent publiciste Maurice Hauriou, d'autres avaient vu « dans la Révolution nationale, le retour à la terre, la fin de la République. Il y avait de l'Action française dans le tréfonds des idées. »¹¹⁸. La « salle des pas perdus » du palais allait être scindée, dès 1944 et ce jusque dans les années 1960, entre gaullistes, anti-gaullistes et une majorité¹¹⁹ de radicaux-socialistes¹²⁰. Deux idéaux politiques s'opposaient donc au sein des professions judiciaires, mais tous, avocats comme magistrats, prenaient soin d'honorer éthiquement et déontologiquement leurs professions, défendant leurs ennemis ou condamnant leurs proches.

Ainsi, l'avocat Louis Thévenot, réquisitionné par le S.T.O. et transféré en Allemagne entre juillet 1943 et avril 1945 avec d'autres avocats comme José Cabanis et Roger Merle, défendit en 1948 des lieutenants allemands accusés d'avoir fusillé un magistrat français¹²¹. Il fut le dernier avocat à défendre, à Toulouse, des soldats allemands. Ces derniers furent exécutés. De même, son confrère De Caunes avait plaidé pour la Gestapo de Rodez en 1946. Il avait ensuite défendu un collaborateur qui fut condamné à Toulouse, puis à Bordeaux, et finalement fusillé dans la même ville. D'autres encore, comme Roger Merle, défendirent à plusieurs reprises des collaborateurs devant la cour martiale¹²². Le nombre de condamnations à mort par cette cour martiale ne dépassa d'ailleurs par la vingtaine, mais la cour de justice¹²³ qui remplaça le tribunal militaire dès le 21 octobre 1944 prononça 335 condamnations à mort¹²⁴. La Libération

117 - L'avocat et futur bâtonnier Louis de Caunes avait participé à des transferts de documents par voie ferroviaire entre Vichy et les maquis du Midi. Entretien avec Maître Louis de Caunes du 23 avril 2009, archives privées.

118 - Entretien avec maître Paul Dupuy du 6 avril 2009, archives privées.

119 - Entretien avec maître Louis de Caunes du 23 avril 2009, archives privées. L'avocat souligne que, bien que la politique soit souvent au sein des discussions abordées dans la « Salle des pas perdus » du Palais de justice de Toulouse et qu'il y ait une majorité radical-socialiste, il y avait au sein du Palais « une ambiance merveilleuse, sorte d'*agora* fraternelle. ».

120 - Entretien avec maître Paul Dupuy du 6 avril 2009, archives privées.

121 - Entretien avec maître Louis Thévenot du 1^{er} avril 2009, archives privées.

122 - Article du 24 octobre 2008 dans *La Dépêche du Midi*.

123 - À propos du nombre d'affaires traitées par les cours de justice au moment de l'Épuration, Jean-Pierre Rioux note qu'un français sur quatre cent avait été traduit devant une Cour de Justice. Jean-Pierre Rioux, *La France de la Quatrième République*, t. I, *L'ardeur et la nécessité, 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980, cité dans François ROUQUET, « L'épuration administrative en France après la Libération. Une analyse statistique et géographique », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 33, n° 1, 1992, pp. 106-117.

124 - Philippe WOLFF (dir.), *Histoire de Toulouse*, op. cit., p. 513. En comparaison avec le chiffre des condamnations à mort prononcées par les cours de justice françaises, à savoir 7037. Henry ROUSSE, « L'épuration en France... », op. cit., p. 91, la cour de Toulouse représente 4,76 % des condamnations à mort nationales.

à Toulouse se traduisit, au-delà des condamnations purement judiciaires, par « des appels violents à un durcissement de l'épuration » : « L'année 1945 se traduit par la perpétuation d'une violence que n'empêchent ni le retour à la légalité républicaine ni la fin de la guerre. [...] Si l'on approuve la prise en main de l'épuration par l'État, on revendique une justice sévère, rendue légitime par les souffrances passées et présentes. »¹²⁵.

On peut aussi souligner cette anecdote qui témoigne de la dichotomie politique existante dans les sphères juridiques : afin de marquer l'importance du palais à la Libération, le jour même de l'annonce de celle-ci, le bâtonnier Escafit et l'un de ses confrères prirent les armes pour aller défendre la cour d'appel par peur que les Allemands ne viennent l'occuper. Chose inutile mais toutefois symbolique...¹²⁶

Au sein du palais, dans le cœur de la salle des pas perdus, la volonté des « anciens », des membres du conseil de l'ordre et des anciens bâtonniers est d'unifier ce barreau qui, bien qu'uni pendant le conflit, a vu ressurgir postérieurement à la Libération, des oppositions, des dissidences, des relations délicates entre avocats dues à des prises de position politique exacerbées. C'est l'expulsion d'une violence contenue.

Pour unifier l'ordre, le bâtonnier Pellefigue allait montrer la voie, une voie dont le seul but allait être « l'indépendance », cette indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics dont l'ordre avait témoignée pendant le conflit, cette indépendance même de la profession qu'il fallait porter au frontispice du barreau comme la valeur identitaire première du barreau. On savait que c'est à travers l'indépendance que l'unité se crée dans l'ordre, que les rivalités matérielles et politiques tombent rapidement en désuétude. Ainsi, René Pellefigue¹²⁷ témoigna devant les juridictions d'exception d'une formidable indépendance, certain que c'était par l'exemple qu'il allait être un guide pour l'ordre dont il avait la lourde charge au sortir de la guerre. Déjà, pendant le conflit, il se rendait toutes les semaines, en prenant le train, au camp de Noé, petit village situé au Sud de Toulouse, qui accueillait nombre de juifs, souvent avant que ces derniers soient déportés en Allemagne. Le bâtonnier Pellefigue réinstaura la conférence du stage, dans cette idée que, par le dépassement intellectuel et oratoire des

125 - Patricia BOYER, « L'épuration en Languedoc... », op. cit., p. 26.

126 - Entretien avec maître Paul Dupuy du 6 avril 2009, archives privées.

127 - Yves SAEZ, « Éloge du bâtonnier Pellefigue », *Discours de la rentrée solennelle de la conférence du stage*, Toulouse, Gazette des tribunaux du Midi, 1975.

jeunes avocats, les rivalités extérieures à la profession allaient être enfouies et diminuées.

Intrigues, jalousies, conflits ouverts. L'ordre n'était pas à l'abri d'une dissension, d'un « désordre ». Afin d'exhorter l'ensemble de ses confrères, et surtout les jeunes avocats et ceux qui venaient à peine de rentrer du S.T.O. et étaient aussi dans leurs premières années de barre, à ne pas sombrer dans la désunion et les rapports personnels, il s'adresse à eux lors de la rentrée solennelle du barreau en ces mots plus qu'explicites : « Je crois avoir le devoir et le droit d'affirmer que la défense des libertés si souvent proclamées, le respect des lois, les secours aux opprimés, les interventions désintéressées, l'indépendance dans la pensée, la fermeté du caractère, la culture de l'esprit, sont et demeurent la force et la raison d'être de notre profession. [...] Aussi, mes jeunes confrères, [...] à vous, plus qu'à tous les autres, qui n'avez pas encore ni appris ni pratiqués ce qui fait notre grandeur, en ces temps moralement troublés que le faux semble avoir définitivement détruit et remplacé par le vrai, laissez-moi, dès le seuil de vos travaux vous affirmer que même en dépit d'intérêts matériels directs ou apparents, vous devez vous imposer avec une discipline raisonnée et librement consentie, à la fois, le respect des règles traditionnelles et tutélaires qui nous dictent nos droits et nos devoirs. [...] Aucune profession n'est soumise, comme la nôtre, aux servitudes et aux garanties d'une existence collective et n'éprouve la nécessité de puiser, parmi ceux des nôtres qui nous ont précédés, les grands exemples dont nous devons nous inspirer, pour les offrir, aux méditations de notre propre activité. »¹²⁸.

Et il terminait ainsi, dans un dernier élan particulièrement révélateur de la crainte de dissensions à venir au sein du barreau : « Serviteurs passionnés de la justice et des lois, nous devons plus encore que nos aînés, rester insensibles aux remous politiques et aux crises qu'ils peuvent provoquer. N'oublions jamais que notre robe constitue le dernier rempart pour la protection des accusés contre le sectarisme ou la haine, quels que soient les uns, d'où que viennent les autres ».

En 1946, les inquiétudes du bâtonnier étaient les mêmes : consolider le barreau, l'unifier autour de sa déontologie et d'une idée commune de reconstruction à l'abri des questions politiques. Ainsi s'exprimait le bâtonnier Lanaspèze dans son discours de rentrée cette année-là, le 8 décembre : « Si vous m'en croyez, vous les jeunes qui resterez chez nous, soyez avocats et

128 - René PELLEFIGUE, *Discours de la rentrée solennelle du barreau de Toulouse du 2 décembre 1945*, Toulouse, Imprimerie moderne, 1946.

rien qu'avocats : laissez à d'autres les soucis de la politique, vous n'y auriez qu'amertume et déboires, rarement une satisfaction : En tous cas, si cédant malgré tout à votre penchant, vous vous sentiez appelé à faire le bonheur de vos concitoyens, n'oubliez jamais que vous n'avez pas le droit d'engager dans la mêlée notre Ordre dont les destinées planent sereines au-dessus de toutes les passions humaines et du brouhaha des querelles »¹²⁹.

Les préoccupations de l'ordre semblent aujourd'hui les mêmes : écarter les passions et les élans individuels en mettant en avant les valeurs fondamentales d'un barreau uni, l'indépendance, le désintéressement qui semble échapper de plus en plus au monde de la barre, la probité, l'humanité, la confraternité, la loyauté, la dignité, l'honneur, la conscience. À croire que la profession est en perpétuelle construction, et l'on ne peut en douter car c'est la preuve de sa vitalité.

Les remerciements de l'auteur vont au conseil de l'ordre des avocats de Toulouse sans qui il n'aurait pu, par une convention plus qu'exceptionnelle, accéder aux archives si précieuses d'un éminent barreau.

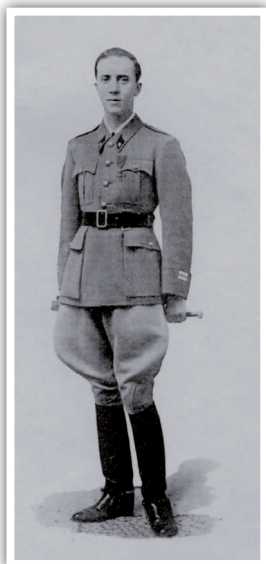
129 - Jean LANASPÈZE, *Discours de la rentrée solennelle du barreau de Toulouse du 8 décembre 1946*, Toulouse, Imprimerie moderne, 1947.

In mémoriam

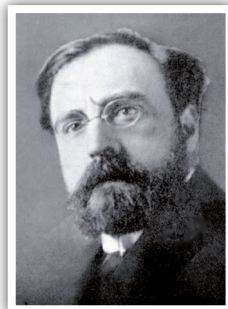
Christian de Thubert



François de Gentil-Baichis



Paul Laffont



Le barreau de Barcelone pendant la Guerre civile espagnole (1936-1939)¹³⁰

Dr Josep Serrano Daura
Université Internationale de Catalogne

I - Introduction

Cette intervention, au sein de ce magnifique colloque, traite du barreau de Barcelone¹³¹ pendant la dernière guerre civile espagnole du XX^e siècle, entre les années 1936 et 1939 mais qui eut des répercussions immédiates directes jusqu'en 1940.

Notre actuel barreau a été fondé en 1838¹³², mais a de très importantes racines attestées dès le Bas Moyen-âge très étroitement liées au genre de procès en usage dans toute l'Europe, sous diverses formes bien entendu, qui découle du ius commune romain et canonique¹³³. Ainsi, la profession des juristes, celle des savants du droit comme on les qualifiait, est présente à Barcelone vers 1243, sous le règne de Jacques I^{er}, roi d'Aragon, monarque enthousiasmé par le droit commun, un phénomène de grande transcendance dans l'histoire juridique du comté, à la différence de ce qui peut être constaté dans les autres territoires ibériques¹³⁴. Un privilège royal accordé à la ville de Barcelone en 1284, interdit

130 - Ce travail a été préparé dans le cadre du programme dirigé par Xavier Gil Pujol, nommé *Cultura política, doctrina jurídica y gobierno en Cataluña y Valencia (siglos XVI-XVII)*, et approuvé par le ministre de l'Économie et de la compétitivité espagnol DER2012-39719-C03-02.

131 - C'est le *Colegio de Abogados* en espagnol ou *Col·legi d'Advocats* en catalan, littéralement "Collège", expression de la corporation professionnelle. Je dois remercier Mme Isabel JUNCOSA, bibliothécaire de l'ordre des avocats au barreau de Barcelone, et M. Aram MONFORT, historien, pour les informations qu'ils ont pu me communiquer sur ces sujets.

132 - Après cinq ans d'interim, le gouvernement décide sa création le 28 mai 1838 (Enric JARDÍ, *Història del Col·legi d'advocats de Barcelona*, I, Col·legi d'Advocats, 1989, p. 7-22). Voir aussi Elena ROSSELLÓ CHERIGNY, *L'advocacia de Barcelona: diàleg amb la història, Barcelona*, (avec un prologue de Tomàs de MONTAGUT ESTRAGUÉS), Sàpiens Publicacions, 2014, p. 77.

133 - Le 12 octobre 1246 Jacques I^{er} d'Aragon approuve un statut général sur l'exercice de la profession, et en 1289 Alphonse II établit les conditions requises pour devenir avocat (E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 15-25).

134 - E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 15.

aux avocats d'occuper les fonctions de juge, de même qu'aux notaires et aux greffiers de la Cour de Justice¹³⁵. Mais il faut attendre 1333 pour qu'Alphonse III accorde un privilège aux avocats de Barcelone pour qu'ils constituent leur barreau et se donnent des statuts propres pour son organisation et son fonctionnement¹³⁶. En 1335, le même souverain fixe les conditions que les juristes doivent réunir pour exercer dans la ville : étudier avec succès les lois pendant cinq ans et être en possession des cinq livres du Corpus Iuris Civilis et de la Grande Glose d'Accursio (ou Accurse)¹³⁷.

Après huit siècles de tradition, le barreau de Barcelone devient une institution fondamentale pour le développement social, culturel et économique de la ville et de la province. Au-delà d'un centre professionnel de premier ordre, il constitue une solide référence pour la défense des droits individuels et politiques et pour la promotion du droit historique du territoire face au développement du mouvement codificateur national du XIX^e siècle. Il caractérise la Catalogne comme une terre de juristes précisément de par sa volonté de conserver et de développer ses anciennes traditions juridiques par-delà les siècles.

Malgré les changements successifs de régime depuis le XVIII^e siècle avec la transmission dynastique des Habsbourgs aux Bourbons, la Guerre de succession, l'avènement de l'État constitutionnel, les guerres civiles du XIX^e siècle, les profondes transformations sociales et politiques de la première moitié du XX^e siècle, etc., les avocats et le barreau de Barcelone ont su toujours maintenir un juste équilibre entre les forces politiques et les mouvements sociaux qui ont surgi. Le barreau a toujours été respecté et apprécié, comme par exemple la chambre des notaires de Catalogne, une autre institution séculaire. Un juste équilibre qui lui permet de survivre, préserver la profession et conserver avec une certaine neutralité politique son siège, et spécialement sa très appréciée bibliothèque, riches d'importants fonds documentaires, et ce même dans les pires moments jusqu'à la dernière guerre civile.

II - La Catalogne et la République espagnole

Sous la République, et conformément au statut d'autonomie de 1932 (promulgué le 15 septembre), l'État cède au gouvernement autonome de

135 - C'est le privilège de Barcelone appelé *Recognoverunt Proceres*, de Pierre II d'Aragon (E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 20).

136 - E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 23.

137 - E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 25.

Catalogne les compétences sur l'administration de la Justice¹³⁸. Par quelques reminiscences institutionnelles historiques, nous dénommons le gouvernement autonome catalan la généralité de Catalogne (Generalitat de Catalunya)¹³⁹.

Le transfert formel de cette compétence a lieu le 1^{er} novembre 1933¹⁴⁰. Dès lors la généralité de Catalogne contrôle et assume l'organisation et l'exercice de l'administration de la Justice sur son territoire. Et dans ce cadre le barreau de Barcelone prend une place très importante, surtout pour ce qui se rapporte à la formation des juristes¹⁴¹. Il promeut par exemple la formation et la mise à jour des fonds bibliographiques nécessaires. Il organise divers services, comme en ce que concerne l'assistance juridique et judiciaire et l'accès à une justice gratuite. Il défend aussi le droit catalan face au processus de codification civile de l'État¹⁴². Il s'agit d'aspirations d'ailleurs très cohérentes avec l'esprit républicain du moment. De toutes façons il existe toujours une relation harmonieuse du barreau avec les institutions du gouvernement. Mais finalement, cet équilibre se brise à la suite de la rébellion militaire du 18 juillet 1936 contre le gouvernement légitime de la II^e République espagnole, en relation avec les nouvelles autorités et surtout avec le mouvement révolutionnaire qui, profitant du chaos, s'installe en Catalogne. Précisément les dernières élections démocratiques pour choisir quatre des membres du conseil de l'ordre ont lieu le 8 juin 1936¹⁴³; et les élus

138 - L'article 12 du statut d'autonomie de la Catalogne de 1932, promulgué le 15 septembre, attribue à la communauté autonome de Catalogne la compétence sur l'organisation de l'administration de la justice sur son territoire, la nomination de juges et magistrats, et de façon générale celle des fonctionnaires assignés à ce service, exceptée la justice militaire.

139 - Cette dénomination exprime une "communauté des sujets" du royaume, et elle a sa représentation maximale dans les États généraux; et finalement cette expression désigne une commission permanente et réduite de ces États généraux avec des fonctions fiscales, militaires et administratives diverses (comme en Espagne, en France ou au Royaume-Uni - Victor FERRO POMÀ, *El Dret Públic Català. Les Institucions a Catalunya fins al Decret de Nova Planta*, 2^e ed., Societat Catalana d'Estudis Jurídics, Barcelona, 2015, p. 287 et s.).

140 - L'invitation à cette séance formelle organisée par le président de l'audience de Barcelone est lancée le 31 octobre 1933 (Ilustro Colegio de Abogados de Barcelona; Il-lustre Col·legi d'Advocats de Barcelona - [désormais ICAB], Épuration, Divers).

141 - En juillet 1935, le conseil de l'ordre demande au président de la généralité que sur son territoire, pour la nomination fonctionnaires des services de la justice, il soit tenu compte en particulier de la connaissance du droit catalan et des "coutumes de la terre," des coutumes locales, du droit coutumier. Le président de la généralité répond positivement à ces demandes (ICAB, Épurations, Divers).

142 - C'est même l'objectif fondamental du barreau, déclaré et reconnu dans ses ordonnances. Voyez Enric JARDÍ *Història del Col·legi d'Advocats de Barcelona*, I, Col·legi d'Advocats de Barcelona, 1989, p. 8-15.

143 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 42.

prennent possession de leurs postes le 14 courant¹⁴⁴. Le bâtonnier de l'ordre est M. Josep Roig Berguedà, célèbre spécialiste en droit civil catalan¹⁴⁵. Il est alors le dernier bâtonnier, puisque son successeur nommé peu de temps après par le gouvernement aura le titre de président¹⁴⁶.

III - La Guerre civile

Le « levantamiento » ou la révolte militaire dirigée par le général Francisco Franco conduit à la Guerre civile espagnole, et, après quelques semaines de confusion et d'incertitude, très bientôt s'installent en Catalogne deux pouvoirs parallèles difficiles ou impossibles à coordonner : celui des institutions officielles du gouvernement catalan (la généralité de Catalogne) et du gouvernement de la République d'une part, et celui des milices populaires armées coordonnées par le comité central de milices antifascistes de Catalogne au sein duquel nous distinguons l'organisation anarchiste de la Confédération Nationale du Travail (CNT) et le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM)¹⁴⁷.

La situation est d'une telle gravité qu'immédiatement commence la poursuite des personnes et des institutions que se trouvent liées avec l'Église catholique, indépendamment de leur filiation politique, ou avec des formations politiques

conservatrices comme la Ligue catalane¹⁴⁸. Dans ce contexte, des nombreux avocats de Barcelone et de toute la Catalogne sont persécutés, pourchassés, assassinés ou arrêtés. Le conseil de l'ordre relate ces faits lors de sa réunion du 3 août 1936¹⁴⁹. Dans la même séance il est signalé que le 27 juillet les milices populaires révolutionnaires ont essayé de saisir et d'occuper le siège de l'ordre et que cela a été évité grâce à une intervention rapide du département de la Culture de la Généralité qui a placé le bâtiment sous sa protection avec la police de la Généralité, en liaison avec le département de l'Intérieur¹⁵⁰.

Et effectivement, en raison des circonstances, la généralité, par décret du 3 août 1936, décide d'occuper l'édifice pour y installer divers services de justice, assurer sa sécurité et éviter la destruction du palais et de la bibliothèque¹⁵¹. Le barreau décide de faire des recherches pour localiser ses membres arrêtés ou morts à la suite de procès, dans le respect de la règle qui s'impose à l'ordre de toujours veiller à protéger l'intégrité de ses membres sans distinction d'idées ou de classes sociales¹⁵². Le 18 août le bâtonnier rend compte des démarches réalisées devant le juge spécial qui a instruit les procédures contre la rébellion militaire, malheureusement sans aucun succès, en regrettant que les détenus

144 - ICAB, registre de 1936, séance du 14 juin. La séance a lieu à midi, sous la présidence de M. Josep Roig Bergadà, bâtonnier, et avec les membres nouvellement élus du conseil de l'ordre, Messieurs Pere Rahola Molinas, Antoni Vilalta Vidal, Ferran Boter Mauri et Narcís Llampallas Gifré, respectivement nouveaux membres du conseil respectivement numéros 1 et 6, trésorier et secrétaire. Les autres membres du conseil sont Messieurs Ramon Coll Rodés, Josep M. Valón Carbonell, Armand Carabén Sánchez, Octavi Saltor Soler et M. Amadeu Peig Avella.

145 - Avocat et homme politique. Né à Tarragone en 1864. Ministre de la Justice en 1918 pendant un mois, avant qu'il démissionne devant l'hostilité du gouvernement espagnol quant à l'autonomie catalane revendiquée à cette époque. Président de l'académie de jurisprudence et de législation de Catalogne entre 1933 et 1934 (liée au Barreau), et bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Barcelone entre 1935 et 1936. Mort à Barcelone en 1937.

146 - En effet, le 28 décembre 1936, le conseil de l'ordre est remplacé par un comité nommé par le conseiller de Justice de la généralité de Catalogne, avec un délégué par voie de président. Il comprend des avocats membres des syndicats Union Générale de Travailleurs (UGT, socialiste) et de la Confédération Nationale des Travailleurs (CNT, anarchiste), et le parti politique gouvernant en Catalogne, Esquerra Republicana de Catalogne (ERC) (E. JARDÍ, E., *Història del Col·legi*, II, p. 48).

147 - J. A. POZO, "Els Comitès de Milícies Antifeixistes de Catalunya", in *Catalunya durant la Guerra Civil dia a dia*, núm. 3, Edicions 62, Barcelone, 2006, p. 8-57. PÉREZ FRANCESCH, J. Ll., "El encaje de Catalunya en España, de la Segunda República hasta nuestros días. Algunos apuntes", in Ignacio Ruiz Rodríguez (ed.), *Cataluña en España. España en Cataluña*, Dykinson, Madrid, 2014, p. 259-262. Abel PAZ, *La guerra de España: paradigma de una revolución. Las 30 horas de Barcelona (julio del 1936)*, Flor del Viento. Ediciones, Barcelona, 2005.

148 - G. C. CATTINI, "Terror i vandalisme a la Barcelona de les « txeques »", in *Catalunya durant la Guerra Civil dia a dia*, núm. 5, Edicions 62, Barcelone, 2006, p. 8-43. H. RAGUER, "Crema d'esglésies i matança de capellans als primers dies de guerra", in *Catalunya durant la Guerra Civil dia a dia*, n° 5, Edicions 62, Barcelone, 2006, p. 44-69. MOLAS, I., *Lliga Catalana: un estudi d'estasiologia*, Edicions 62, Barcelone, 1972 ; A. BALCELLS, *Cataluña contemporánea* (1930-1939), II, Siglo XXI Editores, Barcelone, 1974 ; H. RAGUER SUÑER, *La Unió Democràtica de Catalunya i el seu temps (1931-1939)*, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Barcelone, 1976 ; M. BARRAS I GOMEZ *Acció Catalana (1922-1936)*, Curial, Barcelone, 1984 ; A. BALCELLS, *El nacionalismo catalán*, Historia 16, Barcelone, 1991 ; M. CHUST CALERO, *Federalismo y cuestión federal en España*, Universitat Jaume I, Castellon, 2004 ; A. GONZÁLEZ VILALTA, *Els diputats catalans a les corts constituents republicanes, 1931-1933. Nacionalisme, possibilisme i reformisme social*, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, Barcelone, 2006 ; C. GÜELL, *L'eterna desunió dels catalans: l'oposició catalanista a Franco (1939-1950)*, Editorial Base, Barcelone, 2008.

149 - ICAB, registre de 1936, séance du 3 août. Le bâtonnier, effectivement, informe le conseil de ce qu'il a des nouvelles sur la mort et la disparition de certains confrères et sur la détention d'un autre, toujours à cause de la situation actuelle politique et sociale ; il note également que les efforts déployés par le barreau ont réussi à faire libérer plusieurs d'entre eux.

150 - Voyez la séance précédemment citée. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 45. E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 220.

151 - Précisément et à cet effet, M. Manuel Prats Goday, secrétaire de l'ordre, est désigné comme représentant de la généralité de Catalogne (ICAB, Épuration, Divers ; et E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 46).

152 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 46. ICAB, registre de 1936, séances des 3 et 10 août.

se trouvent totalement isolés et privés de tous contacts extérieurs propres à assurer leur défense ou leur conseil¹⁵³.

Peu après, la généralité, par un décret du 24 août 1936, décide de la dissolution de tous les barreaux de Catalogne, et organise la nomination d'un commissaire nommé par le conseiller de Justice, compétent pour désigner à son tour un représentant pour chaque ancien barreau¹⁵⁴. La raison de cette disposition si radicale doit se chercher dans l'incertitude du moment de transition qui impose au département de la Justice de contrôler tous les organismes liés à l'exercice de ses compétences. Le nouveau commissaire est M. Antoni Vilalta Vidal, ancien membre du conseil de l'ordre des avocats au barreau barcelonais¹⁵⁵. Dans ce contexte, par exemple, les avocats de la ville de Lérida, membres du syndicat proche du parti socialiste, l'Union Générale des Travailleurs, communiquent au commissaire désigné pour diriger les barreaux catalans, qu'ils occupent le siège du barreau et qu'ils assument toutes ses fonctions par la défense de ses valeurs et de la justice sociale face au fascisme et à ses effets¹⁵⁶.

Au même moment un nouvel organisme judiciaire se constitue sous la dénomination littérale d'officine juridique (« Oficina Jurídica »), qui serait en français le bureau juridique, un tribunal révolutionnaire créé avec l'approbation de la généralité de Catalogne pour réviser les procédures pénales instruites jusqu'alors contre la classe ouvrière. Mais ses ravages y compris économiques, les abus et la corruption qui y règnent sont tels qu'on le dissout deux mois plus tard¹⁵⁷. De plus, par décret de la généralité de Catalogne du 13 octobre 1936 sont créés les tribunaux populaires, institutions définies comme des tribunaux révolutionnaires, avec l'objectif de juger des délits techniquement relatifs à l'ordre public dénomés de façon éponyme¹⁵⁸. Enfin, le 25 décembre 1936 en

153 - ICAB, registre de 1936, séance du 18 août. Le bâtonnier fait part de ses efforts devant le juge d'instruction spécial sur la rébellion militaire au sujet de l'interdiction ordonnée par le juge de visiter les avocats détenus parce qu'ils sont au secret.

154 - Le document comprend une référence à cette résolution, et aussi à la nomination du nouveau commissaire, qui réunit en une seule main toutes les fonctions du bâtonnier et même du conseil de l'ordre (ICAB, Épuration, Divers).

155 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 47. Le nouveau commissaire a juridiction sur toute la Catalogne, et il peut nommer des délégués dans chacun des barreaux catalans (ICAB, Épuration, Divers).

156 - Le 10 août, par exemple, le Syndicat d'Avocats de Lérida, une section de l'UGT, avait occupé le barreau de sa ville, et il informe le commissaire de cette opération le suivant 29 août (ICAB, Épuration, Divers).

157 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 47.

158 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 52. J. CUÉLLAR, "La justícia revolucionària", in *Catalunya durant la Guerra Civil dia a dia*, n° 5, Edicions 62, Barcelone, 2006, p. 86-101.

imposant les critères des comités antifascistes, la généralité de Catalogne édicte un autre décret par lequel les fonctions que les anciens conseils de l'ordre exerçaient sont désormais assumées par un comité intégré par des avocats représentants de formations syndicales et politiques, concrètement deux du syndicat du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (l'Union Générale des Travailleurs) et deux de la Confédération Nationale du Travail (anarchiste), et deux d'un unique parti, celui gouvernant dit Esquerra Republicana de Catalunya. Le comité siège sous la présidence d'un délégué du département de la Justice et avec un commissaire spécial nommé déjà depuis le mois d'août précédent¹⁵⁹.

La première réunion du comité se tient le 4 janvier 1937. Il se constitue et proclame son premier objectif : l'incorporation de ce collectif professionnel au mouvement révolutionnaire que la société vit à ce moment-là. Il ordonne la syndicalisation obligatoire de tous les avocats qui veulent exercer leur profession comme condition d'inscription au barreau. Le choix s'opère seulement entre le syndicat anarchiste (CNT) ou socialiste (UGT). En sa séance du 27 janvier 1937, le conseil réaffirme que faute de syndicalisation un avocat ne peut pas exercer la profession¹⁶⁰. Les autorités révolutionnaires procèdent à des arrestations sommaires d'avocats qui ne sont pas favorables au régime révolutionnaire. Malgré les demandes et les supplications continues des familles et des confrères, et en violation de ses règles ou ordonnances, lors une réunion du 3 février, la commission directive du barreau décide de s'abstenir d'engager quelque démarche que ce soit en faveur des avocats détenus. Elle prétend que comme les avocats concernés représentent ou sont membres de corporations syndicales (non révolutionnaires), ce sont celles-ci qui doivent assumer d'éventuelles interventions¹⁶¹. Pourtant, lorsque les comités populaires promeuvent au même moment et dans tout le pays la collectivisation agricole et industrielle, les mêmes proposent l'application de ce principe aux barreaux et aux cabinets. Dans le cas des avocats, M. Enric Galofré s'oppose à cela devant le comité. Il considère ce processus comme impossible mais reconnaît que les avocats appartiennent à la classe des travailleurs par leur affiliation syndicale et politique. Le comité en séance du 24 mars 1937, lui conseille de s'adresser d'abord à son syndicat pour connaître son opinion, afin de décider ensuite selon sa réponse, étant précisé que la décision en dernier ressort relève du conseiller de l'Économie

159 - ICAB, Épuration, Divers. ICAB, registre de 1937, séance du 4 janvier.

160 - Les membres de ce Comité sont : Ramón Palazón et Lluís Jayme (UGT), Joan Rusiñol et Àngel Gill (CNT), Joan Taulé et Josep Tomàs (ERC), et Pelai Sala (délégué du conseiller de Justice et président du Comité). Tous les avocats ont quinze jours pour se syndiquer s'ils veulent continuer à exercer leur profession (ICAB, registre de 1937, séances des 4 et 27 janvier).

161 - ICAB, registre de 1937, séance du 3 février.

du gouvernement catalan¹⁶². Finalement, devant la pression croissante des familles et des confrères, la direction du barreau revoit sa position et décide de demander la libération des détenus et l'annulation des procédures d'ordre public pour qu'ils ne soient pas jugés par les tribunaux populaires. Elle dénonce même les arrestations arbitraires qui sont exécutées sans contrôle et sans enregistrement par la brigade policière d'investigation et par les actions le « tribunal d'espionnage et de haute trahison » qui agit anarchiquement contre les personnes perçues comme défavorables au régime du moment¹⁶³.

À remarquer que le barreau décide de créer une commission spéciale pour assumer la défense des victimes des bombardements à Barcelone « par terre et air » de l'armée rebelle. Le comité souligne que c'est de son devoir car il le dépositaire « du droit de la Catalogne »¹⁶⁴. Le même comité réclame devant les autorités de la police et du ministère de l'Intérieur, le respect du droit des détenus sans distinction aucune à être défendus par un avocat lors des procès politiques¹⁶⁵.

Par un décret du 16 juillet 1937, devant le chaos judiciaire de plus en plus grave, la généralité décide de dissoudre le comité et de confier l'administration des barreaux à un délégué du département de la Justice. À son tour, le 31 août le même gouvernement autonome ordonne aussi la convocation des élections pour choisir un nouveau conseil de l'ordre des avocats au barreau de Barcelone conformément à la procédure antérieure à sa disparition¹⁶⁶. Le scrutin a lieu

162 - ICAB, registre de 1937, séance du 24 mars. Parmi les avocats qui parviennent à fuir de Barcelone à ce moment, il y a M. Josep Lluís Sagarra Zacarini, qui part le 3 avril de cette année, et qui ne rentre qu'en octobre 1939, moment auquel il est de nouveau admis au barreau (ICAB, registre de 1939, séance du 10 octobre); il est l'auteur d'une « Chronologie de ma guerre civile » (« Cronologia de la meva guerra civil »), avec des documents privés et professionnels, conservé aujourd'hui dans plusieurs boîtes aux archives de l'ordre de Barcelone.

163 - ICAB, registre de 1937, séance du 10 mai. Un conseil de l'ordre précédent, par exemple, a également dénoncé les tentatives de piller la maison de l'ancien bâtonnier, M. Josep Roig, commises par le Comité anarchiste de Sarrià, le quartier de Barcelone où il habite (ICAB, registre de 1937, séance du 14 avril; et E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 51).

164 - Les membres de la commission sont : M. Joan Rusiñol, en représentation du comité; et les juristes prestigieux Rafael Closas, Josep M. Feixó, Mariano Rubió Tudurí, Josep M. Valón Carbonell, et Ramón M. Roca Sastre (ce dernier représentant de l'académie de jurisprudence et de législation de Catalogne) (ICAB, registre de 1937, séance du 2 juin).

165 - ICAB, registre de 1937, séance du 30 juin.

166 - ICAB, Épuration, Divers. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 54. Le nouveau conseil est composé du nouveau bâtonnier M. Joan Moles Ormella et de MM. Josep Pinto Badals, Josep Valón Carbonell, Pau Graells Solé, Manuel Abós Agea, Joan M. Xiol Gasset, et Lluís Jayme Zamora, de M. Isidor Saló Pons, trésorier, M. Ferran Boter Mauri, comptable, M. Josep Quero Molares, bibliothécaire, et M. Camil Companys Jover, secrétaire (ICAB, registre de 1937, séance du 20 octobre). MM. Companys et Jayme étaient déjà membres de l'ancien comité.

le 18 octobre suivant, et le 20 octobre le nouveau conseil se constitue¹⁶⁷. Le nouveau barreau poursuit ses démarches pour les avocats arrêtés par la brigade d'Investigation et les services de la police devant les conseillers de l'Intérieur et de la Justice et la direction générale de sécurité¹⁶⁸. Mais dans sa séance du 24 décembre le conseil admet qu'il faut exiger des avocats leur adhésion à la République et à son gouvernement légitime¹⁶⁹.

En 1938, le 28 janvier, la même nouvelle direction collégiale évoque la détention d'avocats et d'avoués, et le 9 mars, devant la situation de chaos et d'abus généraux à l'endroit de confrères dénoncés, propose la révision des conditions requises pour l'inscription au barreau par l'abrogation de l'obligation de se syndiquer¹⁷⁰. Malgré tout, la situation assurément tendue et asphyxiante créée par les groupes révolutionnaires qui occupent la ville la ville, exige du barreau que les avocats témoignent de leur fidélité au pouvoir politique constitué¹⁷¹. En avril, pour traiter des problèmes urgents et sommaires, est créé un tribunal spécial de garde. Cette juridiction a le pouvoir de prononcer la peine capitale. Elle érige de nombreux obstacles à l'accomplissement de la mission des avocats ce qui conduit le barreau à se plaindre de ne pouvoir défendre les accusés traduits devant elle¹⁷². Le conseil de l'ordre, dans sa séance du 18 mai, va même au-delà en regrettant et en dénonçant l'épuration, la poursuite et la

167 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 54.

168 - ICAB, registre de 1937, séances des 30 octobre et 12 novembre. Il s'agit de MM. Pere Arderiu et Jaume Tortras, avocats, qui sont évoqués une nouvelle fois lors de la réunion du 26 novembre avec M. Climent Vidal (ICAB, registre de 1937, séance du 26 novembre).

169 - ICAB, registre de 1937, séance du 24 décembre.

170 - ICAB, registre de 1938, séances du 28 janvier et 9 mars. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 59. E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 224.

171 - Ceci par ordre du conseiller de Justice catalan en date du 24 décembre 1937 (E. ROSSELLÓ, *L'advocacia de Barcelona*, p. 223). Et le même jour le conseil l'accepte (ICAB, registre de 1937, séance du 24 décembre). Lors de la réunion du conseil du 28 janvier 1938, ses membres traitent de l'arrestation d'avocats et d'autres citoyens, et ils décident de faire des enquêtes précises pour vérifier « si les motifs de détention obligent ou non l'intervention du barreau » (ICAB, registre de 1938, séance du 28 janvier). Le 9 mars, le conseil de l'ordre prend note de ce que Mme Mercedes Gorgas demande au barreau qu'il localise son frère, l'avocat Manuel Gorgas, dont elle n'a pas de nouvelles depuis octobre 1936. Lors de la même réunion, l'affaire de l'avocat Carlos Matabacas est aussi évoquée. Après avoir défendu un détenu devant le tribunal pour des faits d'espionnage, il a été arrêté et il va être jugé (ICAB, registre de 1938, séance du 9 mars). Le 20 avril le barreau souscrit à la demande de la clémence pour M. Ramon Gener, avocat condamné à mort par le tribunal pour espionnage et haute trahison (ICAB, registre de 1938, séance du 20 avril).

172 - ICAB, registre de 1938, séance du 20 avril. Comme la défense des détenus devant ce tribunal a été confiée aux avocats commis d'office, les réunions du conseil de l'ordre au cours de ces périodes de 1938 relatent que les avocats demandent la suspension de leurs services. D'autre part, le conseil de l'ordre insiste sur les démarches faites pour sauver les avocats et les fonctionnaires de justice arrêtés et jugés par le tribunal spécial (voir par exemple ICAB, registre de 1938, séance du 18 mai).

condamnation à mort des juges et des autres fonctionnaires judiciaires, et en intercédant pour eux¹⁷³.

Le 1^{er} juin 1938, la police d'investigation arrête M. Manuel Goday, secrétaire de l'ordre, et sa propre secrétaire, Mlle Ana María Verdós. Tous les deux sont enfermés dans la prison révolutionnaire, un lieu de torture nommé « Checa de Vallmajor », à Barcelone. Ils ne seront libérés par les forces nationales franquistes que le 11 février 1939, presque une année plus tard. Goday et Verdós ont été, en tout cas les seuls membres ou employés du barreau de Barcelone qui furent alors incarcérés¹⁷⁴. Aux mois de juin et juillet beaucoup plus nombreux sont les avocats et les juges arrêtés¹⁷⁵ parmi lesquels des membres de l'ancien comité du barreau républicain (MM. Rusiñol et Palazón). Finalement le conseil du 31 octobre 1938 décide de solliciter la grâce de tous les confrères incarcérés ou condamnés¹⁷⁶. Lors de ses séances ordinaires des 28 novembre et 27 décembre 1938, le conseil de l'ordre dénonce encore la disparition d'avocats¹⁷⁷.

IV - Le régime franquiste

Le 26 janvier 1939 les forces franquistes arrivent et occupent Barcelone¹⁷⁸. Le 2 février les nouvelles autorités ordonnent la dissolution du conseil de l'ordre et nomment un délégué spécial du ministère de la Justice, M. Lorenzo Alier Cassi, auquel est confié la formation d'un nouveau conseil transitoire¹⁷⁹.

Un premier objectif du nouveau délégué ministériel est la réorganisation du barreau, et surtout l'établissement du tableau de l'ordre afin d'établir la liste

des avocats qui peuvent s'inscrire et exercer la profession, avec l'assurance de leur fidélité au nouveau régime. Dans une première séance du 14 avril 1939 le nouveau conseil fixe un terme de trente jours pour la réinscription des avocats autorisés¹⁸⁰. Dans cette même séance, en tout cas, il est demandé au ministère de la Justice la nomination d'un nouveau conseil définitif.

Une décision significative du nouveau régime est d'instaurer l'obligation d'user de l'espagnol comme langue unique et officielle dans les séances du barreau. Il faut observer que dans les séances de la période antérieure, à l'exception du moment où le comité a été dirigé par des représentants syndicaux et politiques, aucune référence n'était jamais faite aux opinions des avocats arrêtés. En revanche désormais il est toujours fait allusion au « parti rouge » ou en général aux « rouges », dans un sens péjoratif adopté envers les vaincus.

Des semaines plus tard, le 11 mai, le ministère de la Justice convertit le conseil de l'ordre transitoire désigné en conseil définitif sous la direction du même président. Ce dernier prend ses fonctions au nom des intérêts de l'ordre et de ceux de la Justice et de la Nouvelle Espagne. Dès la première réunion du nouveau conseil de l'ordre, le 1^{er} juin, son président, dans un mouvement de standardisation institutionnelle du nouveau régime, reprend le titre historique de bâtonnier. À ce moment-là, M. Goday et Mlle Verdós reviennent aussi dans l'équipe de direction du barreau. Ce sont ceux qui avaient été arrêtés en 1938, et qui, après un an de détention, viennent d'être l'« armée nationale victorieuse et à son glorieux leader » (le « caudillo »). En même temps, elle exprime ses pieux souvenirs pour les confrères morts « au nom de Dieu et de l'Espagne » ainsi que pour ceux qui ont été assassinés « vilement par la horde rouge à l'époque de la domination marxiste ». Sur d'autres questions parallèles, le conseil décide d'annuler toutes les inscriptions d'avocats réalisées au barreau pendant la période de domination rouge dont les titres professionnels en droit ont été accordés après le 18 juillet 1936. Pour s'inscrire au barreau, les impétrants doivent présenter une déclaration sur l'honneur sur leurs antécédents professionnels et politiques avec l'aval du « Mouvement national » (« Movimiento Nacional »), organisation de contrôle politique et idéologique du nouvel État distinct de la Phalange.

Le conseil de l'ordre, afin de tenter d'améliorer la situation des avocats républicains ou marxistes arrêtés, décide de s'intéresser au régime carcéral sous lequel ils sont placés ainsi qu'au traitement qu'ils reçoivent. Un membre du nouveau conseil, M. Miserachs, approuve cette mesure en rappelant que lui-même a été arrêté au temps de la domination marxiste et que pendant cette

173 - ICAB, registre de 1938, séance du 18 mai.

174 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 62-64. Le barreau présente sa plainte auprès du conseiller de la Justice selon lettre datée du 8 juin 1938 (ICAB, Épuration, Divers). Mais Goday est membre du service franquiste d'Information et de la police militaire [Aram MONFORT COLL, "La depuració franquista dels advocats de Barcelona (1939-1945)"]. Una aproximació a l'Il·lustre Col·legi d'Advocats de Barcelona de la postguerra", dans *Franquisme & Transició*, I, Barcelone, 2013, p. 137).

175 - Le barreau assume lui-même la défense de juges accusés devant le tribunal d'espionnage et de haute trahison (ICAB, registre de 1938, séance du 27 juin).

176 - ICAB, registre de 1938, séances des 27 juillet et 31 octobre.

177 - ICAB, registre de 1938, séances des 28 novembre et 27 décembre.

178 - A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 130.

179 - Cela est indiqué lors de la réunion du 14 avril 1939 (ICAB, registre 1939, séance du 14 avril). Il est déclaré que "le conseil qui régit (le barreau) dans la dernière période de la domination rouge" a été déposé; et le nouveau conseil de l'ordre est également constitué par MM. Juan Torres Ballesté, Josep M. Civit Anglés, Juan Soler Janer, Alfonso Ibáñez Farrán, Antonio Miserachs Rigalt, Gabriel Julià Andreu, Enrique de Janer de Durán, Alfredo Casanova Fernández et Manuel Goday Prats (membre de l'ancien conseil de l'ordre et du comité en 1937, jusqu'à son arrestation - voir note 151). À propos du nouveau délégué du gouvernement et du contexte politique voyez A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 137.

180 - Note antérieure.

période il a souffert précisément de l'abandon de ses confrères. Maintenant en liberté, il soutient la nouvelle initiative pour engager le barreau sur une nouvelle voie dans la Nouvelle Espagne. Justement lors de cette même réunion, M. Aliér indique que les confrères du conseil dissout par le gouvernement de la généralité républicaine au mois de juillet 1936 lui ont présenté leur soutien¹⁸¹.

Dans la séance du 9 juin 1939, le conseil s'impose, comme un devoir incontournable et essentiel, de procéder à l'épuration des avocats qui intègrent le barreau. Par conséquent il est demandé aux membres de conseil de présenter à la prochaine séance leurs propositions sur cette question ainsi que sur la procédure qu'on devra suivre pour constituer les dossiers et déterminer les sanctions à imposer¹⁸². De cette façon le conseil réuni le 15 juin suivant approuve les normes ainsi définies :

Le conseil de l'ordre se constitue en tribunal permanent pour épurer le barreau, afin de répondre en priorité sur le plan déontologique et professionnel, sans entrer initialement dans les questions sociales ou politiques. Les juges de ce tribunal sont des membres du même barreau. Le conseil directif ouvre une période d'information publique pour dénoncer les avocats ayant une conduite déontologiquement répréhensible. Le secrétaire de l'ordre doit vérifier les dossiers des avocats signalés. Les dossiers d'épuration ainsi constitués sont soumis aux juges d'instruction qui sont désignés au sein du conseil. Comme des juges ordinaires, ceux-ci pratiquent les diligences nécessaires pour obtenir une information véritable sur la conduite de l'inculpé, qui est entendu si cela est possible, et formulent sans délai un rapport pour renvoyer le dossier devant le conseil de l'ordre. Le conseil de l'ordre examine enfin le dossier instruit, et s'il révèle une action ou une conduite professionnelle déficiente dans l'aspect moral, désigne l'inculpé comme indigne de continuer l'exercice de la profession d'avocat et décide de sa radiation ; la décision finale revient en tout cas au ministre de Justice, mais l'avocat concerné est immédiatement rayé du tableau.

Et finalement, profitant de la mise en œuvre de la procédure de contrôle disciplinaire professionnel, le même mécanisme est adopté pour inclure également un système d'épuration politique qui justement, au début du document semblait exclu. Il est prévu d'examiner aussi la conduite des avocats qui ont participé aux tribunaux populaires révolutionnaires, au bureau juridique ou des affaires juridiques et à la justice révolutionnaire du peuple. Ces dossiers ont un caractère spécial¹⁸³.

Bien qu'initialement, le barreau s'érige en tribunal pour juger et punir les avocats ayant des conduites déontologiquement répréhensibles, il s'agit finalement de juger aussi tous ceux qui ont pris part à la justice révolutionnaire des dernières années de la République. Ces règles sont ratifiées le 20 juillet¹⁸⁴.

Entre-temps, dans sa séance du 22 juin 1939, le conseil rejette la demande d'Ignacio M. d'Emilio, alors exilé en Belgique, pour réintégrer le barreau. Il lui est reproché d'avoir exercé comme avocat défenseur et conseiller de membres du syndicat anarchiste, la CNT. Cette décision de rejet est prise bien que l'intéressé a juré loyauté au Mouvement national devant le consulat espagnol à Bruxelles et devant la délégation de la Phalange espagnole de cette ville¹⁸⁵. La Phalange espagnole nommée « Phalange espagnole traditionaliste et de la Junte d'offensive nationale syndicaliste », est un mouvement politique de ligne fasciste qui appuie le soulèvement du général Franco. Elle a une organisation idéologique parallèle à celle de l'État franquiste¹⁸⁶. Dans le cas d'Antonio Cases Casan, alors exilé à Marseille, la réintégration est refusée car il a exercé devant les tribunaux rouges. Son appartenance à la franc-maçonnerie est signalée. Des faits non politiques mais économiques liés à des honoraires sont aussi pris en considération¹⁸⁷.

Le barreau ouvre de nombreux procès d'épuration politique, et beaucoup d'entre eux, sont renvoyés devant le conseil de l'ordre. La plupart de ces dossiers font suite à des dénonciations de confrères¹⁸⁸.

184 - ICAB, registre de 1939, séance du 20 juillet.

185 - En fait, le conseil de l'ordre décide de dénoncer M. d'Emilio devant le commissaire de police et le chef provincial de la Phalange, parce qu'il ne le considère pas comme une personne de bonne foi compte tenu de ses « mauvais antécédents professionnels, personnels et politiques ». ICAB, registre de 1939, séance du 22 juin.

186 - Le conseil de l'ordre décide le 7 septembre 1939 que les membres du barreau s'abonnent à la revue que la Phalange édite, intitulée "Destino" ("Destin") (ICAB, registre de 1939, séance du 7 septembre). Sur cette organisation voyez J. M. THOMAS ANDREU *Lo que fue la Falange: La Falange y los falangistas de José Antonio, Hedilla y la Unificación. Franco y el fin de la Falange Española de las JONS*, Plaza & Janés, Barcelone, 1999; *La Falange de Franco. Fascismo y fascistización en el régimen franquista, 1937-1945*, Plaza & Janés, Barcelone, 2001 ; et d'autres travaux de cet auteur citées par A. MONFORT "La depuració franquista", p. 141. Voir aussi, par exemple : S. M. ELWOOD, *Spanish Fascism in the Franco Era: Falange Española de las Jons, 1936-76*, Macmillan Publishers, Basingstoke, 1987 ; J. L. RODRÍGUEZ JIMÉNEZ, *Historia de Falange Española de las JONS*, Alianza Editorial, Madrid, 2000 ; S.M. ELWOOD, *Historia de la Falange Española*, Crítica, Barcelone, 2001 ; etc.

187 - ICAB, registre de 1939, séance du 13 juillet. Mais, finalement il sera admis au barreau en 1944 (A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 132).

188 - Le barreau fait un appel général à tous ses membres pour dénoncer les actions de confrères qui ont été immoraux dans leur comportement professionnel (en distinguant donc les agissements professionnels impropres d'autres qui avaient un caractère politique ou social répréhensible) (A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 154).

181 - ICAB, registre de 1939, séance du 1^{er} juin.

182 - ICAB, registre de 1939, séance du 9 juin.

183 - ICAB, registre de 1939, séance du 15 juin.

Lors de la séance du 13 juillet le conseil de l'ordre décide de la radiation à vie de tous les avocats fugitifs se trouvant hors d'Espagne et n'ayant pas sollicité leur réintégration. Il s'agit bien d'une radiation à vie pour leur interdire à jamais d'entrer dans tout autre barreau d'Espagne¹⁸⁹. Le barreau de Barcelone collabore aussi avec la juridiction militaire dans des procès politiques qui sont engagés contre des avocats, juges et magistrats ainsi qu'en atteste par la séance du 3 août 1939¹⁹⁰.

Cette étroite collaboration des instances ordinales avec les nouvelles autorités se manifeste plusieurs fois et très clairement. Ainsi, par exemple, le 4 août, le tribunal régional de responsabilités politiques, conformément à la loi du 9 février 1939, rappelle au bâtonnier qu'il doit communiquer « dans l'intérêt de la Justice et de l'État » la liste des avocats qui ont été sanctionnés « dans leur travail »¹⁹¹. Ce tribunal doit pourchasser et punir les opposants au régime franquiste, et compte sur la participation des avocats. Dans quelques cas, rares, le conseil de l'ordre et le bâtonnier agissent en faveur d'avocats arrêtés par les autorités militaires, en considération de leurs bons antécédents autant personnels que patriotiques. Il en est ainsi pour M. Torres Ballesté, arrêté pour des causes inconnues¹⁹².

Dès la séance du 10 août, la direction nomme une première commission formée par deux membres désignés pour examiner une partie des dossiers sélectionnés d'avocats à épurer en raison des services prêtés à la justice révolutionnaire; elle rend compte du résultat de son investigation; et sans demander de précision, le conseil approuve leur radiation. Des avocats sont punis pour leur intervention professionnelle devant les tribunaux populaires, ou pour avoir participé à des organismes du gouvernement central et de la généralité de Catalogne bien qu'ils n'aient commis aucune faute personnelle. On considère qu'ils ont favorisé et approuvé les excès et les poursuites de la justice révolutionnaire¹⁹³.

Lors de la séance du 7 septembre, cependant, il est décidé que le barreau intercède auprès du chef de l'État pour obtenir la grâce de l'avocat et commandant de l'état-major, M. Antonio Aymat, pour la peine prononcée par le conseil de guerre d'officiers généraux de Barcelone et par le tribunal militaire supérieur, en attirant l'attention sur ses antécédents pour la défense des personnes traduites en justice par les autorités rouges et par la poursuite

féroce qu'il a personnellement subi de l'ancien service policier d'investigation républicaine¹⁹⁴. Mais dans la même séance sont radiés deux avocats pour leur action néfaste devant les tribunaux et des organismes de justice en période rouge.

Le 21 septembre le conseil se réfère à la constitution du tribunal régional de responsabilités politiques, un tribunal qui doit poursuivre et punir les opposants au régime franquiste, et cela avec la participation des avocats¹⁹⁵. Dans cette même réunion un dossier disciplinaire très curieux est clôturé à l'encontre de M. Enrique Galofré. Le rapporteur signale qu'il est intervenu devant le bureau juridique et que sa conduite oblige à une sanction disciplinaire. On estime qu'il n'est pas digne de continuer à exercer la profession d'avocat à Barcelone et sa suspension immédiate est ordonnée. Cette décision est notifiée au ministère de la Justice, aux présidents des audiences territoriales et provinciales de Barcelone, et aux autres tribunaux et juges de Barcelone, et publiée dans le Bulletin du barreau. Lors de cette délibération, un membre du conseil, M. Miserachs, s'abstient par délicatesse, ayant été défendu devant le tribunal populaire par M. Galofré de façon absolument désintéressée¹⁹⁶. Au-delà de ce cas particulier, le barreau radie d'autres confrères pour leur intervention dans des organismes de la justice révolutionnaire populaire, ou l'occupation de charges de présidents, vice-présidents et procureurs¹⁹⁷.

Finalement, avec l'accumulation de dossiers d'épuration, le conseil doit adopter une série de mesures proposées par l'un de ses membres, M. Alfredo À. Casanova. Les dossiers sont répartis entre les membres du conseil qui doivent présenter des propositions de règlement dans le délai de huit jours. Les confrères inscrits au tableau doivent remplir une déclaration sur l'honneur attestant de leur fidélité au régime, dans des termes analogues à ceux déjà décidés par le barreau de Madrid. Il doit être rendu compte des décisions au tribunal de responsabilités politiques pour assurer leur exécution¹⁹⁸.

194 - ICAB, registre de 1939, séance du 7 septembre.

195 - ICAB, registre de 1939, séance du 21 septembre.

196 - Note 158.

197 - Tribunaux populaires créés par décret de la généralité de Catalogne en date du 13 octobre 1936. Sont cités les avocats affectés nominalement: MM Gabriel Mur, Ramón Palazón, Ramon Pérez, Segismundo Pérez, Jesús Pinilla et Eduardo Sanjuán (ICAB, registre de 1939, séance du 21 septembre).

198 - ICAB, registre de 1939, séance du 28 septembre. Lors du conseil précédent, en date du 10 août, il est fait mention de ce que ce tribunal avait réclamé au barreau un rapport circonstancié sur les avocats qui ont été sanctionnés lors de la mise en œuvre de la procédure d'épuration; le conseil de l'ordre informe que jusqu'à ce moment il n'a imposé de sanctions qu'en considérant le seul aspect de la conduite professionnelle de ses membres, et qu'il s'en remet aux indications du ministère de la Justice pour pouvoir décider sur des questions sociales et politiques. (ICAB, registre de 1939, séance du 10 août).

189 - ICAB, registre de 1939, séance du 13 juillet.

190 - ICAB, registre de 1939, séance du 3 août.

191 - A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 129.

192 - ICAB, registre de 1939, séance du 20 juillet.

193 - ICAB, registre de 1939, séance du 10 août.

Dans le même temps où le barreau punit les avocats qui ont maintenu leur fidélité à la République, il est décidé de recenser ceux qui sont franquistes, anciens combattants et anciens captifs dans la Guerre civile, afin de préparer et organiser des mesures en leur faveur¹⁹⁹. De plus en aggravant encore le contrôle idéologique des avocats actifs, le conseil, dans sa séance du 5 octobre, décide que la déclaration sur l'honneur qu'on exigeait des nouveaux confrères devrait être corroborée par deux témoins attestant de leur fidélité au Glorieux Mouvement National²⁰⁰.

La Phalange espagnole crée son propre département de recherche et d'information pour épurer politiquement la société espagnole en général et le barreau en particulier. Elle exige des informations sur des avocats barcelonais. Le conseil de l'ordre en fait état dans sa réunion du 26 octobre 1939²⁰¹. Un cas spécial est celui de M. Eladio Gordó : il est accusé d'avoir été membre du parti républicain appelé « Lerrouxista » peu avant la proclamation de la République et conseiller de M. Luis Companys, président de la généralité de Catalogne qui sera fusillé par le régime franquiste. Le barreau répond que son dossier ne révèle aucun motif de sanction disciplinaire²⁰².

Finalement, le 30 octobre, le barreau décide de créer un tribunal d'épuration, et de requérir de tous ses membres leur déclaration de fidélité au régime avant le 29 février 1940²⁰³. La Phalange intervient une autre fois, en novembre, en réclamant des informations sur d'autres avocats, comme Luis Riera, Francisco Xipell, Ramon Noguès ou Domènec Palet²⁰⁴.

Les dénonciations d'avocats se poursuivent augmentant encore le nombre de dossiers d'épuration. Et au tribunal de responsabilités politiques et à la Phalange espagnole, est encore ajouté un troisième organe répressif : le juge militaire spécial de guerre de région. Ce tribunal engage aussi des poursuites contre des avocats et il obtient des informations précises de la part du barreau, comme par exemple en ce qui concerne M. José Reynals Marcó ; mais dans ce cas le

199 - Note antérieure. Le conseil de l'ordre décide qu'à partir de ce moment-là deux de ses membres seront des anciens combattants et captifs de la guerre civile (E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 76). Lors des réunions des 9 et 28 juin, le barreau offre d'héberger dans ses locaux la Fraternité des prisonniers d'Espagne ("Hermandad de Cautivos de España") laquelle promet en novembre la création d'une commission d'avocats anciens combattants et anciens prisonniers (A. MONFORT, A., "La depuració franquista", p. 143).

200 - ICAB, registre de 1939, séance du 5 octobre.

201 - ICAB, registre de 1939, séance du 26 octobre.

202 - Note antérieure.

203 - A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 150.

204 - ICAB, registre de 1939, séances des 9 et 23 novembre.

barreau relate qu'il a toujours observé une conduite professionnelle honorable et correcte et que son dossier ne comporte aucune mention défavorable²⁰⁵.

Pour achever le processus de purification interne, le barreau de Barcelone, en suivant l'exemple du barreau de Madrid, demande au ministre de la Justice l'autorisation de modifier ses statuts afin d'en améliorer le titre V sur la « juridiction disciplinaire », pour « élever l'engagement moral des avocats, en engageant un travail d'épuration susceptible de favoriser le plus grand développement de la Justice »²⁰⁶. Le ministre autorise la réforme le 16 mars 1940. Elle se limite à déclarer l'applicabilité pour le barreau de Barcelone du décret ministériel du 12 septembre 1939 adopté pour le barreau de Madrid²⁰⁷. Cette disposition ministérielle autorise le barreau de Barcelone à décider de sanctions personnelles ou économiques allant jusqu'à la radiation des avocats épurés.

Les opérations d'épuration initiées le 30 octobre 1939, conduisent à la radiation de quarante-cinq avocats au premier rang desquels M. Niceto Alcalá-Zamora y Torres, ancien président de la République²⁰⁸. Les décisions sont notifiées aux avocats concernés et publiées dans des journaux de Barcelone²⁰⁹. Les avocats sanctionnés peuvent dans le délai de quinze jours former un recours devant le tribunal suprême de l'État. Trois avocats utilisent cette voie : Francesc Fornier, Enric Galofré et Josep M. Pou. Finalement, le 6 juillet 1940, la chambre du gouvernement de la cour suprême confirme les sanctions prononcées par le conseil de l'ordre et déclare leur applicabilité immédiate nonobstant tout autre recours²¹⁰.

Enfin, dans une réunion du 15 avril 1940, le conseil de l'ordre applique l'ordre du ministre de la Justice du 16 mars 1940 reprenant pour Barcelone un décret du

205 - ICAB, registre de 1939, séance du 5 octobre. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 75.

206 - ICAB, Épuration, Divers. A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 147. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 78.

207 - ICAB, Épuration, Divers. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, p. 78-79.

208 - Homme politique monarchiste puis républicain. Né en 1877 à Priego de Cordoba. Élu président de la République, fonctions qu'il occupe de son élection le 10 décembre 1931 à sa destitution par le congrès le 7 avril 1936 après qu'il a décidé la dissolution des Cortès. Il est en Scandinavie lorsque la Guerre civile éclate et refuse de revenir en Espagne. Il s'installe ensuite en France, pays qu'il doit fuir lors de l'invasion allemande. Il gagne alors l'Argentine. Mort en 1949 à Buenos Aires.

209 - "El Correo Catalán", du 24 mars 1940 ; "La Solidaridad Nacional", du même jour ; "El Noticiero Universal", du 25 mars ; et "La Vanguardia Española", du 26 mars (ICAB, Épuration, Divers).

210 - ICAB, Épuration, Divers. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, p. 80. Le 26 août 1940 le bâtonnier communique au président de la chambre des avoués des tribunaux que ces avocats ne peuvent pas exercer, parce qu'ils ont été radiés de l'ordre (A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 213). *Nota bene* : en espagnol le chef de l'ordre des avocats et celui de la chambre des avoués portent le même titre de « decano », « doyen » selon une tradition littéraire, tout comme le chef d'une université par exemple.

12 septembre 1939 pris à l'intention du barreau de Madrid, relatif à la conduite des procès d'épuration politique et professionnelle des membres du barreau²¹¹. Ainsi, et en accord avec les instructions ministérielles, le conseil de l'ordre désigne deux rapporteurs, dont l'un est l'instructeur des dossiers d'épuration ; il cite les personnes visées, reçoit leurs déclarations, met en œuvre les mesures d'enquêtes qu'il décide, formule le cas échéant les actes d'accusation, et les communique aux accusés pour qu'ils en répondent devant le tribunal²¹². Le barreau ouvre des enquêtes sur tous ceux qui ont occupé des charges dans des organismes marxistes du 18 juillet 1936 à la libération de Barcelone ; sont aussi concernés ceux qui résidaient à l'étranger et qui ne sont pas passés à la zone nationale libérée alors qu'ils avaient l'âge requis pour s'enrôler dans l'armée franquiste²¹³.

En tout cas, et de manière exemplaire, le conseil de l'ordre des avocats au barreau de Barcelone décide d'entamer l'épuration de ses rangs²¹⁴. En définitive, le rapporteur instruit presque trois cents réquisitoires d'épuration ; au moins soixante-trois sont sanctionnés par une radiation, une suspension (entre six mois et cinq ans selon les cas) ou la réprobation publique²¹⁵. La procédure du tribunal d'épuration œuvre encore des années, jusqu'au mois d'octobre 1943, après la mort de son président et la démission de son dernier membre²¹⁶.

En conclusion, le barreau est spécialement affecté par la guerre à toutes ses étapes, de la République et de l'Espagne nationale, et en particulier après la victoire de la rébellion militaire. Mais c'est un aspect peu traité par l'historiographie, un domaine de l'histoire récente espagnole qui n'a pas encore été abordé avec toute l'objectivité nécessaire²¹⁷.

Les avocats dans les expéditions garibaldiennes

Michèle Rosboch
Université de Turin

Avant-propos

À l'occasion du cent-cinquantième de l'unification italienne, une recherche de qualité menée par les archives d'État de Turin a mis à disposition des chercheurs la liste des membres des expéditions, guidées par Giuseppe Garibaldi pendant l'Unité italienne, recensés en tant que demandeurs d'attestation ou pensions²¹⁸. Il s'agit d'une liste d'environ trente-cinq mille noms de participants aux diverses entreprises garibaldiennes, représentant l'une des plus grandes armées de volontaires de l'histoire italienne²¹⁹.

218 - Pour tout sur le contexte historique et les entreprises garibaldiennes en général, voir Christopher Duggan *La forza del destino. Storia d'Italia dal 1796 ad oggi*, Roma-Bari, Laterza, 2008, notamment pp. 227-244 ; Andrea Possieri, *Garibaldi*, Bologna, Il Mulino, 2010 et Alfonso Scirocco, *Garibaldi. Battaglie, amori, ideali di un cittadino del mondo*, Roma-Bari, Laterza, 2001 (contenant une bibliographie complémentaire). Consulter en outre les récents travaux de Giuseppe Astuto, *Garibaldi e la rivoluzione del 1860: il Piemonte costituzionale, la crisi del Regno delle Due Sicilie e la spedizione dei Mille*, Acireale-Roma, Bonanno, 2011 et Gianluca Virga, *1860: la rivoluzione nel Regno delle Due Sicilie. L'insurrezione siciliana e la campagna di Garibaldi nell'Italia meridionale (4 aprile - 9 novembre 1860)*, Napoli, Paparo, 2012. Est aussi significatif l'ouvrage de Lauro Rossi, *Ideale nazionale e democrazia in Italia: da Foscolo a Garibaldi*, Roma, Gangemi, 2013. Pour tous les profils juridiques du cent-cinquantième, voir *Verso l'Unità italiana. Contributi storico-giuridici*, sous la direction de Gian Savino Pene Vidari, Torino, Giappichelli, 2010. En outre, dans son article : « Les derniers combats de Garibaldi à Caprera à travers sa correspondance avec Charles Silvain », *Nice historique*, 2007, Simonetta Tombaccini-Villefranche relève notamment le cas d'un avocat niçois nommé Pastore suspecté d'être un agent recruteur pour Garibaldi (p. 139). Sur Garibaldi, voir également Charles Bidegaray, « Sur un Niçois mythique : Joseph Garibaldi (1807-1914) », in *Les Alpes-Maritimes 1860-1914. Intégration et particularismes, Actes du colloque de Nice*, 1987, Nice, Serre, 1988, pp. 307-340.

219 - Le matériel (résultant d'une recherche étendue coordonnée par Paola Briante sur plusieurs sources documentaires conservées auprès des Archives d'État de Turin et de Gênes) est consultable sur le site internet www.archiviodistatoditorino.beniculturali.it. Les différentes fiches se rapportent aux documents conservés dans les Archives italiennes, et concernent la reconnaissance du statut de garibaldien reconnu par l'État unitaire à la demande des sujets intéressés. Les qualifications professionnelles ont été dégagées des attestations présentées. La présente reconstruction repose aussi sur ces dernières.

211 - ICAB, Épuration, Divers. A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 146-157.

212 - Le conseil de l'ordre désigne deux membres de la commission (Juan A. Mas Yebra, le doyen (ici en espagnol le membre plus ancien du barreau, voir le *Nota bene* de la note précédente), et Juan Costa Simón - le moins ancien) ; et celui-là est élu instructeur (A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 153. E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 78).

213 - ICAB, Épuration, Divers.

214 - Note antérieure.

215 - ICAB, Épuration, Divers.

216 - E. JARDÍ, *Història del Col·legi*, II, p. 97.

217 - Les ouvrages cités dans cet article sur l'histoire du barreau de Barcelone ignorent pratiquement cet aspect de l'épuration et de la persécution de ses membres, avant le déclenchement de la Guerre civile ou après avec le régime du général Franco. Il faut attendre le travail d'Aram MONFORT pour voir traiter de cette procédure dans la période d'après-guerre avec un travail de référence précis et documenté et la transcription et l'étude de ces dossiers. Nous espérons qu'il développera et diffusera ce travail historique sur notre barreau (A. MONFORT, "La depuració franquista", p. 159-213).

Parallèlement, ces dix dernières années, un ambitieux projet financé par le Consiglio Nazionale Forense (Conseil National des Avocats) et dirigé par Gian Savino Pene Vidari et Stefano Borsacchi a pu faire émerger d'une façon très complète, grâce aux recherches, aux congrès et aux publications scientifiques, le rôle de la classe des avocats dans les divers tournants historiques, en apportant une attention particulière à la période du Risorgimento et de l'unification²²⁰.

À partir des résultats de ces recherches, et avec les rapprochements nécessaires, il est possible d'exprimer certaines considérations spécifiques au sujet de l'engagement des avocats lors des expéditions garibaldiennes, et plus particulièrement, de la célèbre expédition connue comme la « Spedizione dei Mille », qui porta les garibaldiens du port de Quarto (Gênes) jusqu'aux côtes siciliennes, pour ensuite remonter rapidement jusqu'à Naples.

Le recensement des avocats garibaldiens

Concernant les avocats participant à différents titres aux campagnes de Garibaldi, il est possible de retrouver - en consultant les fiches à disposition - certains avocats, qui ont contribué par leur présence aux succès du « héros des deux mondes ».

Il en résulte que vingt-sept avocats sont présents, alors que ne figure aucun « procureur » ni aucun « causidico », plaideur en justice qui n'est pas un avocat à proprement parler. Leurs noms sont les suivants : Arconati Rinaldo, Cavarretta Napoleone Filippo, Cella Gio Battista, Crispi Francesco, Curzio Francesco Raffaele, Ellero Enea, Fabrizi Luigi, Gardini Ferdinando, Ghislotti Giuseppe, Giuriolo Giovanni, Luzzato [ou Luzzatto] Riccardo, Mancuso-Lima Giuseppe, Mapelli Achille, Mazzucchelli Luigi, Moresi Antonio, Morgante Alfonso, Pastore Giuseppe, Pognisi Francesco Achille, Portioli Antonio, Ravini Luigi, Rossetti Giovanni, Semenza Gio Antonio, Siliotti Antonio, Sprovieri Vincenzo, Tedaldi Francesco, Tranquillini Filippo et Traverso Pietro.

Cette liste doit être considérée comme provisoire en raison des modalités d'authentification prévues à l'époque pour l'inscription parmi les garibaldiens ; en

220 - Le déroulement de la recherche est décrit dans *Un progetto di ricerca sulla storia dell'avvocatura*, sous la direction de Guido Alpa-Remo Danovi, Bologna, Il Mulino, 2003 ; sur le Risorgimento, *Avvocati che fecero l'Italia*, sous la direction de Stefano Borsacchi-Gian Savino Pene Vidari, Bologna, Il Mulino, 2011 (dans lequel j'ai publié un court essai intitulé *Avvocati garibaldini coi "Mille"*, pp. 146-154) et *Avvocati e avvocatura nell'Italia dell'Ottocento*, sous la direction d'Antonio Padoa Schioppa, Bologna, Il Mulino, 2009. À noter à propos de la profession d'avocat en Savoie : Chiara Michelis, *Note sulla disciplina sabauda d'Ancien Régime riguardo all'avvocatura*, contenu dans *Rivista di storia del diritto italiano*, LXXXVI (2013), pp. 125-185.

effet, il est assez probable que d'autres avocats aient participé aux entreprises de Garibaldi à des moments différents, sans que leur profession d'avocat soit inscrite pour autant (soit par déficit de la documentation, soit par omission d'une déclaration des individus eux-mêmes). D'autre part, il se peut que de simples diplômés en droit aient été classés parmi les « avocats » participant aux entreprises garibaldiennes, sans qu'ils aient effectivement exercé la profession par la suite.

Quatorze des garibaldiens recensés (Arconati, Cella, Curzio, Ellero, Ghislotti, Giuriolo, Luzzato, Mapelli, Morgante, Portioli, Ravini, Rossetti, Siliotto et Tranquillini) ont assurément participé à l'expédition des Mille. Le cas de Pietro Traverso, jeune diplômé en droit à Gênes, parti de Quarto peu après l'obtention de son diplôme et mort à Maddaloni (Caserte) le 1^{er} octobre 1860 est particulièrement intéressant. Il fait partie des avocats à titre honorifique, mais en réalité sa mort prématurée ne lui a jamais permis d'exercer la profession, comme il l'aurait probablement envisagé.

En suivant un premier critère géographique il est possible d'identifier parmi les vingt-sept « avocats garibaldiens » six originaires des provinces lombardes et cinq Siciliens (parmi lesquels ressort le nom de Francesco Crispi) ; pour deux d'entre eux (Pastore et Pognisi) les références au lieu et à la date de naissance sont manquantes. Les avocats originaires de la Trivénétie sont au nombre de neuf.

Pour ce qui est des données biographiques, il résulte que sept avocats avaient moins de vingt ans au moment des entreprises garibaldiennes, et ont donc acquis leur titre par la suite ; dix-sept d'entre eux avaient plus de vingt ans (principalement entre vingt-et-un et vingt-cinq ans), et trois restent sans indications précises sur leur date de naissance. Le plus jeune est Riccardo Luzzato (né à Udine le 4 février 1842)²²¹. Le plus âgé est Luigi Fabrizi (né à Modène le 3 février 1812), suivi par Francesco Crispi (Ribera, Agrigente le 6 ou le 16 octobre 1818).

C'est donc la présence de personnalités de provenances et d'âges différents qui atteste de l'enracinement considérablement 'transversal' du phénomène garibaldien dans le contexte des événements du Risorgimento italien.

221 - La date de naissance à Milan de Rinaldo Arconati reste douteuse ; la documentation, difficilement interprétable, laisse hésiter entre les dates du 26 juillet 1841 et du 27 juillet 1845, quand bien même la première semble la plus plausible. Si la deuxième date de naissance était attestée, Arconati serait de loin le plus jeune des avocats.

Reconstituer dans le détail les activités judiciaires exercées dans la période précédant de peu 1874 par ceux qui, dans la période suivant le Risorgimento et au mouvement garibaldien, ont déclaré exercer (ou avoir exercé) une activité légale liée à la catégorie des avocats est chose difficile. En effet, ce fut en cette année-là que le système traditionnel des collèges fut abandonné pour instituer les nouveaux ordres professionnels, en prévision des conseils de l'ordre des avocats dans chaque circonscription judiciaire du royaume d'Italie²²².

D'ailleurs, comme l'a remarqué il y a quelques années le président Guido Alpa à l'ouverture du XXX^e congrès des avocats, la présence active d'un certain nombre d'avocats à l'expédition des « Mille » témoigne de l'engagement civil de la profession même à l'époque du Risorgimento : «... Genova è il luogo di partenza della spedizione dei Mille. Dallo scoglio di Quarto tra i Mille vi era una folta rappresentanza di avvocati, che rispecchiava il ruolo determinante svolto dagli avvocati nella storia dell'unificazione del Paese. Allora si registrava l'avvio di una società moderna con una borghesia produttiva composta non solo dai ceti dei commercianti e degli industriali, ma anche dai ceti degli intellettuali, dei professionisti, degli accademici, di quegli uomini e di quelle donne votati ai valori della libertà, della democrazia, dei diritti fondanti la società civile. Le ricerche storiche promosse dal CNF registrano l'apporto straordinario dato dagli avvocati al Risorgimento, non solo per il loro sangue versato e per gli atti di eroïsme nei moti rivoluzionari e nelle dure battaglie militari, ma nella costruzione della unità politica, nella impalcatura dello Stato, nella amministrazione della giustizia, nell'impulso allo sviluppo economico e sociale del paese. La fondazione del nuovo diritto civile e commerciale, del nuovo diritto pénale, del nuovo diritto administratif, del nuovo droit du travail et del diritto sindacale si deve infatti ai giuristi - agli avvocati e agli accademici, che svolgevano con particolare perizia l'avvocatura, appartenenti per il solo loro titolo all'élite culturale e politica dell'epoca²²³ ».

222 - Cf. *Un progetto di ricerca...*, op. cit., notamment pp. 89-103 (de l'essai de Maria Malatesta, *Per la storia sociale dell'avvocatura: tradizione e trasmissione référence incomplète*) ; Francesca Tacchi, *Gli avvocati italiani dall'Unità al fascismo*, Bologna, Il Mulino, 2002 et *Secondo rapporto sull'avvocatura in italiana. "Dall'Avvocatura alle Avvocature"*, Roma, Centro studi sull'avvocatura civile italiana, 2013. D'importantes considérations aussi dans Gian Savino Pene Vidari, *Lo Stato unitario e la Giurisprudenza italiana*, in *Giurisprudenza italiana*, 163 (2011), pp. 494-504. Voir aussi Floriana Colao, *Avvocati del Risorgimento nella Toscana della Restaurazione*, Bologna, Il Mulino, 2006.

223 - Guido Alpa, *L'Avvocatura italiana al servizio dei cittadini. Relazione di apertura al XXX Congresso nazionale forense (Genova, 25 novembre 2010)* ; le rapport est consultable sur le site www.altalex.com ; voir aussi Gian Savino Pene Vidari, *L'Avvocatura: tra Ottocento e Novecento*, dans *Secondo rapporto...*, op. cit., pp. 26-36. Je signale en outre le volume plus récent et enrichi dédié aux *Avvocati protagonisti e rinnovatori del primo diritto unitario*, sous la direction de Stefano Borsacchi-Gian Savino Pene Vidari, Bologna, Il Mulino, 2014.

Reste encore à évaluer, à la lumière des données jusqu'ici collectées, la contribution de chaque individu aux expéditions et aux entreprises garibaldiennes, au-delà de leurs apports spécifiques en matière légale.

Il est possible de retrouver quelques renseignements à ce propos dans les écrits d'un des plus célèbres participants à l'expédition des Mille, Giuseppe Cesare Abba, qui confirme le militantisme actif des avocats (avec d'autres représentants du monde professionnel) lors de l'expédition sicilienne et des d'autres entreprises garibaldiennes²²⁴. Il décrit certains avocats parmi les capitaines des compagnies garibaldiennes²²⁵, notamment l'avocat (et sculpteur...) Ferrari, présent parmi les cinquante premiers de l'avant-garde de Zambianchi lors de la « diversion » de 1860 à Tèlamon²²⁶ dresse un portrait de Francesco Crispi riche d'éloges et d'enthousiasme²²⁷. Il rapporte également le discours de Francesco Cordova à la Chambre du 9 décembre 1863 à propos des nécessités de la Sicile post-unitaire²²⁸.

En général, ici aussi se profile la ferme participation des avocats aux diverses expéditions de Garibaldi, qui fit que « Dalla devozione de'suoi ufficiali a lui argomento delle sue virtù che dovettero essere molte ; perché altrimenti, giovani come Tita Cella, Luigi Cantoni, Giulio Adamoli, Antonio Frigerio, Francesco Tolazzi, Oliva, medici, avvocati, ingegneri e prodi soldati, e liberissime anime, non l'avrebbero amato, ma soltanto ubbidito »²²⁹. Il importe d'observer que parmi les noms cités par Abba aucun (Cordova et Crispi exceptés) ne fait partie de ceux « officiellement » recensés parmi les garibaldiens.

Campagnes militaires, profession d'avocat et participation institutionnelle

Au-delà de la participation spécifique aux entreprises garibaldiennes début 1861 et au mouvement du Risorgimento, plusieurs hommes de loi

224 - Sur Giuseppe Cesare Abba (1838-1910), cf. pour tous Gaetano Mariani, *Abba, Giuseppe Cesare*, dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, 1, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1960, pp. 10-13.

225 - « Les capitaines des compagnies étaient eux aussi des hommes expérimentés et avaient fait l'expérience de cette génération des conspirations, des exils, des cachots et des batailles : ils s'appelaient Alfieri, Cenni, Croce, De Cristoforis, Fanti, Chiassi, Freyri, Griziotti, Montanari, Saglieno, Pellegrini, Pepe, Simonetta, ingénieurs, avocats, peintres, Gorini, Pepoli, et tous avaient éprouvé l'exil, la prison, les tourments des hôpitaux pour blessure, et pourtant ils retournaient toujours en chercher, la patrie ou la mort » (Giuseppe Cesare Abba, *Ricordi garibaldini*, Società tipografica editrice internazionale, Torino, 1913, pp. 90-91).

226 - Abba, *Ricordi...*, op. cit., p. 161 ; cf. aussi Giuseppe Cesare Abba, *Storia dei mille*, Firenze, Bemporad, 1926 (anche in e-book, 1998).

227 - Abba, *Ricordi...*, op. cit., pp. 199-204.

228 - Abba, *Ricordi...* op. cit., pp. 271-273.

229 - Abba, *Ricordi...*, op. cit., pp. 305-306

déjà mentionnés ont laissé une trace de leur activité en tant qu'avocat et une importante contribution au niveau institutionnel dans la période post-unitaire. En ce qui concerne la contribution directe des avocats « en temps de guerre », leur participation aux expéditions militaires n'est en effet qu'une partie de leur apport ; leur engagement fondamental dans l'organisation et dans le fonctionnement des institutions civiles à la suite des changements politiques portés par la guerre semble avoir davantage d'importance. En parlant des entreprises garibaldiennes, l'on se réfère fait surtout référence aux gouvernements des territoires de Naples et de Sicile de 1860 jusqu'à la consolidation du gouvernement unitaire (1861-1862). À ce moment-là émerge le rôle de certains participants à l'expédition des Mille, notamment Crispi, et de certains partisans siciliens (Viola, Cordova, Reali et Calvi), impliqués immédiatement par Garibaldi dans le gouvernement et les institutions de justice²³⁰.

Nous pouvons également citer les Frioulans Morgante et Luzzato, particulièrement actifs surtout dans la Vénétie du nord-ouest pendant tout le Risorgimento. Riccardo Luzzato (ou Luzzatto) - d'origine hébraïque - est le frère d'Attilio Italico Luzzatto connu pour être le directeur et propriétaire du journal *La Tribuna* et le fils de Mario Luzzatto, (représentant du gouvernement provisoire de Udine en 1848 qui fut emprisonné par les Autrichiens). À peine majeur, Luzzato rejoint les rangs de Garibaldi²³¹. Bien qu'il ait obtenu son diplôme de droit à Pavie, il travailla ensuite, probablement avec son frère, dans le journalisme, fréquentant ainsi les milieux démocratiques et radicaux milanais. Il participa à l'expédition sur l'Aspromonte, mais fut ensuite arrêté et emprisonné en 1862 ; il fut élu député de 1892 à 1913. Il mourut à Milan en 1923.

Morante, né à Tarcento en 1835, a joué un rôle politique en Carnie pendant le Risorgimento. Nous avons peu d'informations concernant son activité professionnelle en tant que praticien, même si la documentation rappelle sa qualité d'« avocat ».

Giovanni Battista Cella, né à Udine en 1837, est diplômé en droit à Padoue. À la suite de l'expédition des Mille, il fut actif dans les mouvements

230 - Cf. Aurelio Cernigliaro, *Avvocati napoletani e del mezzogiorno continentale*, dans *Avvocati che fecero...*, *op. cit.*, pp. 595-600 et Giacomo Pace Gravina, *Avvocati siciliani. Presentazione*, dans *Avvocati che fecero...*, *op. cit.*, pp. 733-737.

231 - « Tra quei giovani c'era un Luzzatto da Udine, cui fu detto che tra la folla si aggirava la madre sua, venuta così da lontano a cercarlo. Voleva benedirlo o tirarlo fuori da quel cimento ? Il giovinetto le si fece incontro, e le andò fra le braccia ; ma la sua prima parola fu di pregarla a non gli dir di tornarsene, perché a lui sarebbe stato mortale il dolore di partir lo stesso dopo averla disubbidita » (Abba, *Storia...*, *op. cit.*, p. 15, e-book).

insurrectionnels anti autrichiens jusqu'en 1866 ; il participa à la bataille de Mentana, fut conseiller régional à Udine et cofondateur de la Lega della democrazia ; il se donna la mort le 16 novembre 1879.

L'histoire de Luigi Fabrizi (né en 1812 à Modène), représentant de renom du mouvement Giovine Italia, puis garibaldien de la première heure, est bien différente. Recensé comme avocat, quand bien même - au-delà des intérêts politiques, pour la plupart cachés - il dirigea pendant de longues années une activité commerciale, gérant avec son frère Carlo une prospère maison de commerce, d'abord à Malte et puis à Nice. Pendant l'expédition de Mille il fut blessé à un bras et se retira avec le grade de colonel. Il mourut à Pise en 1865.

Né dans le Mezzogiorno italien (Turi, 1822), Francesco Raffaele Curzio exerça la profession d'avocat à Florence ; à la suite de à l'expédition garibaldienne, il fut élu député des IX^e et X^e législatures dans les rangs de la gauche d'opposition.

L'activité parlementaire de Vincenzo Sprovieri (Acri, Cosenza, 1823) est particulièrement remarquable ; il fut en effet député pendant cinq législatures, avant d'être nommé sénateur en mai 1876. Il fut maire de la ville d'Acri de 1861 à 1884 et président du conseil provincial de Cosenza. De formation juridique, il ne semble pas avoir exercé régulièrement la profession d'avocat ; il partagea avec son plus jeune frère Francesco, (qui le remplaça à la Chambre des Députés en 1876,) l'élan patriotique pour le Risorgimento, jusqu'à sa mort en janvier 1895.

Les renseignements sur Francesco Achille Pognisi sont plus pauvres. Les informations tirées de la revue « Archivio storico italiano » de 1890, tome VI, témoignent de sa participation active au IV^e congrès historique italien qui eut lieu à Florence du 19 au 28 septembre 1889 ; néanmoins rien n'a été trouvé concernant son activité d'avocat.

Giuseppe Cesare Abba évoque Filippo Tranquillini (Mori, 1837) comme l'un des guides garibaldiens les plus valeureux. Originaire de Trente, il exerça la majeure partie de son activité à Milan, où il est listé comme avocat²³².

De Giovanni Antonio Francesco Semenza, mazzinien et originaire de Monza, participant à la quatrième compagnie des Mille, la chronique de Abba parle

232 - Giuseppe Cesare Abba, *Da Quarto al Volturno. Noterelle d'uno dei Mille*, Zanichelli, Bologna, 1913, p. 132 et p. 264 : « ... Filippo Tranquillini, loro compaesano, che n'aveva ventitre, e s'era buttato alle spalle codici e pandette per impugnare la spada ». Cf. aussi Idem, *Storia...*, *op. cit.*, p. 33 : « E poi tra quelle Guide erano scritti l'avvocato Filippo Tranquillini e Egisto Bezzi, trentini anch'essi come il Mancini ».

relativement peu : « Vi aveva l'avvocato Antonio Semenza, monzasco, che nell'animo aveva tutta l'opera di Mazzini »²³³.

Alors que ceux que l'on vient de citer sont les avocats expressément recensés parmi les intervenants actifs des expéditions garibaldiennes, il est possible de retrouver aussi d'autres personnages, en majeure partie des Siciliens investis dans le soutien de la campagne de Garibaldi et dans le rétablissement successif d'un ordre politique et juridique provisoire²³⁴. Il est ici fait référence à certains avocats siciliens illustres : il s'agit d'Emanuele Viola, Filippo Cordova, Pasquale Calvi et Matteo Reali, qui se distinguent par leur soutien de la cause du Risorgimento, la défense en justice des patriotes accusés et l'organisation des terres libérées en temps de paix.

Plus précisément, l'avocat Filippo Cordova (déjà ministre des finances du gouvernement sicilien en 1848) vécut pendant plusieurs années à Turin (créant des liens étroits avec la classe dirigeante piémontaise, notamment avec D'Azeglio) juste avant l'expédition des Mille ; ce fut lui qui offrit à Garibaldi la carte militaire utilisée après le débarquement de Marsala. Envoyé en Sicile par Cavour, il est nommé en 1860 procureur général de la cour des comptes (comme remplaçant de Crispi) et ensuite conseiller du lieutenant Cordero di Montezemolo. Il démissionna avec La Farina après la tentative d'arrestation de Crispi. Élu député en 1861, il fut ministre sous les mandats Ricasoli et Rattazzi puis conseiller d'État. Il devint de nouveau ministre (toujours sous Ricasoli) d'abord de l'agriculture puis de la justice, entre 1866 et 1867. Son destin croisa celui de Garibaldi notamment lorsqu'il s'opposa à son élection à grand maître de la franc-maçonnerie²³⁵.

Emanuele Viola, après avoir défendu en 1861 le patriote de Messine, Giovanni Raffaele, arrêté par ordre de La Farina et déporté à Gênes, se chargea l'année suivante de la défense de Garibaldi en personne, enfermé dans le fort de Varignano suite aux événements de l'Aspromonte. L'amnistie fut accordée à celui-ci le 5 octobre 1862, alors que les discussions sur le type de procès à appliquer (ordinaire, militaire ou face au sénat) étaient encore en cours²³⁶.

L'histoire de la cause de Raffaele mérite une attention particulière, ne serait-ce que pour la publicité qu'elle a générée. Le procureur général de Palerme, Gaetano Meli, avait été accusé de déni de justice à l'égard de Raffaele. La notification de cette cause peut être retrouvée dans la revue « *Giurisprudenza italiana* » de 1862. Cette dernière reporte la chronique du « Precursore », qui retrace brièvement toute l'affaire et l'arrêt de condamnation prononcé par la cour de cassation de Palerme le 21 juin 1862²³⁷. Très succinctement, l'avocat Viola soutenait les positions de Giovanni Raffaele contre le procureur Meli, accusé de ne pas avoir donné suite aux plaintes par lui portées à la suite de son arrestation sur ordre du lieutenant Montezemolo et de La Farina²³⁸. L'affaire, plutôt grave, avait provoqué l'embarras du gouvernement piémontais ainsi qu'un certain scandale à Palerme. Viola (qui était entre autres un ami d'enfance du procureur Mele !) considéra le recours présenté comme légitime, et reconnut la gravité des violations subies par son client, outre la gravité de l'omission du procureur, entraînant un grave « déni de justice » pour lequel : « non si chiede già un ristoro pecuniario : è più nobile il soggetto di questo ricorso : vuoi una riparazione alla libertà, alla giustizia indegnamente manomessa : vuoi

237 - *Giurisprudenza italiana*, 14 (1862), II, coll. 344-348 : « Reato di denegata giustizia. Il procuratore generale che non ha dato corso alle querele presentate contro gli autori di un arresto illegale arbitrario, è reo di denegata giustizia » ; sur l'évolution post-unitaire de la revue (fondée par les avocats Filippo Bettini et Domenico Giuriati), en référence à l'affaire de Giovanni Raffaele, cf. Pene Vidari, *Lo Stato unitario...*, *op. cit.*, pp. 494-504.

238 - Il est à noter que Giuseppe La Farina (1815-1863) était aussi avocat ; né à Messine, il mena une activité importante en faveur des Mazziniens d'abord, et de la révolution de 1848 ensuite. À cette occasion, il collabora avec Crispi et Raeli pour la création d'une légion universitaire, mais avec le retour des Bourbons il se réfugia en France. Depuis 1858 il avait maintenu un lien important avec Garibaldi, terminé par une rupture politique à cause de la cession de Nice et de la Savoie (à laquelle s'opposait Garibaldi). La Farina œuvra pour l'expédition des Mille en obtenant la non-hostilité de Cavour et en conquérant le soutien de la « Società nazionale » en Sicile (dont il était l'un des fondateurs). En juillet 1860, Garibaldi ordonna l'arrestation et l'expulsion de Sicile de La Farina, où il retourna en tant que lieutenant pour la sécurité et les affaires internes le 2 décembre de la même année. Deux fois député, il mourut à Turin en 1863. Étant diplômé en droit il devint avocat mais n'exerça jamais cette profession, préférant l'activité dans le droit public et la politique. Pour tout, cf. Antonino Checco, *La Farina, Giuseppe*, dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, 63, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 2004, pp. 50-56 et Maria Clementina Genova, *Crispi e La Farina: contributo alla storia della rivoluzione siciliana del 1860*, Palermo, Trimarchi, 1931. Au sujet de l'affaire de la cession de Nice au Royaume de Sardaigne, cf. entre autres *Per Torino da Nizza e Savoia. Le opzioni del 1860 per la cittadinanza torinese da un Fondo dell'Archivio Storico della Città di Torino*, sous la direction de Gian Savino Pene Vidari et Rosanna Rocca, Torino, Centro Studi Piemontesi, 2011 (qui contient une bibliographie complémentaire) ; en outre : centre d'histoire du droit, *Nice au XIX^e siècle, mutations institutionnelles et changements de souveraineté, actes du colloque de Nice*, Nice, 1985 ; Olivier. Vernier (dir.), *Du comté de Nice aux Alpes-Maritimes, Les représentations d'un espace politique et culturel dans l'histoire, Actes du colloque de 1999*, Nice, Université de Nice Sophia-Antipolis, Centre d'histoire du droit, Serre 2000 ; *Histoire d'une frontière, 150^e anniversaire de l'annexion du comté de Nice à la France, Actes du colloque de Puget-Théniers, 9-11 octobre 2009*, Amont, écomusée de la Roudoule, ADTRB, 2010.

233 - Abba, *Storia...*, *op. cit.*, p. 27.

234 - Pace Gravina, *Avvocati siciliani...*, *op. cit.*, pp. 733-737.

235 - Pace Gravina, *Filippo Cordova (1811-1868)*, dans *Avvocati che fecero...*, *op. cit.*, pp. 743-749.

236 - Pace Gravina, *Emanuele Viola (1806-1865)*, dans *Avvocati che fecero...*, *op. cit.*, pp. 738-743 ; Viola fut aussi le protagoniste du débat sur l'emphytéose, qui impliqua plusieurs juristes et avocats siciliens à l'occasion de l'écriture du Code unitaire de 1865 : Pace Gravina, *L'enfiteusi nella codificazione unitaria. Solo un "rimasuglio del Medioevo" ?*, dans *Avvocati protagonisti...*, *op. cit.*, pp. 261-276 (notamment, pp. 267-269).

conoscere oramai se sotto l'egida dello Statuto le leggi rimangano una lettera morta, se a talento, se ad arbitrio dei governanti possono violarsi i più sacri diritti dei cittadini; se i giudici, se gli agenti del Pubblico Ministero possono impunemente tradire i doveri del loro ufficio. E' questione di libertà, di giustizia; è il trionfo della legge sull'arbitrio, sulla forza dei governanti; è il trionfo della libertà sul dispotismo »²³⁹.

Après la défense de Meli, le procureur général près la cour de cassation de Palerme (lui aussi un vieil ami de l'accusé), demanda également la condamnation, en réfutant « tutti gli argomenti ch'eransi addotti a difesa del signor Meli, ed implorò che la Corte di cassazione agguadicasse le domande del dottor Raffaele »²⁴⁰. La cour rendit finalement un arrêt de condamnation contre l'accusé²⁴¹.

Cette affaire est emblématique non seulement du climat politique difficile de la période unitaire (surtout dans le Sud de l'Italie) mais aussi du rôle des avocats en tant que garants de la légalité et défenseurs des droits contre les abus commis à l'égard des citoyens, y compris par des fonctionnaires publics (hauts magistrats inclus).

La contribution de Pasquale Calvi (déjà ministre de l'intérieur du gouvernement sicilien en 1848) à l'expédition des Mille mérite d'être mentionnée. Après s'être volontairement retiré à Malte pour éviter la soumission aux Bourbons, il y achète en juin 1860 trois cents fusils, six canons et plusieurs barils de cartouches destinés aux garibaldiens et il s'embarque de Malte pour accoster en Sicile. En novembre 1860, il est nommé président de la cour suprême de justice, et en 1862, il devient président de la cour de cassation de Palerme (où il se trouve donc à juger la cause contre Meli pour « l'affaire » Raffaele),

239 - *Giurisprudenza italiana*, loc. cit., col. 347; sur les événements historiques du déni de justice, pour tous, Romano Ferrari Zumbini, *La lotta contro il tempo nel processo altomedievale. Contributo allo studio della denegata giustizia*, Roma, Fondazione Sergio Mochi Onory per la storia del diritto italiano, 2003.

240 - *Giurisprudenza italiana*, loc. cit., col. 348.

241 - « La Corte a voti unanimi dichiarò colpevole di denegata giustizia il Procuratore generale Meli per non aver dato corso alle querele presentategli dal dottor Raffaele per la punizione degli autori, fautori e complici dell'arresto arbitrario e dell'arbitraria deportazione sofferta nei primi giorni del 1860; di conseguenza condannò Meli al ristoro di tutti ed alle spese del giudizio, a favore del dottor Raffaele » (col. 348); il est à remarquer qu'aucune action pénale n'est appliquée, ou plutôt: ni aucune sanction prononcée contre les auteurs matériels de l'arrestation illégitime de Raffaele; en général, l'ordre des avocats a hautement témoigné de son sens de la légalité et de son autonomie décisionnelle, et la magistrature a démontré (quand bien même pas entièrement...) sa capacité à agir même en présence d'actes illégitimes de la part du gouvernement et de fonctionnaires publics: pour une évaluation de la décision (et de l'attitude prudente des rédacteurs de « *Giurisprudenza italiana* »), cf. Pene Vidari, *Lo Stato unitario...*, op. cit., pp. 502-503.

puis de Florence, et en 1865 de Turin. Entre-temps, en 1861, il est élu député au collège de Partinico à (Palerme)²⁴².

Matteo Reali, ami de Crispi et de Filippo Cordova, se réfugia en 1849, après l'échec du projet anti-Bourbons, à Marseille puis à Malte; de retour en Sicile après le débarquement des Mille, il fut nommé avocat général de la grande cour des comptes en juin 1860, et de décembre 1860 à janvier 1861 conseiller de la lieutenance pour le tribunal de grâce et justice. Il fut élu député au collège de Noto, où il s'opposa à la chambre des députés à la proposition de Crispi et Castellano de différer l'entrée en vigueur en Sicile de la loi Rattazzi de 1859 sur le système judiciaire. En 1865 il devient conseiller d'État et secrétaire général du ministère des affaires internes, et collabore avec la commission spéciale pour la coordination du nouveau code civil avec les dispositions transitoires et notamment, sur la délicate question des droits des étrangers)²⁴³.

En dernier lieu, il convient de citer quelques avocats importants, provenant d'autres régions italiennes, qui collaborèrent à différents titres aux prouesses du Risorgimento de Garibaldi. Le premier est Giuseppe Ceneri, personnage éclectique du for de Bologne, patriote et démocrate, engagé dans les troupes garibaldiennes à Monterotondo et à Mentana. Il fut un avocat très investi dans la défense de la liberté d'expression des accusés « politiques », dont le fameux socialiste Andrea Costa²⁴⁴.

Le Crémonais Angelo Bargoni, lui, s'illustra par sa collaboration directe avec l'expédition des Mille: il s'engage personnellement dans l'organisation de l'expédition, en apportant des fonds et en négociant avec Cavour pour obtenir l'envoi d'aides à Garibaldi. Il participe ensuite aux tractations pour la nomination de Depretis comme producteur de Sicile²⁴⁵, dont il devient secrétaire général. En 1861, il se déplace

242 - Antonio Cappuccio, *Pasquale Calvi (1794-1867)*, dans *Avvocati che fecero...*, op. cit., pp. 750-758.

243 - Antonio Cappuccio, *Matteo Raeli (1812-1875)*, dans *Avvocati che fecero...*, op. cit., pp. 758-766; à propos des droits des étrangers, voir Gian Savino Pene Vidari, *Il riconoscimento dei diritti civili dello straniero*, dans *Avvocati protagonisti e rinnovatori del primo diritto unitario*, sous la direction de Stefano Borsacchi-Gian Savino Pene Vidari, Bologna, Il Mulino, 2014.

244 - Giuseppe Mazzanti, *Giuseppe Ceneri (1827-1898)*, dans *Avvocati che fecero...*, op. cit., pp. 409-423; sur Ceneri, noter aussi la fameuse commémoration du célèbre patriote Aurelio Saffi; cf. Mario Caravale, *Ceneri Giuseppe*, dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, 23, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1979, pp. 528-533 et *Giuseppe Ceneri: l'avvocato, lo studioso e il politico*, sous la direction de Angelo Varni, Bologna, 2002. Toujours sur les événements siciliens, voir Lucy Riall, *La Sicilia e l'unificazione italiana: politica liberale e potere locale (1859-1866)*, Torino, Einaudi, 2004.

245 - Voir Adolfo Colombo, *Contributo alla storia della prodittatura di Agostino Depretis in Sicilia nel 1860*, Saluzzo, Richard, 1911

à Turin, où il dirige le journal politique d'opposition « Il Diritto » avant d'être est nommé ministre de l'éducation Publique du gouvernement Menabrea en 1869²⁴⁶.

Il importe de citer aussi - pour finir - Augusto Caperle, Véronais qui, ayant soutenu depuis sa jeunesse les idées du Risorgimento, participa directement à certaines entreprises garibaldiennes avant d'obtenir son diplôme en droit à Padoue en 1862. Il fut conseiller communal à Vérone de 1867 à 1900, et exerça aussi la fonction de maire²⁴⁷.

Outre les nombreux avocats qui ont participé à divers titres aux prouesses garibaldiennes, il est possible de repérer des épisodes individuels au cours desquels des représentants influents de l'ordre des avocats (...) ont opéré sous le gouvernement garibaldien en Sicile, sans qu'ils soient listés parmi les « partisans garibaldiens ». La proposition de l'avocat Simone Corleo - président du conseil civil de Salemi (Trapani) - adressée à Garibaldi lui-même à l'automne 1860 pour la concession emphytéotique de terrains sous tutelle ecclésiastique en est un exemple. Comme l'observe Giacomo Pace²⁴⁸, ce fut le producteur Mordini qui donna suite à la demande à travers le décret du 18 octobre 1860 qui « obbligava gli enti ecclesiastici isolani a concedere in enfiteusi perpetua i propri beni agli agricoltori, che tuttavia non ebbe concreta applicazione »²⁴⁹.

Francesco Crispi: avocat et homme politique

Le plus grand des avocats garibaldiens, Francesco Crispi²⁵⁰, a été gardé pour la fin. Né à Ribera (Agrigente) en 1818, il s'inscrivit à l'université de droit de

Palerme et obtint le titre de docteur « in utroque jure » en 1843. Il travailla pour le fameux cabinet de l'avocat Viola, exerçant en même temps l'activité de journaliste. À partir de 1845, il vécut à Naples, où il travailla en tant qu'avocat ; toujours à Naples il participa aux émeutes de 1848, puis se déplaça à Turin (après un court séjour en Sicile) où il participa à plusieurs concours publics (dont certains universitaires) sans obtenir l'emploi espéré. En 1853, à la suite d'une période d'activité politique et de propagande républicaine intense, il fut expulsé du royaume et s'installa à Malte où il démarra une activité journalistique (en publiant les journaux La Valigia et La Staffetta). Dans les années 1850, il voyagea en Angleterre, à Paris et ensuite à Lisbonne, en collaborant avec les Mazziniens. En 1859, il retourna en Sicile et en 1860 il participa à l'expédition garibaldienne en qualité de sous-chef d'état-major²⁵¹.

En effet, le rôle de Crispi dans le cadre de l'expédition mérite d'être souligné. Il y a trace de certaines rencontres à Gênes en avril 1860 (auxquelles Rosalino Pilo en personne participa), immédiatement après la cession de Nice à la France, pour convaincre Garibaldi de guider une expédition vers la Sicile (comme manœuvre anti-cavourienne...) ²⁵². Crispi fut le conseiller politique de Garibaldi, opposant de La Farina, envoyé par Cavour pour endiguer la conquête garibaldienne. Le 17 mai, à peine arrivé sur l'île, (...), Garibaldi nomma Crispi secrétaire d'État. Crispi inspira les premiers décrets garibaldiens d'inspiration démocratique ou fondamentalement démocratiques ? Il fut ensuite nommé procureur de la grande cour des comptes, puis remplacé par Filippo Cordova en raison de ses différends avec Giuseppe La Farina. Celui-ci ordonna le 1er janvier 1861 la capture de Crispi, qui y échappa heureusement. En 1861, après avoir démissionné du gouvernement Garibaldi (en raison de désaccords concernant le plébiscite) il fut élu député du groupe de gauche, dont il fut le président²⁵³.

Installé ensuite à Florence, devenue capitale du royaume, il s'affirma comme l'un des protagonistes de la ville, en conquérant une excellente clientèle qu'il perdit en grande partie avec sa mutation à Rome. Francesco Crispi fut parmi les défenseurs les plus acharnés de la législation anti-ecclésiastique, et en 1869, il devint ministre sous le gouvernement Menabrea. En 1870, il s'investit pleinement pour le projet de loi sur les garanties. À partir de 1873 et jusqu'à sa mort, il s'affirma parmi les leaders de la gauche parlementaire, et fut élu président de la chambre des députés en 1877. Ministre de l'intérieur de décembre 1877 à mars 1878, il fut accusé par certains journaux de bigamie. Crispi se défendit en

246 - Alberto Carrara, *Angelo Bargonì (1829-1901)*, dans *Avvocati che fecero...*, op. cit., pp. 272-277.

247 - Claudio Carcereri de'Prati, *Augusto Caperle (1836-1911)*, dans *Avvocati che fecero...*, op. cit., pp. 335-340.

248 - Pace Gravina, *L'enfiteusi...*, op. cit., pp. 264-267.

249 - Pace Gravina, *L'enfiteusi...*, op. cit., p. 266. Tout compte fait, il y avait de nombreux professionnels et intellectuels parmi les « Mille ». « La storia dovrebbe aver già detto e dirà che quella spedizione fu più che per metà composta d'uomini di studio e d'intelletto. Ne contava più d'un centinaio e mezzo che erano già o divennero poi avvocati ; e così come questi un centinaio di medici, un mezzo centinaio di ingegneri, una ventina di farmacisti, trenta capitani marittimi, dieci pittori o scultori, parecchi scrittori o professori di lettere e di scienze, tre sacerdoti, alcuni seminaristi. V'era anche una donna, Rosalia Montmasson savoia, moglie di Crispi, che volle seguir il marito in quel pericolo ; poi centinaia di commercianti e centinaia di artefici, operai il resto, contadini quasi nessuno » (Abba, *Storia...*, op. cit., p. 35).

250 - Pour les références essentielles sur la personne de Francesco Crispi, voir pour tout Christopher Duggan, *Creare la nazione. Vita di Francesco Crispi*, Roma-Bari, Laterza, 2000 et Fausto Fonzi, *Crispi Francesco*, dans *Dizionario Biografico degli Italiani*, 30, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 1984, pp. 779-799. De plus, cf. Giuseppe Astuto, *Crispi e lo stato d'assedio in Sicilia*, Milano, Giuffrè, 1999 ; Idem, *La Sicilia e il crispismo : istituzioni statali e poteri locali*, Giuffrè, Milano, 2003 et Giacomo Pace Gravina, *Francesco Crispi (1818-1901)*, dans *Avvocati che fecero...*, op. cit., pp. 766-774.

251 - Pace Gravina, *Francesco Crispi...*, op. cit., pp. 770-771.

252 - Cfr. Duggan, *La forza del destino...*, op. cit., pp. 238-240.

253 - Pace Gravina, *Francesco Crispi...* cit., pp. 771-772.

affirmant la nullité de son premier mariage contracté à Malte, mais il fut obligé de démissionner de sa charge de ministre. Durant cette période, il se dédia en particulier à l'activité d'avocat, jusqu'à ce qu'il soit chargé par le roi de former en 1887 un nouveau gouvernement, dans lequel il fut commis par intérim du ministère des affaires étrangères. En 1888, à son initiative, la réforme du conseil d'État et la nouvelle loi sur les systèmes locaux furent approuvées. Le premier gouvernement Crispi se dissout en février 1889, mais le député sicilien fut appelé à former un nouvel exécutif avec l'arrivée de Giolitti en tant que ministre. Toujours en 1889, il signa le traité d'Ucciali sur le protectorat italien en Éthiopie, mais il subit en 1889 une agression à Naples de la part d'un extrémiste originaire des Pouilles²⁵⁴. Avec la promulgation de la loi sur les « istituzioni pubbliche di beneficenza » (17 juillet 1890) la politique de Crispi confirma son empreinte laïque, jusqu'à la chute du gouvernement en janvier 1891.

Après les gouvernements Rudinì et Giolittiet et le scandale de la Banca romana²⁵⁵, Crispi retourna au gouvernement en décembre 1893, en se dédiant surtout à la réforme du secteur du crédit, qui traversait une grave crise à la suite de la débâcle financière et les scandales des années précédentes, et à la tentative d'adoucir les controverses plus vives avec les catholiques. Cependant, les défaites en Afrique (notamment celle d'Adua) entraînèrent sa démission en mars 1896. Après avoir passé les dernières années de sa vie à Naples, Francesco Crispi y mourut le 11 août 1901, marquant l'achèvement d'une expérience politique et professionnelle d'une extrême richesse, traversant presque tout le XIX^e siècle.

C'est concernant l'engagement de Crispi vis-à-vis de Garibaldi et du Risorgimento qu'il importe de rappeler par un texte de 1865 particulièrement intéressant et récemment republié par le Consiglio Nazionale Forense²⁵⁶. Il s'agit d'une longue lettre adressée à Giuseppe Mazzini le 18 mars de la même année, en réponse à la lettre d'un patriote ligure publiée le 3 janvier 1865 sur l'Unità Italiana, dans laquelle ce dernier prend une position pro-républicaine et antimonarchiste.

254 - Cf. Tullio Scovazzi, *Assab, Massaua, Ucciali, Adua: gli strumenti giuridici del primo colonialismo italiano*, Torino, Giappichelli, 1998.

255 - Enzo Magri, *I ladri di Roma. 1893 scandalo della Banca Romana: politici, giornalisti, eroi del Risorgimento all'assalto del denaro pubblico*, Milano, Mondadori, 1993.

256 - Francesco Crispi, *Repubblica e Monarchia. Lettera a Giuseppe Mazzini*, dans *L'Unità d'Italia nella tradizione dell'avvocatura. Discorsi, testimonianze, memorie*, Roma-Matera, Consiglio Nazionale Forense, 2011, pp. 157-239 (déjà édité à Turin, Tipografia Vercellino, 1865, pp. 86). Est également significatif Virga, *1860: la rivoluzione nel Regno delle Due Sicilie...*, op. cit., passim.

Parmi les nombreuses considérations historiques, juridiques et politiques développées par Crispi pour défendre la forme monarchique (outre l'évocation des positions non hostiles à la monarchie de Mazzini dans la période 1859-1861), il faut porter attention aux pages dédiées à l'expédition des « Mille » et aux mois précédant l'Unification, qui - comme je l'ai déjà mentionné - virent le même Francesco Crispi parmi les plus proches collaborateurs de Garibaldi.

Dans ces pages synthétiques, les événements les plus significatifs de la période avril-octobre 1860 sont remémorés, depuis l'insurrection de Palerme (4 avril) jusqu'à la première séance du Parlement unitaire de mars 1861, dont l'auteur fut lui-même protagoniste²⁵⁷. Outre les questions militaires, la réflexion

257 - Je cite à la suite l'extrait : « Il segreto lavoro delle cospirazioni portava i suoi frutti. Il 4 aprile 1860 Palermo insorgeva. Il movimento, soffocato nel sangue entro la città, comunicavasi alle campagne e vi si manteneva. Garibaldi sin' dal febbraio ci aveva dichiarato che avrebbe portato alla Sicilia il potente sussidio della sua spada. Ripetendo la sua promessa a Rosalino Pilo, in una lettera del 15 marzo, si esprimeva in questo modo: "In caso d'azione sovvenitevi che il programma è: *Italia e Vittorio Emanuele*." Rosalino, rispondendogli, non respingeva il programma e ci precorreva per la via di Messina. Il 5 maggio partimmo da Quarto; voi ne eravate preinteso con due lettere e con un telegramma da Torino. Non fu vostra colpa, se non siete venuto; poscia seppi che foste infermo e arrivaste in Genova due giorni dopo la nostra partenza. Il 7 maggio sul bordo del Piemonte il capitano Bruzzesi leggeva ai volontari il primo ordine del giorno il quale si chiudeva in questa guisa: "Il grido di guerra dei cacciatori delle Alpi è lo stesso che rimbombò sulle sponde del Ticino or sono 12 mesi: *Italia e Vittorio Emanuele*! E questo grido, ovunque pronunziato da noi, incuterà spavento ai nemici dell'Italia". Il solo Brusco Onnis si sentì offesa l'anima repubblicana da quel programma monarchico e, appena giunti a Talamone, scese dal vapore e non fu più visto. I fratelli Mosto, Savi ed altri nostri amici rimasero al loro posto, convinti che non era a discuter della forma di governo da uomini che cimentavano la vita per dare vita alla nazione. L'11 maggio scendemmo a Marsala ed il 13 fummo a Salemi, dove l'indomani venne proclamata la dittatura in nome del Re d'Italia. IL 15 vincemmo a Calatafimi, e la bandiera alla quale morendo tenevasi stretto il prode Schiaffino e che fu lacerata dalle palle nemiche, aveva nel centro l'immagine d'Italia sostenendo la sua destra sullo scudo di Savoia. Il 17 furono pubblicati i decreti organici del nuovo governo, e sin d'allora le sentenze e gli atti pubblici vennero intitolati in nome del Re, e in capo ad essi ed alle leggi della dittatura si levarono le armi del principato italiano. Ormai non potevano più esser dubbie le intenzioni della nuova autorità; la quale, dopo serii ostacoli sui monti intorno a Palermo, il 27 maggio entrava nella capitale dell'isola fra i plausi popolari ed il bombardamento dei Borboniani. Io non ricorderò per filo e per segno la storia di quei giorni memorandii. Il paese veniva a noi e da tutti i punti d'Italia giungevano sussidii, perché l'impresa della redenzione nazionale venisse a compimento. Il 20 luglio dopo un accanito combattimento fummo signori di Milazzo; il 27 di Messina: e così, affrancata la Sicilia, i primi volontari la notte dell'8 agosto poterono valicare il Faro. Nel continente, la rivoluzione si rovesciò come una valanga sul trono dei Borboni. Acclamato da tutti come liberatore, il 7 settembre Garibaldi, inerme e con pochi amici, faceva il suo ingresso in Napoli. IL 2 ottobre l'eroe sbaragliava sul Volturno l'ultimo esercito della tirannide. Il 21 dello stesso mese le Due Sicilie sparivano e dall'urna elettorale usciva il plebiscito che proclamava al cospetto del mondo l'Italia una e indivisibile con Vittorio Emanuele re costituzionale e i suoi legittimi discendenti. Quattro mesi dopo i rappresentanti di 9/10 della nazione si riunirono in Parlamento » (Crispi, *Repubblica e Monarchia...*, op. cit., pp. 178-181).

menée par les institutions au sujet des plébiscites méridionaux de 1860²⁵⁸ est particulièrement significative.

Dans la défense engagée pour la cause unitaire et monarchique menée par le garibaldien Crispi se dégage une description efficace des événements de l'insurrection méridionale, préparée dans les années précédentes et mise en œuvre avec l'insurrection de Palerme en avril 1860. Celle-ci fut réprimée dans le sang, et précéda d'un mois environ la campagne de Garibaldi. Des gouvernements provisoires de Garibaldi l'on passa ensuite, à travers les plébiscites, à la proclamation officielle d'une « Italia una e indivisibile con Vittorio Emanuele re costituzionale e suoi legittimi discendenti »²⁵⁹. Bien conscient des limites de la construction unitaire, Crispi défendit avec réalisme - face aux critiques mazziniennes - les étapes du processus d'unification et les réformes de l'État menées lors des premières années du royaume d'Italie²⁶⁰.

258 - À ce propos voir, en général, Elisa Mongiano, *Il "voto della Nazione". I plebisciti nella formazione del Regno d'Italia (1848-1860)*, Torino, Giappichelli, 2003 ; Gian Savino Pene Vidari, *Trattati e plebisciti fra nazionalità e cittadinanza*, dans *Per Torino da Nizza e Savoia. Le opzioni del 1860 per la cittadinanza torinese da un Fondo dell'Archivio Storico della Città di Torino*, sous la direction de Gian Savino Pene Vidari et Rosanna Rocca, Torino, Centro Studi Piemontesi, 2011, pp. 55-65 et *Verso l'Unità italiana...*, *op. cit.*, pp. 171-202 (comptant des contributions de Gian Savino Pene Vidari et Elisa Mongiano). Crispi souligne ici l'importance de la consultation plébiscitaire en tant qu'étape fondamentale pour l'unité : « Fino al dicembre 1859, io posi tutta l'opera mia ad una rivoluzione del sud, con forze locali, indipendente da ogni influsso del partito a noi avverso. Accettata l'alleanza con Garibaldi e fatta adesione al suo programma, allontanai l'ora dei plebisciti, credendo necessario al successo della causa nazionale il votarli a guerra finita. Quando gli indugi non furono più possibili, respinsi la formula dell'annessione di Napoli e di Sicilia al Piemonte e feci decretare l'unità e la indivisibilità della patria nostra, impegno sinallagmatico, che nessuno può rompere senza uscire dal patto, contro il quale ogni atto che lo violi è nullo e come tale non avvenuto. Decretati i plebisciti, fui per le assemblee che dovevano riconoscere gli atti relativi e preparare le provincie meridionali della penisola alla loro incorporazione nell'Italia una. I mie tentativi non sempre riuscirono. Il 21 ottobre 1860 si costituì un fatto giuridico, al quale non devo ribellarmi, giacchè in quello è l'espressione della volontà nazionale. Voi, dopo averlo riconosciuto fino al settembre 1862, lo combattete e chiedete che facciano altrettanto i vostri amici. In ciò non sarò mai del vostro avviso, e trovo che non è con voi neanche Garibaldi, il quale sta fermo alla bandiera che spiegò gloriosa ed incontaminata al 1859 ed al 1860 » (Crispi, *Repubblica e Monarchia...*, *op. cit.*, pp. 236-237).

259 - Crispi, *Repubblica e Monarchia...*, *op. cit.*, p. 181.

260 - Sur l'ensemble des lois d'unification du royaume (à travers les codes et la réglementation des administrations publiques centrales et périphériques) dont cette année est le cent-cinquantième, je renvoie aux précieuses contributions écrites à l'occasion du centenaire : *L'unificazione amministrativa ed i suoi protagonisti*, sous la direction de F. Benvenuti-G.F. Miglio, Neri Pozza, Verona, 1969 (11 volumes) ; cf. aussi Antonio Padoa Schioppa, *Unità nazionale e unificazione giuridica*, in *Avvocati protagonisti...*, *op. cit.*, pp. 23-47 (contenant une bibliographie). Voir également les travaux de qualité d'Enrico Genta, *Dalla Restaurazione al Risorgimento. Diritto, diplomazia, personaggi*, Torino, Giappichelli, 2012.

Pour conclure

De ce qui a pu être observé, la participation des avocats aux entreprises garibaldiennes acquiert une valeur particulière car elle a marqué une phase importante de l'expérience civile de chacun d'eux. Pour les plus jeunes, cette expérience a su allier les idéaux et l'engagement dans le Risorgimento, alors que pour les plus « mûrs » cela a été la réalisation des aspirations de toute une vie.

Ce qui est moins net est le lien entre cet engagement civil et l'activité d'avocat dans la pratique. En effet, l'activité d'avocat à proprement parler des avocats garibaldiens manque d'attestations documentaires. Ces hommes passent à la postérité pour leur engagement politique (il suffit de penser aux nombreux députés et sénateurs) ou pour leur activité journalistique ou divulgatrice (comme l'atteste l'expérience de Luzzatto) plutôt que pour leur profession d'avocat. En effet, plus que pour l'engagement militaire en soi, les avocats garibaldiens ont brillé par leur militantisme en faveur du Risorgimento (pas toujours sur la même ligne...), et ont été les protagonistes de la transition institutionnelle dans les territoires annexés dans le dessein d'assurer à l'Italie un système juridique unitaire cohérent²⁶¹. La responsabilité et l'engagement institutionnel sont une constante des avocats professionnels, particulièrement dans les moments les plus délicats de la vie de l'État. De plus, Aurelio Cernigliaro a remarqué en particulier que : « Gli avvocati, non meno della eccezionale capacità di trascinarsi di Garibaldi - certo con il concorso quanto meno omissivo d'intervento da parte delle potenze straniere -, avevano realizzato ciò che appena un biennio addietro non era neppure astrattamente prevedibile. Non di meno, proprio allorché, secondo la celebre lettura dazegliana "han fatto l'Italia, han dimenticato di fare gli italiani", si schiudeva la fase più complessa del processo di unificazione nazionale »²⁶².

261 - Le fait que l'« unificazione legislativa » de 1865 ait été mise en application par un parlement composé pour un tiers d'avocats, sous la savante direction d'avocats tels que Cassinis, Pisanelli et Vigliani, est parlant. Plus précisément, il importe de remarquer que tous les ministres garde des Sceaux de 1859 à 1864 étaient avocats (comme l'observe Pene Vidari-Borsacchi, *Introduzione*, dans *Avvocati protagonisti...*, *op. cit.*, p. 20). Cf. Stefano Solimano, *Giovan Battista Cassinis, (1806-1866)*, dans *Avvocati che fecero...*, *op. cit.*, pp. 101-109 ; Marco Nicola Miletto, *Giuseppe Pisanelli (1812-1879)*, *Ibidem*, pp. 689-724 et Alberto Lupano, *Paolo Onorato Vigliani (1814-1900)*, *Ibidem*, pp. 130-146. De plus, en général, voir Alberto Aquarone, *L'unificazione legislativa e i codici del 1865*, Milano, Giuffrè, 1960 ; Giovanni Cazzetta, *Codice civile e identità giuridica nazionale*, Torino, Giappichelli, 2011 et Stefano Solimano, *Il primo codice civile italiano: vicende e contenuti*, dans *Codice civile - Codice di procedura civile del Regno d'Italia*, sous la direction de Stefano Solimano-Marco Nicola Miletto, Padova, Cedam, 2010, pp. 9-28.

262 - Aurelio Cernigliaro, *Avvocati napoletani e del mezzogiorno continentale*, dans *Avvocati che fecero...*, *op. cit.*, pp. 597-598.

À propos du titre de « garibaldien » des avocats étudiés, il convient d'écrire quelques derniers mots. Le précieux recensement des archives d'État de Turin n'a pas listé toutes les personnes examinées, et cela ne doit pas surprendre : comme cela a été rappelé, il est le résultat de l'examen de la liste des garibaldiens dressée à la demande des intéressés, à des fins de retraite ou de reconnaissance sociale. Il est loisible ? de penser que certaines personnalités affirmées et éminentes du monde des avocats, qui ont combattu et collaboré à plusieurs reprises avec Garibaldi, n'aient pas pensé à demander de ce fait une attestation ou une subvention de l'État (et inversement, il se peut que pas tous ceux qui ont demandé ces concessions aient effectivement pris part aux expéditions miliaries du Héros des deux mondes...).

Restent cependant la valeur civile et institutionnelle de l'engagement d'une bonne partie de la classe des avocats des différentes parties d'Italie pour l'Unità d'Italia ainsi que son unification juridique et administrative. Cette valeur s'aligne aussi sur cette « noblesse culturelle » des avocats italiens entre 1800 et 1900, dont le rôle de « suppléance » juridique et institutionnelle est encore important de nos jours²⁶³.

263 - Paolo Grossi, *Nobiltà culturale degli avvocati dell'Italia unita*, dans *L'Unità d'Italia nella tradizione dell'avvocatura...*, op. cit., pp. 11-20.

Démosthène et la guerre des Athéniens contre le roi Philippe de Macédoine

Sophia Adam
Professeur d'histoire du droit
Université Panteion d'Athènes

Démosthène, un des plus célèbres orateurs de l'Antiquité grecque, a vécu dans l'Athènes classique du 4^e siècle avant J.-C. Issu d'une famille riche et commerçante qui se trouvait à la tête d'une manufacture d'armes²⁶⁴, ce fameux rhéteur perdit son père à l'âge de sept ans et fut placé, conformément au testament paternel, sous la tutelle de trois personnes qui dilapidèrent sa fortune par erreur de gestion ou par intention malhonnête. À l'âge adulte et désormais sérieusement appauvri, il devint l'élève d'Isée, le maître par excellence de l'éloquence judiciaire en Grèce, spécialisé dans les affaires de succession. Se sentant suffisamment formé, il intenta alors plusieurs procès contre ses tuteurs pour mauvaise gestion de sa fortune. Après plusieurs années de procédure, il parvint à recouvrer une partie de son héritage. À travers ce long et difficile combat judiciaire, Démosthène put définir ses intérêts en fonction de son tempérament belliqueux. Il décida d'étudier le droit attique, toujours auprès d'Isée, et d'apprendre l'art de la rhétorique pour devenir un rhéteur spécialisé dans l'éloquence judiciaire.

Dans l'Athènes de l'époque, il n'y avait pas d'école de droit. La notion d'avocat est inconnue et les plaideurs devaient se présenter seuls au tribunal pour défendre leur cause. C'est pour cette raison qu'on recourait à des professionnels appelés logographes²⁶⁵, qui, en contrepartie d'une rémunération, les guidaient secrètement dans leur défense. Ceux-ci rédigeaient soit des discours entiers que les plaideurs apprenaient par cœur, soit un plan avec les principaux éléments de leur plaidoirie. À défaut d'une science et d'une pensée juridique

264 - JAN WORTHINGTON, *Demosthenes of Athens and the Fall of Classical Greece*, Oxford University Press, Oxford 2013 ; H. J. WOLFF, « Demosthenes as Advocate: The Functions and Methods of Legal Consultants in Classical Athens », Edwin Carawan (éd.), *Oxford Readings in the Attic Orators*, Oxford University Press, Oxford/New York 2007, p. 91-115.

265 - Les *logographes*, dans leur majorité des rhéteurs, étaient les rédacteurs professionnels de discours judiciaires sur demande.

théorique telles qu'elles s'épanouiront à Rome à partir du II^e siècle avant J.-C., la logographie amorce le début d'une science juridique pratique. Les logographes athéniens étaient cependant loin de pratiquer ce que le monde contemporain associe à l'exercice de la profession d'avocat. Ils restaient en marge du procès, mais ils furent les premiers à offrir professionnellement une certaine forme d'assistance aux plaideurs. La logographie judiciaire a pu ainsi constituer une véritable profession juridique au point de pouvoir affirmer que la tradition de la profession d'avocat commence en fait avec les logographes. La rédaction des discours judiciaires exigeait de très riches connaissances juridiques ainsi qu'une forte capacité d'interprétation des lois, ce dont ils disposaient pleinement²⁶⁶.

En exerçant ce métier, Démosthène s'était aiguisé l'esprit grâce aux différents raisonnements juridiques auxquels il se livrait et avait très vite acquis toutes les qualités de la pensée juridique : ordre, précision et lucidité. On perçoit d'ailleurs cette structure juridique dans tous ses grands discours publics prononcés dès son immersion, vers l'âge de trente ans, dans la vie publique de sa cité. C'est surtout sa prise de position contre la politique macédonienne, notamment contre le roi Philippe, qui l'a rendu célèbre.

Dans la mesure où les discours politiques étaient toujours étroitement liés au contexte dans lequel ils étaient prononcés, il est nécessaire de retourner à la tribune de l'Assemblée d'Athènes et aux événements de cette période pour comprendre la position de Démosthène ainsi que le sens et la grandeur de ses discours²⁶⁷. Ainsi, dans une première partie nous examinons le cadre historique et les événements qui ont conduit à l'affrontement entre Athènes et la Macédoine. La seconde partie est consacrée aux efforts de Démosthène de convaincre les Athéniens à résister aux plans expansionnistes du roi Philippe.

I - Athènes face à la menace macédonienne

La cité d'Athènes au temps de Démosthène est totalement différente de la puissante Athènes de Périclès du V^e siècle. En effet, elle avait progressivement connu un important déclin en raison de plusieurs facteurs, et notamment de l'échec de la campagne de Sicile²⁶⁸. Athènes avait été confrontée à de nombreuses

266 - S. ADAM-MAGNISALI, *Rendre la justice à Athènes classique*, (en grec), Nomiki Bibliothiki Group, Athènes 2008, p. 180 s.

267 - M. H. HANSEN, *La démocratie Athénienne à l'époque de Démosthène*, Les Belles-lettres, Paris 1993.

268 - L'expédition de Sicile montée par Athènes en 415 avant J.-C. pour aider la cité sicilienne de Ségeste contre Sélinonte, soutenue par les Syracusains, s'inscrit dans la guerre du Péloponnèse. La défaite des Athéniens dans cette expédition était entière et a mené à la révolution oligarchique des Quatre Cents.

vicissitudes internes et financières et avait perdu plusieurs de ses cités alliées. Semblable situation régnait dans de nombreuses autres cités-États de la Grèce. Parmi ces cités, certaines avaient une position hégémonique, comme Athènes, tandis que d'autres subissaient une domination. Toutefois, chacune d'entre elles était libre à tout point de vue et disposait de son propre système politique ainsi que d'une autonomie sur le plan externe.

Au moment où les villes de la Grèce méridionale étaient en proie à ces problèmes, la Grèce du nord était quant à elle confrontée à une nouvelle présence et à une nouvelle force, celle du royaume de Macédoine²⁶⁹. Les Macédoniens étaient une tribu hellénique dont l'évolution au fil des siècles s'était intensifiée mais de manière différente. Certains Grecs, en raison de conditions géographiques et climatiques favorables, avaient très vite atteint un niveau élevé de civilisation, tandis que d'autres avaient enregistré un retard et n'avaient jamais pu connaître les grandes performances intellectuelles et artistiques de la Grèce méridionale et insulaire. Il y avait donc une tendance à distinguer les Macédoniens des Grecs du sud, au regard, notamment, de la différence de culture et de la maxime d'Isocrate, selon laquelle « étaient considérés comme Grecs seulement ceux qui participaient à l'éducation grecque »²⁷⁰. Il va de soi que jusqu'à l'époque de Philippe, seules la cour des souverains et une classe de nobles participaient à l'éducation grecque, tandis que la majorité du peuple de Macédoine avait un niveau de culture moins élevé que celui des Grecs du sud. Or, n'observe-t-on pas toujours dans une nation un échelonnement de la culture ? Ce qui importe, ce n'est pas le retard de certains mais c'est que ceux qui ont du retard et qui sont dotés de la même religion et de la même langue s'élèvent peu à peu vers la forme de culture des plus avancés. Même un siècle avant Philippe, les Macédoniens avaient constamment affirmé leur volonté d'être Grecs et de servir les valeurs de la civilisation grecque. C'est là que réside la principale caractéristique de leur grécité au même titre que leur participation aux jeux olympiques, en tant que Grecs, sous le règne d'Alexandre I^{er} au V^e siècle.

En s'efforçant de souligner le danger que représentait la politique de Philippe II pour les Athéniens, Démosthène se livre à quelques excès. Ainsi, dans un de ses discours, il attaque non seulement la politique des Macédoniens,

269 - J. WORTHINGTON, *Demosthenes...*, op. cit., p. 42-70; MILTIAD B. HATZPOULOS, *La Macédoine. Géographie historique - Langue - Cultes et croyances-Institutions*, de Boccard, Paris 2006 ; *Idem*, *Macedonian Institutions under the Kings, I, A Historical and Epigraphic Study*, ME ETH ATA 22, Centre de Recherches de l'Antiquité grecque et romaine, Fondation Nationale de la Recherche Scientifique, Diffusion de Boccard, Athènes 1996 ; N. G. L. HAMMOND, *A History of Macedonia*, vol. I-III, Oxford 1972-1988 ; *Idem*, *The Macedonian State*, Oxford 1989.

270 - ISOCRATE, *Panégryque*, 50.

mais aussi leur grécité, en parlant d'eux de façon très méprisante et en qualifiant Philippe de « barbare »²⁷¹. Il convient, toutefois, d'attribuer cette attitude à sa passion purement politique et à son intention de mettre l'accent sur des différences culturelles.

Philippe II²⁷², qui avait accédé au trône de Macédoine en 358/9 avant J.-C., à l'âge de vingt-quatre ans, avait tout de suite fait preuve de génie et d'ambition. Dix ans auparavant, lorsqu'il était encore très jeune, il avait été emprisonné à Thèbes où il avait passé quatre années dans le centre d'entraînement militaire le plus remarquable de la Grèce, un lieu dans lequel il avait appris certainement beaucoup de choses. Démosthène, qui vouait une passion pour sa ville, avait, au-delà de ses connaissances proprement juridiques, une riche éducation historique et politique. Ces compétences lui permirent de saisir d'emblée les intentions de Philippe et l'ambitieux projet que celui-ci caressait, à savoir devenir la puissance qui dominerait l'ensemble de la Grèce. Il craignait que si Philippe réalisait ses desseins, cela mettrait en cause non seulement la position hégémonique d'Athènes, mais également la liberté politique de cette cité. Les dirigeants des cités grecques n'avaient pas perçu ce danger à temps. Démosthène cherchait donc une occasion de dévoiler publiquement les véritables intentions de Philippe et de proposer la façon d'y faire face.

En Grèce du nord, il y avait beaucoup de cités alliées d'Athènes et des colonies de l'Eubée (Chalcis). Philippe envisageait de conquérir l'une après l'autre toutes ces cités afin d'avancer, par la suite, sans obstacles vers la Grèce du sud pour s'y implanter comme puissance dominante. Les Athéniens, qui entre-temps avaient perdu beaucoup de leurs cités alliées, n'avaient certes pas cessé de viser et de planifier la reconquête de leur force et la reconstitution de leurs alliances. Leur cible immédiate était l'ancienne colonie, Amphipolis²⁷³, qu'ils avaient fondée au V^e siècle (437 avant J.-C.) à l'embouchure du fleuve Strymon, entre la Macédoine et la Thrace, une région riche en or²⁷⁴ et en bois de qualité pour la construction navale. Amphipolis était donc une ville que tout le monde voulait conquérir. Elle avait été occupée par les Spartiates dans

271 - DÉMOSTHÈNE, *Troisième Philippique*, 31 : « Philippe qui n'est pas Grec, qu'aucun lien n'unit aux Grecs, Philippe qui n'est pas même un Barbare d'illustre origine, misérable Macédonien né dans un pays où l'on ne put jamais acheter un bon esclave ». Cela a conduit certains chercheurs contemporains vers d'autres conclusions, qui semblent erronées.

272 - P. CLOCHÉ, *Un fondateur d'empire : Philippe II roi de Macédoine*, Saint-Etienne, 1956; M. B. HATZOPOULOS - L. LOUKOPOULOU (éd.), *Philip of Macedon*, Athens, 1980-82; N. G. L. HAMMOND, *Philip of Macedon*, Duckworth, London 1995.

273 - V. les récentes (2014) fouilles à Amphipolis : www.youtube.com/watch?v=PhEu1Uux99Q

274 - Ce sont les mines d'argent et d'or du mont Pangée.

la guerre du Péloponnèse et les Athéniens n'avaient pas pu la reprendre. Ces derniers considéraient que s'ils pouvaient reprendre Amphipolis, ils pourraient reprendre le contrôle sur d'autres territoires²⁷⁵.

Philippe, qui, à l'origine, voulait éviter l'affrontement avec Athènes, même s'il percevait que la guerre était inévitable, n'avait pas cessé de frapper les alliés et les territoires qui avaient des relations vitales avec elle. Il avait ainsi commencé à occuper les villes de la Grèce du nord avant, en 357 avant J.-C., de conquérir Amphipolis pour laquelle il semblait avoir passé quelques accords et promesses secrètes avec les Athéniens, en particulier d'occuper Amphipolis pour leur compte s'ils lui rendaient une autre de leurs cités alliées, Pydna. Mais lorsque Philippe conquiert Amphipolis, il ne respecta pas ses promesses secrètes. Plus encore, il conquiert un an plus tard, à la fois Pydna et Potidée.

La conquête d'Amphipolis a ouvert pour Philippe la voie vers les mines d'argent du mont Pangée, ainsi que vers la Thrace et d'autres régions. Pour les Athéniens, elle a marqué une crise politique très grave du fait qu'il ne leur restait plus aucune cité alliée dans la région. Cette série de faits a constitué la première rencontre entre Philippe et Athènes et a marqué le début d'un état de guerre entre eux. Les Athéniens avaient bien compris que la Macédoine avait commencé à s'ingérer sans relâche dans les affaires des cités grecques, pratique très dangereuse. Le projet suivant de Philippe, en 352 avant J.-C., était d'avancer vers la Grèce du sud pour tenter de franchir le défilé des Thermopyles²⁷⁶. Cependant, les Athéniens y avaient envoyé des forces militaires importantes et purent l'arrêter. Ce fut d'ailleurs, peut-être, l'unique succès militaire d'Athènes dans ses affrontements avec Philippe.

II - La rhétorique vaine de Démosthène contre la politique expansionniste du roi Philippe

Les événements dramatiques que nous avons exposés nous aident à comprendre la position politique de Démosthène. C'est dans ce contexte qu'en 351 avant J.-C., Démosthène prononce à l'assemblée du peuple sa première Philippique contre la politique macédonienne. Le duel tragique entre le rhéteur athénien et le roi Philippe dura presque neuf ans et donna lieu à sept discours

275 - M. B. HATZOPOULOS, *Actes de vente d'Amphipolis*, Centre de Recherches de l'Antiquité grecque et romaine, Fondation Nationale de la Recherche Scientifique, MÉETH ATA 14, Diffusion de Boccard, Athènes 1991.

276 - Le défilé des Thermopyles est le fameux site où, en 480 avant J.-C., le roi de Sparte Leonidas avec ses hommes s'est battu contre la grande armée perse du roi Xerxes I^{er}.

politiques, dont les plus importants sont les trois Philippiques et les trois Olynthiennes. Aujourd'hui encore, le terme de « philippique » désigne une harangue hargneuse contre quelqu'un et le nom de Démosthène symbolise l'éloquence²⁷⁷.

Dans sa Première Philippique, Démosthène soutenait le besoin de promouvoir plus énergiquement la guerre dans l'Égée du nord. Mais, comme il a déjà été souligné, Athènes n'était plus la même ville au passé glorieux. Au V^e siècle, la puissance et la prospérité des cités antiques se fondaient sur le lien étroit entre la cité et le citoyen. Le déclin des cités commença vers 450 avant J.-C., suite à l'exaltation de l'individu. L'individu se trouvait dans une sorte d'ivresse de liberté qui n'était contrainte par aucune loi. Les souverains subissaient une désagrégation morale et les citoyens affichaient une indifférence à la chose publique, faisant preuve d'un jugement frivole, voire intéressé, déterminé par leurs intérêts personnels, souvent contraires à l'intérêt commun. Ils avaient cessé de se mobiliser eux-mêmes et avaient recours à une armée de mercenaires. Dans son discours, Démosthène avait également mis l'accent sur cette question des mercenaires étrangers auxquels Athènes avait recouru. Ces Athéniens du IV^e siècle étaient prêts à juger et à condamner quiconque proposait la suppression du théoricon²⁷⁸ par exemple, le paiement de nouveaux impôts et surtout la conscription des citoyens. Peut-être n'étaient-ils pas encore pleinement conscients du danger. Ou bien certains dirigeants ne voyaient pas d'autre issue que d'accepter l'hégémonie de Philippe et de se soumettre à sa volonté.

C'est à ces Athéniens indolents, indifférents et assoiffés de plaisirs uniquement matériels que s'adressait Démosthène qui croyait en leur possible renaissance. Usant de son talent d'orateur et de son éloquence, il s'efforça de remonter le moral de ses concitoyens, d'aiguiser leur sentiment national et de les inciter à se battre contre les Macédoniens. En dépit de la déchéance morale des Athéniens, la qualité de l'auditoire à l'Assemblée du Peuple demeurait élevée et cela obligeait Démosthène, pour gagner à sa cause ces juges sévères du Bien, à prononcer des discours qui constituent jusqu'à nos jours les exemples les plus parfaits de la rhétorique qui furent jamais créés par l'homme. Démosthène restait convaincu qu'Athènes avait encore un potentiel latent important qu'il fallait ranimer. Par contre, son adversaire politique, Eubule, avait préféré améliorer

277 - Un autre grand orateur de l'Antiquité, Cicéron, qui admirait Démosthène, trois siècles plus tard, lui rendait un hommage posthume baptisant « philippiques » ses propres diatribes contre Marc-Antoine.

278 - Le *théoricon* était une indemnité pour assister aux représentations théâtrales.

les finances, lourdement grevées, de la ville en stimulant le commerce et en empêchant les expéditions guerrières coûteuses²⁷⁹.

Le résultat de la première Philippique fut négligeable. L'assemblée du peuple avait approuvé les propositions de Démosthène, mais sans les mettre en œuvre. Il en fut de même pour les Olynthiennes, discours prononcés deux années plus tard et à la suite desquels aucun changement sensible ne fut constaté à Athènes. Rien ne semblait pouvoir arrêter la République athénienne sur la pente du déclin. Celui-ci n'est pas sans évoquer la décadence de nombreuses démocraties européennes contemporaines. On y constate la même déchéance des valeurs et des idées, la même confusion, la même discordance ainsi que la même effervescence passive.

L'événement important suivant fut la conquête par Philippe, en 349 avant J.-C., d'une cité également puissante et riche de la Chalcidique, Olynthe²⁸⁰. Quand le roi macédonien lança son offensive contre Olynthe, les Olynthiens demandèrent l'aide des Athéniens. Trois discussions eurent lieu à ce sujet à l'assemblée du peuple, dans le cadre desquelles Démosthène prononça ses trois Olynthiennes. Il y soutenait que si les Athéniens ne saisissaient pas cette occasion d'arrêter Philippe et le laissaient envahir Olynthe, le tour de l'Attique viendrait très vite. Il leur rappelait la futilité et la négligence dont ils avaient déjà fait preuve dans le cas d'Amphipolis et d'autres cités qui avaient été conquises par Philippe. Démosthène considérait toujours qu'il fallait frapper Philippe au nord et non pas en Attique. Une approche juste ou erronée ? On ne saurait dire.

Suite aux appels à l'aide pressants des Olynthiens, les Athéniens avaient voté pour l'envoi d'un contingent. On dit que chaque expédition était envoyée, après que Démosthène eût prononcé une Olynthienne. Sauf qu'aucune expédition n'était arrivée au moment voulu. La dernière, un contingent important d'hoplites et de cavaliers, avait beaucoup tardé en raison d'une intempérie et l'offensive macédonienne n'avait pas pu être écartée. À la fin de l'été 348 avant J.-C., Olynthe était tombée aux mains des Macédoniens et avait subi un traitement particulièrement sévère. En effet, elle fut entièrement rasée et ne fut plus jamais habitée.

Philippe était désormais prêt à transférer la guerre dans le sud de la Grèce. Après la destruction d'Olynthe, il y eut des négociations entre Athènes et la Macédoine, qui aboutirent, à la paix de 346 avant J.-C., connue sous le nom

279 - Grâce à la politique d'Eubule, les finances d'Athènes s'améliorèrent, mais la cité fut conduite à une déchéance morale.

280 - Olynthe était le siège d'une union fédérale de trente-deux cités.

Paix de Philocrate. Bien que Démosthène eût un rôle actif dans ce traité, il avait constaté par la suite qu'Athènes avait été trompée et que les perspectives de liberté des cités grecques étaient très minces. Sous ce prétexte de la paix, Philippe continuait de s'ingérer sans cesse dans les affaires des cités grecques et d'aider secrètement quiconque lui apportait son soutien. Ainsi, dans la troisième Philippique, prononcée en 341 avant J.-C., le réquisitoire de Démosthène fut virulent. La paix dura très peu, jusqu'en 340 avant J.-C. Sous un prétexte quelconque, Philippe déclara alors la guerre aux les Athéniens.

Puisque Philippe ne pouvait pas passer au sud tant que les alliés gardaient le passage des Thermopyles, il avait trouvé une issue alternative depuis la Phocide. La nouvelle jeta le désespoir parmi les Athéniens. À ce moment crucial, Démosthène proposa et obtint la conclusion d'une coalition avec les Thébains. Dès lors, l'armée d'Athènes unie à celle de Thèbes, aux frontières de la Phocide, s'engagea dans la bataille qui était destinée à décider le sort de la Grèce. Durant cette fameuse bataille de Chéronée, une armée de coalisés, composée notamment des cités de Corinthe, d'Achaïe ou encore de Mégare, affronta Philippe. Alexandre, le fils de Philippe, âgé de dix-huit ans, prit également part à cette offensive. À la tombée du jour, à la fin du mois d'août 338 avant J.-C., la Grèce tout entière se trouvait à la merci de Philippe.

Celui-ci parvint finalement à dominer toute la Grèce. Ce succès tenait, d'une part, au fait qu'il était le souverain d'un riche État avec une population importante, avec lequel toutes les cités grecques réunies avaient du mal à rivaliser et, d'autre part, en raison de son génie militaire et politique. De telles qualités lui avaient permis de tirer parti des antagonismes entre les cités grecques et, s'alliant tantôt avec l'une tantôt avec l'autre, il ne leur avait jamais permis de s'unir et de l'attaquer. Après la bataille, Philippe punit sévèrement les Thébains, mais fut magnanime envers les Athéniens. Il libéra quelque deux mille prisonniers, sans rançon et sans négociations. Il voulait utiliser les Athéniens et non pas les anéantir. Son objectif était certes de dominer toute la Grèce, mais il avait besoin des Athéniens pour leur puissance navale et les projets ambitieux qu'il avait contre les Perses, projets qui étaient alors encore incertains, mais qui furent confirmés par la suite. Quant à Philippe, il ne put les réaliser, car il mourut entre-temps. Finalement, ce fut son fils, Alexandre le Grand, qui parvint à mettre en œuvre ce projet d'envergure.

Il est à noter que Démosthène, malgré la défaite à Chéronée, conserva du respect de la part des Athéniens qui lui ont confié, en hommage à sa personnalité,

l'oraison funèbre prononcée à Athènes en l'honneur de ceux tombés sur le champ de bataille²⁸¹.

Je termine en citant quelques passages de la Première Philippique²⁸², pour donner à voir l'argumentation du rhéteur et sa capacité à convaincre le peuple et de gagner leur pensée avec la logique et leurs âmes avec l'émotion et la passion. Il commence par montrer à ses concitoyens que la situation n'est mauvaise qu'en raison de leur inactivité, et qu'inversement un sursaut d'énergie peut renverser les choses.

« Premièrement donc, Athéniens, ne vous découragez point quelque mauvais que paraisse votre état présent. Car de la même cause qui vous a perdus, on doit en tirer des motifs d'espérance. Que veux-je dire ? Que si vous êtes dans une situation fâcheuse, c'est uniquement parce que vous n'avez pas fait ce que vous deviez. Vous auriez sujet de ne rien espérer ; s'il était bien vrai que, pour prévenir vos disgrâces, vous eussiez fait en vain tous vos efforts. »

« Aujourd'hui, et vous qui l'avez entendu conter, et vous qui l'avez vu de vos yeux, ressouvenez-vous de ce haut degré où Lacédémone avait porté sa puissance, il n'y a pas longtemps, et avec quel courage, avec quel soin de votre honneur, vous sûtes, les armes à la main, la contenir dans les bornes de la justice. Pourquoi en rappeler la mémoire ? Pour vous montrer, Athéniens, pour vous faire bien sentir que la vigilance peut vous mettre au-dessus de tout danger mais que l'inaction vous perdra toujours. Vous avez ici un exemple de l'un et de l'autre : de ce que fait la vigilance, puisqu'alors elle vous rendit supérieurs, aux plus grandes forces des Lacédémoniens : de ce que fait l'inaction, puisqu'aujourd'hui elle donne lieu à d'insolents procédés, qui vous causent de vives alarmes. »

« Philippe, dira-t-on, à la tête d'une armée nombreuse, et après nous avoir enlevé tant de places, n'est pas facile à vaincre. Je le sais, Athéniens, mais aussi n'oublions pas que nous fûmes autrefois les maîtres, et de Pydna, et de Potidée, et de Méthone, et de toutes les contrées voisines. Il a été un temps, ne l'oublions point, que la plupart des peuples qui sont présentement livrés à Philippe, et qui étaient autrefois indépendants, furent moins jaloux de son amitié que de la nôtre. »

« Dans ce temps-là s'il eût craint, se voyant sans alliés, de se commettre avec une république maîtresse alors des places qui commandent ses frontières, il n'eût tenté aucune des entreprises qu'il a finies, et certainement sa puissance

281 - DÉMOSTHÈNE (60), *Építaphe*.

282 - DÉMOSTHÈNE, *Première Philippique*, 2-10. Traduction par M. l'abbé d'Olivet.

ne fut pas allée où nous la voyons. Mais toutes ces places, il les regarda comme autant de prix exposés à la vue des combattants, et destinés au vainqueur. Il savait que, selon le cours ordinaire de la nature, les absents sont dépouillés par les présents ; et ceux qui manquent d'attention, par ceux qui ne craignent ni travaux ni périls. »

« De-là ses grands progrès. Il a tout conquis, ou ce qu'il n'a point conquis, il l'a eu à titre d'alliance ; car on embrasse toujours le parti où l'on voit le plus de force, et le plus d'activité. »

« Vous donc, Athéniens, si dès aujourd'hui, puisque vous ne l'avez pas fait plus tôt, vous raisonnez de même que Philippe ; si chacun de vous, dans le besoin présent, veut concourir au bien public de bonne foi, et autant qu'il le peut, les riches en contribuant de leurs deniers, les jeunes en prenant les armes ; et pour tout dire en un mot, si chacun veut agir comme pour soi, et ne plus espérer que, pendant qu'il se tiendra oisif, d'autres agiront : bientôt avec l'aide des Dieux, et vous réparerez des pertes qui ne sauraient être imputées qu'à votre négligence, et vous serez vengés de Philippe. »

« Car ne vous figurez pas que sa félicité soit immuable, comme celle d'un dieu. Il y a des gens qui le haïssent, il y en a qui le craignent, il y en a qui lui portent envie, même parmi ceux qui lui paraissent le plus dévoués. En effet, vous ne devez pas supposer que ceux qui l'environnent, soient exempts de passions humaines. Mais, parce qu'ils ne se sentent pas soutenus, ils n'éclatent point, et l'on ne doit s'en prendre qu'à cette lenteur, qu'à cette mollesse, dont je vous dis qu'il faut aujourd'hui même vous corriger. »

« Voyez, Athéniens, où est montée l'arrogance de Philippe. Cet homme ne vous donne point à choisir entre la paix ou la guerre ; il vous menace, et même, dit-on, avec une hauteur outrageante ; son avidité n'est point encore assouvie de tout ce qu'il a conquis : il avance toujours, et pendant que vous temporez nonchalamment, il vous enveloppe de tous côtés. »

« Quand donc vous porterez-vous à votre devoir ? Attendez-vous quelque événement ? Voulez-vous que la nécessité vous y force ? Mais, Athéniens, quelle autre idée vous faites-vous de ce qui se passe ? Pour des hommes libres, je ne connais point de plus pressante nécessité, que celle d'effacer l'ignominie, dont eux-mêmes ils se sont couverts... »

Cicéron : un avocat en temps de guerres civiles

Laurent Reverso
Professeur
Université de Toulon

Aborder le thème de la conduite pratique et intellectuelle d'un avocat tel que Cicéron aux temps des guerres civiles ayant marqué le dernier siècle de la République romaine revient à poser la question plus générale du rapport entre théorie et pratique de la politique. Jean-Jacques Rousseau avait résolu la question de façon radicale en séparant strictement les deux : « On me demandera si je suis prince ou législateur pour écrire sur la politique. Je réponds que non, et que c'est pour cela que j'écris sur la politique. Si j'étais prince ou législateur, je ne perdrais pas mon temps à dire ce qu'il faut faire ; je le ferais, ou je me tairais »²⁸³.

Par cette séparation abrupte, Rousseau s'exposait toutefois à la critique réaliste de la politique telle que l'a formulée de façon percutante Julien Freund : « C'est enfin au niveau des objectifs que l'on manifeste sa compétence politique [...]. Chaque diplômé se prend pour un véritable pédagogue (heureuse illusion !), mais il n'est bon professeur et bon éducateur que devant ses élèves. Être un théoricien de l'économie politique est une chose, diriger avec efficacité et autorité une entreprise en est une autre. Il en est de même en politique. Ce n'est pas en échafaudant les points d'un programme qu'on manifeste ses capacités d'homme politique. L'aspiration à la liberté, à la paix, à l'égalité n'est ni un signe ni un critère de compétence. Que d'échecs qui portaient de bonnes intentions ! [...] La compétence se mesure à la sagacité, à l'habileté et à l'intelligence dans le maniement des moyens matériels, ou dans la prévision des conséquences et non à la sublimité des fins. Nous constatons une fois de plus qu'on ne réussit ni n'échoue politiquement qu'au niveau des objectifs »²⁸⁴.

283 - Jean-Jacques Rousseau, *Contrat social ou principes du droit politique*, Livre I, Préambule, Paris, [Classiques Garnier], Bordas, [1762], 1989, pp. 249-250.

284 - Julien Freund, *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965, pp. 682-683.

En ce qui concerne le rapport entre la pensée politique de Cicéron et son action, l'ambition même consistant à vouloir allier et concilier théorie et pratique est la cible des critiques de cet auteur, et ce depuis l'Antiquité²⁸⁵. La thèse, synthétiquement, est la suivante : Cicéron mettrait en scène a posteriori dans ses propres ouvrages théoriques son action politique, tout autre que désintéressée dans la réalité. En plus d'être un lâche, Cicéron serait donc un arriviste politique, ses ouvrages ne pouvant être étudiés pour leur valeur intrinsèque (les ouvrages d'un arriviste n'ayant par définition aucune valeur intrinsèque). En somme il n'aurait pas de véritable pensée politique ; celle-ci serait instrumentale, au service de la légitimation d'une action politique. Il s'agit là sans doute du cœur de la problématique cicéronienne et du rejet parfois largement excessif que peut inspirer cet auteur : la concomitance extrêmement rare entre une pensée politique, juridique et philosophique de très haut niveau et une action politique de tout premier plan puisqu'en termes un peu anachroniques, Cicéron a été un chef d'État, et même le chef de l'État le plus puissant de son époque, consul de la République romaine²⁸⁶.

La particularité de Cicéron est d'avoir voulu défendre la liberté, en temps de crise aiguë, en temps de guerres civiles : il l'a fait au péril de sa vie ce qui donne tout de même une certaine force à son œuvre et à son action. À rebours de toutes les appréciations négatives sur l'œuvre de Cicéron, il nous faut donc au contraire en souligner l'extrême cohérence interne, et sa totale conformité avec l'action politique concrète de l'avocat d'Arpinum. Cicéron, en effet, sur le plan philosophique est un éclectique, un probabiliste, autrement dit un adversaire du dogmatisme. La valeur intrinsèque de l'éclectisme cicéronien, contre les critiques de ceux qui n'admettent pas l'éclectisme en soi et contre ceux qui soutiennent que ce courant philosophique n'est que confusion, doit donc être, sur le plan méthodologique, correctement étudiée pour elle-même²⁸⁷. En d'autres termes, il n'est pas correct sur le plan de la méthode d'évaluer d'un point de vue autre que l'éclectisme, une pensée philosophique, politique et juridique fondamentalement réaliste. Autre chose est de critiquer la personnalité de Cicéron, dont on comprend parfaitement qu'elle puisse déplaire.

La méthode cicéronienne découle donc de son refus philosophique du dogmatisme et débouche logiquement sur la confrontation des différentes

285 - De nos jours au contraire, la valeur de la pensée et de l'action de l'Arpinate sont réévalués, y compris en montrant leur cohérence. Par exemple, Philippe Rousselot, « Les conditions du langage politique : le point de vue de Cicéron », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 3-1996, pp. 233 et ss.

286 - Pierre Grimal, « À la recherche du "vrai" Cicéron », *Vita Latina*, 127-1992, p. 5.

287 - Alain Michel, « À propos du souverain bien : Cicéron et le dialogue des écoles philosophiques », *Hommages à Marcel Renard I.*, Bruxelles, Latomus, 1969, p. 610-621.

théories philosophiques. Il s'agit d'une méthode conciliatrice, probabiliste, reposant sur un scepticisme méthodologique, qui a été déconsidérée sans doute par la christianisation du monde antique, en particulier sa condamnation par saint Augustin²⁸⁸. Cela rend ce mode de raisonnement difficile à appréhender tant la compréhension de la notion même de vérité a changé depuis lors²⁸⁹. D'où par exemple le contresens consistant à apprécier son action et sa pensée en fonction de critères politiques actuels : ayant tenté de maintenir une voie médiane, loin de toute extrémité, Cicéron passe pour un « centriste », ce qui est pour le moins anachronique²⁹⁰.

Ce qui est au contraire remarquable, c'est la constance avec laquelle Cicéron a mis en œuvre dans ses ouvrages théoriques comme dans ses plaidoiries qui ont pour la plupart une résonance politique très forte, sa pensée politique conciliatrice et éclectique au service de la République romaine, de son unité dans la diversité de sa concordia. La voie politique de Cicéron, faite de recherche de

288 - La condamnation du scepticisme se trouve dans *La cité de Dieu*, 19, 18 et dans *Contre les académiciens*, notamment 1, 3 ; 3, 7-8 & 3, 18, qui est une attaque contre les *Academica* de Cicéron et la tradition sceptique en général : Frédéric Gabriel, « Positions du scepticisme chrétien », *Les études philosophiques*, 85-2008/2, pp. 138-139 ; Stéphane Marchand, « Les *Academica* dans le *Contra Academicos* : détournement et usage du scepticisme académicien par Saint Augustin », *Astérion*, 2013-11. Il faut néanmoins signaler que le scepticisme de Cicéron a tout de même été reçu dans la pensée chrétienne, notamment chez Jean de Salisbury, mais dans le contexte de sa dépréciation par saint Augustin : Christophe Grellard, « La seconde acculturation chrétienne de Cicéron : la réception des *Académiques* du IX^e au XII^e siècle », *Astérion*, 2013-11. Sur le probabilisme cicéronien : Carlos Lévy, *Cicero academicus. Recherches sur les Académiques et sur la philosophie cicéronienne*, Rome, École Française de Rome, pp. 245-300 ; plus spécifiquement sur le probabilisme cicéronien comme fruit d'une traduction latine de concepts grecs : Carlos Lévy, « Cicéron créateur du vocabulaire latin de la connaissance : essai de synthèse », *La langue latine, langue de la philosophie*, Actes du colloque de Rome (17-19 mai 1990), Rome, École française de Rome, 1992, pp. 104-106.

289 - À ce propos, Jean Beaujeu, « Les constantes religieuses du scepticisme », *Hommages à Marcel Renard II.*, Bruxelles, Latomus, 1969, p. 61-73. À vrai dire, parler de christianisation comme facteur exclusif de la déconsidération de l'éclectisme et du scepticisme est un peu réducteur. Mieux vaudrait sans doute parler de l'influence du christianisme antique qui est en effet radicalement anti-éclectique et anti-sceptique, et de l'influence tout aussi déterminante de la pensée philosophique matérialiste du XVIII^e siècle qui a mis fin à l'éclectisme de fait de l'Ancien Régime. On peut en voir une illustration éclairante en matière juridique dans le personnage de Beccaria qui critiquait radicalement l'« irrationalité » du système de l'Ancien Régime, qui pouvait à la fois affirmer respecter la loi et reconnaître le rôle créateur de la jurisprudence. Or, il n'y a pas, aux yeux des juristes anciens, de contradiction à juger « selon les lois » et en même temps selon leur conscience, selon un principe supérieur qu'est la justice : Jean-Marie Carbasse, « Le juge entre la loi et la justice : approches médiévales », *La conscience du juge dans la tradition juridique européenne*, Jean-Marie Carbasse et Laurence Depambour-Tarride (dir.), Paris, Puf, 1999, pp. 68-69.

290 - Cet anachronisme était déjà mis en évidence par Gaston Boissier, *Cicéron et ses amis. Étude sur la société romaine du temps de César*, Paris, Librairie Hachette, 1921, pp. 25-27.

l'harmonie, de la concordia ordinum au bénéfice de l'ordre républicain se veut une voie du juste milieu²⁹¹.

La vision cicéronienne de la politique s'inscrit dans une reconstruction de l'histoire constitutionnelle romaine, développée dans deux ouvrages de théorie politique, le *De republica* (-54) et le *De legibus* (-52). Cette vision est celle d'un développement progressif aboutissant à un résultat équilibré et harmonieux, ce qui n'exclut pas la lutte entre populares et optimates pour arriver à un tel résultat. Nul besoin, selon Cicéron, de chercher dans le monde des idées la perfection constitutionnelle alors que cette perfection est déjà présente dans la réalité de la constitution romaine, résultant d'une évolution historique. Cicéron le dit clairement à plusieurs reprises : la constitution romaine n'est pas le fruit du génie d'un seul législateur comme c'est le cas d'un certain nombre de cités grecques²⁹² mais le fruit progressif du génie des meilleurs des Romains²⁹³.

Ainsi, après la constitution de Romulus (constitutio Romuli) restée en vigueur pendant près de deux cent quarante ans, c'est le sénat qui exerça l'essentiel des pouvoirs du fait que les consuls n'avaient qu'un pouvoir annuel et du fait également que les décisions des comices populaires devaient être ratifiées par le sénat²⁹⁴. Néanmoins, seul un équilibre constitutionnel reposant sur le bon dosage de la potestas des magistrats, de l'auctoritas du conseil des grands et de la libertas du peuple peut apporter la stabilité à la République. C'est ce qui explique l'accroissement ultérieur des pouvoirs du peuple à la suite de sécession

291 - Viktor Pöschl, « Quelques principes fondamentaux de la politique de Cicéron », *CRAI*, 2-1987, p. 340-341 & 344-346.

292 - Ce qui n'empêche pas Cicéron de considérer Solon et ses réformes comme des modèles : *De officiis*, 1, 22, 75. En cela, Cicéron démontre que la séparation rigide entre platonisme et aristotélisme est artificielle ou plutôt qu'elle ne correspond pas à ce que les Anciens pensaient.

293 - *De republica*, 2, 1, 2 : « Nostra autem res publica non unius esset ingenio sed multorum, nec una hominis vita sed aliquot constituta saeculis et aetatibus ». Même idée dans 2, 21, 37 : « Nunc fit illud Catonis certius, nec temporis unius nec hominis esse constitutionem <nostrae> rei publicae ; perspicuum est enim, quanta in singulos reges rerum bonarum et utilium fiat accessio. Sed sequitur is qui mihi videtur ex-omnibus in re publica vidisse plurimum » ; « Tout ce que tu nous dis porte bien la vérité de ce mot de Caton : que la constitution de notre république n'est l'œuvre ni d'un seul âge ni d'un seul homme ; nous voyons combien chaque roi fonde d'établissements nouveaux, tous utiles à la république ».

294 - *De republica*, 2, 32, 56.

sur le Mont-Sacré, puis sur l'Aventin²⁹⁵. C'est ce qui explique également la rédaction de la loi des XII tables²⁹⁶. Il était dans la « nature des choses » que le peuple libéré des rois revendique davantage de droits²⁹⁷.

Il faut donc souligner un fait fondamental dont Cicéron a bien conscience : la formation progressive de la constitution romaine s'est faite au moyen de la lutte entre la plèbe et les patriciens, les populares et les optimates. Cette lutte a été néanmoins dépassée par la concordia finale. La guerre civile permanente est donc bien un facteur de construction du pouvoir politique, que les Romains ont voulu stabiliser et pacifier²⁹⁸. Cette description est aussi le programme politique de Cicéron pour son temps.

Dans la Rome de la fin de la République, comme autrefois à Athènes, la stabilité des institutions et des pouvoirs est un des problèmes politico-juridiques les plus saillants. On comprend alors la méfiance chronique, justifiée du point de vue civique, à l'égard de tout pouvoir personnel débordant des cadres constitutionnels traditionnels²⁹⁹. Ainsi, l'analyse de la situation politique romaine en termes de partis politiques -populaires contre optimates- et la vision qui consiste à considérer la pensée des optimates, notamment celle de Cicéron, comme une instrumentalisation aristocratique au service d'intérêts

295 - *De republica*, 2, 33, 57 : « Nisi aequabilis haec in civitate compensatio sit et iuris et officii et muneris, ut et potestatis satis in magistratibus et auctoritatis in principum consilio et libertatis in populo sit, non posse hunc incommutabilem rei publicae conservari statum » ; « Si dans une Cité la constitution n'a pas réparti avec une juste mesure les droits, les fonctions et les devoirs, de telle sorte que les magistrats aient assez de pouvoir, le conseil des grands assez d'autorité, et le peuple assez de liberté, on ne peut s'attendre à ce que l'ordre de la république soit immuable » ; Alain Michel, *Histoire des doctrines politiques à Rome*, Paris, Puf, QSJE, 1971, p. 40.

296 - *De republica*, 2, 36-37, 61-62.

297 - *De republica*, 2, 33, 57 : « Sed id quod fieri natura rerum ipsa cogeat, ut plusculum sibi iuris populus adscisceret liberatus a regibus » ; « Mais il était dans la nature des choses que le peuple libéré des rois revendique des droits plus étendus ».

298 - Sur le rôle de la guerre civile permanente comme « matrice de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les stratégies du pouvoir », Michel Foucault, *La société punitive. Cours au Collège de France. 1972-1973*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, 2013, pp. 14-15 & 26-34. Sur la question particulière de la lutte entre patriciens et plébéiens dans la formation de la constitution républicaine : Pierangelo Catalano, « Sopra l'origine della plebe », *Consortium omnis vitae. Lettere per Rosanna*, Napoli, Jovene, 2009, p. 18 ; Jean-Claude Richard, *Les origines de la plèbe romaine. Essai sur la formation du dualisme patricio-plébéien*, Rome, EFR, 1978, pp. 433 et ss.

299 - Significatif à cet égard est l'emploi de l'expression « consuetudo maiorum » dans un contexte explicitement politico-juridique ; *De amicitia*, 12, 40 : « Et, à ce propos, Fannius et Scévola, je vous dirai que nous sommes dans une situation qui nous oblige à chercher à prévoir de loin les malheurs menaçant la république. Avant nous déjà, il y a eu fléchissement dans les mœurs et l'on s'est écarté de la coutume des ancêtres » ; « Etenim eo loco, Fanni et Scaeuola, locati sumus ut nos longe prospicere oporteat futuros casus rei publicae. Deflexit iam aliquantum de spatio curriculoque consuetudo maiorum ».

de classe de la constitution romaine, ne tient pas totalement³⁰⁰. Les risques de pouvoir personnel et de tyrannie n'étaient pas de pures spéculations visant à effrayer le peuple et à le maintenir dans la dépendance idéologique donc politique de l'aristocratie et des chevaliers. Si Cicéron retient que les Gracques³⁰¹, puis Sylla³⁰² et enfin César³⁰³ ont aspiré au pouvoir personnel ce n'est évidemment pas sans raison, et l'histoire de Rome après son assassinat ne viendra certes pas le contredire ! La méfiance à l'égard du pouvoir personnel caractéristique du « parti » aristocratique à partir des Gracques est donc une nécessité constitutionnelle et d'une logique politique irrépressible, tout autant certainement que le fruit d'un calcul propre à assurer la permanence des intérêts de classe des possédants³⁰⁴.

Cicéron, comme cela a déjà été noté, n'est pas le premier à avoir pris conscience de la gravité de la crise de la République, mais il est un des premiers à avoir pris conscience de l'ampleur de la tâche et à avoir élaboré un programme complet de redressement³⁰⁵. Face à la crise profonde de la République qui débouche sur une guerre civile tantôt larvée, tantôt ouverte³⁰⁶, Cicéron élabore donc dans ses ouvrages une théorie des circonstances exceptionnelles et du recours à l'art oratoire d'hommes exceptionnels (I.). Dans ses plaidoiries, comme le Pro Sestio et le Pro Ligario, l'avocat illustre concrètement ces théories (II.).

I - La théorie des circonstances exceptionnelles et du recours à l'art oratoire d'hommes exceptionnels

Pour Cicéron, le salut de Rome passe toujours avant le respect du pouvoir populaire. C'est ce qui explique que l'on trouve chez lui une théorie des

circonstances exceptionnelles liée à la figure du princeps puisqu'en temps de crise, le peuple doit être guidé. Toutefois, l'originalité de Cicéron est de théoriser le salut de la République romaine à partir des qualités de ses guides naturels, les principes, et notamment l'art oratoire.

La théorie des circonstances exceptionnelles et le princeps

L'idée de la possibilité d'une crise profonde des institutions de la Cité est présente dans l'ensemble de la pensée antique, de Platon et Aristote à Cicéron, même si les conclusions sont divergentes³⁰⁷. On trouve en particulier chez Cicéron ce que l'on pourrait appeler une théorie des « circonstances exceptionnelles ». Selon lui, en effet, après l'expulsion du dernier roi, le peuple, s'abandonnant à l'ivresse de la liberté, imagine que tout dans les affaires publiques doit dépendre de lui³⁰⁸. Il ajoute : « C'est ainsi dans la paix et au repos : on peut s'abandonner quand on n'a rien à craindre ; on le fait sur un navire et souvent aussi dans une maladie légère. Mais quand la mer devient houleuse, quand la maladie s'aggrave, navigateurs et malades réclament le secours d'un seul ; de même chez nous, le peuple, en temps de paix et dans Rome, commande aux magistrats eux-mêmes, use de la menace, de la récusation, de la citation, de l'appel aux comices ; dans la guerre il obéit comme on obéit à un roi ; le salut importe plus que la satisfaction de l'appétit »³⁰⁹.

Par ailleurs, la formule bien connue selon laquelle « le salut du peuple est la loi suprême » vient corroborer l'idée selon laquelle, il existe bien dans l'analyse de la constitution de la République romaine par Cicéron une notion se rapprochant de ce que l'on nomme aujourd'hui la théorie des « circonstances exceptionnelles »³¹⁰.

Bien qu'il doive s'incliner devant les impératifs de la survie de Rome, pour Cicéron le peuple a un rôle politique et juridique précis, qui est modéré même

300 - Francesco de Martino, *Storia della costituzione romana III*, Napoli, Jovene, 1961, pp. 112-125.

301 - *De amicitia*, 12, 41 : Tibérius Gracchus y est accusé d'avoir voulu devenir roi et d'avoir d'ailleurs régné quelques mois.

302 - *De lege agraria*, 1, 7 & 22, 29. Le régime de Sylla y est qualifié de *dominatio* et les excès de son pouvoir y sont liés à sa tendance à la dilapidation des biens publics.

303 - Pierre Grimal, *Cicéron*, Paris, Fayard, 1986, pp. 324-325.

304 - Francesco de Martino, *Storia della costituzione romana III*, op. cit., p. 122.

305 - Claude Moatti, « Tradition et raison chez Cicéron : l'émergence de la rationalité politique à la fin de la République romaine », *MEFRA*, 100-1988/1, p. 386 ; Alain Michel, « Cicéron et la crise de la République romaine », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 2-1990, pp. 155-162.

306 - On adoptera donc ici une définition volontairement assez large de la notion de guerre civile, que l'on considérera être déclenchée dès lors que les violences politiques sont systématiques ou du moins très fréquentes. Au sens strict, en suivant Paul Jal, *La guerre civile à Rome. Étude littéraire et morale*, Paris, PUF, 1963, p. 7, les guerres civiles devraient être définies comme « les conflits ouverts entre généraux luttant à la tête d'armées entièrement et (sur le plan militaire, du moins) « normalement » constituées ».

307 - François Saint-Bonnet, *L'état d'exception*, Paris, PUF, 2001, p. 45.

308 - *De republica*, 1, 40, 62.

309 - *De republica*, 1, 40, 63 : « Est uero inquit Scipio in pace et otio -licet enim lasciuire, dum nihil metuas- ut in naui ac saepe etiam in morbo leui. sed ut ille qui nauigat, cum subito so mare coepit horrescere, et ille aeger ingrauescente morbo unius opem inplorat, sic noster populus in pace et domi imperat et ipsis magistratibus, minatur, recusat, appellat, prouocat, in bello sic paret ut regi ; ualet enim salus plus quam libido ».

310 - La formule est dans Cicéron, *De legibus*, 3, 3, 8 : « Salus populi suprema lex esto ». En effet, ce passage se situe dans la partie de l'ouvrage dans laquelle l'Arpinate expose les magistratures républicaines, tribuns, édiles, préteurs, consuls, censeurs, dictateur et maître de cavalerie. La question de la dictature est traitée par François Saint-Bonnet, *L'état d'exception*, op. cit., pp. 43-77.

s'il est central dans la constitution romaine : « Vous dont l'influence réside dans les suffrages, la liberté dans les lois, les honneurs dans les tribunaux et dans l'équité des magistrats, les patrimoines familiaux dans la paix, vous devez absolument vous appliquer à maintenir le repos public »³¹¹.

Ce peuple, dans les temps troublés qui sont ceux de la guerre civile quasi permanente que connaît Rome à la fin de la République, doit être guidé. Cicéron, en maître authentique de l'art oratoire, dresse d'abord l'anti portrait du tyran, pour ensuite faire celui du princeps digne de conduire la cité.

Dans le Paradoxe des stoïciens, écrit la même année que Brutus et l'Orator (-46), Cicéron donne sans doute la clé de sa pensée concernant le pouvoir personnel en dressant le portrait d'un imperator esclave de ses passions et qui par voie de conséquence ne saurait être libre, encore moins digne de commander³¹². Le philosophe rejoint ici à la fois le penseur et l'acteur politique en considérant la tyrannie comme un cercle vicieux dont le tyran est la première victime, dans une ligne de pensée remontant notamment à Xénophon³¹³.

La liberté de Cicéron est la liberté au sens philosophique, la liberté intérieure qui peut rassembler aussi bien les épicuriens que les stoïciens en ce qu'elle implique une libération des passions et des appétits sensuels, de la cupiditas gloriae et imperii, de l'ira, de l'avaritia. Une liberté de l'âme caractérisée par la domination de la raison sur les passions car -suivant en cela Platon- Cicéron

311 - *De lege agraria*, 2, 37, 102 : « Vos, quorum gratia in suffragiis consistit, libertas in legibus, ius in iudiciis et aequitate magistratuum, res familiaris in pace, omni ratione otium retinere debetis ».

312 - *Paradoxa stoicorum*, 5, 33 : « On peut bien en vérité louer un *imperator*, on peut lui donner ce nom, on peut même penser qu'il en est digne; comment pourra-t-il commander à un homme libre s'il ne peut commander à ses passions? Qu'il commence par refréner ses appétits sensuels, rejeter ses plaisirs, contenir sa tendance à la colère et refouler toutes les autres souillures de son âme; il pourra ensuite commander aux autres, après avoir cessé de subir l'influence de ces maîtres si malhonnêtes, l'ignominie et l'indignité; tant qu'il leur obéira, non seulement il ne sera pas général, mais en aucun cas il ne pourra être considéré comme un homme libre »; « Laudetur vero hic imperator aut etiam appelletur aut hoc nomine dignus putetur! Quo modo aut cui tandem hic libero imperabit, qui non potest cupiditatibus suis imperare? Refrenet primum libidines, spernat voluptates, iracundiam teneat, coerceat avaritiam, ceteras animi labe repellant, tum incipiat aliis imperare, cum ipse improbissimis dominis, dedecori ac turpitudini, parere desierit; dum quidem his oboediet, non modo imperator, sed liber habendus omnino non erit ».

313 - Xénophon, *Constitution des Lacédémoniens-Agésilas-Hiéron*, Paris, Les Belles-Lettres, 2008, *Hiéron*, 6, 3-15, pp. 107-109: la tyrannie est décrite comme un cercle vicieux. Le tyran ne règne que par la crainte, mais vit lui aussi dans la crainte d'être renversé, ce qui le prive de jouir des plaisirs de la vie et lui fait obtenir par le commandement ce qu'il obtenait par l'amitié. Le tyran règne sur ceux qui rêvent de l'éliminer, mais il ne peut les éliminer lui-même (sur qui régnerait-il?). L'idée est reprise par Cicéron dans *De officiis*, 2, 7, 23-26, qui oppose l'amitié (*benevolentia*) entre citoyens et son efficacité politique, et la crainte, la force la haine (*vis, metus*) qui font tomber tôt ou tard le tyran. À l'époque contemporaine, le texte de Xénophon a été commenté dans une optique anti-totalitaire par Leo Strauss, *De la tyrannie*, Paris, Gallimard, 1954.

considère que dans l'âme humaine, le pouvoir royal (*imperium regale*) est occupé par la raison³¹⁴.

Implicitement, à la figure déformée de cet imperator rongé par ses passions, s'oppose la figure éclairante du princeps, caractérisé, lui, par la maîtrise intérieure et qui de ce fait même mérite de pouvoir commander au peuple, du moins le guider. Qui veut commander aux autres doit d'abord être capable de se commander lui-même. Le princeps cicéronien est également éloigné de la cupiditas imperii que de la domination féminine ou de l'addiction au luxe³¹⁵: son œuvre au service exclusif de Rome est désintéressée et s'il obtient la gloire ce n'est qu'en récompense des services rendus, ce ne doit en aucun cas être un but poursuivi.

Si l'on sait donc ce que n'est pas le princeps, reste à définir ce qu'il est. C'est dans le *De republica* (-54) et le *De legibus* (-52) qu'émerge la figure du princeps, reprise dans le plus tardif *De officiis* (-44)³¹⁶.

314 - *De republica*, 1, 38, 60 : « Adde gloriae cupiditatem, adde libidines, et illud vides : si in animis hominum regale imperium sit, unius fore dominatum, consilii scilicet -ea est enim animi pars optima-, consilio autem dominante nullum esse libidinibus, nullum irae, nullum temeritati locum »; « Ajoutez encore l'avarice, l'ambition extrême du pouvoir et de la gloire, ajoutez les appétits sensuels; tu le vois, si l'on admet qu'il y a dans l'âme humaine un pouvoir royal, la domination lui appartiendra à lui seul, c'est-à-dire à la raison délibérante -c'est la partie de l'âme la meilleure- et quand elle domine il n'y a de place ni pour les appétits sensuels, ni pour la colère, ni pour les emportements aveugles ». La supériorité de la raison sur les appétits est classique dans la pensée de Cicéron : *De officiis*, 1, 28, 101 : « Ita fit, ut ratio praesit, appetitus obtemperet »; « il suit de là que la raison doit commander et l'appétit obéir ». 1, 29, 102 : « ut appetitus rationi obediant »; « il faut soumettre les appétits à la raison ». Même idée dans *De officiis*, 2, 5, 18.

315 - *Paradoxa stoicorum*, 5, 36 : « An ille mihi liber, cui mulier imperat, cui leges imponit, praescribit, iubet, vetat, quod videtur? qui nihil imperanti negare potest, nihil recusare audent? Poscit, dandum est; vocat, veniendum est; eicit, abeundum; minatur, extimescendum. Ego vero istum non modo servum, sed nequissimum servum, etiamsi in amplissima familia natus sit, appellandum puto. Atque in pari stultitia sunt, quos signa, quos tabulae, quos caelatum argentum, quos Corinthia opera, quos aedificia magnifica nimio opere delectant. "At sumus", inquit, "*principes* civitatis". Vos vero ne conservorum quidem vestrorum *principes* estis »; « Puis-je considérer comme libre celui qu'une femme commande, à qui elle impose et dicte sa loi, ordonne, interdit? celui qui ne peut rien opposer aux ordres, n'ose rien refuser? Elle demande : il doit donner; elle appelle : il doit venir; elle le chasse : il doit partir; elle menace : il doit trembler. En vérité un tel individu mérite selon moi non seulement le nom d'esclave, mais du pire des esclaves, même si son origine sociale est considérable. Et ceux qui tombent sous le charme excessif des statues, des tableaux, de l'argent ciselé, des œuvres corinthiennes, des demeures de prestige, font preuve d'une égale déraison. "Mais nous sommes", entend-on, "les premiers personnages de la cité". Vous n'êtes même pas les premiers parmi vos compagnons d'esclavage! ». L'utilisation négative, ironique, du terme *princeps* est sans doute extrêmement significative. Pierre Grenade, « Remarques sur la théorie cicéronienne dite « du principat » », *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 57-1940, pp. 45-51.

316 - Claude Nicolet, *Les idées politiques à Rome sous la république*, Paris, Armand Colin, 1964, p. 161.

Le salut de la République par l'art oratoire des principes

Même si la pensée de Cicéron est en partie aristocratique, il ne fait aucun doute qu'elle soit par ailleurs fidèle à la tradition populaire romaine, conciliation rendue possible par sa philosophie éclectique. C'est la raison pour laquelle la dignitas du populus romanus qu'exalte l'Arpinate est le plus souvent entendue dans le sens où ce sont les optimates qui représentent le mieux les vertus romaines et qui sont donc aptes à gouverner. Cette vision est présente en particulier dans le Brutus, et dans l'Orator, ouvrages tous deux composés en -46 où l'auteur veut montrer que seule l'aristocratie romaine a le pouvoir de mener le peuple par ses talents oratoires, y compris lorsque ce n'est pas pour la bonne cause (il cite nommément les Gracques). Ces aristocrates qu'il appelle principes empêchent par leur grand nombre même, à chaque époque, que la République ne tombe entre les mains d'un seul³¹⁷. En ce sens, la réflexion de Cicéron sur l'art oratoire, autrement dit sur son métier d'avocat, va de pair avec sa réflexion politique et philosophique.

À l'évidence, cette équivalence entre maîtrise oratoire et dignité politique est un héritage commun partagé par les Grecs et les Romains. Mais il ne faut pas s'y tromper : si les œuvres de Cicéron sont notamment inspirées de celles de Platon, il refuse de considérer que la langue latine est inférieure à la grecque. Simplement, elle requiert des hommes instruits et sages, aptes à rendre en latin les concepts philosophiques grecs. Ainsi, « pour lui, il n'existe donc pas plus de fatalité linguistique que de fatalité historique : tout est une question de volonté humaine, et si le princeps a pour fonction de redonner vie à la tradition politique et morale, l'eruditus homo accomplira dans son domaine une tâche comparable »³¹⁸. L'avocat Cicéron peut admirer les orateurs et philosophes grecs mais il n'en demeure pas moins convaincu du génie de sa propre langue et de sa capacité à exprimer les concepts les plus élaborés.

Chez Cicéron, le concept d'humanitas résume bien ce complexe dans lequel eloquentia, gratia, diligentia, aequitas et dignitas se complètent en s'harmonisant³¹⁹. La maîtrise oratoire est en effet le signe de la maîtrise de la

raison et d'une éducation intellectuelle de qualité³²⁰. Dans cette optique, celui qui est capable de bien parler, donc de convaincre, ne peut le faire que parce qu'il est doté de capacités hors du commun³²¹. Ce que Cicéron ajoute par ailleurs, c'est que l'étude, la connaissance et la pratique (cognitio atque interpretatio) du droit sont également des attributs des principes, du moins traditionnellement, car il regrette que ces qualités soient désormais noyées dans la confusion générale³²². En ce sens, la théorie du princeps cicéronien n'est absolument pas contradictoire avec sa méfiance à l'égard du pouvoir personnel ; elle en est l'exact complément d'un point de vue fidèle à la tradition historique et constitutionnelle romaine³²³.

Confronté à la dissolution de la République par la guerre civile, Cicéron tente de la sauver en appelant les citoyens au respect de la tradition romaine, en appelant les principes -pluriel fréquemment employé et trop souvent oublié par les commentateurs au profit du singulier- à la vertu c'est-à-dire au maintien des institutions traditionnelles. Nul doute que le princeps cicéronien n'était pas une personne définie, même si le futur Augustus fut assez habile pour récupérer l'idée. L'idéal de l'Arpinate désigne quiconque est capable de prendre les rênes du pouvoir de façon désintéressée, pour le seul bien public³²⁴. Il désigne l'homme

320 - *De officiis*, 2, 14, 48 : « Non est id quidem dubium quin contentio orationis maiorem vim habeat ad gloriam -ea est enim quam eloquentiam dicimus » ; « Il n'est pas douteux que le discours oratoire soit un puissant moyen de parvenir à la gloire. C'est là en effet ce que nous nommons éloquence » ; Claude Moatti, « Tradition et raison chez Cicéron : l'émergence de la rationalité politique à la fin de la République romaine », art. cit., pp. 408-410.

321 - Marcel Detienne, *Les maîtres de la vérité dans la Grèce archaïque*, Paris, Pocket, 1995, a souligné que le poète, le devin et le roi de justice possédaient cette faculté qui est liée au droit dans le dernier cas ; ce n'est pas le lieu de développer le sujet mais on notera simplement qu'aussi bien chez les Grecs que les Romains, la notion de « juste parole » de « discours vrai » a un fondement tant religieux que philosophique. L'inspiration poétique ou oratoire est donnée par la divinité quelle qu'elle soit, mais elle n'est donnée qu'à ceux qui la méritent, autrement dit les mieux éduqués, les meilleurs.

322 - *De officiis*, 2, 19, 65.

323 - D'ailleurs, il a été démontré que le lien entre le règne d'Auguste et la théorie cicéronienne du principat était plutôt spéculatif, et ne correspondait pas forcément aux intentions des deux protagonistes : Pierre Grenade, « Remarques sur la théorie cicéronienne dite « du principat » », art. cit., pp. 32-63. Comme le montre l'auteur, la théorie de Cicéron allie la pensée platonicienne et la pratique romaine de la politique, la sagesse et le pouvoir, la science et la politique. Dans cette perspective, le *princeps* doit allier morale, vertu personnelle, et autorité. L'auteur ajoutait qu'il n'était pas possible de rattacher cette théorie cicéronienne à « un régime politique déterminé » car il s'agissait d'un « pur concept », ce qui écarte la thèse d'une nature monarchique de la pensée cicéronienne. Il ajoutait que Cicéron avait en tête, sur le modèle de Polybe, la République romaine, certes sans doute un peu idéalisée.

324 - Alain Michel, *Histoire des doctrines politiques à Rome*, op. cit., pp. 40-41. Pierre Grenade, « Remarques sur la théorie cicéronienne dite « du principat » », art. cit., pp. 51 et ss. ; Pierre Grenade, *Essai sur les origines du principat. Investiture et renouvellement des pouvoirs impériaux*, Paris, De Boccard, 1961, pp. 444 et ss.

317 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., p. 324.

318 - Carlos Lévy, « Cicéron créateur du vocabulaire latin de la connaissance : essai de synthèse », art. cit., pp. 92-93.

319 - Chiara d'Aloja, « Legge di natura e lotta politica nell'opera di Cicerone », *Testi e problemi del giusnaturalismo romano*, Dario Mantovani-Aldo Schiavone (dir.), Pavia, IUSS Press, 2007, pp. 130 & 142-143 ; Laurent Verso, « La pensée juridique romaine face aux « Droits de l'homme » : l'exemple de Cicéron », *Fondations et naissances des Droits de l'homme. L'Odyssée des Droits de l'homme*, Tome 1, Jérôme Ferrand-Hugues Petit (Eds.), Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 15 & 34-35 notes 22-30.

-ou plutôt les hommes- qui réunissent les talents du politique et du savant sur le modèle platonicien³²⁵.

Ce tuteur est d'ailleurs qualifié de *gravis et fortis civis* digne d'être le premier citoyen de la République³²⁶. Qualifié aussi de *rector*, quasi *tutor* et *procurator rei publicae*, de *rector et gubernator civitatis* ou encore de *moderator reipublicae*, le *princeps rei publicae* ou *princeps civitatis* est un homme éminent (*summus vir*), qui à l'instar des hommes exceptionnels des temps anciens³²⁷, va se sacrifier pour le bien commun et le salut de la République³²⁸.

On retrouve donc dans cette doctrine du princeps le prolongement de la doctrine aristocratique qui considère que les principes, détenteurs de la science juridique et de l'art oratoire, sont les guides naturels du peuple³²⁹. Cette doctrine est opposée au pouvoir personnel illégal ou inconstitutionnel tel que les aspirants au pouvoir personnel sans limite ont voulu le mettre en place depuis les Gracques³³⁰. L'exemple historique des Gracques est d'ailleurs un thème propre à servir l'art oratoire de l'avocat Cicéron, lorsque celui-ci, en temps de guerre civile, cherche à convaincre le peuple de ne pas céder à la tentation

de l'aventure inconstitutionnelle et tyrannique³³¹. Les discours de Cicéron sur la loi agraire, en dehors de toute considération technique ou juridique, sont des exemples frappants d'utilisation de l'art oratoire à des fins politiques. En l'occurrence d'ailleurs des fins estimables, puisqu'il s'agit de sauver la République face aux menées démagogiques des populaires. L'exemplarité des premiers des citoyens est donc fondamentale car la corruption de quelques-uns se répand vite dans la cité tout entière. Il y aurait donc une loi élitiste du monde selon laquelle si très peu de citoyens peuvent corrompre la cité, parallèlement, très peu suffisent pour la réformer, la redresser³³².

Il est impossible, dans le cadre d'une contribution forcément limitée, de rendre compte de tout ce qui, dans la pratique judiciaire cicéronienne, illustre sa vision du rôle de l'avocat en temps de crise. On en donnera deux exemples significatifs du fait de leur éloignement temporel et de leur cohérence, qui démontrent que l'on est bien en présence d'une pensée organisée et pas seulement d'artifices rhétoriques. À dix années de distance, deux plaidoiries de Cicéron viennent en effet illustrer comment ce dernier, en tant qu'avocat, utilise dans sa pratique professionnelle la théorie des circonstances exceptionnelles et du recours aux hommes exceptionnels.

325 - *De legibus*, 3, 6, 14.

326 - *De officiis*, 1, 25, 86.

327 - *De republica*, 2, 29, 51 : « Ut, quem ad modum Tarquinius, non novam potestatem nactus, sed quam habebat usus iniuste, totum genus hoc regiae civitatis everterit; sit huic oppositus alter, bonus et sapiens et peritus utilitatis dignitatisque civilis quasi tutor et procurator rei publicae; sic enim appelletur, quicumque erit rector et gubernator civitatis. Sic enim appelletur quicumque erit rector et gubernator civitatis. Quem virum facite ut agnoscatis; iste est enim qui consilio et opera civitatem tueri potest »; « Nous avons vu comment Tarquin, non par la saisie d'un nouveau pouvoir, mais par l'usage injuste de celui qui lui appartenait, a bouleversé toute cette forme de gouvernement royal. Opposons-lui un autre chef, bon et sage, capable de veiller sur les intérêts et la dignité des citoyens, tuteur et défenseur de la chose publique, car c'est ainsi qu'il convient d'appeler quiconque dirige et gouverne la Cité. Faites en sorte de le reconnaître car c'est lui qui peut maintenir la république par son calcul réfléchi et son activité ».

328 - *De republica*, 5, 6, 8 ; 2, 29, 51 ; 1, 21, 34 ; 5, 7, 9-10, 12 ; 6, 8-4, 6 ; Robert Turcan, « L'empereur et le *Genius Populi Romani* », *Ouranopolis. La vocation universaliste de Rome*, Rome-Paris, CNR-Publisud, 2011, p. 175.

329 - On retrouve ainsi le schéma présent à la fois chez Platon et Aristote selon lequel, dans toute société, les meilleurs aspirent à l'estime publique, tandis que le peuple, la masse, aspire à la liberté mais tout en ayant besoin de guides : Alfons Weische, « Philosophie grecque et politique romaine dans la partie finale du « Pro Sestio » », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 29-1970, p. 488.

330 - Sur les Gracques en général, Claude Nicolet, *Les Gracques. Crise agraire et révolution à Rome*, Paris, Julliard, 1967 (nouvelle éd., Paris, Gallimard, 2014) ; Jérôme Carcopino, *Autour des Gracques. Études critiques*, Paris, Les Belles-lettres, 1967 (1^{re} éd. 1928).

331 - Jacques Gaillard, « Que représentent les Gracques pour Cicéron ? », *Bulletin de l'association Guillaume Budé*, 34-1975, pp. 500 et ss., a montré la cohérence de la pensée de Cicéron concernant les frères Gracchus, cohérence qui s'enracine dans son éclectisme qui lui permet à la fois d'admettre le principe de la loi agraire et de refuser la démagogie et la violation des règles de fonctionnement des institutions romaines.

332 - *De legibus*, 3, 14, 32 : « Atque haec lex, dilatata in ordinem cunctum, coangustari etiam potest : pauci enim atque admodum pauci honore et gloria amplificati vel corrumpere mores civitatis vel corrigere possunt » ; « Cette règle, étendue à tout un ordre, peut encore être restreinte. Un petit, un très petit nombre de citoyens, honorés de charges publiques et de gloire, suffisent en effet et pour corrompre, et pour réformer les mœurs d'une cité ».

II - Deux illustrations de la théorie dans les plaidoiries de Cicéron: le Pro Sestio (-56) et le Pro Ligario (-46)

Le Pro Sestio et le Pro Ligario, bien que se situant dans des contextes différents, sont des discours faisant appel à l'art subtil de l'avocat qui consiste à lier l'adversaire ou le juge à sa propre logique³³³. Dans le premier cas, Cicéron, dans une plaidoirie toute politique, lie le salut de la République à sa propre personne. Dans le second cas, il lie le juge, qui n'est autre que César, à sa propre image, et à l'objectif politique de mettre fin aux guerres civiles.

Le Pro Sestio: lier le salut de la République et la gloire de l'avocat

Toute la carrière politique de Cicéron est fondée sur une position de neutralité revendiquée, et la volonté de concilier les deux partis qui se déchiraient: d'une part populaires dont les principaux chefs étaient César, mais aussi Catilina et avant eux Marius. D'autre part les optimates dont Caton d'Utique est la figure emblématique mais qui pouvaient compter sur le soutien de Pompée et de l'élite sénatoriale. Sur le plan économique, les optimates représentent la classe des propriétaires terriens tandis que les populaires représentent essentiellement la plèbe urbaine et les paysans appauvris. Au milieu se trouve une sorte de tiers-parti constitué des chevaliers, souvent des provinciaux enrichis, dont le représentant est Cicéron, originaire d'Arpinum au sud-est de Rome. Mais la position de Cicéron ne saurait se confondre avec les intérêts d'un parti ou d'une classe tant son insistance à concilier les deux partis principaux a été constante. Du reste, si la pensée de Cicéron est celle d'une classe de la société romaine, comment expliquer alors qu'un aristocrate de haut rang comme César soit le chef des populaires? L'un aurait sa pensée déterminée par sa classe et l'autre pas? Cela n'est pas convaincant.

Ce qui est convaincant, c'est que Cicéron, porté par une philosophie et une pensée politique cohérentes, agissait en fonction de ses idées, et non

333 - Paul Jal, *La guerre civile à Rome. Étude littéraire et morale*, op. cit., pp. 200 et ss., avait analysé dans son ouvrage les ouvrages historiques, les pamphlets et satires, les discours et les lettres ayant servi de propagande pendant les guerres civiles, mais il n'avait pas utilisé les plaidoiries en tant que catégorie de sources dotée d'une valeur propre. Au contraire, Jean-Michel David, « *Maiorum exempla sequi*: l'exemplum historique dans les discours judiciaires de Cicéron », *MEFRM*, 92-1980/1, pp. 67 et ss., a souligné l'intérêt des plaidoiries et montré que Cicéron utilisait presque systématiquement dans ses plaidoyers l'argument historique, précisément le fait remarquable d'un grand homme. Ces *exempla* peuvent servir naturellement aussi bien à valoriser celui que Cicéron défend, qu'à noircir le portrait de son adversaire. En tout cas, ils soutiennent toujours une comparaison, technique oratoire dont Cicéron use très souvent, et en particulier dans le *Pro Sestio*.

le contraire. Ce qui est aussi convaincant, c'est que Cicéron, très imprégné par la philosophie grecque, avait lu Aristote, même si l'on a plutôt coutume de souligner l'imprégnation platonicienne de sa pensée, ce qui est d'ailleurs également exact. Aristote, dans sa *Politeia*, avait prôné un régime de moyen terme entre ce que l'on appellerait aujourd'hui la démocratie et l'aristocratie: partisan d'une certaine égalité délibérative, il est cependant partisan d'une méritocratie, la classe moyenne étant favorisée par un cens. Le cens a pour but d'assurer la prépondérance politique dont cette classe a besoin pour entraîner les autres dans la bonne voie. Selon lui, seule la classe moyenne, dont les intérêts objectifs se confondent la plupart du temps avec l'intérêt général, est donc à même de gouverner selon cette éthique du bien commun³³⁴. Difficile de ne pas faire le lien avec la pensée et la pratique de Cicéron.

Après une carrière des honneurs remarquable, Cicéron est élu consul en juillet -64 pour prendre ses fonctions en janvier -63. D'emblée, son consulat est marqué par un rapport fusionnel entre éloquence, droit et politique. Le 1^{er} janvier -63, Cicéron prononce un discours politique (pas une plaidoirie) devant le sénat contre la loi agraire proposée par le tribun Publius Servilius Rullus. Cicéron, malgré l'hostilité des tribuns, réussit par ce discours à faire en sorte que le peuple ne manifeste aucun mécontentement malgré l'ajournement de la loi agraire dans laquelle beaucoup plaçaient leurs espoirs. Plutarque a souligné à quel point il s'agissait là d'une victoire de l'éloquence de Cicéron, capable d'imposer le bien public contre les intérêts particuliers et de persuader la foule que le consul défendait ses intérêts en dépit des apparences³³⁵. Cicéron avait en effet dénoncé le fait que la loi agraire de ses adversaires n'était qu'un paravent destiné à camoufler des intentions bien moins désintéressées: l'enrichissement et le pouvoir personnels³³⁶. Ce succès, augmenté encore en outre du succès retentissant contre Catilina et ses conjurés aux mois de novembre et décembre de la fin de son consulat, est paradoxalement la cause

334 - Aristote, *Politiques*, VI, VII, 1294a-1294b.

335 - Plutarque, *Vies parallèles, Cicéron*, XII-XIII, Trad. Anne-Marie Ozanam, Paris, Gallimard, 2001, pp. 1582-1583.

336 - *De lege agraria*, 2, 6, 15: « Sic confirmo, Quirites, hac lege agraria pulchra atque populari dari vobis nihil, condonari certis hominibus omnia, ostentari populo Romano agros, eripi etiam libertatem, privatorum pecunias augeri, publicas exhauriri, denique, quod est indignissimum, per tribunum plebis, quem maiores praesidem libertatis custodemque esse voluerunt, reges in civitate constitui »; « J'affirme donc, Quirites, que cette loi agraire admirable et populaire ne donne rien au peuple, et livre tout à quelques hommes bien connus; qu'en promettant magnifiquement des terres au peuple romain, elle lui enlève sa liberté même; qu'elle enrichit quelques particuliers et qu'elle ruine le bien public; qu'enfin, ce qu'il y a de plus indigne, un tribun du peuple, constitué par nos ancêtres le gardien et le surveillant de la liberté, ose établir des rois au sein d'une république ».

profonde et lointaine de l'échec final de Cicéron : désormais il est persuadé que l'art oratoire peut renverser des situations a priori désespérées ; il est persuadé que par l'éloquence, il peut convaincre populaires et optimates de ne pas céder à la tentation de la lutte des classes, de la guerre civile³³⁷. L'orateur est persuadé qu'il peut dominer le politique.

Le contexte immédiat du Pro Sestio est connu : le triumvirat César-Pompée-Crassus formé en -60 commence à se déchirer souterrainement. En -58, Cicéron avait dû fuir Rome et avait vu sa maison saccagée et déclarée sacer. Son ami, le tribun Publius Sextius, avait alors plaidé la cause de Cicéron auprès de César, en pleine campagne militaire en Gaule. Bien plus, il avait, avec ses collègues tribuns, combattu violemment à Rome même le parti césarien et ses hommes de main, à commencer par le premier d'entre eux, Clodius, lui-même tribun. Il avait donc contribué au rappel solennel de Cicéron par le sénat en mai -57. De son côté, Clodius, aristocrate de vieille famille, agitateur patenté, homme de main de César et de Crassus et ennemi juré de Cicéron depuis -61 quand ce dernier avait témoigné à charge contre lui dans un procès pour impiété, reprend ses manœuvres d'agitation cette fois contre Pompée, qui avait parlé en faveur du retour de Cicéron³³⁸.

Clodius, devenu Édile, poursuivait en justice (pour violences publiques) tous ceux qui s'étaient opposés par la force aux violences que lui-même avait encouragées, sinon organisées. Milon, ami de Cicéron lui aussi, fut directement défendu par Pompée. Sextius fut défendu par Quintus Hortensius et Cicéron. Le 11 mars -56, Cicéron prononce donc son discours pour Sextius à l'occasion de son procès. Il reprend ainsi son activité d'avocat pour la défense de son ami Sextius, accusé de brigues et de violence³³⁹. Même si la guerre civile n'a pas encore véritablement éclaté, Rome se trouve en fait dans un état de guerre civile larvée.

337 - Michel Magnien, Introduction à Cicéron, *Les catilinaires*, Paris, Librairie Générale Française, 1992, pp. 42-44.

338 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., pp. 216-217 ; Janine Cels Saint-Hilaire, « P. Clodius, ses amis, ses partisans, sous le regard de Cicéron », *Dialogues d'histoire ancienne*, Supplément 1, 2005, pp. 73-74. Comme toute relation politique, les relations entre César et Clodius étaient plus complexes, puisqu'ils arrivaient parfois à être opposés comme l'a montré Pierre Boyancé, « Cicéron et César », *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 18-1959, pp. 487-489.

339 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., pp. 217 et ss.

Dans le Pro Sestio, sa plaidoirie, outre l'affaire concrètement en cause, a pour but d'attaquer le triumvirat³⁴⁰. César, Pompée et Crassus ont favorisé en sous-main les agissements de Clodius. Habilement, Cicéron feint de croire qu'il ne s'agit là que de calomnies répandues par Clodius lui-même mais il ne se gêne pas pour affirmer que les institutions étaient en danger du fait des agissements des deux consuls en fonction (Gabinus et Pison) en réalité César et Pompée dont ils ne sont que les marionnettes. En cela, le triumvirat aboutit de fait à la violence d'un agitateur issu du parti des populaires comme Clodius, et, en réponse, à la violence d'un membre du parti des optimates comme Milon, ou à celle de Sextius³⁴¹. Cicéron, à travers la défense de Sextius, veut en fait éviter que la guerre civile larvée ne devienne une guerre civile tout court. En effet, si ce dernier est condamné, rien ne s'opposera aux violences de Clodius³⁴².

Tout compte fait, si l'on excepte le début consacré à dépeindre les vertus de son client, le plaidoyer de Cicéron pour Sextius est un plaidoyer pour ses propres idées. En effet, sur le fond du droit, l'autre avocat, Hortensius avait déjà convaincu les juges de l'innocence de Sextius. Cicéron n'avait donc plus qu'à compléter le tableau par un éloge de la personnalité et de l'action politique de son ami ; il en profitait aussi pour développer ses idées personnelles.

De fait, le plaidoyer de Cicéron est marqué par une extrême personnalisation du débat politique. Cela ne saurait surprendre : Julien Freund dans *L'essence du politique* a montré que cette personnalisation du phénomène politique est typique des situations de crise. Dans les périodes calmes, on assiste à une dépersonnalisation du commandement, à une institutionnalisation très forte qui ambitionne de dépassionner et dépersonnaliser les débats. Les régimes constitutionnels modernes sont des illustrations de cette règle³⁴³. Au contraire, en période de crise, de situation exceptionnelle, les présupposés du politique, autrement dit la dialectique du commandement et de l'obéissance, reviennent au premier plan et apparaissent alors des personnalités exceptionnelles pour répondre aux défis du temps. En effet, « en dépit de toutes les précautions

340 - Il est également possible que Cicéron ait voulu ménager ces puissants, d'abord par prudence, ensuite pour mieux faire passer ses idées : Guy Achard, « Le Pro Sestio : un programme conservateur révolutionnaire à l'usage de la jeunesse ? », *Vita Latina*, 129-1993, pp. 19-20.

341 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., p. 218.

342 - Pierre Grimal, « À la recherche du "vrai" Cicéron », art. cit., pp. 7-8 ; Paul Jal, *La guerre civile à Rome. Étude littéraire et morale*, op. cit., pp. 28 & 146, insiste bien pour que l'on distingue les émeutes opposant les partisans de Clodius et de Milon et la véritable guerre civile. Il admet cependant que ces émeutes annoncent les guerres civiles proprement dites. C'est dans ce sens que l'on considère ici que le *Pro Sestio* se situe en temps de guerre civile.

343 - Julien Freund, *L'essence du politique*, op. cit., pp. 109-111.

constitutionnelles et réglementaires on ne peut empêcher qu'à la base du commandement il y a la volonté personnelle » ; en outre, « quel que soit le niveau auquel on prenne le commandement, soit un groupement en voie de formation, soit une organisation déjà ancienne, soit l'État, il apparaît que l'individuation est un de ses traits permanents. La dépersonnalisation du commandement caractérise seulement les régimes effectivement stabilisés et encore y est-elle plus apparente que réelle comme le montre la forme plébiscitaire de l'élection du président des États-Unis et le pouvoir singulièrement discrétionnaire du chef du cabinet en Angleterre »³⁴⁴.

La personnalisation du discours de Cicéron est révélée d'abord par sa dramatisation : ce n'est rien moins que le salut public qui est en jeu, les « lois divines et humaines qui ont été violées »³⁴⁵. Il indique que le tribunat de Sextius s'était déroulé dans un contexte extrêmement troublé, dans un contexte de guerre civile : « Et puisque la fortune elle-même a placé le tribunat de Sextius au milieu des plus violentes tempêtes et parmi les décombres et les ruines de la République »³⁴⁶. Comme à son habitude, Cicéron indique que sa plaidoirie n'a pour but que de défendre la République et la liberté : il parle pro statu ciuitatis et pro communi libertate³⁴⁷ et il ajoute que ce n'était pas contre lui seul que les menaces grondaient, mais contre la République elle-même. Ainsi, Cicéron met en parallèle la détestation de Clodius contre sa personne et contre la République est ses institutions³⁴⁸. Il allait encore plus loin, en déclarant : « Moi qui tenais le sort de la République attaché à ma destinée »³⁴⁹.

Assimilant sa propre politique et le bien commun, il affirmait : « ma cause avait été embrassée ouvertement par le sénat, très vivement par l'ordre équestre, universellement par les différentes parties de l'Italie, personnellement par tous les gens de bien. Dans mon administration, ce n'est pas seulement mes idées que j'ai exécutées, mais la volonté générale (omnium uoluntatis). Je ne

344 - Écrivant en 1965, on comprend que Freund n'ait pas cité l'exemple de la V^e République, à peine naissante, mais à l'évidence, ce régime s'adapte parfaitement à la démonstration : Julien Freund, *L'essence du politique*, op. cit., p. 111.

345 - *Pro Sestio*, 1.

346 - *Pro Sestio*, 2.

347 - *Pro Sestio*, 1.

348 - *Pro Sestio*, 7.

349 - *Pro Sestio*, 22. Cette personnalisation a donné lieu à des mésinterprétations, Cicéron étant supposé totalement gonflé d'orgueil et bercé d'illusions. Elles ont été combattues déjà par Pierre Grimal, « À la recherche du "vrai" Cicéron », art. cit., pp. 5 et ss. : le procès de Sextius était politique et il fallait y répondre politiquement. En outre, trois défenseurs avaient parlé avant Cicéron, ce qui avait pour conséquence qu'il était inutile de revenir encore sur les faits et les arguments juridiques.

visais pas uniquement ma gloire personnelle mais le salut commun de tous les citoyens (ad salutem communem omnium ciuium) ».

Naturellement, cette présentation pro domo allait de pair avec une critique radicale, très violente, de ses adversaires : adultères, incestueux, impies, profanateurs, menteurs, empoisonneurs, assassins ; en un mot des monstres, prodigia, terme très fort, chargé d'une valeur religieuse négative³⁵⁰.

Mais cette tactique oratoire allait montrer ses limites : en liant le sort de la République et le sien, Cicéron ouvrait fatalement la voie à ce qu'en cas de défaite politique, sa vie même soit en danger ; de même que la République elle-même. Et c'est de fait ce qui arrivera avec son assassinat par les sbires d'Antoine et avec celui de la République, de façon plus subtile, par Octave³⁵¹.

Si le Pro Sestio de -56 semble en dehors du contexte de la guerre civile que l'on fait ordinairement commencer en -49 avec le franchissement du Rubicon, en réalité celle-ci faisait déjà rage depuis longtemps même si c'était de façon épisodique. En -46 la guerre civile entre dans sa seconde phase avec l'insurrection des pompéiens d'Espagne. C'est dans ce contexte que Cicéron plaide en faveur de Ligarius.

Le Pro Ligario : lier la clémence du dictateur et la fin de la guerre civile

Lorsque Cicéron plaide en faveur de Quintus Ligarius, qui par ailleurs fera partie des personnages du Jules César de Shakespeare³⁵², la guerre civile entre César et Pompée entre donc dans sa dernière phase. Pompée a été défait en Grèce, à Pharsale en -48. Dans la foulée il est assassiné en Égypte ; en -46, les Pompéiens d'Afrique sous la conduite de Caton sont défaits à Thapsus. Il ne reste plus, si l'on peut dire, à César qu'à régler le cas des Pompéiens d'Espagne conduits par le propre fils de l'ancien triumvir, ce qui sera fait en -45 avec la

350 - *Pro Sestio*, 17 ; la technique oratoire consistant à noircir le portrait de l'adversaire a même été théorisée par Cicéron dans la *Rhetoricorum ad Herrenium* et le *De oratore*, et mise en pratique en particulier contre Verrès, comme le montre Charles Guérin, « La construction de la figure de l'adversaire dans le *De signis* de Cicéron », *Vita Latina*, 2008-179, pp. 47-57. Clodius, ennemi juré de Cicéron, a évidemment bénéficié d'un traitement de faveur sous la plume de l'Arpinate, opinion peut-être excessivement unilatérale : Janine Cels Saint-Hilaire, « P. Clodius, ses amis, ses partisans, sous le regard de Cicéron », art. cit., pp. 71-72 & 84-88. La valeur religieuse négative de *prodigium* est manifeste dans le *De divinatione*, 1, 42, 93, et dans le *De natura deorum*, 2, 3, 7.

351 - Guy Achard, « Le Pro Sestio : un programme conservateur révolutionnaire à l'usage de la jeunesse ? », art. cit., pp. 22-23.

352 - William Shakespeare, *Œuvres complètes. Tragédies I, Jules César*, II, 1, 310-333, Paris, Robert Laffont, 1995, pp. 750-753.

bataille de Munda en Andalousie. Lorsque le procès de Ligarius a lieu début octobre -46, César vient de célébrer son triomphe à Rome et de donner des jeux de la victoire magnifiques³⁵³.

Cicéron en a profité, lui qui fit partie du parti républicain donc pompéien, pour prononcer à la Curie un discours connu sous le nom de Pro Marcello qui est en fait non une plaidoirie en dépit de son titre mais un remerciement à César dont il loue la générosité, la clémence et la magnanimité, afin d'obtenir le pardon de César à l'égard de Claudius Marcellus. Ce dernier, consul en -51, avait proposé au sénat de rappeler César et de mettre fin à son commandement en Gaule, ce qui avait été la cause directe du franchissement du Rubicon et de la guerre civile ; il avait en outre ensuite pris parti pour Pompée et combattu à ses côtés en Grèce. Mais comme Cicéron, il avait ensuite refusé le jusqu'au-boutisme des Pompéiens en Afrique et s'était retiré en exil. Il s'agissait aussi d'un représentant éminent de l'une des plus grandes familles de Rome et César avait intérêt à s'assurer de ce genre d'appui. Le plaidoyer de Cicéron fut efficace et César accorda son pardon à Marcellus³⁵⁴.

La plaidoirie en faveur de Quintus Ligarius est faite au cours d'un procès en règle, sur le forum, devant un tribunal formé du seul César. Le cas de Ligarius était typique des situations exceptionnelles et compliquées causées par la guerre civile. Ce dernier avait été nommé en -50 légat du gouverneur d'Afrique et chargé de l'intérim au départ de celui-ci. Il avait vu débarquer alors Varus, lieutenant de Pompée, qui devant les succès de César, avait décidé de mobiliser l'Afrique. Du coup, lorsque Lucius Aelius Tubero, officiellement désigné par le sénat en exil pour gouverner la province et mettre fin à l'intérim s'était présenté, Varus et Ligarius lui avaient interdit de débarquer. Les deux complices avaient alors conclu une alliance avec le roi de Numidie Juba le pour combattre les césariens qui avaient entrepris la conquête de l'Afrique : ce fut un désastre pour ces derniers, et l'Afrique devint le refuge des Pompéiens, au premier rang desquels Caton ce qui força César à mener en personne la guerre en Afrique, avec comme conclusion sa victoire à Thapsus³⁵⁵.

L'originalité de ce procès contre Ligarius venait du fait que l'accusateur n'était autre que Tubero, qui bien qu'ayant combattu aux côtés des Pompéiens,

353 - Les rapports, riches et complexes, qu'entretinrent César et Cicéron ont été décrits et analysés par Gaston Boissier, *Cicéron et ses amis. Étude sur la société romaine du temps de César*, op. cit., pp. 221-320 ; plus récemment : Pierre Boyancé, « Cicéron et César », art. cit., pp. 483-500.

354 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., pp. 234-237 ; Alfred Ernout, « Cicéron et le *De Republica* », *CRAI*, 1938-6, pp. 484-485.

355 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., pp. 338-340 ; *Pro Ligario*, 1-2.

accusait Ligarius de maiestate c'est-à-dire d'atteinte aux intérêts supérieurs du peuple romain. Le crime de lèse-majesté est en droit romain, d'après Ulpien repris au Digeste, « celui qui est commis contre le peuple romain ou contre sa sécurité »³⁵⁶. Tubero attaquait donc Ligarius pour avoir conclu une alliance avec un barbare, Juba, contre Rome. L'accusation était fine dans la mesure où elle ne portait pas sur le fait d'avoir appartenu au parti pompéien (Tubero lui-même en avait été) mais sur le fait d'avoir été un traître. César, irrité par les derniers feux de la guerre civile en Espagne, n'était pas du tout décidé à laisser revenir Ligarius de son exil. Mais l'éloquence de Cicéron, son habileté extrême eurent raison de sa résolution : il acquitta Ligarius à la surprise et à l'émotion générales.

Tout le talent de Cicéron avait consisté à jouer sur l'émotion encore vive de la guerre en liant le sort de Ligarius à celui d'une sorte de destin invincible. Ce dernier en effet, avait été poussé dans un camp, alors que ses deux frères avaient rejoint l'autre. « Peut-on douter, dit-il, que Q. Ligarius, s'il eut été libre de se trouver en Italie, n'eût embrassé la même cause que ses frères ? Ignore-t-on cette conformité, cette unanimité de sentiments, qui, de trois frères à peu près du même âge, existe entre ces caractères semblables ? ». Il poursuivait en rappelant que les trois avaient suivi des convictions et des fortunes diverses mais que seule la tempestas des événements avait abouti, emportée par le tourbillon de la guerre, à la situation dans laquelle Quintus Ligarius s'était retrouvé³⁵⁷. En somme, sans le dire explicitement, mais en utilisant la distinction stoïcienne entre les choses qui dépendent de la volonté et celles qui y échappent, Cicéron suggérait que Ligarius n'était pas totalement responsable.³⁵⁸

De plus, il fallait toute l'habileté de l'avocat pour justifier Ligarius, sans pour autant enfoncer son accusateur, Tuberon, avec lequel Cicéron était parent³⁵⁹ ! Il n'était pas difficile toutefois de rappeler que si Ligarius ne l'avait pas accueilli en Afrique, ce qui constituait certainement une illégalité, le comportement inverse aurait tout autant nui à César puisque Tuberon appartenait également au camp Pompéien³⁶⁰. C'est là qu'intervient l'appel à la clémence de César : Cicéron admet que l'on veuille vaincre à tout prix ; c'est dit-il ainsi que se passent les guerres

356 - D. 48, 4, 1, §1 : « Maiestatis autem crimen illud est, quod adversus populum Romanum vel adversus securitatem eius committitur ».

357 - Alfons Weische, « Philosophie grecque et politique romaine dans la partie finale du « Pro Sestio » », art. cit., p. 484.

358 - Alfons Weische, « Philosophie grecque et politique romaine dans la partie finale du « Pro Sestio » », art. cit., p. 484.

359 - *Pro Ligario*, 3.

360 - *Pro Ligario*, 8.

civiles. Une fois la paix devenue impossible, il faut se résoudre au combat ; tous furent dans la même situation : César, Tuberon, Ligarius et Cicéron lui-même. Mais ajoute-t-il, on n'en est plus là³⁶¹. Surtout il ajoute : « Maintenant, je le demande, est-ce votre dommage, Tuberon, ou celui de la République dont vous demandez réparation ? Si c'est celui de la République, justifiez donc de votre persévérance dans le parti vaincu ; si c'est le vôtre, vous vous trompez, prenez-y garde, en croyant César fait pour châtier vos ennemis, quand César pardonne aux siens »³⁶².

Ainsi, en rappelant la clémence de César dans le cas de Marcellus, il le forçait pratiquement à être cohérent, donc clément, dans l'affaire de Ligarius. De fait, le moment clé de l'argumentation de cette plaidoirie très peu juridique réside dans l'appel à l'humanitas, à la clementia et à la misericordia de César³⁶³. Il fait également appel à son désintéressement : opérant une distinction classique entre le requérant et la requête, il pare César de l'aura de la supériorité intellectuelle, lui qui sait faire la part des choses entre le fond de l'affaire, auquel il est attentif, et la personnalité des requérants, qui n'est pour lui que secondaire³⁶⁴. En outre, la clémence, mot-clé de la plaidoirie, est présentée par Cicéron comme une caractéristique proprement romaine, car « pousser la haine jusqu'à la soif du sang n'appartient qu'à la fougue irréfléchie des Grecs, à la férocité des Barbares »³⁶⁵. Sous-entendu, le meilleur des Romains, César, ne saurait s'abaisser à ce genre de pratique.

Jamais dit Cicéron les mortels ne sont plus proches des dieux que lorsqu'ils épargnent une vie ; en affirmant cela, Cicéron poussait César à la clémence car désormais, après sa plaidoirie, le véritable enjeu de l'issue du procès pour le dictateur était de savoir s'il serait à la hauteur de la réputation de magnanimité qu'il voulait avoir. L'insistance de Cicéron à dresser le portrait flatteur d'un César clément et apte au pardon et non tyrannique et sanguinaire avide de

vengeance eut sans doute raison de la conviction de ce dernier à l'encontre de Ligarius, qui fut donc acquitté³⁶⁶.

Conclusion

Cicéron, clairement, appartient à la catégorie des juristes et penseurs politiques qui ont refusé la séparation idéale entre théorie et pratique, qui ont tenté de mettre en pratique leur vision théorique. Naturellement, à la lumière des événements historiques envisagés de façon rétrospective, la compétence de Cicéron peut être jugée médiocre -et par voie de conséquence sa théorie également- puisqu'il finit sa vie politique et sa vie tout court sur un échec politique, avec la mise en place du second triumvirat entre Octave, Antoine et Lépide, qui débouchera sur le pouvoir quasi-absolu d'Octave-Auguste. Démenti apparent, donc, de sa théorie politique modérée républicaine et traditionnelle de concordia ordinum. D'un autre point de vue, le jugement que l'on peut avoir sur une vie entière consacrée à la politique ne saurait se réduire à un événement final, fut-il en effet négatif.

Un détail doit également être pris en compte, la façon dont Cicéron meurt le 7 décembre -43 : « Sur ces entrefaites survinrent les assassins, un centurion, Hérennius, et Popilius, un tribun militaire qui avait été autrefois accusé de parricide et défendu par Cicéron ; ils étaient accompagnés d'hommes de main. Ayant trouvé les portes fermées, ils les enfoncèrent, mais ne virent aucune trace de Cicéron, et les gens de la maison prétendirent ne pas savoir où il était. Alors, dit-on, un adolescent qui avait été élevé par Cicéron dans les lettres et les sciences libérales, un affranchi de son frère Quintus nommé Philologus, révéla au tribun qu'on portait la litière vers la mer, en suivant les allées couvertes, plantées d'arbres. Prenant avec lui quelques hommes, le tribun fit le tour du bosquet en courant et se posta au bout de ces allées, tandis qu'Hérennius s'y engageait au pas de course. Cicéron l'entendit venir ; il ordonna à ses serviteurs de déposer la litière et, portant la main gauche à son menton, en un geste qui lui était familier, il regarda fixement les assassins : son visage était couvert de poussière et de cheveux en désordre, et si crispé par l'angoisse, que la plupart des assistants se voilèrent la face pendant qu'Hérennius l'égorgeait. Il se laissa égorger, en tendant le cou hors de la litière. Il était alors dans sa soixante-quatrième année. Ils lui coupèrent la tête et les mains, sur ordre d'Antoine -ces mains avec lesquelles il avait écrit les Philippiques, car c'est ainsi qu'il avait intitulé ses discours contre Antoine qui ont conservé ce nom jusqu'à nos

361 - *Pro Ligario*, 9.

362 - *Pro Ligario*, 10.

363 - *Pro Ligario*, 11.

364 - *Pro Ligario*, 4 ; néanmoins, Paul Jal, *La guerre civile à Rome. Étude littéraire et morale*, op. cit., pp. 464-467 a soutenu, à partir de la correspondance de Cicéron, que ce dernier en réalité considérerait cette clémence césarienne comme le signe d'une perversion, comme la marque d'un véritable tyran. Cicéron aurait donc utilisé le terme de *clementia* de façon ironique. Convaincante si l'on tient compte seulement de la correspondance, cette interprétation est peut-être plus difficile à soutenir si l'on tient compte d'une plaidoirie faite devant César lui-même !

365 - Pierre Grimal, *Cicéron*, op. cit., p. 340.

366 - Plutarque, *Vies parallèles, Cicéron*, XLVIII-XLIX, op. cit., pp. 1621-1622.

jours. [...] Il fit placer la tête et les mains au-dessus des rostres, sur la tribune, et ce spectacle fit frissonner les Romains qui croyaient voir non le visage de Cicéron, mais l'image d'Antoine »³⁶⁷.

Ces détails affreux soulignent tout de même à quel point ceux qui l'ont fait assassiner le haïssaient au dernier degré, ou plus probablement avaient peur de lui. Les circonstances de la mort de Cicéron empêchent donc sans doute que l'on puisse parler d'un échec de sa politique ou de sa théorie politique puisque c'est d'elle dont on parle encore plus de deux millénaires après, tandis que ses adversaires ne sont plus que des personnages historiques dont la pensée intéresse peu voire pas du tout. Leur politique médiocre triompha à court terme ; à long terme, c'est sa figure politique et intellectuelle qui rayonne encore. Sa mort n'est peut-être pas le signe d'un échec de sa politique personnelle si l'on considère qu'aucune politique modérée ne peut réussir en temps de crise politique profonde. Sa pensée, elle, a continué d'être une source d'inspiration, notamment pour Auguste.

L'épisode souligne en outre à quel point en temps de crise, ce sont souvent les plus médiocres, ou les plus brutaux, qui atteignent les fonctions politiques de premier plan, jusqu'à ce qu'une personnalité hors du commun, Auguste en -27, Bonaparte en 1799 ou De Gaulle en 1945, émerge du chaos pour redresser la situation et fonder un ordre nouveau. Dans le cas où une telle personnalité n'émerge pas, on assiste simplement à la fin d'un ordre politique comme l'histoire en donne de multiples illustrations, la fin de l'Empire romain d'Occident en étant le paradigme jusqu'ici indépassé³⁶⁸.

Les avocats piémontais dans la « tourmente révolutionnaire »

Mario Riberi
Docteur en droit
Université de Turin

Introduction

La période comprise entre avril 1796 et septembre 1802 constitue pour le Piémont un moment dramatique de son histoire³⁶⁹ qui a vu se succéder en moins d'un quinquennat différents régimes politiques : le gouvernement de la maison de Savoie (jusqu'au 8 décembre 1798), le gouvernement provisoire (jusqu'au 2 avril 1799), l'administration française (jusqu'au 28 mai 1799), l'occupation militaire austro-russe (jusqu'au 14 juin 1800), une commission du gouvernement soutenue par un ministre spécial français et par un conseil législatif (jusqu'au 19 avril 1801) et enfin un administrateur général de la 27^e division militaire jusqu'à son annexion à la France le 22 septembre 1802. Toutefois, ce sont les années dites de « La Bufera » - plus précisément la période de six mois, de décembre 1798 au repli temporaire français au-delà des Alpes en juin 1799 - qui, par la transformation institutionnelle et l'évolution politique opérées, entraîneront l'intégration du Piémont dans l'empire napoléonien.

Cette période a bouleversé l'aspect politico-social du royaume de Sardaigne. En effet, les personnes qui appartenaient à différentes classes sociales commencèrent à combattre l'absolutisme et à soutenir les idéaux de la Révolution française dans le Piémont. Les patriotes des autres régions italiennes se seraient inspirés de ces principes mais aussi des valeurs monarchiques et

369 - À ce sujet, voir Giuseppe Ricuperati, *Lo Stato Sabaudo nel Settecento*, Torino, UTET, 2001, p. 245-408 ; Giorgio Vaccarino, *I giacobini piemontesi*, Roma, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1989, p. 749-797 ; Aa.Vv., *Dal trono all'albero della libertà, Atti del Convegno, Torino 11-13 sett. 1989*, Roma, Pubblicazioni degli Archivi di Stato, Saggi, 15, 1991 ; Rosalba Davico, « *Peuple et notables (1750-1816) : essais sur l'Ancien Régime et la Révolution en Piémont* », Paris, Bibliothèque nationale, 1991 ; Blythe Alice Raviola, « Le rivolte del luglio 1797 nel Piemonte meridionale », in Anna Maria Rao (s.d.) *Folle controrivoluzionarie. Le insorgenze popolari nell'Italia giacobina e napoleonica*, Roma, Carocci, 1999, p. 123-169.

367 - Plutarque, *Vies parallèles, Cicéron*, XLVIII-XLIX, op. cit., pp. 1621-1622.

368 - À ce propos, Santo Mazzarino, *La fine del mondo antico. Le cause della caduta dall'impero romano*, Milano, RCS Libri, 1999 (1^{re} éd., 1959).

constitutionnelles pour engager un processus d'unification nationale de la péninsule. Celui-ci se concrétisera sous l'impulsion des princes de Carignan, branche de la maison de Savoie plus sensible aux exigences de renouvellement du siècle à venir, à laquelle appartenaient aussi bien Charles-Albert que Victor-Emmanuel II, futur roi d'Italie.

Parmi les événements les plus significatifs de ces années figurent notamment l'abdication du roi Charles-Emmanuel IV et son exil ainsi que l'occupation du Piémont, d'abord par les troupes françaises, ensuite par la coalition austro-russes³⁷⁰. Brusquement, des arbres de la liberté se sont élevés pour être peu de temps après abattus. Dans le même temps, des soldats ont pris la fuite, des prêtres ont été destitués et des bandits sanguinaires ont jeté la désolation dans tout le Piémont³⁷¹.

Le premier auteur à qualifier de Bufera cette brève mais importante période a été l'écrivain piémontais Edoardo Calandra qui, en 1898, raconta dans un roman ce qui se passa en Piémont entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle. « La Bufera » raconte l'histoire de deux jeunes amants, Liana, fille de l'avocat Oliveri, et le comte Massimo Claris, qui après avoir recherché le mari de Liana, le jacobin Luigi Ughes, disparu à l'improviste, s'enfuient de Murello à travers la campagne dévastée par la guerre pour rejoindre Turin. Surpris par une bande de réactionnaires, ils sont obligés de se suicider avant que la « racaille » ne s'en prenne à eux. Il s'agit d'une œuvre dans laquelle l'auteur entrecroise réalité et invention en ayant fréquemment recours aux documents historiques se référant aux événements qui ont eu lieu sur le territoire subalpin de 1797 à 1799. Parmi ceux-ci se trouvent les soulèvements jacobins et la condamnation à mort des patriotes, la proclamation de la république d'Asti, les émeutes d'Acqui suite aux interventions du général Grouchy et de l'avocat Colla afin de les apaiser, l'abdication de Charles-Emmanuel IV, la proposition de l'avocat Cavalli d'Olivola de convertir la basilique de Superga, tombeau monumental de la maison de Savoie, à « temple laïque de la reconnaissance », l'invasion du Piémont par les troupes austro-russes de Suvarov, ainsi que les vicissitudes de la bande des réactionnaires appelée « Massa Cristiana ».

La situation politico-historique des années de « La Bufera » présente beaucoup d'analogies avec ce qui arrivera dans le Piémont cent cinquante ans plus tard, dans les années 1943-45, lors de la période de la Résistance, quand la région fut occupée par les troupes nazies, alors que les partisans aidés par les

alliés, et les fascistes, soutenus par les Allemands, se sont disputés le contrôle du territoire. En effet, après la chute de la monarchie de Savoie de la part des Français, le 8 décembre 1798 et l'exil du roi Charles-Emmanuel IV en Sardaigne, le territoire a été dévasté par les invasions étrangères, les soulèvements et les violences, d'un niveau comparable, si ce n'est supérieur, à ce qui a eu lieu pendant la seconde guerre mondiale.

1799 est l'année la plus houleuse des trois années jacobines. L'épisode le plus emblématique de la grave situation dans laquelle entraînait le pays est représenté par la proclamation du général Fiorella, commandant de la citadelle de Turin et représentant de la République provisoire franco-piémontaise, dans laquelle il incite le peuple à rester fidèle à ceux qui défendent « la cause de la Liberté ». À la déclaration de l'état de siège par Fiorella feront écho les menaces de destruction de la ville et de représailles envers la population civile de la part du général croate Vukassovich, plénipotentiaire des troupes austro-russes. En outre, à propos de la Massa Cristiana, autrement dit de la bande commandée par le soi-disant Branda Lucioni³⁷² qui à cette période infestait le bas Piémont, il est important de rappeler que, aussi bien l'armée française que celle austro-russe, même si elles étaient en conflit entre elles, ont promulgué des édits en vue de réprimer les violences contre les personnes et la propriété, perpétrées par ces brigands au nom de la « Sainte Foi » et du loyalisme monarchique.

Il peut être intéressant d'examiner le comportement et la réaction des avocats piémontais aux changements de régimes politiques venus de 1796 à 1802 dans cette région. Pour illustrer ce moment de l'histoire piémontaise, seront utilisés des exemples tirés des événements biographiques des hommes de loi (dont certains deviendront juges) qui ont joué un rôle de premier plan dans les « républiques sœurs » ou dans les gouvernements provisoires du Piémont en attendant l'annexion à la France. À cet égard, les cas les plus significatifs sont ceux de Francesco Chantel et Francesco Junod, qui furent condamnés à mort pour leur participation à la conjuration « Barolo-Cerise ». De Giuseppe Antonio Azari, organisateur de l'insurrection de Pallanza. De Secondo Arò et de Felice Berruti, chefs de l'éphémère République d'Asti. D'Ugo Vincenzo Bottone di Castellamonte, de Giuseppe Cavalli d'Olivola et de Innocenzo Maurizio Baudisson que le gouvernement du royaume de Sardaigne avait destitué de leur fonction pour leur activité innovatrice. Et enfin les cas des avocats de Mondovì Felice Bongioanni et de Turin Luigi Colla qui témoignent de la diffusion des idées jacobines dans les barreaux piémontais.

370 - Entrecoupée d'incursions par les bandes réactionnaires qui infestaient la région.

371 - Edoardo Calandra, *La bufera, Introduzione*, Torino, Viglono 1989, p. XXVI.

372 - Andrea Merlotti, « Branda de Lucioni », in *Dizionario Biografico degli Italiani* (désormais *D.B.I.*), LXVI, 2006, pp. 369-373.

Le sacrifice de la vie des avocats jacobins piémontais au nom des idéaux révolutionnaires

Vers la fin du XVIII^e siècle, le royaume de Sardaigne était gouverné par Victor-Amédée III, un souverain tenacement lié à l'absolutisme comme tous ses prédécesseurs. Toutefois il n'a pas réussi à empêcher la diffusion des idées révolutionnaires dans le Piémont où, comme en France, de nombreux clubs clandestins républicains se constituaient, essentiellement dans les plus grands centres urbains. On assiste ainsi à la formation de deux partis, composé pour l'un de réactionnaires qui restaient liés à la monarchie de la maison de Savoie³⁷³ et pour l'autre de républicains d'où émergent des éléments des classes moyennes, intolérantes aux inégalités civiles et hostiles au clergé et aux nobles. Ce dernier mouvement était essentiellement formé d'avocats³⁷⁴, de médecins, de commerçants, de notaires, d'ex-officiers, mais aussi de quelques aristocrates et même de prêtres. Y participèrent et le guidèrent des individus de différentes formations et provenances, comme des utopistes, des infiltrés ainsi que des criminels. La participation populaire, en revanche, resta très faible.

À partir de 1792 et suite au conflit entre la France révolutionnaire et le royaume de Savoie, les « novatori », soutenus par les Français se rencontraient dans les clubs qui étaient nés dans le Piémont pour se rebeller ou comploter contre l'instauration de la république. En 1793 et 1794, deux de ces clubs³⁷⁵ s'unirent selon la volonté du ministre français à Gênes, Tilly, aux fins de renverser la monarchie de Savoie. Ce complot visait à la proclamation d'une république piémontaise à travers une série d'actions violentes - l'incendie du théâtre Regio, du Carignano, du casino des Nobles, du magasin militaire - qui aurait permis aux conspirateurs de s'approprier la citadelle. Le club présidé par le médecin Barolo comprenait Maurizio Pelisseri, Angelo Pico, Carlo Botta, Carlo Giulio, Felice Antonio Campana, le comte Luigi Chilassi et San Martino. Celui qu'animait Guglielmo Cerise était plus fougueux, groupant les frères Chantel, Francesco Junod et Ignazio Bonafous. La plupart était membres des professions libérales, médecins comme Giulio et Botta, avocats comme Jean-Joseph-Marie Chantel

373 - Nobles, prêtres, les riches propriétaires et les masses populaires surtout rurales et montagnardes, fidèles aux sentiments traditionnels de la religion.

374 - Donatella Balani, « Da uomini di legge a giacobini: un percorso possibile », in Giuseppe Ricuperati (s.d.) *Quando San Secondo diventò giacobino: Asti e la Repubblica del luglio 1797*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 1999, p. 204.

375 - Celui qui se réunissait chez le médecin Ferdinando Barolo et celui qui avait comme guide l'étudiant en médecine de la Vallée d'Aoste Guglielmo Cerise. Cf. Umberto Coldagelli, « Ferdinando Barolo », *Dizionario Biografico degli Italiani* (désormais *D.B.I.*), VI, 1964, pp. 432-433; Marco Gosso, « Guglielmo Michèle Cerise », *D.B.I.*, XXIII, 1979, pp. 751-754.

et Jean-François Junod; on comptait quelques marchands, quelques prêtres gagnés au jansénisme, quelques militaires (le frère de Jean-Joseph Chantel, André, officier d'artillerie) et quelques nobles³⁷⁶. La conjuration échoua par suite de la trahison de Barolo qui dénonce les conspirateurs le 24 mai. Tandis que Cerise, Bonafous, Pelisseri et quelques autres parviennent à s'enfuir, une quarantaine de conspirateurs est arrêtée et plusieurs sont condamnés à mort, comme les avocats Jean-Joseph-Marie Chantel et Francesco Junod qui furent pendus, la femme de ce dernier fouettée et emprisonnée³⁷⁷. Ce ne fut pas là l'unique coup porté aux Jacobins. En effet, après la paix signée avec la République française le 15 mai 1796, la majorité de l'armée de Savoie fut transférée près de la capitale, dans une position défensive difficile à combattre.

Lors des émeutes de 1794-1799, les « suspects » impliqués dans les émeutes étaient au nombre de trois mille cent cinquante-sept³⁷⁸. Sous le profil social, l'entité la plus nombreuse était représentée par les professions libérales (avocats, médecins, chirurgiens et notaires) qui atteignaient 25 % et parmi lesquelles figurait une importante minorité d'hommes de loi (15 %) ainsi que de nombreux ecclésiastiques. Par contre, l'adhésion des paysans et des artisans était médiocre, s'élevant à moins de 6 %.

Jusqu'en 1792, date du début de la guerre entre la France révolutionnaire et le Piémont de la maison de Savoie, les partisans du changement, peu nombreux à Turin et dans le Piémont, se firent rarement remarquer. Toutefois, l'invasion française de la Savoie et du comté de Nice fit croître le mécontentement et émerger des oppositions plus radicales. L'armistice de Cherasco (28 avril 1796) et la paix de Paris (15 mai 1796), même s'ils plaçaient militairement le royaume de Sardaigne entre les mains des Français, sauvèrent pour un temps la monarchie de Savoie et constituèrent une grave désillusion pour les patriotes italiens. Ceux-ci, dans les mois précédents l'offensive de Bonaparte, avaient préparé un plan pour instaurer une république indépendante dans le Piémont, premier pas vers la conquête de toute l'Italie.

En effet, les premières semaines de la campagne d'Italie, Bonaparte et le directoire allèrent dans la même direction. Ils utilisèrent les patriotes piémontais pour affaiblir et menacer le roi de Sardaigne et le pousser à conclure plus

376 - Josiane Bourguet-Rouveyre, *La Liberté en Italie. La présence française en Italie du Nord vue par les Piémontais: liberté ou servitude?*, <http://www.napoleon.org/>.

377 - Joseph-Gabriel Rivolin, « Jean Christillin, penseur des Lumières », *Augusta*, 1 (2013), p. 11.

378 - Selon une enquête, conduite en 1799, province par province, par la police du Conseil Suprême réinstauré par les armées austro-russes, et étudiée dans la deuxième moitié du XX^e siècle par Giorgio Vaccarino, *I giacobini piemontesi, op.cit.*, p. 749-797.

rapidement la paix. Puis, une fois obtenu le contrôle militaire du Piémont, ils abandonnèrent les patriotes.

Cette situation politique particulière explique la naissance des républiques éphémères d'Alba et Asti. La république d'Alba³⁷⁹, contrairement à celle d'Asti l'année suivante, fut rendue au roi sans effusion de sang seulement grâce à la présence d'une garnison française du général Augereau. Même l'insurrection organisée à Pallanza par l'avocat Giuseppe Antonio Azari³⁸⁰ revêt un certain intérêt pour l'histoire de la période révolutionnaire 1796-1799. Un accord entre Ranza et les jacobins milanais établissait que la révolte aurait dû débuter la nuit du 22 au 23 octobre grâce à Azari, qui en avait pris la responsabilité en tant que chef militaire. Cependant le plan fut découvert et l'avocat Azari fut arrêté. Emmené à Novare, le sénat de Turin « à chambres réunies » le condamna le 29 novembre à être pendu, son cadavre jeté au feu et à la confiscation de ses biens³⁸¹. La sentence fut exécutée à Novare le 3 décembre 1796.

À Asti la république³⁸² fut proclamée le 28 juillet 1797 et dura moins d'une semaine. Son premier acte fut un décret par lequel on imposa le respect des personnes, des habitations, des biens des citoyens, quel que soit leur parti politique d'appartenance, sous peine de mort pour atteinte aux intérêts de la nation. Un autre décret demanda aux citoyens les plus riches une contribution « patriotique » en argent³⁸³. Cette république a dû combattre contre les troupes royales, lesquelles furent aidées par les masses paysannes qui inventèrent la fameuse devise « Liberté, Égalité ou la Mort ». Ses chefs, les avocats Secondo Arò et Felice Berruti, furent condamnés à mort. L'avocat Secondo Arò fut jugé « coupable de s'être arrogé une autorité illégale et de trahison en exerçant un pouvoir qui ne pouvait être lui transmis que par le roi ». L'avocat Felice Berruti fut déclaré coupable d'avoir conspiré avec Arò, recruté des troupes, répandu par le public des manifestes séditionnaires exerçant des violences contre « les bons citoyens »³⁸⁴.

Dans les années 1796-1798, l'administration de Savoie adopta des mesures extraordinaires pour affronter les urgences qui caractérisaient les périodes de guerre civile, en ayant fréquemment recours aux cours martiales. Sur ces bases, les soldats devaient être accompagnés, au cas où, par un vice-auditeur de guerre. Les sentences étaient immédiatement exécutées et les commissions militaires jugeaient avec sévérité : par exemple le vol à main armée pouvait être puni de mort³⁸⁵. De cette manière, quarante rebelles furent fusillés, et les commissions prononcèrent environ une centaine de condamnations à mort, surtout dans la région de Turin et dans le Piémont sud-occidental³⁸⁶.

Le 8 décembre 1798, Charles-Emmanuel IV fut contraint par les Français d'abdiquer et d'abandonner Turin pour se retirer en Sardaigne. Le roi, après avoir signé l'acte qui cédait aux Français tous les pouvoirs dans le Piémont, invitait ses sujets à obéir au gouvernement que la France y avait institué et ordonnait aux soldats de se considérer partie intégrante de l'armée française.

Le rôle des juristes et des avocats piémontais de l'annexion du Piémont à la France à la restauration

À Turin, une république sœur n'a pas été proclamée après le départ du souverain légitime. Conformément aux aspirations de la majorité des patriotes piémontais, un gouvernement provisoire de quinze membres a été constitué le 12 décembre, composé presque essentiellement de démocrates et de jacobins, parmi lesquels plus d'un tiers des juristes ou d'avocats³⁸⁷. Parmi eux, on distingue en particulier Giuseppe Cavalli d'Olivola, Ugo Vincenzo Bottone di Castellamonte et Luigi Colla, très actifs dans leur activité politique et judiciaire dans le Piémont napoléonien.

Descendant d'une famille d'ancienne noblesse, Giuseppe Cavalli, comte d'Olivola³⁸⁸, avait renoncé à son titre. Il se fit remarquer pour son intransigeance jacobine qui caractérisa son activité d'avocat, de magistrat et de politique. Engagé dans les procès politiques instruits durant l'été 1794 contre les responsables de la conspiration appelée « Barolo-Cerise », il fut obligé de donner sa démission du bureau des avocats des pauvres qui lui avait été confié par l'administration de Savoie à la suite de l'accusation de disparition de documents pour sauver

379 - Cf. Giuseppe Ricuperati, *Lo Stato Sabaudo nel Settecento*, Torino, UTET, 2001, pp. 266-270, 333-334.

380 - Proclamée le 2 avril 1796 par le marchand Ignazio Bonafous et par le prêtre révolutionnaire Giovanni Antonio Ranza. Cf. Renzo De Felice, « Giuseppe Antonio Azari » in *D.B.I.*, IV, 1962, pp. 736-737. Ce mot souligne les liens politiques et culturels entre Azari et Ranza.

381 - Arrêt de mort contre Giuseppe Azari, Torino, Stamperia Reale, 1796.

382 - Sur la Repubblica de Asti voir Giuseppe Ricuperati (s.d.), *Quando San Secondo diventò giacobino*, op.cit.

383 - Arrêté n.41 de la Repubblica Astese, 29 luglio 1797.

384 - Arrêt de mort contre les avocats Secondo Arò et Felice Berruti, Asti, 1797.

385 - Nicomede Bianchi, *Storia della monarchia piemontese dal 1773 sino al 1861*, II, Torino, Fratelli Bocca, p. 619.

386 - *Ibid.*, p. 618.

387 - Innocenzo Maurizio Baudisson, Giuseppe Cavalli d'Olivola et Luigi Colla.

388 - Carlo Dionisotti, « Giuseppe Cavalli », in Id., *Storia della magistratura piemontese*, II, Torino, Roux e Favale, 1881, p. 291-292.

un accusé. À la fin de 1798, sous l'occupation française, il devint membre du gouvernement provisoire. Nommé commissaire, il présenta un rapport pour soutenir la publication d'un décret ordonnant le déplacement des cendres des rois et princes du sous-terrain du temple de Superga³⁸⁹.

Signé par un homme de loi, le commissaire gouvernemental Innocenzo Maurizio Baudisson³⁹⁰, le décret du 6 janvier 1799 mentionne que : « On enlèvera tant du Temple que du souterrain, toutes les armoires et inscriptions qui peuvent rappeler le souvenir des faits qui donnèrent lieu à son érection, et des rois qui la consacrèrent à leur faste. Le souterrain sera épuré des cendres des rois et des princes, qui y sont rassemblées. Cette purification s'exécutera de la manière que le préférera la municipalité de Turin »³⁹¹. Pendant l'occupation austro-russe, Baudisson fut arrêté en tant que jacobin³⁹² et détenu dans la prison de Vigevano jusqu'au retour des Français. Pour sa part, Cavalli réussit à se réfugier à Paris où il fut membre de la commission des secours aux immigrés, puis accompagna Bonaparte lors de son passage au Grand Saint Bernard. Au lendemain de la bataille de Marengo, il devint un des sept membres de la nouvelle Commission du gouvernement piémontais³⁹³. La « république piémontaise » de 1799 dura de janvier à avril. Elle prit fin au mois de mai avec l'entrée à Turin des troupes austro-russes de la seconde coalition sous les ordres du général Suvarov.

La restauration annoncée de la monarchie de Savoie était en tout état de cause vouée à l'échec. En effet, l'invasion de l'Italie par Bonaparte, désormais premier consul, et la victoire de Marengo assurèrent aux Français l'hégémonie sur toute la péninsule. Le 25 juin 1800, les Français entrèrent à Turin et la république cisalpine fut rétablie. Le 12 avril 1801, après que le tsar Paul I^{er}, dernier

389 - Acte qui fut défini par Carlo Botta de « *eccessivo e stravagante* ». Cf. Carlo Botta, *Storia d'Italia. Dall'anno 1789 all'anno 1814*, IV, Milano, Silvestri, 1844, p. 211.

390 - Prêtre, doyen de droit canonique, ami et collègue de Cavalli, ayant exercé le rôle d'avocat des pauvres auprès du tribunal de Turin. Cf. Alberto Lupano, « Il canonista torinese Innocenzo Maurizio Baudisson. Dal giurisdizionalismo al giacobinismo », *Rivista di storia del diritto italiano*, LXVI (1993), p. 299-413.

391 - « Raccolta delle leggi, provvidenze e manifesti emanati dai governi francese e provvisorio e dalla municipalità di Torino unitamente alle lettere pastorali del cittadino arcivescovo di Torino », I, Torino an VII [1800], p. 115-117.

392 - A.S.T., Corte, Carte epoca francese, serie 1, cart. 9, fasc. 1.

393 - On sait que Cavalli, défenseur de l'autonomie du Piémont de la France, a exercé une influence sur le conseil, bientôt dissous par les Français en raison de la majorité en faveur de l'indépendance dans la région. Ayant participé à la réorganisation de l'appareil judiciaire du Piémont, conformément aux innovations introduites par la législation française, Cavalli a été nommé juge en 1801 puis, l'année suivante, vice-président de la cour d'appel de Turin. Décoré de la "Légion d'honneur" en 1804, il est élu quatre ans après à l'assemblée législative de Paris avant d'être déplacé en 1811 dans les États romains en tant que premier président de la cour impériale de Rome.

défenseur de l'indépendance du Piémont avait été tué dans un complot, Napoléon transforma la région en XXVII^e « division militaire française », c'est-à-dire qu'il fit le premier pas vers l'annexion à la France, décrétée le 22 septembre 1802.

Évidemment, il n'existe pas seulement une version romancée des événements qui dans les dernières années du XVIII^e siècle servent de toile de fond à l'histoire racontée dans « La Bufera » de Calandra. Les témoignages directs de ces faits apparaissent dans les mémoires, les lettres et les journaux intimes des protagonistes de cette période, autant de sources dont Edoardo Calandra s'est sûrement inspiré, comme par exemple les Mémoires d'un jacobin³⁹⁴ de l'avocat Felice Bongioanni³⁹⁵. Il procédait d'une famille de commerçants de tradition jacobine³⁹⁶. Son oncle, l'avocat monrégalais Filippo Benedetto Bunico³⁹⁷ (1767-1842), était membre du gouvernement républicain provisoire de 1798-1799 et chargé à ce titre de recueillir les votes de la municipalité et des citoyens de la province de Mondovì sur le projet d'union du Piémont à la France. Bongioanni, licencié en droit à Turin en 1790, intégra le barreau de Turin et devint avocat des pauvres du sénat du Piémont avant d'être associé, en 1797, au collège des jurisconsultes. En 1799, il fit partie du gouvernement républicain provisoire en tant que fonctionnaire aux affaires internes, mais démissionna de cette charge le 7 février 1799 en signe de protestation contre le décret d'annexion à la France. Après la bataille de Marengo, quand les exilés, et parmi eux Bongioanni, rentrèrent de France, les objectifs poursuivis dans les années de « La Bufera » par le gouvernement provisoire républicain dans le Piémont n'étaient plus proposables. Alors Felice Bongioanni abandonna la politique pour accepter des charges judiciaires³⁹⁸. Dans l'impossibilité de trouver « une troisième voie » entre démocratie républicaine et autoritarisme napoléonien, l'intransigeance idéologique révolutionnaire jacobine fut remplacée par une adhésion au constitutionnalisme libéral, historiquement plus réaliste.

De toute façon, comme en témoignent les dossiers de la police de l'époque, durant la période du premier exil de l'empereur à l'île d'Elbe une poignée

394 - Felice Bongioanni, *Mémoires d'un jacobin (1799)*, Préface de Giorgio Vaccarino, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1958.

395 - Originaire de la région de Mondovì, qui ont une grande importance en tant que documentation historique, car elles constituent un compte rendu vaste et fidèle des événements dramatiques qui ont eu lieu en 1799.

396 - Giorgio Vaccarino, « Felice Bongioanni », in *D.B.I.*, XII, 1971, (ad vocem).

397 - Domenico Occelli, *Il Monregalese nel periodo storico napoleonico, 1792-1815*, Mondovì, Tip. Monregalese, 1950, p. 452-54.

398 - Jusqu'à devenir procureur impérial tout d'abord à Ceva et ensuite à Gênes même s'il souhaitait enseigner à l'université.

de « jacobins » piémontais, parmi lesquels Bongioanni, nourrissait encore des espoirs de convaincre Napoléon de soutenir la cause de l'indépendance italienne. Toutefois, le comportement de Felice Bongioanni et ses orientations politiques constituèrent une exception dans la société piémontaise de la fin du XVIII^e siècle car le barreau était organisé sur plusieurs niveaux qui coïncidaient aussi aux différents grades de l'échelle sociale. Pour les nobles, il était possible de faire partie de la bureaucratie nationale en tant que juristes et donc d'accéder aux charges judiciaires suprêmes en devenant sénateurs. En revanche, cela n'était pas permis aux avocats qui pratiquaient une profession libérale comme Bongioanni, et auxquels se présentaient rarement des occasions pour remplir des rôles politiques importants et donc s'élever socialement. Par conséquent, les avocats constituaient aussi dans le Piémont un groupe influent bien que minoritaire à l'intérieur du tiers état.

À part pendant la période confuse de 1798-1799 (« La Bufera »), cette situation était destinée à perdurer sous le Consulat et l'Empire. En effet après Marengo, Bonaparte sut offrir à la classe des juristes piémontais d'origine aristocratique l'opportunité de s'insérer dans un système de pouvoir qui, élargissant les horizons dans une dimension nationale et européenne, aurait entrouvert à la noblesse piémontaise de nouvelles possibilités de carrière au service de l'État, comme le prouve le cas déjà cité de Cavalli. Les autres organes judiciaires continuèrent à être l'apanage de la noblesse locale et des anciens magistrats du royaume de Sardaigne. Les vicissitudes de Bottone di Castellamonte³⁹⁹ et de Luigi Colla⁴⁰⁰ sont sous ces aspects exemplaires.

Ugo Vincenzo Bottone⁴⁰¹, comte de Castellamonte, licencié ès droit très jeune en 1771, écrivit des œuvres dans lesquelles, pour faire suite à l'illuminisme juridique italien de Muratori à Beccaria, il n'hésita point à critiquer l'héritage du droit commun, encore présent dans la législation des états européens de l'Ancien Régime, comme le Piémont de la maison de Savoie. Il entreprit ensuite une carrière juridique jusqu'à devenir, en peu de temps, membre du sénat de Savoie. Le 3 avril 1788, il fut investi du rôle d'intendant général en Sardaigne. Il s'occupa essentiellement des finances. Il y resta jusqu'en 1790, pour ensuite occuper la même charge en Savoie jusqu'à la veille de l'invasion française en

399 - Appelé par Napoléon à Paris en 1806 en tant que juge de cassation de l'Empire français, charge qu'il conserva aussi sous la Restauration.

400 - Qui, grâce aussi à son origine bourgeoise, fut destiné à être et voulu rester surtout avocat sont sous cet aspect exemplaires.

401 - Cf. Giorgio Vaccarino, « Ugo Vincenzo Botton di Castellamonte », *Bollettino Storico Bibliografico Subalpino*, XLIII (1965), p. 161-202.

1792. Suspecté de sympathie envers les idées révolutionnaires, il fut éloigné du régime de Savoie, qui bloqua sa carrière administrative. Toutefois l'arrivée des Français lui offrit de nouvelles possibilités de revenir sur le devant de la scène politique subalpine. Devenu membre du gouvernement provisoire du Piémont en décembre 1798, il fit partie des défenseurs au printemps 1799 du plébiscite de l'annexion des territoires subalpins à la France, vote exprimé, à vrai dire plutôt d'un air contraint, par de nombreuses communautés piémontaises⁴⁰².

Pendant l'été 1799 Bottone, pour fuir aussi bien à la police austro-russe, qui le recherchait, qu'à celle française, qui le jugeait peu fiable, dut se réfugier en Suisse. Quelques mois plus tard, grâce aussi aux bons offices de Carlo Bossi, qui le fit rayer des listes de proscription françaises, il put rejoindre Paris et soutenir la cause révolutionnaire.

En effet, le cursus suivant de Bottone ne connut pas de trêve : membre de la commission provisoire du gouvernement au retour des Français dans les années 1800 et président de la cour des comptes, le magistrat devint en 1801 premier président du nouveau tribunal d'appel de Turin et en 1806 il fut nommé conseiller à la cour de cassation française, où il atteignit le grade de président de section. Il resta à ce poste jusqu'à sa mort à Paris le 13 mars 1828, après sa naturalisation comme citoyen français voulu par le souverain Louis XVIII à peine restauré. En effet Bottone avait désormais, lui-même, démontré sa pleine appartenance à la nouvelle patrie.

Par contre Colla⁴⁰³ était d'origine bourgeoise, né d'une famille qui depuis trois générations était dans le domaine du droit : l'arrière-grand-père et le père étant avocats et le grand-père notaire. Il obtint sa licence à dix-huit ans, à la faculté de droit de Turin, en soutenant une thèse sur *Dei delitti e delle pene* de Cesare Beccaria, choix qui témoigne de la modernité de sa vision du droit.

En 1798 après la chute de la maison de Savoie, les Français, dans l'intention de mettre en place un gouvernement républicain provisoire, engagèrent de force des hommes qui avaient la réputation d'être honnêtes. Ce fut le cas de Luigi Colla, brillant avocat doté d'une ample culture, qui devint membre du gouvernement et, en tant que tel, participa au débat sur le sort du Piémont. Dans un premier temps, opposé à l'idée de l'annexion du Piémont par la France, il finit par l'accepter en étant probablement convaincu que cette solution aurait

402 - Même si, selon un rapport déposé auprès du ministère français de la police, Barras le considérait un élément contre-révolutionnaire car il était encore secrètement lié à la monarchie de Savoie. Cf. *Ibid.*, p. 183.

403 - Cf. Enrico Genta, *Dalla Restaurazione al Risorgimento. Diritto, Diplomazia, personaggi*, Torino, Giappichelli, 2012, p. 221-236.

épargnée à son pays l'exploitation économique et militaire de la part des Français. Nommé commissaire avec la charge de recueillir des votes pour l'annexion, en février 1799, il fut envoyé derrière les troupes du général Grouchy afin d'apaiser les émeutes dans la province de Acqui, insurgée afin de s'opposer à l'union du territoire subalpin à la France. Dans ces circonstances, Colla, conseillant au général français d'utiliser toute la modération possible, réussit à éviter une inutile effusion de sang⁴⁰⁴. Pendant l'occupation austro-russe, Colla - qui avait refusé, comme le raconte le collègue Bongioanni, d'émigrer en France - décida de rester à Turin et fut arrêté deux fois. Quand les Français reconquirent le nord de l'Italie, Colla fut nommé représentant piémontais auprès de la république cisalpine et par la suite participa à l'assemblée législative piémontaise. Après l'annexion, il se retira de la vie politique en recommençant son activité juridique.

Ainsi en 1808, suite à l'abolition du barreau ecclésiastique dans le Piémont, Colla intervint en tant que défenseur en appel du Chapitre de Pinerolo, dans un litige avec l'évêque Della Marmora, dû au regroupement de l'ex-diocèse de Pinerolo et de celui de Saluzzo, en démontrant d'amples connaissances du droit concordataire napoléonien. Avec la restauration de la maison de Savoie, Colla dut affronter les effets traumatisants de l'édit de mai 1814, publié par le souverain Victor-Emmanuel I^{er}, qui effaçait toutes les innovations françaises, même celles législatives, et surtout le code Napoléon, mais malgré cela il continua à exercer sa profession juridique. Le collège des procureurs de Turin ne tint évidemment pas compte de son parcours jacobin quand on lui demanda de préparer une « Supplique à Sa Sacrée Royale Majesté » pour protester contre le gouvernement français qui avait admis comme procureurs beaucoup de juristes non avocats. Même dans ces circonstances, Colla présenta une défense bien à propos en se fondant sur les traditions et en demandant la restauration des compétences du collège des procureurs en ce qui concerne la nomination des sièges vacants aux personnes de son choix. Le succès et le prestige obtenus dans la profession d'avocat l'ont convaincu à étendre son activité dans le domaine tout nouveau des sociétés d'assurance. En effet en 1830, sous le règne de Carlo Felice, il présida le premier conseil d'administration de la Società Reale di Assicurazione Generale e Mutua⁴⁰⁵ contre les incendies. Le rôle recouvert par Colla dans cette assurance créée sur des bases mutualistes, qu'il considérait un « acte de civilisation de la nation », est sûrement une indication de ces convictions politiques qu'il a mûri dans le temps : seulement un réformisme sagace, en vue d'une amélioration concrète des conditions socio-économiques, pouvait favoriser un réel progrès.

La défense en justice des « ennemis du peuple » durant le régime de la Convention Nationale

*Nicolas Derasse
Maître de conférences
Université Lille 2*

La Révolution française est une période singulière dans l'histoire de la défense en justice. Statutairement, ses représentants - avocats comme procureurs - font prématurément les frais des réformes judiciaires menées par l'assemblée constituante. Dès l'automne de l'année 1790, les députés décident en effet de supprimer ces deux professions, très liées l'une comme l'autre à la justice de l'Ancien Régime, pour consacrer le principe de liberté de la défense⁴⁰⁶. La disparition des hommes de loi « ci-devant appelés les avocats », dont l'élu rennais Lanjuinais disait qu'ils étaient « un mal nécessaire »⁴⁰⁷, apparaît alors comme un paradoxe lorsqu'on sait que près d'un tiers de la chambre législative est issu du barreau.

Bien que n'ayant plus d'existence sur le plan légal, ces professionnels de la défense continuent toutefois de marquer de leur empreinte la scène politique et judiciaire, dans le costume de l'élu ou dans celui du défenseur officieux. Comme l'explique le député Dinocheau en décembre 1790, il faut « donner à la liberté de la défense une plus grande latitude ». Chaque homme doit avoir « le droit de défendre un autre citoyen » et d'exercer ainsi « le plus noble des ministères ». Telle est la tâche qui attend donc les défenseurs officieux et, parmi

406 - La suppression des procureurs, comparés à des « corbeaux de justice », intervient avec le décret des 29 janvier-20 mars 1791 qui établit avec les avoués de nouveaux officiers ministériels « dont la fonction sera exclusivement de représenter les parties » et de les défendre, « soit verbalement soit par écrit ». Sur ce sujet, voir la contribution d'Hervé Leuwers, « La fin des procureurs. Les incertitudes d'une recomposition professionnelle », dans *Histoire, Économie et Société*, 2014, 3, p. 18-31. Les avocats disparaissent plus tôt, avec la loi des 2-11 septembre 1790. Un décret du 15 juin 1791 confirmera la suppression des « titres d'avocats et de procureurs ».

407 - Séance du 31 mars 1790, Mavidal (J.) et Laurent (E.) (dir.), *Archives parlementaires, recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises* (désormais A.P.), 1^{re} série, t. 12, p. 487.

404 - Carlo Botta, *op. cit.*, III, pp. 178-179.

405 - Fondée à Turin en 1828 sous autorisation du roi de Sardaigne, Carlo Felice.

eux, ceux que l'on nomme désormais les hommes de loi, terme qui désigne « les anciennes professions d'avocat et de procureur »⁴⁰⁸.

Au lendemain de la suppression des ordres d'avocats, cette défense officielle est tombée à point pour tous ceux qui souhaitaient poursuivre leur activité de conseil et de plaidoirie auprès des nouveaux tribunaux civils et pénaux. L'expérience de ces auxiliaires de justice les conduit aussi naturellement à prendre place auprès des accusés qui, depuis 1789, bénéficient du droit d'être assistés d'un conseil dans le cadre du procès criminel⁴⁰⁹. En fin de compte, si le décor et les règles ont changé, les hommes vont rester les mêmes. Les constituants, sagement, ne voulaient pas mettre en péril leur réforme de la justice en écartant d'emblée ceux qui en avaient été les principaux animateurs dans les siècles qui avaient précédé 1789, sauf à les priver de leur statut.

Ces premières réformes vont être durement éprouvées dès les événements du printemps de l'année 1792. La déclaration de guerre de la France à l'Autriche et à la Prusse, le 20 avril, ouvre, au-delà de la phase de conflit, une période sombre qui, sitôt la proclamation de la Première république, conduit la convention nationale, dans une patrie jugée « en danger » depuis le 11 juillet 1792, à mener une politique de terreur afin de faire face au péril venu de l'extérieur comme à la guerre civile qui éclate en mars 1793.

Sur le plan judiciaire, cette décision se traduit par une mise en veille de la justice de droit commun au profit d'une justice d'exception visant en priorité ceux que les députés, en 1794, appellent les ennemis du peuple, formule qui désigne, d'une manière générale, tous les individus hostiles à l'esprit révolutionnaire et au sens patriotique⁴¹⁰. Pour atteindre cette cible, l'assemblée conventionnelle adopte un arsenal répressif qui a pour visée d'amoindrir, sinon de supprimer les garanties accordées à la défense.

Les premières restrictions apparaissent dès l'été 1792, lorsqu'à l'initiative de Danton, récemment nommé ministre de la justice⁴¹¹ et auteur du fameux « Soyons

terribles pour éviter au peuple de l'être », est créé le tribunal du 17 août chargé de juger les conspirateurs arrêtés une semaine plus tôt, lors de la prise des Tuileries et de l'arrestation du roi. Quoique supprimée à la fin novembre, cette juridiction d'exception, dont les jugements ne sont susceptibles d'aucun recours, préfigure le « terrible » mois de mars 1793 qui voit naître le tribunal révolutionnaire de Paris⁴¹² de même que la grande loi sur les émigrés⁴¹³. La justice politique est alors pleinement en marche et ne va avoir de cesse que de poursuivre les ennemis de la République jusqu'au lendemain du 9 thermidor et l'abrogation de la fameuse loi du 22 prairial an II (10 juin 1794) qui symbolise la « grande Terreur ».

Durant cet intervalle chronologique où l'état de guerre se dresse en toile de fond ressort une interrogation majeure, celle de l'expression de la défense, proclamée comme une liberté en 1789. À partir de 1792 et jusqu'à la suppression de la loi de prairial, il est important de pouvoir déterminer quels sont les droits, s'ils existent bien entendu, accordés aux ennemis du peuple lorsque ceux-ci sont renvoyés devant la justice révolutionnaire. Une telle étude a aussi pour intérêt de cerner la marge de manœuvre dont les hommes de loi disposent pour faire valoir la justification de leurs clients devant les tribunaux d'exception comme ceux de droit commun, sans se détourner par ailleurs de la manière dont on les laisse exercer la défense. Enfin, faut-il conclure que cet engagement des hommes de loi auprès des « pestiférés » de la République reste anodin ou, à l'inverse, périlleux pour les anciens membres du barreau ?

La période de la Terreur coïncide avec une restriction très sensible des garanties offertes aux accusés dans le cadre d'un procès criminel où l'on est proche, parfois, du déni de défense (I). Malgré tout, dans ce milieu très hostile, la défense en justice parvient à se frayer un chemin qui n'est toutefois pas sans danger pour ceux qui l'empruntent (II).

408-Séance du 13 décembre 1790, Ibid., t. 21, p. 440. Sur la question, voir l'article de Jean-Louis Halpérin, « Haro sur les hommes de loi », *Droits. Revue française de théorie, de philosophie et de cultures juridiques*, n° 17, 1993, p. 55-65

409 - Cette garantie est accordée par le décret des 8 octobre-3 novembre 1789.

410 - La dénomination d'*ennemis du peuple* apparaît dans la fameuse loi sur le tribunal révolutionnaire de Paris du 22 prairial an II (10 juin 1794). Ils « sont ceux qui cherchent à anéantir la liberté publique, soit par la force, soit par la ruse », ceux « qui auront provoqué le rétablissement de la royauté » ou encore « ceux qui auront trahi la République », Duvergier (J.-B.), *Collection complète des lois, décrets, ordonnances...*, Paris, t. 7, 1825, p. 232 s.

411 - À ce poste, il restera en fonction du 10 août au 6 octobre 1792.

412 - Décret du 10 mars 1793 relatif à la formation d'un tribunal criminel extraordinaire à Paris. Ce texte mentionne en outre que les jugements de la juridiction « seront exécutés sans recours au tribunal de cassation », Duvergier, *op. cit.*, t. 5, p. 239. C'est le décret du 8 brumaire an II (29 octobre 1793) qui rebaptise le tribunal criminel extraordinaire de Paris en tribunal révolutionnaire.

413 - Décret du 28 mars 1793. Celui-ci permet aux juges de condamner l'émigré à mort sur simple constatation d'identité. Le jugement sera mis à exécution dans les vingt-quatre heures, là encore sans possibilité de recours en cassation, *ibid.*, p. 281.

I. La défense, une « simple clause de style »⁴¹⁴

Dans la législation que la convention nationale adopte dès la proclamation de la République, il est parfois difficile de trouver trace des repères fixés par les députés de l'assemblée constituante lorsque ces derniers édifiaient les droits dont chaque accusé pouvait se prévaloir, notamment celui de pouvoir être assisté d'un conseil. La volonté de restreindre le champ d'action de la défense est alors bien affirmée, tant sur le terrain procédural qu'à l'égard de ceux - les anciens avocats en tête - qui n'ont jamais abandonné les prétoires.

La diminution des garanties procédurales

Dans le domaine de la défense en justice, la convention nationale n'est pas à une contradiction près. Après le mois de mars 1793 durant lequel elle prive les émigrés comme les prêtres réfractaires du moindre recours contre leur condamnation, ses membres prennent une décision peu en phase avec cette mesure initiale, affirmant dans l'acte constitutionnel du 24 juin qu'en « matière criminelle, les accusés ont des conseils choisis par eux ou nommés d'office »⁴¹⁵. L'espoir reste malgré tout de courte durée lorsqu'on connaît le destin de cette constitution, sacrifiée avec la mise en œuvre du gouvernement révolutionnaire. On peut légitimement penser que les conventionnels, dans ce texte, songeaient aux accusés de droit commun, non aux contre-révolutionnaires que sont, notamment, les émigrés et les prêtres insermentés.

C'est par le biais du recours en cassation que les membres de l'assemblée portent l'estocade initiale aux droits de la défense. Cette garantie est la première à disparaître, et chaque texte vient un peu plus affaiblir cette pratique qui est rayée de la procédure mise en œuvre devant le tribunal révolutionnaire de Paris. Dans le même temps, les députés façonnent une législation d'exception dans laquelle le portrait du contre-révolutionnaire s'affine toujours plus. Dans ses traits, on reconnaît le participant à la révolte ou à l'émeute contre-révolutionnaire comme le porteur de la cocarde blanche ou de « tout autre signe de rébellion ». Ces individus, mis, selon la formule consacrée, « hors de la loi »⁴¹⁶, voient leurs droits subitement fondre.

Jugés par une commission militaire, ils sont livrés à l'exécuteur des jugements criminels dans les vingt-quatre heures pour être mis à mort, sort identique

414 - Petit (Jean), *La justice révolutionnaire en Maine-et-Loire sous la Convention (21 septembre 1792-27 juillet 1794)*, thèse droit, Poitiers, 1966, p. 378.

415 - Art. 96.

416 - Décret du 19 mars 1793, Duvergier, *op. cit.*, t. 5, p. 253 s.

à celui réservé aux émigrés (art. 2). Par ailleurs, la condamnation peut être obtenue à partir d'une « déposition orale et uniforme » de deux témoins. Si le texte demeure muet sur l'octroi d'un défenseur, ce dernier, contrairement à ce que l'on pourrait croire⁴¹⁷, peut être admis à intervenir, comme le confirme ce jugement du tribunal criminel jugeant révolutionnairement du Nord du 25 mai 1793 dans lequel les juges prennent soin de rappeler que « tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis »⁴¹⁸.

Le flou législatif n'est pas toujours interprété dans ce sens. À la même époque, les représentants du peuple du département de Loire-Inférieure, plus zélés dans leur attitude, affirment pour leur part que la nomination d'un défenseur officieux « serait plus indulgente que la loi qui ne l'a pas accordée »⁴¹⁹. D'une juridiction à l'autre, c'est au bon vouloir des juges ou des autorités locales qu'il faut en définitive s'en remettre pour espérer bénéficier de l'assistance d'un défenseur officieux. C'est bien la preuve que la mise hors de la loi manque, volontairement ou non, de « contours juridiques »⁴²⁰, ce qui laisse le champ libre aux magistrats pour contraindre l'accusé à se défendre - reprenons ici la formule de l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539 - « par leur bouche ».

Devant le tribunal révolutionnaire de Paris et ses déclinaisons de province⁴²¹, la tendance est beaucoup plus nette à l'automne de l'année 1793. Les juridictions d'exception résonnent alors des discours tenus à la convention nationale, en particulier après le vote de la loi des suspects du 17 septembre 1793. Se faisant le porte-parole de bon nombre de ses collègues montagnards, le député Faure réclame, peu avant le procès de Marie-Antoinette, de clore les débats une fois que l'accusé a avoué et de supprimer la plaidoirie du défenseur officieux

417 - « On peut estimer qu'au moins en mars 1793, le législateur n'est pas favorable à l'exercice de la défense du hors-la-loi », De Mari (Éric), *La mise hors de la loi sous la Révolution française (19 mars 1793-9 thermidor an II)*, thèse droit, Montpellier, 1991, p. 170.

418 - Les membres de la juridiction, laquelle fonctionnait sans jury, indiquent que « la loi du 19 mars [...] ne défend pas aux accusés de se choisir un conseil ». Deux mois plus tôt, les juges nordistes avaient par courrier adressé à l'administration du département demandé que la « Convention Nationale, ou ses commissaires actuellement dans ce département l'éclairassent », notamment sur le point de savoir si les accusés « hors de la loi » ont droit à un conseil. La réponse des représentants du peuple avait été affirmative, *Archives départementales du Nord (A.D.N.)*, L. 4909 et L. 12089.

419 - De Mari (Éric), *op. cit.*, p. 171.

420 - Savey-Casard (Paul), « La mise hors la loi à l'époque révolutionnaire », *Revue historique de droit français et étranger*, janvier-mars 1970, p. 428.

421 - Des tribunaux révolutionnaires ont également été institués en province, notamment à Arras, à Nîmes ou encore à Rochefort.

devant le tribunal révolutionnaire de la capitale⁴²². À cet instant, la convention nationale, qui exerce une forte influence sur le tribunal révolutionnaire de Paris, hésite encore à supprimer les garanties procédurales subsistant en faveur des ennemis du peuple.

Ce doute n'anime plus certaines juridictions d'exception départementales qui, dans l'attente d'une position ferme de l'assemblée, prennent les devants en refusant la présence du conseil. C'est l'attitude qu'adopte notamment le tribunal criminel extraordinaire des Hautes-Pyrénées où dès mai 1794, les débats sont « menés extraordinairement », au mépris des droits des accusés, avec un représentant du peuple, appelé Monestier, qui se rend à l'audience pour s'assurer que l'accusé n'a pas de défenseur et pour lui « interdire la parole toutes les fois que l'accusé la demande »⁴²³. Les manœuvres sont similaires dans la plupart des commissions militaires où l'on cherche indéniablement à fragiliser l'expression de la défense. Ainsi, à Angers, la commission présidée par le dénommé Félix statue sans laisser les témoins à décharge s'exprimer et sans accorder de défenseur aux accusés. Elle consent toutefois à ce que « les prévenus de marque, réservés à l'échafaud » présentent leur défense et prend soin dans le même temps d'arrêter « comme contre-révolutionnaires » les « modérés » qui ont l'audace de demander aux représentants du peuple « que les prévenus soient jugés publiquement par la commission et qu'on leur accorde des défenseurs officiels »⁴²⁴.

À Bordeaux sévit encore un certain Lacombe qui, lui aussi, refuse fréquemment de désigner un conseil à ceux qui comparaissent devant la commission militaire qu'il préside. Son plaisir est de malmenier les accusés, en particulier lors des interrogatoires durant lesquels il n'est pas rare qu'il somme son vis-à-vis de se taire, affirmant que le tribunal est de toute façon fixé sur son compte. À ceux qui réclament la nomination d'un défenseur, il prend soin de rétorquer que cela est inutile, l'homme étant ici « désigné pour un aristocrate ». À quelques occasions, la commission peut s'entendre sur l'octroi d'un conseil qui, une fois nommé, subit de lourdes pressions de la part de Lacombe, comme en atteste l'échange suivant : « As-tu fait toi-même le discours que ton défenseur

422 - « Il ne sera fait aucun discours de défense générale de la part du défenseur », lance le conventionnel à la séance du 26 septembre 1793, *A.P.*, 1^{re} série, t. 75, p. 173.

423 - Cubero (José), « Les avocats entre rupture et continuité : de l'ordonnance criminelle de 1670 à l'ordonnance royale de 1822 », in Gazzaniga (Jean-Louis) (dir.), *Histoire des avocats de Bigorre et des Hautes-Pyrénées*, Tarbes, 1996, p. 104.

424 - Lemant (Pierre), *De la liberté de la défense (étude historique)*, thèse droit, Paris, p. 175 sq.

officiel vient de lire ? - Oui, il est écrit de ma main. - Si un défenseur officiel t'avait prêté ses idées, il serait aussi coupable que toi ! »⁴²⁵

En tout état de cause, il manquait jusqu'alors une ligne claire dans ce qu'il fallait comprendre de la législation d'exception, précisément dans la possibilité d'admettre l'accusé à bénéficier d'un défenseur officiel. Consciente de ce flottement et des interprétations auxquelles il pouvait conduire, la convention nationale apporte une réponse radicale au lendemain de l'exécution de Danton et de ses amis, mis quant à eux - rappelons-le - hors des débats à l'occasion de leur procès⁴²⁶. Initiée par l'ancien avocat clermontois Georges Couthon, la loi du 22 prairial an II (10 juin 1794) instaure ce que l'on peut qualifier raisonnablement de « déni de défense ». La pratique avait anticipé cette décision voulue par le comité de salut public qui, constatant que le rôle des défenseurs officiels avait largement perdu de son efficacité, demanda à l'assemblée de faire taire « cette classe d'hommes - les hommes de loi - voués par état à la défense des ennemis de la patrie »⁴²⁷. Désormais, le tribunal révolutionnaire, « institué pour punir les ennemis du peuple », proscriit l'audition des témoins et « donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes » sans en accorder « aux conspirateurs »⁴²⁸.

En interdisant la présence des conseils, ce texte radical ne semble toutefois supprimer, d'après Saint-Just, « que des fantômes ». Beaucoup se félicitent de cette décision, à l'image des membres de la Société populaire de Nevers, heureux de voir que ces hommes de loi « astucieux » sont écartés, ce qui permettra aux jurés de ne plus « être étourdis de phrases illusoires »⁴²⁹. Cette loi n'est pas seulement terrible pour les accusés. Elle est un coup fatal porté à ceux qui, courageusement, avaient jusqu'alors porté la défense officielle à bout de bras. Il leur fallait désormais assumer le fait que « la défense d'un accusé contre-révolutionnaire » devenait « elle-même un acte contre-révolutionnaire »⁴³⁰.

425 - Fabre de la Bénodière, *La justice révolutionnaire à Bordeaux (Lacombe et la commission militaire)*, Bordeaux, 1865, p. 57.

426 - Ce sera là l'objet du décret du 15 germinal an II (4 avril 1794) par lequel la Convention Nationale « décrète que tout prévenu de conspiration qui résistera ou insultera à la justice nationale, sera mis hors des débats et jugé sur-le-champ », Duvergier, *op. cit.*, t. 7, p. 132.

427 - Séance du 22 prairial an II (10 juin 1794), *A.P.*, 1^{re} série, t. 91, p. 486.

428 - Loi du 22 prairial an II (10 juin 1794), art. 16, Duvergier, *op. cit.*, t. 7, p. 192.

429 - Propos rapportés à la séance du 12 messidor an II (30 juin 1794), *A.P.*, 1^{re} série, t. 92, p. 290 sq.

430 - Fitzsimmons (M.P.), *The parisian order of barristers and the french revolution*, Cambridge Massachusetts, 1987, p. 104.

*Faire taire « les braillards du palais »*⁴³¹

L'offensive menée par le gouvernement révolutionnaire contre la défense en justice ne s'est pas concentrée sur les seules règles procédurales. Au-delà des formes exceptionnelles, il fallait aussi décourager les acteurs de la défense et, parmi eux, les hommes de loi. C'est bien là que se situe l'autre charge de la convention, soucieuse de réduire au silence, comme l'exprime cet électeur parisien, cette « robinaille » dont il recommande de « se méfier », l'expérience lui ayant appris que « sur cent hommes de cette classe », il n'y a pas « un vrai patriote »⁴³².

Constatant que la suppression de l'ordre des avocats, en septembre 1790, n'a pas découragé les ex-membres du barreau de poursuivre leur activité, l'assemblée conventionnelle n'a de cesse d'entraver l'action des plus téméraires d'entre eux. Elle fait sienne la formule d'un de ses grands animateurs, l'ancien avocat au conseil du roi Danton, qui estime, sans égard pour sa première fonction, que « tous les hommes de loi sont d'une aristocratie révoltante »⁴³³. Ses collègues députés, exerçant jadis et pour certains d'entre eux la profession d'avocat, n'épargnent pas non plus l'attitude de leurs anciens confrères, sans se souvenir qu'ils les avaient côtoyés dans les couloirs des palais et dans les salles d'audience.

Tous les moyens sont bons pour décourager le défenseur officieux qui s'investit dans sa tâche avec une conscience dont il serait faux de dire qu'elle est professionnelle⁴³⁴ mais qui s'en rapproche sensiblement. Il y a bien sûr les intimidations quotidiennes venues des juges patriotes ou de l'autorité politique qui peuvent susciter l'inquiétude, y compris chez les conseils les plus endurcis. Certains voient leurs plaidoiries interrompues par le président de la juridiction là où d'autres sont apostrophés sur leur position politique ou leur supposée appartenance à l'aristocratie.

C'est sur le terrain du patriotisme que la convention nationale décide d'accroître la pression, en mettant en place, par le biais du décret des 26-29 janvier 1793, un contrôle politique qui va largement affecter les représentants

de la défense⁴³⁵. L'idée est qu'on peut faire taire « les braillards du palais » en leur interdisant de plaider. Dès lors, le texte instaure le certificat de civisme dont on peut dire qu'il est une arme destinée à faire fuir les hommes de loi, suspectés d'entretenir l'esprit de contre-révolution, des prétoires. Déjà, en 1792, la municipalité parisienne avait exigé que « dans les procès de lèse-nation (il s'agissait alors de réprimer l'attitude des individus arrêtés lors de la journée du 10 août), les défenseurs officieux soient munis d'un certificat de probité délivré par leur section assemblée et que les conférences entre eux et les accusés soient publiques »⁴³⁶.

On note déjà les similitudes entre ce premier document et le certificat de civisme, en particulier la pleine liberté dont dispose les conseils généraux des communes pour octroyer ce sésame sans lequel il est vain de prétendre à l'exercice de la défense officieuse. À Paris, les critères ne laissent planer aucun doute sur la finalité du passeport civique. Ainsi, peut recevoir un certificat tout individu qui n'a jamais été rejeté d'aucune société populaire, comme les jacobins ou les cordeliers, ou qui « a toujours marché d'un pas ferme dans la route du patriotisme »⁴³⁷. C'est encore celui qui a « fait étalage, non seulement de sentiments républicains, mais encore et surtout d'enthousiasme pour les idées nouvelles »⁴³⁸.

Sans tarder, des placards sont affichés à l'entrée des salles d'audience. Ils rappellent aux hommes de loi la nécessité d'exhiber leur certificat de civisme pour pénétrer dans l'enceinte judiciaire afin d'assister leurs clients. Il y a péril pour ces praticiens, surtout lorsqu'ils se voient refuser le document. Aux yeux de la loi, ils deviennent des suspects et s'exposent à une arrestation voire à une incarcération. Cela conduit certains à ne pas faire de demande, ce qui les rend tout aussi suspects. On effraye ainsi une grande partie des représentants de la défense à l'heure où cet exercice peut être perçu comme une attitude contre-

435 - L'article 1 de ce décret mentionne « qu'à l'avenir, nul ne pourra être admis à exercer les fonctions d'avoués, homme de loi ou d'huissier auprès des tribunaux civils et criminels, sans justifier de son civisme par un certificat du conseil général de la commune du lieu de sa résidence [...] », Duvergier, *op. cit.*, t. 5, p. 127 sq.

436 - Lemant (Pierre), *op. cit.*, p. 134.

437 - Delom de Mézerac (Joseph), « Le barreau libre pendant la Révolution », *Revue des Deux-Mondes*, 1893, t. 4, p. 585.

438 - Quilliard (Georges), *Les défenseurs et avocats de 1790 à 1830*, thèse droit, Paris, 1949, p. 13. L'auteur note que « le conseil général de la commune, qui délivrait les certificats de civisme, se trouvait investi d'une sorte de pouvoir disciplinaire sur les défenseurs officieux. Il prit son rôle au sérieux et déclara en propres termes qu'il allait procéder à l'épuration du barreau. Il faisait conduire les défenseurs à la barre, les interrogeait sur leur conduite, leur demandait quels gages de dévouement ils avaient donné aux institutions nouvelles », *id.*

431 - L'expression émane d'Hébert, dans son journal *Le père Duchesne*.

432 - Nezdard (Henri), « La justice en France pendant la Révolution », *Revue générale d'administration*, 1927, p. 100.

433 - *Ibid.*, p. 98.

434 - Rappelons que la défense officieuse n'est pas une profession mais un simple état, un service gratuit rendu au justiciable qui le sollicite.

révolutionnaire, notamment lorsque le conseil offre son assistance à un ennemi de la République. On crée donc de la pénurie dans une fonction déjà bien tarie.

L'attitude des défenseurs officieux fait ressortir de la crainte face à ces menaces, ce qu'on perçoit bien dans les propos du citoyen douaisien Dubreuil, ancien avocat suspecté en août 1793 pour des raisons qu'il révèle dans une requête : « Je ne me suis pas empressé de demander un certificat de civisme ; d'ailleurs, je n'en avais pas besoin. Doué malheureusement d'une mémoire trop ingrate, et trop timide en même temps, pour oser plaider en public et de vive voix, j'ai été contraint de renoncer entièrement à la profession d'avocat »⁴³⁹. D'autres défenseurs, plus adroits, préfèrent se bâtir un patriotisme d'apparat qui constitue un bon « bouclier » face à la suspicion⁴⁴⁰. Les plus zélés d'entre eux n'ont aucune difficulté à obtenir le passeport politique. Parmi eux, le citoyen Sabourin, de Poitiers, présenté comme un révolutionnaire endurci, proche des idées de Marat. Comme le révèlent les accusés qu'il a défendus, il pousse le patriotisme jusqu'à solliciter le consentement des membres du comité révolutionnaire de sa ville pour toute intervention en tant que défenseur officieux⁴⁴¹.

Avec l'institution du certificat de civisme, la convention nationale veut atteindre les hommes de loi, en particulier tous ces anciens procureurs et avocats qui s'étaient initialement reconvertis comme avoués auprès des tribunaux de districts et qui, en tant que tels, assumaient régulièrement la défense des accusés, y compris pour des crimes contre-révolutionnaires, à la barre des juridictions criminelles. Pour briser l'élan de ceux que le Journal du Club National de Bordeaux qualifie d'animaux « sanguinivores » et de « fripons par essence »⁴⁴², l'assemblée ne voit pas d'autre issue que la suppression de la profession d'avoué à l'automne 1793⁴⁴³. À cet instant, les conventionnels font disparaître, définitivement, « tout ce qui restait des formes de la défense »⁴⁴⁴.

439 - A.D.N., L. 10166, dossier n° 6.

440 - Fitzsimmons (M.P.), *op. cit.*, p. 103.

441 - Archives départementales de la Vienne (A.D.V.), L. 462.

442 - Fabre de la Bénodière, *op. cit.*, p. 82.

443 - Décret du 3 brumaire an II (24 octobre 1793). Cette suppression se justifie en outre par la pénurie observée dans les rangs des avoués après l'instauration du certificat de civisme. Beaucoup avaient craint alors de se voir refuser le précieux permis. Les avoués sont remplacés par des fondés de pouvoir « qui seront tenus de justifier de certificats de civisme » (art. 12).

444 - Seligman (Edmond), « La question des avocats », *Revue politique et parlementaire*, mai 1897, t. 12, p. 315.

II. La défense en terrain hostile

Dans la tourmente que représente la Terreur, beaucoup veillent à ce que les ennemis de la République finissent sur l'échafaud, après un jugement prompt où les formes auront été les plus expéditives possibles. Certains accusés ont malgré tout plus de chance. Les circonstances et l'attitude des magistrats font qu'ils bénéficient d'une défense qu'assurent courageusement les hommes de loi.

Au bon vouloir des juges

Le mépris pour les « formes avocatoires », comme l'ancien avocat Robespierre les appelle⁴⁴⁵, n'a pas été suffisant pour éteindre définitivement la voix des défenseurs officieux qui, à l'époque du gouvernement révolutionnaire, ont continué à proposer d'assister les accusés coupables d'avoir porté atteinte à la République. Ces hommes de loi - ils le sont pour la plupart - ont souvent tiré profit de la situation et des soutiens qui se présentaient à eux et, avec habileté et opportunisme, se sont frayés un chemin dans un climat de terreur qui est aussi judiciaire.

La convention nationale rend possible ces interventions. Nous avons vu qu'elle les suscite même en tardant à légiférer, tout au moins de manière précise, sur certains points sensibles de la procédure extraordinaire comme l'octroi d'un conseil à l'accusé. Si la plupart des juridictions d'exception interprètent rarement ce flou juridique en faveur du justiciable, certains magistrats se sont montrés les meilleurs alliés de la défense, s'efforçant de lui préserver un peu d'espace, quitte à se mettre parfois eux-mêmes en difficulté.

Tel est le cas des membres des juridictions criminelles de droit commun qui s'interrogent sur la possibilité d'accorder ou non un défenseur officieux, ou d'en nommer un d'office pour les accusés contre-révolutionnaires. Ces professionnels, qui prennent parfois de la distance avec l'ambiance parisienne, sont fréquemment désorientés par la pratique du tribunal révolutionnaire de la capitale et des tribunaux d'exception de province. C'est ce doute qui anime Casebonne, accusateur public au tribunal criminel des Basses-Pyrénées, et qui le conduit à s'adresser aux membres de la juridiction paloise en 1793, à une époque où règne une incertitude que la loi du 22 prairial an II viendra rompre. L'homme cherche à savoir « si les accusés dans la partie révolutionnaire pourraient se faire assister d'un ou deux amis ou conseils et si, dans le cas où

445 - Discours au club des jacobins du 14 août 1793, propos rapportés par Duboul (Axel), *Le tribunal révolutionnaire de Toulouse (25 nivôse-3 floréal an II)*, Toulouse, 1894, p. 2.

ils négligeraient ou cesseraient d'en indiquer, le tribunal serait tenu de leur en nommer un d'office ».

Dans un premier temps, le président de la juridiction lui répond que l'adjonction d'un conseil est consacrée par la constitution de l'an I et, plus encore, « que le tribunal extraordinaire et révolutionnaire (de Paris) [...] accordait des défenseurs aux coupables les plus qualifiés et que Louis Capet, Charlotte Corday et Custines n'en ont pas été eux-mêmes privés, que d'ailleurs ce secours, sollicité par l'humanité et par les grands principes, ne produit aucun changement dans les peines à infliger contre les accusés reconnus coupables »⁴⁴⁶. Dès lors, le tribunal, plein d'égard pour le droit, estime de son devoir d'accorder un conseil « à tous les accusés qui lui ont été dénoncés en tribunal révolutionnaire et qu'alors la seule différence qu'il a mis entre ce genre d'instruction et celui des causes ordinaires a consisté dans une plus grande célérité pour l'expédition et dans le défaut d'adjonction de tout jury, ce qui paraissait correspondre à la déchéance des avantages de la procédure criminelle ».

Les juges mesurent bien la portée de leur réponse, trop peut-être d'ailleurs. Après quelques jours de réflexion et, on l'imagine, quelques échanges tendus avec le représentant du peuple, ils font volte-face et, s'en remettant à l'opinion publique, hostile disent-ils à la présence des défenseurs, écartent ces derniers en soulignant qu'ils n'ont pas d'utilité puisqu'ils ne peuvent « dénaturer des faits constants » ni « changer les dispositions des lois »⁴⁴⁷. Ce zèle manque de sincérité et cela n'a pas échappé au représentant du peuple Monestier, déjà lui⁴⁴⁸. Sans tarder, celui-ci prend la décision de révoquer le président du tribunal criminel de Pau, écarté pour son attitude incivique, lui qui avait à cœur de laisser les défenseurs s'exprimer⁴⁴⁹.

Dans les juridictions qui tolèrent la présence du défenseur officieux, il n'est pas rare que les juges cherchent à déstabiliser les conseils ou leurs clients par quelques manœuvres déloyales. Devant le tribunal révolutionnaire d'Arras, on voit ainsi fréquemment le président couper la parole aux accusés,

446 - Propos rapportés par Pons-Devier (A.), « Le tribunal criminel des Basses-Pyrénées », *Revue historique et archéologique du Béarn et du Pays Basque*, n° 67, janvier-février 1924, p. 23.

447 - L'accusateur public Casebonne était resté campé sur ses positions. Avant cette réponse, il avait espéré que le tribunal n'allait pas refuser la présence du défenseur « et, dans le cas même où il ne croirait pas devoir assumer sur lui cette décision, il interposerait du moins ses bons offices en les réclamant de la Convention », *ibid.* p. 25.

448 - Cf. *supra*.

449 - Monestier confirme dans le même temps que les accusés de délits contre-révolutionnaires n'ont pas droit à l'assistance d'un défenseur, Pons-Devier (A.), *op. cit.*, p. 25.

comme pour cette femme jugée pour émigration en 1793⁴⁵⁰. À Montpellier, le président du tribunal criminel permet à plusieurs reprises à l'accusateur public de prendre la parole une fois que la défense s'est exprimée⁴⁵¹. Dans l'enceinte du tribunal révolutionnaire de Paris, on remarque encore que les sans-culottes sont invités à manifester leur opinion lors des débats publics. Cette technique n'est pas exclusive à la principale juridiction d'exception du pays, puisqu'on la retrouve notamment devant la commission révolutionnaire et militaire établie dans la Mayenne, scène où « après l'interrogatoire sommaire des accusés et les conclusions de l'accusateur public, le président invite l'auditoire à parler pour ou contre l'accusé »⁴⁵². Il est parfois difficile de suivre la logique des juges dont on a le sentiment qu'ils peuvent se prévaloir d'un pouvoir arbitraire qu'ils avaient durant l'Ancien Régime. Comment comprendre en effet leur décision d'accorder un conseil à l'accusé un jour pour le refuser à un autre quelques semaines plus tard, avec une qualification pénale identique - le propos contre-révolutionnaire - dans les deux cas⁴⁵³ ?

En tout état de cause, la défense des ennemis du peuple laisse une marge de manœuvre assez étroite à leurs conseils. Ceux-ci ne disposent que d'un temps limité pour préparer le dossier et plaider si on leur en laisse bien sûr la possibilité. À peine quelques heures, de l'aveu de l'homme de loi Guillemet, « pour se concerter » avec son client « et préparer ses moyens de défense » devant la commission militaire d'Angers en 1794⁴⁵⁴. Quoique limitée, la communication reste possible en prison, comme le confie l'ancien avocat aux conseils Christophe Lavaux avouant passer sa vie « dans la Conciergerie » pour « toujours rassurer » et « consoler plusieurs prisonniers ». Le même avoue chercher à gagner du temps ou à égarer les juges en produisant des pièces écrites et en réclamant des certificats auprès des autorités. De cette manière, les dossiers criminels peuvent temporairement tomber dans l'oubli⁴⁵⁵.

Souvent, la plaidoirie a pour visée de convaincre les juges du civisme et de l'attitude patriotique de l'accusé. Peut-on « regarder comme coupable d'un

450 - Paris (A.J.), *Histoire de Joseph le Bon et des tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai*, Arras, 1864, t. 2, p. 275.

451 - *Archives départementales de l'Hérault (A.D.H.)*, L. 6868 (fanatisme religieux), L. 6872 (manœuvres contre-révolutionnaires), L. 6874 (propos contre-révolutionnaires).

452 - Lemant (Pierre), *op. cit.*, p. 179.

453 - La situation se présente au tribunal criminel de la Vienne au début de l'année 1794, A.D.V., L. supplément 394 et L. supplément 395.

454 - Petit (Jean), *op. cit.*, p. 379 sq.

455 - Lavaux (Christophe), *Les campagnes d'un avocat ou Anecdotes pour servir à l'histoire de la Révolution*, Paris, 1815, p. 46.

pareil crime un homme qui depuis le commencement de la Révolution s'en est toujours montré le zélé partisan ? », s'exprime ainsi cet ancien avocat du parlement de Flandre⁴⁵⁶. À l'inverse, la stratégie du défenseur peut consister à adresser un véritable « sermon républicain » à l'encontre de l'accusé, pour mieux lui rappeler les codes révolutionnaires et attendrir les jurés par la même occasion⁴⁵⁷. Les audiences viennent aussi rappeler aux hommes de loi combien il est nécessaire de plaider rapidement devant les juridictions d'exception pour ne pas lasser prématurément un public qui tolère mal l'éloquence. Certains s'y emploient plus que d'autres, au point d'affaiblir la défense de leurs clients. Il en est même une poignée qui oublie parfois les finalités de la défense officielle pour se recentrer sur la démonstration de leur propre civisme.

Ce comportement craintif est observé chez ce conseil qui se présente comme un homme d'affaires et qui a accepté d'assurer la défense d'un prêtre réfractaire devant le tribunal révolutionnaire de la capitale. Lors de sa plaidoirie, il prend à revers toute l'assistance par ces propos complètement inattendus mais qui se prêtent bien au contexte dans lequel ils sont prononcés : « J'ai vu, citoyens jurés, par la manière dont vous et le président avez interrogé l'accusé, que vous êtes plutôt ses défenseurs officiels que ses juges : je n'ai rien à ajouter aux réflexions et aux observations qui ont été faites. L'abbé Goutte a, d'ailleurs, beaucoup trop de moyens de se défendre lui-même et je ne dirai rien de mon chef pour sa défense »⁴⁵⁸. Que dire encore de ces individus sans scrupules chargés par les juridictions d'exception de rapporter « les confidences des détenus dans les prisons ». On a affaire ici à de « véritables espions » qui, à l'image du dénommé Ducasse, défenseur officiel de Bordeaux, n'hésitent jamais à « dénoncer leurs propres clients »⁴⁵⁹.

Dans la défense des ennemis du peuple, certains perdent tout sens déontologique si tant est qu'ils aient été dotés un jour d'une conscience professionnelle. Un tel comportement va bien au-delà de l'idée que l'on peut se faire de la place des hommes de loi auprès des ennemis de la République, bien résumée par l'un d'eux, le parisien Christophe Lavaux : « Le tribunal révolutionnaire accordait des défenseurs aux accusés mais leur ministère était sans objet réel, lorsque la victime se trouvait être désignée par les comités de

la Convention, le club des Jacobins, les sociétés populaires, ou les députés en mission. Les défenseurs n'en agissaient pas moins de bonne foi ; ils n'étaient pas dans le secret des tyrans »⁴⁶⁰.

« Pour défendre des conspirateurs, il faut des aristocrates »⁴⁶¹

Dans le climat de la Terreur, l'exercice de la défense n'est pas un long fleuve tranquille. Les tribunaux révolutionnaires autant que les autorités politiques opèrent de manière récurrente un amalgame entre ceux qui remplissent cette tâche et l'esprit de contre-révolution. Pour beaucoup de républicains, l'homme de loi est forcément attaché à l'Ancien Régime et donc à la royauté. Il ne partage pas les idéaux du Gouvernement révolutionnaire et désapprouve la chasse menée aux ennemis de la République parmi lesquels, à juste titre, il a le sentiment de pouvoir se trouver. Dans ces traits, on peut reconnaître Ignace-François Dusauchoy, ancien avocat au parlement de Flandre à Douai, dont le parcours au sein de la défense officielle s'interrompt brutalement au lendemain de la loi des suspects de septembre 1793. Arrêté pour défaut de certificat de civisme par le représentant du peuple local, il est incarcéré à la prison de Doullens. C'est là qu'il apprend qu'il est désigné comme un contre-révolutionnaire, une personnalité qui « ne s'est jamais montré en faveur de la Révolution ». Le comité de surveillance « ne le regarde point comme patriote, il n'a jamais eu à nos yeux que le masque du patriotisme »⁴⁶².

Les consignes sont particulièrement claires à l'égard de ceux « qui n'auront pas osé se présenter pour subir la censure ». C'est ce que rappelle au conseil général de la commune de Paris, le 26 germinal an II (15 avril 1794), l'agent national Payan, affirmant que ces « mauvais patriotes » qui compose la défense officielle ne doivent pas « échapper à la justice »⁴⁶³. À la suite de cette annonce, une liste est d'ailleurs dressée et envoyée sitôt au comité de sûreté générale, avec une suite que l'on devine. Il est beaucoup reproché à ces praticiens une sorte de « complicité morale »⁴⁶⁴ avec les ennemis du peuple dont Chauveau-Lagarde, défenseur de Marie-Antoinette, s'est ému au lendemain de son incarcération,

456 - A.D.N., L. 11094.

457 - Telle est la technique habilement employée par Antoine-Jacques de la Fleutrye, autrefois avocat au Parlement de Paris, devant le tribunal révolutionnaire de Paris, Lenotre (G.), *Le Tribunal Révolutionnaire (1793-1795)*, Paris, 1908, p. 207.

458 - *Id.* L'accusé fut condamné à mort.

459 - Fabre de la Bénodière, *op. cit.*, p. 55 sq.

460 - *Les campagnes d'un avocat, op. cit.*, p. 22.

461 - Propos de Fouquier-Tinville, accusateur public du tribunal révolutionnaire de Paris.

462 - A.D.N., L. 10148.

463 - Delom de Mézerac (Joseph), *op. cit.*, p. 585 sq.

464 - Fitzsimmons (M.P.), *op. cit.*, p. 106.

prononcée à la suite de l'exécution de la reine. Plus largement, ce qu'on blâme, c'est aussi le fait d'être défenseur officieux au tribunal révolutionnaire⁴⁶⁵.

Les risques sont réels pour les hommes de loi. Les uns après les autres, ils mesurent le danger d'assurer la défense des ennemis du peuple. Beaucoup ressentent de la peur et, maladroitement, prétextent une maladie, l'incompétence, le manque de temps pour renoncer aux sollicitations de l'accusé ou du tribunal. Il est souvent nécessaire pour les juges de s'y reprendre à deux, à trois voire à quatre reprises pour trouver un défenseur officieux qui accepte de plaider l'affaire. C'est la situation que rencontre le citoyen Vassaux, poursuivi pour émigration devant le tribunal criminel de l'Aisne, qui essuie quatre refus consécutifs avant de trouver une âme généreuse pour l'assister⁴⁶⁶. Les craintes peuvent également conduire les conseils à ne pas paraître le jour de l'audience et contraindre les juridictions à laisser l'accusé se défendre seul⁴⁶⁷.

La menace de l'arrestation fait partie du quotidien des hommes de loi. Ils sont nombreux à la subir, y compris ceux vers lesquels les tribunaux se tournent lorsqu'ils doivent nommer d'office un défenseur. La peur tarit indéniablement les rangs de la défense officieuse et brise les vocations de ceux qui seraient désireux, à l'époque où les écoles de droit n'existent plus, d'y prendre pied durablement. Sous l'ère de la convention nationale, les tribunaux ont été particulièrement exposés à la pénurie de conseils, de moins en moins nombreux à intégrer la défense, lorsqu'ils n'ont pas pris la décision radicale d'émigrer comme l'avaient fait avant eux quelques-uns de leurs clients⁴⁶⁸. Cette situation

465 - Dans une lettre adressée aux membres du tribunal révolutionnaire de Paris, l'ancien avocat fait savoir qu'il a « le malheureux honneur d'être défenseur » dans cette juridiction d'exception « et cette qualité seule suffit pour inspirer de l'ombrage aux patriotes qui ne savent pas de quelle manière j'en remplis les fonctions. D'ailleurs parmi tous ceux qui suivent aujourd'hui la même carrière, il n'en est pas un à qui ce titre puisse nuire autant qu'à moi, si l'on sait bien que j'ai défendu la Capet et la Corday. L'on ignore que le tribunal m'avait nommé d'office leur défenseur », propos rapportés par Wallon (H.), *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris, avec le journal de ses actes*, Paris, 1882, t. 1, p. 465 sq.

466 - L'un des défenseurs sollicités répond qu'il ne peut se charger de la défense car « il y répugne ». Un autre, avoué à Laon, affirme qu'il ne veut pas apporter son assistance pour « un citoyen convaincu du crime dont il est prévenu ». Dans ce dossier, l'accusé fut condamné à mort et exécuté, Combier (Amédée), *La justice criminelle à Laon pendant la Révolution (1789-1800)*, Paris, 1882, t. 1, p. 181 sqq.

467 - À l'occasion du pourvoi qu'il présente au tribunal de cassation, le citoyen Oudart explique que « le citoyen Aubert, que j'avais pris pour mon défenseur officieux, ayant été mis en arrestation, et le citoyen Criu, qui devait me défendre à sa place, n'ayant pas paru lors de mon jugement, je me suis trouvé sans défenseur, et j'ai été jugé et condamné sans avoir été défendu », *Bulletin des jugements du Tribunal de cassation rendus en matière criminelle, correctionnelle et de police*, Paris, t. 1, n° 58, p. 242.

468 - Tel est le cas, par exemple, des anciens avocats douaisiens Antoine-Eugène Debavay, Emmanuel Guillemot et Jean-François Guérin, qui quittent tous trois le territoire de la République à l'automne 1793. Ces hommes de loi étaient des habitués des audiences du tribunal criminel du Nord depuis son installation en 1792.

conduit les autorités à faire preuve d'une bienveillance surprenante à l'égard de certains hommes de loi, connus pour être très expérimentés mais aussi peu attachés aux idées républicaines.

L'homme de loi douaisien Pierre-Antoine Désprès est l'un des bénéficiaires de cette clémence inattendue. Cet ancien avocat au parlement de Flandre, qui avait prêté serment en juillet 1763, est parmi les défenseurs officieux les plus assidus du tribunal criminel du Nord. Les difficultés surviennent pour lui dès 1793, lorsque le comité révolutionnaire de sa ville lui reproche d'avoir deux fils émigrés. Peu de temps après, il n'obtient pas son certificat de civisme et rejoint donc la prison des Écossais en octobre, lieu qu'il quittera trois mois plus tard après que le représentant du peuple, qui prétendait au départ que « si les ennemis entraient dans Douai, ils le respecteraient et auraient pour lui des égards »⁴⁶⁹, admet qu'il n'aurait « jamais du être regardé » comme suspect⁴⁷⁰. Au lendemain de cette décision, Désprès reprend le chemin du prétoire où l'attend un accusé contre-révolutionnaire qui lui a été désigné d'office par la juridiction criminelle.

À Arras, une semblable tolérance est affichée par le représentant du peuple Joseph Le Bon envers l'homme de loi Leducq, arrêté après l'acquittement de son client, considéré comme un « ennemi de la Révolution ». Au lendemain de cette audience de février 1794 au tribunal révolutionnaire de la ville, où le défenseur officieux s'était vu reprocher d'avoir abusé de la crédulité de jurés « nés à la campagne » et peu versés « dans l'étude des lois », Le Bon le reçoit pour lui adresser un sermon républicain, le menaçant même d'un « Je t'apprendrai à défendre ainsi des aristocrates ». Toutefois, conscient des qualités de Leducq, il le remet en liberté en saluant sa disposition à défendre « ses frères indigents et sans appui » et son « amour brûlant de la patrie »⁴⁷¹.

Que dire enfin du soutien dont jouit l'ancien avocat Lavaux auprès de Fouquier-Tinville, accusateur public au tribunal révolutionnaire de Paris. Face aux inquiétudes manifestées par le défenseur, confessant qu'il n'entrait jamais « dans l'auditoire sans éprouver de frisson », l'accusateur public tient un discours rassurant et salue les qualités de son adversaire, tolérant même qu'il n'ait pas demandé de certificat de civisme : « Moque-toi de cela - lui dit Fouquier-Tinville - Vas ton train. La loi veut qu'il y ait des défenseurs ; or,

469 - Propos rapportés par Preux, *Éloge de Pierre-Antoine Déprès (...)*, Douai, 1821, p. 10.

470 - *A.D.N.*, L. 10165, dossier n° 10.

471 - Paris (A.J.), *op. cit.*, t. 1, p. 197.

pour défendre des conspirateurs, il faut des aristocrates : les patriotes ne s'en chargeraient pas »⁴⁷².

Tout ne s'est pas terminé de cette manière pour les hommes de loi. Une minorité d'entre eux a payé par l'échafaud l'audace de défendre une certaine clientèle. La liste des guillotins de la Terreur laisse ainsi apparaître des anonymes, comme le citoyen Descamps, défenseur officieux au tribunal criminel du Nord, guillotiné en avril 1794 après sa condamnation à mort par le tribunal révolutionnaire de Paris⁴⁷³, et des individus célèbres tel Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, l'un des conseils du roi Louis XVI, ou encore l'ancien avocat Simon Linguet, victime directe de la loi de prairial an II. Certains, très exposés, ont senti le vent venir et ont préféré prendre du recul le temps venu, à l'exemple du défenseur de la reine Tronson du Coudray qui, trouvant « la scène parisienne dangereuse », gagne pour un temps la campagne qui lui paraît un bon refuge contre le fanatisme⁴⁷⁴.

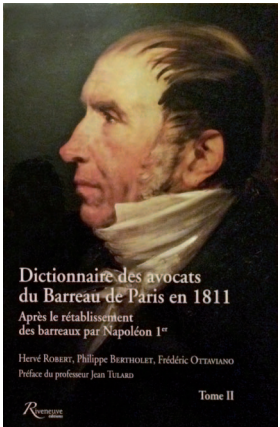
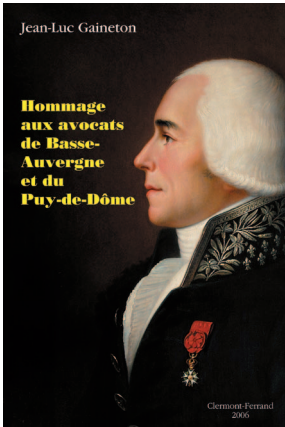
Conclusion

Souvent présentée comme une simple clause de style par des autorités révolutionnaires sans pitié pour les ennemis du peuple, la défense en justice durant l'épisode de la Terreur reste, sinon un droit, au moins une pratique. Ceux qui l'assurent, et tout particulièrement les hommes de loi, parviennent à résister à la tempête. Leur nombre, de plus en plus réduit, a certainement été l'un de leur plus précieux atout. Là où la convention nationale ne perçoit chez eux que « le masque du patriotisme », les juges se montrent parfois pragmatiques tant que la loi les y autorise, soucieux de ne pas paralyser le cours d'une justice qui, même dans ses heures les plus sombres, ne parviendra jamais à anéantir l'un de ses acteurs clés.

472 - *Les campagnes d'un avocat, op. cit.*, p. 23.
473 - « Ses compagnies, son air insolent [...], son audace, ses imprimés, ses répliques, théologies fanatiques et royalistes - disait de lui ses accusateurs - nous déterminent à conclure qu'il n'a été parmi vous qu'un aristocrate déguisé sous le masque du patriotisme », *A.D.N.*, L. 10165.
474 - Cazottes (Jacques de), *Un avocat dans la tourmente: Guillaume-Alexandre Tronson du Coudray (1750-1798), l'avocat de Marie-Antoinette*, Paris, 1993, p. 107.

La fable de « *Sanche de Lutèce et la vallée du Diable* » des limites de la critique dérisoire, stérile, sarcastique et autosatisfaisante

Excmo. Sr. Dr. D. Iñaki Diego
de La Vega de Arciniega Frías y Floret
Avocat aux barreaux de Burgos, Bilbao, Barcelone et Augustonemetum.



Nous pouvons lire sous la plume de Messieurs Hervé Robert, Philippe Bertholet et Frédéric Ottaviano, au tome I de leur excellent *Dictionnaire des avocats du barreau de Paris en 1811*, paru en 2011 aux éditions Riveneuve, l'assertion suivante à l'article concernant Benoît Marie Gaultier de Biauizat (1778-1827), fils de Jean-François Gaultier de Biauizat (1739-1815) petit-fils de François Gaultier de Biauizat (1692-1766) (p. 567- 571) : « *Jean François Gaultier de Biauizat, né à Tourzel-Ronzières (actuel département du Puy-de-Dôme) le 23 octobre 1739, baptisé le lendemain (*)*, (...) *François Gaultier de Biauizat, (...) avocat en parlement, lieutenant général du Dauphiné et d'Auvergne* ». Il est précisé (p. 57), que le signe « * » « *utilisé dans les notices informe le lecteur que les dates et lieux de naissances, mariages ou décès mentionnés ont été*

vérifiés dans les actes d'état-civil, ou relevés dans les actes notariés ou dans des documents administratifs. » Une note inattendue, assez désobligeante et discourtoise, mentionne ensuite : « À noter que tous les documents biographiques jusqu'à celui de Monsieur J.L. Gaineton, ainsi que tous les articles publiés, font naître François (sic, il faudrait lire Jean-François) Gaultier de Biauzat à Vodable le 23 octobre 1739, **ce qui est parfaitement faux**. En fait, l'erreur d'origine semble venir d'un article publié par J.B. Bouillet dans les Tablettes historiques de l'Auvergne, Clermont-Ferrand, imprimerie de Pérol, 1841, tome II. **Il aura donc fallu attendre 170 ans, depuis cet article pour rétablir la vérité** (remerciements à Monsieur Daniel Catan). » (Les termes soulignés le sont par nos soins)

Une lecture rapide enseignerait donc que grâce à un informateur aussi zélé que sagace et à la consultation méticuleuse d'un registre paroissial, un véritable bouleversement serait survenu dans la connaissance du monde du XVIII^e siècle. Une nouveauté d'une telle importance conduit nécessairement l'amateur attentif à vouloir en connaître un peu plus sur cette grave méprise réparée après quasiment deux siècles de coupable égarement. *L'Hommage aux avocats de Basse-Auvergne et du Puy-de-Dôme*, complété par *l'Histoire des barreaux de Basse-Auvergne et du Puy-de-Dôme* de Jean-Luc Gaineton (Rameaux & Racines, Clermont-Ferrand, 2006 et 2008), est l'ouvrage renfermant cette contre-vérité panurgienne qui est désigné à l'opprobre. Pourtant une telle erreur vénielle ne serait pas si choquante. La perfection n'est point de ce monde et en tous cas moins répandue que la vanité. Et les livres du bâtonnier clermontois, président de notre société, ne font exception ni à ceci ni à cela.

En 2006, monsieur Gaineton écrit en effet que Jean-François Gaultier de Biauzat est « né à Vodable le 23 octobre 1739 » (n° 1295, p. 203). La cause semble entendue. Le mensonge ou la copie servile sont avérés et la correction sur pièces du triumvirat salvatrice. Pourtant, ses sources pour le bref portrait qu'il propose de Jean-François Gaultier de Biauzat sont les archives du barreau de Clermont-Ferrand, les archives départementales du Puy-de-Dôme (état-civil de Clermont-Ferrand), des ouvrages d'Ambroise Tardieu, de Georges Bonnefoy, de Francisque Mège, de Pierre-Yves Beaurepaire, de Jacques Girard, de Laurence Froment, ainsi qu'une communication de Marie-Claude Chastel. Toutes commettent la même ignominie et font naître le célèbre avocat clermontois à Vodable ! Contrairement au trio, l'auteur clermontois a fait confiance à ses prédécesseurs et n'a pas vérifié le registre de catholicité en question. Mais comment est-il possible que tant de doctes personnages aient dû attendre aussi longtemps les lumières incidentes d'autres chercheurs pour que la vérité soit enfin révélée sur l'origine de l'un des enfants les plus chéris de cette province ? L'aréopage des *aficionados* de la belle Auvergne sera-t-il irrémédiablement affublé d'une réputation d'ignare ou d'inculte

renvoyant ces historiographes en pleine contrition à leurs études et à la lecture des *Mémoires d'un âne*, de Sophie Rostopchine, comtesse de Ségur ? Par bonheur, cette triste perspective sera écartée.

Signalons ici que d'ordinaire de telles leçons entre historiens ont pour thèmes des sujets d'intérêt plus déterminant ; mais, soit, admettons qu'en la matière chaque détail ait son importance et doive bénéficier de la justesse la plus fine.

Aussi, penchons-nous un instant sur *Tourzel-Ronzières*, désigné en 2011 comme le berceau retrouvé de notre avocat. Si ce nom figure en bonne place de l'interminable liste des communes qui font la richesse de la France, force est de constater qu'il n'est point attesté sous l'Ancien régime. L'ancienne paroisse de *Notre-Dame et Saint-Jean-Baptiste de Ronzières et Vodable* est séparée pendant la Révolution en deux communes, *Vodable* d'une part, *Ronzières*, d'autre part. Puis, en 1901, la seconde devient *Tourzel-Ronzières*. Pour s'en convaincre il suffit de consulter la table de concordance « *Des anciennes paroisses de Basse-Auvergne aux actuelles communes du Puy-de-Dôme* », publiée en 1983 par l'A.R.G.H.A. sous la direction de Marie-Renée Sauvadet. La rectification procède donc d'un anachronisme flagrant. Or une telle incohérence pourrait mettre à mal le fond même de l'immense avancée historique revendiquée. La consultation de nos anciens auteurs nous libérera des derniers doutes.

Ambroise Tardieu (*Grand dictionnaire historique du département du Puy-de-Dôme*, C. Desrosiers, Moulins, 1877, p. 89), donne pour *Biauzat* : « *Jadis Biozat, aujourd'hui domaine de la commune de Vodable, anciennement fief avec château. (...) Ce fief passa à la famille Gaultier, originaire de Vodable. (...) Cette famille a comme illustration, Jean-François Gaultier de Biauzat, né à Vodable en 1739.* » Et, l'article *Vodable* (pp. 359-360) indique : « *Chef-lieu de commune, chef-lieu de canton de 1790 à 1800. Capitale du dauphiné d'Auvergne avant 1789. Vodabla (1060, 1112) ; castrum seu villa de Vodabali ; castrum seu villa de Vodubali (1262) ; Vodabula (1302) ; villa Vodabulae (1382) ; Vaudable (1589). L'étymologie pourrait venir de vallis diaboli (vallée du diable). Avant 1789, malgré son importance, Vodable n'avait pas d'église paroissiale. (...) Le curé et les vicaires résidaient à Ronzières.* » La notice de *Ronzières* (p. 294), alors chef-lieu de commune, est ainsi renseignée : « *La chapelle de Ronzières, qui est aujourd'hui desservie par le curé de Tourzel, était, avant 1789, l'église paroissiale de Vodable.* » Tandis que *Tourzel*, marquisat dès 1742, érigé en duché en 1816, (qu'il s'agisse de titres de courtoisie ou concédés par lettres patentes) n'est en ce temps qu'un village de la commune de *Ronzières* (p. 341).

D'ailleurs, s'ils avaient véritablement consulté l'acte de baptême, les dénonciateurs de 2011 auraient évité ces sables mouvants puisque le texte original, côté 6 E 306/1, en ligne sur le site des archives départementales du Puy-de-Dôme

pour une lecture à distance, est le suivant, tiré du registre intitulé par le scribe de l'époque de « *la paroisse de Vodable Ronzières* » : « *Le vingt quatriesme octobre mil sept cent trente neuf a ete baptisé Jean françois gaultier fils a Mre françois Lieutenant general & Chatelain de vodable et d'honnête femme Jacqueline Jourde ses pere et mere de legitime mariage est ne le jour dhier entour dix heures du soir, son parrain Jean françois jourde clerc tonsure frere de la mere marraine dame françoise de Verthamy epouse a noble françois de faugere cousine tous hnts du lieu de vodable soussignés.* » Suivent les signatures : *Violle vicair Jourde Vertamy.*

Nous espérons ainsi rassurer les lecteurs. Jean-François Gaultier de Biauzat naît bien en 1739 à Vodable, cité dont son père est châtelain, peut-être au château ou encore au domaine familial, mais non à Tourzel-Ronzières qui n'existe pas à cette époque. Pour l'apprendre, il aurait suffi de se connecter à l'Internet ou, mieux, de visiter le pays d'Auvergne, comme Châteaubriand en 1805 et en 1838 [*Voyage à Clermont (Auvergne)*, Éditions G. de Bussac, Clermont-Ferrand, 1976], ne serait-ce qu'en flânant et rêvant au travers de ses beaux pâturages ou des petites rues de ses bonnes villes. Au détour d'une perspective champêtre, la providence aurait certainement placé sur la route des voyageurs une paysanne à bonnet garni de rubans de tulle ou un jeune berger ayant à l'esprit les contes et légendes d'Auvergne et les récits d'*histoires* de vieux colporteurs, de telle sorte que leur soit montré le chemin de la capitale de notre dauphiné, la ville et château de Vodable, si joliment dessinés vers 1450 par Guillaume de Revel, héraut d'Auvergne (Emmanuel de Boos, *L'armorial d'Auvergne, Bourbonnois et Forestz de Guillaume Revel*, Créer, Nonette, 1998).

En outre, il faut tout de même le dire, François Gaultier de Biauzat n'est pas lieutenant général « *du Dauphiné et d'Auvergne* » comme écrit depuis l'île de la Cité, mais « *du dauphiné d'Auvergne* ». Autre imprudente correction dont il aurait été amusant de connaître l'exégèse. Toutefois il n'est pas temps de se lancer dans un rappel d'histoire institutionnelle qui aille au-delà des limites d'une ancienne paroisse. Dauphiné d'Auvergne, comté d'Auvergne, duché d'Auvergne ou vicomté, terres de l'évêque de Clermont, comté de Clermont, domaine royal, alliances et apanages, partages et querelles dynastiques, guerres féodales ou fratricides... tout cela est passionnant mais dépasse le cadre qui nous est accordé ici pour cette courte fable.

Pour l'heure, nous allons, comme nos aïeux auvergnats décrits par le vicomte de Châteaubriand (*op. cit.* p. 58), « *vendre des mules en Catalogne et en Aragon* », faire pour nos « *longs hivers provision de soleil et d'histoires* » avant de « *rapporter de ce pays* » à notre terre maternelle des volcans et de la Limagne « *quelque chose d'espagnol, qui se marie bien avec la solitude de* (nos)

montagnes » car « *les voyageurs et les vieillards aiment à conter, parce qu'ils ont beaucoup vu: les uns ont cheminé sur la terre, les autres dans la vie.* »

Mais surtout, amis érudits de Lutèce, ce qui vous paraît « *parfaitement faux* » peut être « *parfaitement vrai* ». Interrogeons-nous ensemble avec Michel Foucault sur le grand ordonnancement du vrai et du faux qui voudrait dominer notre civilisation. Et de grâce, n'oubliez pas l'héritage des héros de Miguel de Cervantes Saavedra. Dans le grand-livre de la littérature espagnole Sancho Panza, le valet, ne manque jamais à son maître Don Quichote de la Mancha, le valeureux hidalgo. Et il se garde bien de l'entraîner dans des turpitudes inutiles. Nous vous en assurons, les villages d'Auvergne ne sont pas de belliqueux et hostiles chevaliers en armes qu'il faudrait corriger sans cesse, pas plus que des ânes bâtés. Leurs habitants sont accueillants et aiment le curieux qui vient à eux. Alors n'ayez pas peur ! Visitez-les ! Venez avec votre maître ! Soyez sûrs que Vodable et la vallée du Diable sont libérées depuis des siècles des affres de la comtesse Brayère, la célèbre ogresse dont seul le souvenir nous est encore transmis dans les *Légendes d'Auvergne* rapportées par Henri Pourrat (Robert Laffont, Paris, 1947, p. 51-59). Elles sont depuis lors aussi hospitalières que peut le laisser entendre Georges Brassens dans sa balade. Ainsi les Auvergnats vous feraient découvrir avec plaisir et enthousiasme l'exotique beauté des montagnes, plaines et vallées qui sont leur écrin.

Achevé d'imprimer en avril 2017 par
GROUPE DROUIN MAÎTRE IMPRIMEUR
92, avenue Ernest Cristal - 63170 Aubière - France
Tél. 04 73 26 44 50 - groupedrouin.fr
Dépôt légal n° 17444 - 2^e trimestre 2017

